Colonel DENIS ROUX
avec XAVIER PANON

PROTÉGER LE PRÉSIDENT

ÉLYSÉE : QUINZE ANS D'HISTOIRES SECRÈTES

L'Archipel

Colonel DENIS ROUX
avec XAVIER PANON

PROTÉGER LE PRÉSIDENT

Quinze ans d'histoires secrètes

l'Archipel

Table

Avant-propos

I. Le GSPR, une histoire à rebondissements

Avec Jacques Chirac : un sacré bazar !

II. Leurs jardins secrets

Le François Mitterrand privé
Le Chirac privé

III. Aux quatre coins du monde

Mitterrand, un président « à risque »
Chirac : clashs et cohues

Épilogue

Si vous souhaitez prendre connaissance de notre catalogue :
www.editionsarchipel.com

Pour être tenu au courant de nos nouveautés :
www.facebook.com/larchipel

E-ISBN : 9782809827088

Copyright © L’Archipel, 2019.

Avant-propos

J’ai vécu, pendant quinze ans à l’Élysée [1], dans l’intimité de François Mitterrand et de Jacques Chirac. Avec mes camarades gendarmes du Groupe de sécurité de la présidence de la République (GSPR), nous avons assuré leur protection et, à leur demande, préservé l’intégrité de leurs vies officielle et privée. Leurs secrets aussi. Pour Mitterrand, son cancer et l’existence de sa fille Mazarine Pingeot, âgée de sept ans en 1981. Les deux chefs d’État n’avaient pas la même vision de leur sécurité, en raison de leur histoire personnelle, de leur conception de la vie privée et de l’influence de leurs proches, plus présents chez Jacques Chirac, dont l’épouse et la fille ne nous ont pas facilité la tâche au début.

Il nous a fallu relever ces défis dans un environnement souvent hostile, du fait de la rivalité jalouse de nos confrères policiers – la fameuse « guerre des polices » –, attisée par certains entourages à l’Élysée et au ministère de l’Intérieur.

Je m’efforce ici de relater des faits pour mieux éclairer la complexité de la sécurité des présidents et les difficultés rencontrées tout au long de l’existence de notre unité, qui fête cette année son trente-sixième anniversaire, en particulier le sort injuste et regrettable réservé trop souvent aux gendarmes du GSPR, sentiment d’ailleurs partagé par nombre d’amis policiers.

Depuis 1983, année de sa création, le GSPR aura connu des fortunes diverses : bienvenu sous François Mitterrand, supporté sous Jacques Chirac, écarté par Nicolas Sarkozy au seul profit de la police, remisé en position subalterne par François Hollande, avant d’être déstabilisé avec Emmanuel Macron en raison de son choix étrange de confier, à côté du GSPR et du commandement militaire de l’Élysée, sa garde très rapprochée au jeune Alexandre Benalla. Le comportement inadmissible de ce chargé de mission, lors des manifestations du 1er mai 2018, aurait dû, selon le rapport d’enquête de la commission des lois du Sénat [2], lui valoir un licenciement immédiat.

Ce collaborateur « peu expérimenté », ajoute le rapport, a « fragilisé la sécurité du président de la cinquième puissance mondiale ». Il a été la « source de dysfonctionnements » institutionnels.

Cette situation ubuesque illustre le sac de nœuds qu'a représenté jusqu'à récemment la sécurité des présidents à l'Élysée. Le GSPR gendarmes et policiers dépend du ministère de l'Intérieur, plus précisément du SDLP (Service de la protection), c'est-à-dire de la structure exclusivement policière des anciens « VO » (voyages officiels). Annexé par ce SDLP, le GSPR s'était vu confier d'autres missions que la seule sécurité du président, notamment, lors des voyages, la responsabilité de la presse, de l'hôtellerie et de la restauration. Autant dire que notre mission initiale était dévoyée, affaiblie. Pour ne rien simplifier, le GSPR devait aussi composer avec une autre entité officielle : le commandement militaire, en charge de la garde du Palais (accès, circulation des personnes et des biens, surveillance des appartements) et d'autres sites comme le fort de Brégançon. De ce fait, en particulier lors de grands événements comme le 14 Juillet, le GSPR et le commandement militaire se retrouvaient en porte-à-faux, quasi concurrents sur le terrain de la sécurité du président.

Une clarification s'impose donc. D'où la volonté d'Emmanuel Macron de créer à l'Élysée une direction nouvelle rapprochant le GSPR et le commandement militaire du Palais, formé d'éléments de la Garde républicaine. La coordination devrait être meilleure *a priori* et, même si gendarmes et policiers continuent de dépendre administrativement du ministère de l'Intérieur, leur emploi sur le plan opérationnel à la présidence de la République sera renforcé, du fait de cette nouvelle direction. Ils disposeraient d'ailleurs d'une enveloppe financière pour leur propre fonctionnement.

Fin du sac de nœuds ? L'avenir le dira. Leur rapprochement ne posera pas de difficulté au GSPR ni au commandement militaire puisque ces deux formations appartiennent à la gendarmerie. Ce sera peut-être moins évident pour nos collègues de la Police nationale, qui n'ont cessé de faire main basse sur le GSPR. Sans doute sauront-ils faire preuve de pragmatisme et de professionnalisme.

Finalement, de disgrâces en retours en grâce, le GSPR a tenu bon, convaincu de la justesse de sa vision globale de la sécurité, c'est-à-dire intégrant tous les aspects de la vie publique et privée du président, et de ses

méthodes d’action. Sa réussite, à l’exception de rares couacs, tient à l’abnégation, à l’engagement sans faille, au dévouement des gendarmes de cette unité aussi soudée que les « mousquetaires [3] ».

En racontant l’histoire du GSPR et les aventures que j’y ai vécues, je tiens à rendre hommage à mes camarades, anciens et nouveaux, aux vivants et aux morts de cette unité d’élite au service d’une mission supérieure : la protection des présidents de la République. Je ne prétends pas m’exprimer au nom de tous, d’autant que bon nombre de camarades n’ont pas souhaité témoigner, mais j’espère avoir été fidèle à ce que nous avons vécu. Enfin, à travers ce livre, je veux rappeler aux jeunes générations que, fort de mon expérience au GSPR, tout se construit et doit se bâtir sans cesse pour exister.

PREMIÈRE PARTIE

LE GSPR, UNE HISTOIRE À REBONDISSEMENTS

Protéger le président… de lui-même, d'abord ! Depuis Paul Deschanel en 1920, il n'a jamais été facile d'user de cette élémentaire précaution qui aurait épargné aux chefs d'État bien des déboires. Le premier cité tombe d'un train en pleine nuit ! Un autre, au retour d'une escapade nocturne, tamponne un camion de laitier à l'aube. Son successeur mène secrètement une double vie. Et que dire du président introuvable la nuit de la mort de la princesse Diana ? De celui, photographié, casqué, à scooter, non loin de l'Élysée où loge sa nouvelle compagne ? Ou, pour l'actuel chef de l'État, de son quinquennat écorné pour avoir laissé les coudées franches à son garde du corps, qui a fait une entrée fracassante au livre des records des couacs élyséens… ?

Emmanuel Macron a d'ailleurs assumé sa responsabilité dans le choix erroné d'offrir une stupéfiante liberté à son jeune « frère d'armes » électoral, qui s'était tant donné pendant sa campagne. Se prévalant de la confiance du nouveau président de la République, Alexandre Benalla, selon la commission d'enquête du Sénat, avait en effet créé, au sein des services de l'État, des « dysfonctionnements majeurs » qui ont pu « affecter les intérêts du pays » et entraîner des manquements autour de la protection du chef de l'État, « dans une période où les risques terroristes étaient élevés ». Il est clair qu'il s'en est fallu de peu qu'Alexandre Benalla, poursuivi pour son comportement inapproprié, joue un rôle décisionnaire dans la sécurité présidentielle à l'occasion de la réforme en cours. Son éviction *in extremis* a simplifié la donne, bien compliquée depuis longtemps.

L'après-Benalla

Une réforme s'imposait en effet pour remettre de l'ordre et de la cohérence dans le système. La DSPR (Direction de la sécurité de la présidence de la République) est officiellement instituée. Elle se compose de trois entités : le commandement de la Garde républicaine (deux cent

trente personnes), le GSPR mixte gendarmerie-police (soixante-dix) issus du GIGN et du SDLP et un état-major opérationnel.

Tous les problèmes ne sont pas réglés pour autant. Le lancement de cette nouvelle direction commence par une valse des chaises au GSPR, ce qui peut se comprendre, afin de tourner la page Benalla et de parer aux conséquences possibles de l'enquête du parquet demandée par le Sénat, à la grande colère de l'exécutif qui a dénoncé une offensive politique. Le chef du GSPR, le général de gendarmerie Lionel Lavergne, mis en cause – de même que le secrétaire général de l'Élysée et le directeur de cabinet, pour « omissions, incohérences et contradictions » dans leurs auditions devant la commission d'enquête du Sénat – est parti. Il rejoint la Direction générale de la gendarmerie, avec une troisième étoile en perspective.

Cette valse au sommet de la hiérarchie de la sécurité élyséenne n'en fait pas moins courir le risque d'un affaiblissement, du moins au début. Le patron de la nouvelle DSPR, le colonel de gendarmerie Benoît Ferrand, ancien du GIGN, est en charge désormais des deux forces, GSPR et commandement militaire. Le commandement du GSPR est confié à un policier issu de la BRI (Brigade de recherche et d'intervention), *a priori* étranger à la problématique sécuritaire du président et de ses proches. Son adjoint est cependant un gendarme, lieutenant-colonel déjà en poste au GSPR.

Le nouveau directeur devra très vite se montrer assez directif pour mieux contrôler et coordonner les divers services responsables des déplacements présidentiels, regrouper les énergies et mettre en application une doctrine de sécurité unique. Sa priorité : contenir l'émiettement de la mission, éclatée jusqu'alors dans un agrégat d'unités satellites – dont la CRS 1 [1] et autres unités de police –, ce qui posait le problème de la parité d'engagement gendarmerie-police. Dans ce nouveau contexte, les unités d'intervention de la Garde républicaine seraient davantage sollicitées. Elles se projetteraient sur des missions qui demandent un bon niveau d'expertise, le GIGN n'étant pas toujours en mesure d'apporter son soutien. De même, le commandement militaire du palais de l'Élysée pourrait voir ses missions (gardes statiques en particulier) élargies à la sécurité de lieux en France et à l'étranger.

Ce qui est nouveau, c'est donc que, pour la première fois, l'Élysée prend la main sur sa propre sécurité. Un budget autonome est octroyé au GSPR,

qui dépendait jusqu'alors des arbitrages au sein du GIGN pour la part gendarmerie et du SDLP (Service de la protection) pour la part police.

Reste la question du lien avec la place Beauvau. Une convention Élysée-ministère de l'Intérieur a été signée, précisant que des détachements de la gendarmerie et de la police sont mis à disposition de la présidence de la République. Les décrets de 2008 rattachant le GSPR au SPHP, Service de protection des hautes personnalités, et celui de 2013, créant le SDLP à la place du SPHP, restent cependant en vigueur. Conséquence : le GSPR, y compris ses gendarmes, est rattaché sur le plan administratif à la structure policière du SDLP, notamment pour la formation et l'encadrement. Il faut y mettre fin car cette dépendance entretient un malaise et un déséquilibre au détriment du GIGN, maison mère des gendarmes élyséens. Puisque la nouvelle direction assurera la coordination, pourquoi ne pas en revenir à la situation existant sous Jacques Chirac, à savoir le maintien au GIGN de la composante gendarmerie, impératif existentiel pour lui, et au SDLP pour la composante police ?

Cela étant, le projet est plutôt bienvenu : rattachement organique à l'Élysée, moyens budgétaires propres et organisation centralisée. Toutefois, malgré sa logique et sa cohérence, la réforme recèle toujours une certaine fragilité et un risque de dysfonctionnements sur le plan opérationnel. Alors que la mission de protection du président et de sa famille, en tout temps et en tous lieux, exige une parfaite cohérence des techniques, des dispositifs de sécurité et une cohésion sans faille, le GSPR n'est toujours pas, à ce stade, un « produit fini ». Ses deux entités restent en fait juxtaposées et ne suivent pas une formation complémentaire commune.

Le protocole de sélection/formation comporte pourtant trois niveaux : un premier, pour le recrutement, à la charge de chaque entité et selon ses propres critères ; un deuxième, pour la sélection commune aux deux corps gendarmerie-police, dont une semaine sur des critères communs. Jusque-là, rien à dire. Mais le troisième niveau, pour une formation commune de six à huit semaines, ne sera finalement pas assuré. Chacun mènera sa formation complémentaire. Pour ses candidats au GSPR, le GIGN assurera la formation continue. Mais le temps trop réduit consacré à la sélection menace, à mon avis, l'homogénéité du GIGN lui-même. L'une de ses marques de fabrique, selon ma propre expérience, est la polyvalence et une formation longue, très exigeante et complète, à la mesure des défis du

terrain. Une formation « allégée » des nouvelles recrues fait courir le risque d'un décrochage du GIGN de sa composante GSPR, dont l'intégration dans la prestigieuse unité sera de fait rendue plus difficile.

La police, elle, formera ses hommes selon leur disponibilité. Or, celle-ci n'est pas grande. C'est donc la porte ouverte à toutes les incertitudes, ce qui est peu rassurant pour la cohésion des hommes, leurs méthodes de travail et le dispositif de sécurité censé protéger le président. Il faudra impérativement proposer une formation collective et régulière pour assurer une bonne symbiose entre gendarmes et policiers.

Reste également le problème des campagnes électorales et de leur sécurité, à la charge du SDLP. Il impacte lourdement la cohésion du Groupe chargé de la protection du président. Les gendarmes sont en effet écartés de l'emploi du temps privé du président, confié à la police. À quoi s'ajoute le fait qu'à chaque élection, les policiers du GSPR changent. Il serait sage de mettre un terme à cette dépendance électorale et politique de la sécurité du chef de l'État, dont toutes les activités officielles et privées devraient être confiées aux bons soins du GSPR en titre.

Quoi qu'il en soit des incertitudes persistantes, on n'ose imaginer la suite si la protection d'Emmanuel Macron avait finalement été confiée à Alexandre Benalla qui, malgré ses qualités relevées par le président, s'était vu confier des « pouvoirs excessifs » au regard de son « inexpérience ». Qualifié d'« interlocuteur privilégié » (IP) et d'« épaule » du président [2], il transmettait avant et durant les déplacements du chef de l'État, y compris officiels, des informations utiles au GSPR qu'il fréquentait avec assiduité. Toutefois, selon l'enquête du Sénat, sa trop grande proximité, son « immixtion » même avec les services officiellement en charge de la sécurité ont contribué à une confusion des genres. Pire, il avait pris « l'ascendant » sur les responsables opérationnels, jouant « un rôle central dans le fonctionnement des services de sécurité de la présidence ». Ne revendiquant, devant le Sénat, qu'un rôle de « facilitateur », il ambitionnait sans doute davantage. Raison qui expliquerait sa participation avec le chef du GSPR, le chef du SDLP, un représentant de la gendarmerie et le commandement militaire du Palais, à la cellule restreinte chargée de concevoir « une nouvelle stratégie de sécurité du président ». Son objectif, selon ses déclarations dans la presse relevées par le Sénat, consistait « à mettre en place un système qui prendrait ses distances envers le ministère

de l’Intérieur, obstacle à l’autonomisation du dispositif de sécurité présidentiel, contrairement à la tradition de la Ve République ».

Le GSPR, de son côté, toujours désireux de survivre aux changements de présidents et de poursuivre sa mission, a pu « courtiser » ce personnage proche d’Emmanuel Macron, donc jugé utile et influent dans la maison Élysée. Une connivence qui peut sembler normale dans le contexte, mais qui s’imposerait moins si cette unité, dans sa composition mixte police-gendarmerie, pouvait être assurée de sa pérennité, sans craindre les remises en question à chaque élection, et de sa responsabilité globale sur la vie officielle et privée des présidents.

Privés et électrons libres

En réalité, le GSPR et son commandement n’ont, sauf avec François Mitterrand, pas vraiment eu la main sur l’univers privé des présidents. Sous le général de Gaulle déjà, ce sont officiellement les policiers des voyages officiels, les VO, qui sont chargés de la sécurité. Ils ont la confiance du futur président pour l’avoir accompagné dans son aventure politique et sa campagne électorale. Des liens personnels se sont noués qui ont perduré. Les présidents accordent une place privilégiée à ce personnel dévoué et disponible, quoique très éloigné des exigences sécuritaires. La direction des VO favorise cette situation et sait en jouer. D’une certaine manière, Benalla a hérité de cette pratique, issue d’un capital confiance que le GSPR, lui, ne peut revendiquer. Nous avons beau être spécialistes de la sécurité, il nous faut gagner patiemment notre place dans le dispositif. Avec des fortunes diverses.

Bien que l’ingérence de Benalla dans le fonctionnement de la sécurité semble avoir atteint un sommet, sa dérive grave, pour ne pas dire majeure, ne fait pas exception dans l’histoire de l’Élysée. Il n’est pas le premier électron libre ni le premier « pion » à s’arroger un pouvoir excessif sur la protection rapprochée du président de la République. Les entourages présidentiels ont tous connu leurs « coucous » nichés dans le dispositif de sécurité, responsables de dérives surtout dans le domaine privé. Pour être mineures, elles ne nous ont pas moins posé de sérieux problèmes.

Ainsi, le garde du corps et chauffeur attitré de François Mitterrand pendant vingt-cinq ans pratiquait, au début, une pénible rétention

d’informations. Pour bien nous faire sentir qu’il assumait lui aussi la sécurité du président, il ne nous prévenait qu’à la dernière minute de ses déplacements privés.

Dans le même genre, Jean-Claude Laumond, le fidèle chauffeur de Jacques Chirac, ne s’illustrait pas seulement par ses excès verbaux dignes de son patron[3] ! Il avait surtout une conduite outrancière et provocatrice qui nous mettait en difficulté. Il prenait un malin plaisir à rouler à 150 km/h sur les quais de Seine ou à démarrer aux feux rouges, pour nous distancer et casser le dispositif du cortège voiture-moto. Une fois le président arrivé à un rendez-vous, il fermait la voiture et s’en allait à pied, de son côté, avec les clés, sans nous dire où il se rendait. Si bien qu’un jour Jacques Chirac dut attendre le retour de son chauffeur pendant un quart d’heure, comme s’il n’était pas conscient de perturber le dispositif, voire de mettre en danger la vie du président. Nous dûmes y mettre le holà : « Jean-Claude, tu vas où tu veux, mais désormais tu nous laisseras les clés de la voiture. »

Autres dérives graves

Nous avons aussi souffert de dérives majeures et graves, pour notre image d’abord, avec deux affaires. L’une, dite des « écoutes de l’Élysée », a rejailli sur nous alors que nous n’étions pas directement en prise avec la cellule responsable. L’autre, celle des « Irlandais de Vincennes » montée par Paul Barril, du GIGN. Proche de Christian Prouteau, et voué lui aussi à la lutte antiterroriste, cet homme taiseux et secret – une qualité dans le métier – a parfois agi en franc-tireur. Notamment le 28 août 1982, en arrêtant, dans un appartement de Vincennes, trois Irlandais fichés par Scotland Yard comme membres de l’IRA. Des explosifs sont trouvés sur place, mais Paul Barril est accusé de les y avoir placés. Ce « coup », quelques jours après l’attentat de la rue des Rosiers, vise à démontrer, sur fond de rivalité avec la police, l’efficacité de la nouvelle cellule antiterroriste de Christian Prouteau. Dénoncée pour ses nombreuses irrégularités, cette affaire devient « l’affaire des gendarmes de l’Élysée ». Un fiasco et « un boulet dont le futur GSPR a hérité avant même sa création[4] », écrira son premier chef, Alain Le Caro. Pour nous, gendarmes, cette affaire est consternante car elle ne correspond pas à nos valeurs.

Je n’ai rencontré Paul Barril qu’à deux ou trois reprises, la dernière fois en 1991 à l’aéroport du Rwanda, où je venais d’atterrir avec ma famille pour une mission de coopérant militaire. J’ai aperçu Barril, qui m’a reconnu, mais nous n’avons pas échangé un mot. Je me suis demandé si sa présence au Rwanda avait un rapport avec une activité de conseil en sécurité. C’est peu dire que le comportement de cet officier a troublé notre image.

D’autres dérives ont entravé notre fonctionnement opérationnel, en particulier dans les premières années du président Chirac. Sa fille Claude était hostile à notre présence aux côtés de son père car elle la jugeait nuisible à l’image de « président citoyen proche des gens » qu’elle voulait mettre en valeur. Sans être totalement écartés de notre mission de sécurité, nous avons été dans les premiers temps tenus à distance au profit d’une équipe privée de deux VO très critiques à notre égard. J’y reviendrai [5].

Autre dérive : un des aides de camp de Jacques Chirac cherchait à s’imposer, comme ses prédécesseurs au temps du général de Gaulle. Il croyait sécuriser à lui tout seul l’environnement du président ! Ayant gagné l’oreille de Claude, et exécutant peut-être ses consignes à la lettre, il s’évertuait à nous dénigrer auprès du président et de son entourage. Il n’a cessé d’entraver notre dispositif et de semer la confusion jusqu’à son départ de l’Élysée, que nous avons vécu avec soulagement. Je ne m’en étais pas fait un ami.

Tirs sur de Gaulle et Chirac

Tout président doit s’attendre à vivre sous une menace permanente. Celle d’un attentat, d’abord. Sous la V^{e} République, l’attentat du Petit-Clamart, le 22 août 1962, dans lequel le général de Gaulle a failli mourir, est entré dans l’Histoire. Lorsque François Mitterrand accède à l’Élysée, un rapport commandé par Charles Hernu, ministre de la Défense, alerte sur la vulnérabilité du dispositif de protection, d’autant plus inquiétante que les attaques terroristes se multiplient en 1982 : 5 morts en mars dans le Capitole Paris-Toulouse, 1 mort rue Marbeuf en avril, 15 blessés place Saint-Michel en juillet, 6 morts et 22 blessés rue des Rosiers, au restaurant Jo Goldenberg, le 9 août, 51 blessés en septembre devant le lycée Carnot.

Une série noire qui fait suite aux attentats de 1981 contre Ronald Reagan en mars, Jean-Paul II en mai puis Sadate en octobre.

Les attentats reprennent en 1986, à l'arrivée de Jacques Chirac à Matignon, puis en 1995, lorsqu'il est élu président. Réélu en 2002, il est victime à son tour d'une tentative d'assassinat, le 14 Juillet, lors du défilé sur les Champs-Élysées. L'auteur, Maxime Brunerie, est un militant d'extrême droite. Aurait-il pu tuer Jacques Chirac ? Difficile de l'affirmer avec certitude. Il faut être très bon tireur pour toucher une cible en déplacement, ce qui était le cas du président dans son véhicule en mouvement sur les Champs-Élysées. Et l'arme n'était, si l'on peut dire, qu'un 22 long rifle sorti d'un étui à guitare pour tirer rapidement, depuis le trottoir. Brunerie n'était pas non plus dans un état « normal », mais plutôt suicidaire, en proie à un mal-être sentimental et politique. Le jeune militant, proche du groupuscule Unité radicale – dissous ensuite – et membre du Mouvement national républicain, cherchait, de son propre aveu, à s'attirer la célébrité en visant le chef de l'État, sans que l'on soit certain, d'après les analyses ultérieures, qu'il ait réellement voulu l'assassiner. Il voulait en tout cas mourir, abattu par le GIGN [6].

Si sa tentative a échoué, s'il n'a tué ni blessé personne, il n'en reste pas moins que les services de sécurité ne sont pas sortis grandis de cette affaire. De toute évidence, le dispositif n'était pas totalement maîtrisé à l'époque. La coordination entre les divers services, englués dans une sorte de mille-feuille, laissait à désirer. Sur place, nous ne savions pas en détail qui faisait quoi, si bien que Brunerie a pu se glisser dans la foule sans que personne s'inquiète de la présence, à ce moment et en ce lieu, d'un jeune garçon avec un étui à guitare !

Des conclusions ont tout de même été tirées de ce ratage. Outre l'augmentation de nos effectifs, passés de cinquante à soixante, des mesures ont été prises par la préfecture de police, applicables pour les grands événements, 8 Mai, 14 Juillet, 11 Novembre : davantage de barrières et de policiers en civil dans la foule, fouille des vestes et sacs, renforcement sur les points hauts avec présence de contre-tireurs d'élite, occupation des toits par des agents, armés ou non…

Menaces de mort contre Emmanuel Macron

Sous François Hollande, les attaques islamistes, contre *Charlie Hebdo* le 7 janvier 2015 jusqu'à celles du Bataclan le 13 novembre, ont illustré les failles sécuritaires et placé le président en première ligne dans cette « guerre » d'un nouveau type.

Emmanuel Macron à son tour n'est manifestement à l'abri d'aucune menace. Un jeune d'extrême droite de vingt-trois ans est arrêté dans le Val-d'Oise pour avoir voulu s'en prendre à lui le 14 juillet 2017. Six individus, également d'extrême droite, sont arrêtés le 6 novembre 2018 par la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) pour un projet d'« action violente ». Peu de temps auparavant, le 3 novembre, un jeune Finistérien venait d'être arrêté après avoir avoué à ses parents s'être rendu à Honfleur durant le week-end de la Toussaint pour attaquer à la machette le président de la République.

Avec le mouvement des Gilets jaunes, ses dérives insurrectionnelles et de guérilla urbaine, extrême droite et extrême gauche confondues, les risques se sont exacerbés et généralisés de façon inédite sous la V^{e} République. Menaces de mort sur Internet ou directement adressées au président (« Tu vas finir comme Kennedy ! ») et à nombre d'élus, tentatives de prise de l'Élysée, jamais un chef d'État n'avait subi des attaques personnelles de ce type dans le cadre de mouvements sociaux. Cette fois, un pic est atteint, en particulier lors des déplacements d'Emmanuel Macron, nombreux dans cette période d'affrontements violents et de saccages, et même à l'occasion des débats « citoyens » auxquels il a lui-même participé. Exemple parmi d'autres des risques encourus : sa visite prétendument surprise à la préfecture détruite et à la gendarmerie du Puy-en-Velay. Très vite décelée en raison des arrêts multiples aux feux tricolores, et peut-être d'indiscrétions, elle lui vaut insultes et menaces lors de la traversée de la ville et aux abords des sites. Preuve qu'il n'est pas simple de concilier discrétion et sécurité rapprochée.

Les mesures de sécurité élyséenne ont donc été renforcées : davantage de renseignements en amont, d'effectifs engagés et de moyens (véhicules en nombre et plus variés, véhicule blindé, moyens aériens, armement de plus grande capacité et plus spécifique pour s'extraire, par exemple grenades lacrymogènes et grenades de désencerclement), aménagement des sites (barriérages, gestion de la foule à distance, choix et multiplication des itinéraires d'approche et de sortie…), préparation minutieuse des

opérations. La stratégie évolue également : le recours à l'effet de surprise par une reconnaissance tardive des lieux, une arrivée discrète et rapide, une mise en place de plusieurs cortèges, des chemins d'exfiltration davantage empruntés, une forte coordination avec les autres forces de police locales, bien qu'elles ne soient pas forcément discrètes ni toujours motivées. Dans ce contexte, comme ses prédécesseurs, le président, qui a besoin d'être rassuré sur la capacité de sa sécurité à gérer les situations, consulte plus souvent le chef du GSPR pour examiner comment il peut à la fois se protéger et conserver une certaine capacité d'initiative et de mouvement. Emmanuel Macron n'a pas craint d'aller, pendant de longues heures, au contact lors de ses participations au Débat national.

Les autres risques

Si les menaces de mort sont réelles, d'autres risques de tous ordres, surtout dans le contexte social tendu de 2018-2019, peuvent porter atteinte à l'intégrité du président et constituer autant de facteurs de déstabilisation : insultes, images dérangeantes ou compromettantes, inscriptions injurieuses, jets d'objets, envois de lettres de menaces, alertes à la bombe, coups portés à main nue, engins explosifs improvisés ou non, utilisation d'une arme blanche…

Au lendemain du 11 novembre 2001, par exemple, un certain nombre d'attaques à l'anthrax (maladie du charbon provoquant notamment des troubles respiratoires) sont signalées aux États-Unis. En France, de la poudre blanche susceptible d'être de l'anthrax est envoyée dans des enveloppes ici et là. En alerte maximale à l'Élysée, des tunnels X-Ray sont enfin mis en place et le personnel de la Garde républicaine est formé à cette menace spécifique.

Le GSPR complète à cette époque ses matériels de base afin de gérer aussi les cadeaux remis au président : gants, masques, pics de fouille pour sonder colis et autres objets comme des pots de fleurs, appareil X-Ray portatif afin d'analyser certains paquets. L'entourage est sensibilisé et nous laisse agir. Le président lui-même y est relativement attentif. La consigne est claire : tout pli ou paquet non véritablement identifié, de même que certains achats doivent nous être remis avant ouverture afin de parer à une éventuelle tentative de contamination d'origine chimique.

Les risques concernent non seulement la personne du président, mais aussi ses proches (famille, amis) car une sécurité insuffisante peut être source de menaces et, là encore, d'une déstabilisation du chef de l'État. Nous devons donc exercer, y compris avec son entourage, une vigilance de tous les instants, à un degré plus ou moins élevé selon le contexte. Pour parer à ces menaces de tous ordres, susceptibles de fragiliser, à travers le président, le pays lui-même, les informations fournies par de nombreux services de renseignement (DGSI, DGSE, gendarmerie, police et la préfecture de police de Paris) sont évidemment prioritaires et tiennent le GSPR en éveil quotidien depuis plus de trente-cinq ans. Un bail ponctué de nombreuses galères et rivalités multiples qui montrent la fragilité récurrente de la sécurité des présidents de la République, ignorée du grand public et que je dévoile aujourd'hui.

Prouteau, le créateur du GSPR

La réforme Macron recentrant à l'Élysée le pouvoir de décision et de coordination sur la sécurité du président et du Palais pose donc un défi nouveau au GSPR, héritier d'une histoire longue et mouvementée. Il est initié en 1982, à la demande expresse de François Mitterrand, qui souhaite alors un service spécialement dédié à sa sécurité. La sienne et celle de sa famille officielle, l'épouse Danielle, ses fils Gilbert et Jean-Christophe, et ses petits-enfants. Mais pas seulement : la préservation de sa vie privée, à laquelle il tient tant, passe surtout par la protection de sa seconde famille, Anne Pingeot et sa fille chérie Mazarine [7], dont l'existence doit rester secrète. D'où le choix des gendarmes, soumis au devoir de réserve, « dressés » au secret défense et disponibles 24 heures sur 24 !

Parmi eux, il en est un qui sort du lot : le patron du GIGN, Christian Prouteau. Il ignore d'autant moins les failles de la sécurité présidentielle qu'il a lui-même contribué à les révéler. Un jour, avec un petit groupe du GIGN, il a placé un piège sous le siège du président. Une autre fois, il s'est fondu dans la foule, lors d'une manifestation officielle, avec valise et armes, sans éveiller la moindre alerte de la sécurité. *Paris Match* avait d'ailleurs consacré un article à ce sujet, photos à l'appui. Ce faisant, Prouteau prépare le terrain à notre arrivée.

Le *Journal officiel* annonce son arrivée à l'Élysée le 14 juillet 1982 pour une « mission de la plus haute importance ». Une annonce assez laconique pour ne pas assumer tout de suite le choix des gendarmes dans la sécurité présidentielle. Chiffon rouge pour la police nationale déjà dans la place et qui, pour défendre son bout de gras, ne va pas tarder à multiplier les coups tordus [8].

Christian Prouteau est alors une « légende », à nos yeux et dans l'opinion. Il en impose par sa stature et par son histoire, marquée par quelques hauts faits d'armes, notamment à Djibouti et à La Mecque, où il a coordonné l'action de Paul Barril et de ses hommes pour libérer la Grande Mosquée occupée par plusieurs centaines de fondamentalistes armés.

L'attentat de la rue des Rosiers, le 9 août 1982, oblige le président à réagir et à clarifier. Il déclare le 18 août que « Christian Prouteau est investi d'une mission de coordination, d'information et d'action antiterroriste ». Le supergendarme crée aussitôt une cellule de renseignement et de recherches qui active sur le terrain un Groupe d'action mixte, le GAM, basé à Satory et composé de cinq gendarmes avec Paul Barril et de cinq policiers avec le commissaire Charles Pellegrini.

Le décret du 5 janvier 1983 crée officiellement le GSPR et lui attribue la mission « d'assurer la protection personnelle et immédiate du président de la République sur le territoire national ou lors de ses déplacements à l'étranger ». Le 28 janvier, un arrêté traite de l'organisation et des conditions de fonctionnement du groupe. Il est notamment précisé que « les fonctionnaires civils et militaires […] sont commandés par un commissaire de police ou un officier de gendarmerie désigné par le président de la République ». Ces textes ont fait l'objet de nombreuses discussions le mois précédent avec Christian Prouteau, Jean-Claude Colliard, directeur de cabinet du président, et Gilles Ménage, conseiller pour les questions de police et qui s'illustrera dans l'affaire des écoutes.

D'emblée, la création du GSPR s'annonce lourde d'ambiguïtés conflictuelles. La police a voulu y voir son exclusion de la sécurité rapprochée du chef de l'État. Interprétation fausse, puisqu'elle est mentionnée dans l'arrêté et qu'une petite équipe de policiers est dans la boucle dès la campagne présidentielle et reste ensuite attachée au président. Il n'empêche que le directeur des voyages officiels monte au créneau au nom de ses hommes, tandis que le commissaire, chef de l'équipe des

« privés », déploie toute son énergie pour sauver sa peau. Le cabinet veut ménager tout le monde, si bien que le président en personne demande à Prouteau de garder lesdits privés.

Dès la parution du décret, Alain Le Caro et ses hommes décident de s'imposer, quitte à froisser toutes les susceptibilités, policiers et personnels de l'Élysée. Malgré maints efforts pour calmer le jeu, la rivalité police-gendarmerie, que je raconte ici en détail, ne cessera pas. C'est l'un des nombreux avatars qui ont jalonné l'histoire de la sécurité à l'Élysée.

Depuis 1929…

La sécurité présidentielle remonte à la décision du président Gaston Doumergue de créer un service de protection. Nous sommes en 1929, mais il faudra attendre l'assassinat en 1934 du roi Alexandre I^{er} de Yougoslavie et du ministre des Affaires étrangères, le député-maire Louis Barthou, pour que le Service des voyages officiels et de la sécurité des hautes personnalités (SVOSHP), appelé « VO » par les policiers, voie le jour par une instruction interministérielle du 1er mars 1935.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, un peloton motocycliste, devenu en 1944 la Section motocycliste d'escorte, assure la garde personnelle du maréchal Philippe Pétain. Parallèlement, en 1943, est créé le GSP (Groupe spécial de protection) pour la sécurité de Pierre Laval. Il sera dissous en août 1944.

Arrivé au pouvoir, de Gaulle s'entoure, parallèlement à la structure officielle, de gardes du corps personnels en qui il a confiance pour les avoir côtoyés au temps de la France libre puis du RPF, son parti créé en 1947. Le groupe de quatre policiers est dirigé par l'inspecteur général honoraire Raymond Sasia, président du club de tir de la Police nationale. D'autres gardes du corps leur prêteront main forte : ce sont les gros bras du SAC (Service d'action civique), le service d'ordre du parti gaulliste créé pour contrer l'OAS. Une sorte de police parallèle dont les membres, de toutes provenances, y compris de la pègre, sont qualifiés de « barbouzes ». Le SAC est dissous en 1982, après la tuerie d'Auriol.

Les VO

Après avoir perduré au fil des présidences successives, c'est avec rage que les privés voient débouler le GSPR dans leur jeu de quilles. François Mitterrand a compris très vite le rôle et les aptitudes de chacun : au GSPR gendarmerie, le travail de fond en sécurité, et très vite la prise en charge globale de l'ensemble de la problématique sécuritaire ; aux privés policiers des VO, peu nombreux avec le commissaire Renault, le soin de veiller à la sécurité de Danielle Mitterrand et de rendre quelques services au quotidien dans les premiers temps. Ils jouent entre autres un rôle de porte-serviette. Le président se déplace avec un petit attaché-case en cuir de couleur marron, usé aux coutures, qui contient un peu de lecture et des documents plus secrets. Les codes nucléaires ne le quittent pas ! Ses privés servent d'accompagnateurs, de « supervalets » chargés du manteau et de son fameux chapeau. Une « mission » très importante aux yeux du président, qui dispose également pour ses effets personnels d'un militaire issu de la Marine nationale, José, qui accompagnera d'ailleurs les présidents successifs jusqu'à aujourd'hui, sous un statut différent.

Le nombre des VO augmente avec le temps. Ils seront dix en 1990 pour les missions officielles et privées, à mesure de la montée en puissance du GSPR et de leur volonté de contrebalancer l'influence des gendarmes. Sous Jacques Chirac, les VO ne seront plus que deux, mais ils puiseront dans nos effectifs pour faire face à certaines tâches qui leur incombent en propre. Ils sont alors considérés comme interlocuteurs privilégiés par le secrétariat du Palais, ce qui tend gravement les rapports avec le GSPR, marginalisé au point que son commandant est exclu pendant plus d'un an, jusqu'au printemps 1996, de certains voyages officiels de Jacques Chirac. J'y reviendrai. Le président disposera de quatre privés qui, avec des renforts, peuvent être une vingtaine.

Le « cabinet noir » de Mitterrand

Sans doute la V^e^ République facilite-t-elle les dérives personnelles d'un pouvoir dénoncé en son temps par l'auteur du *Coup d'État permanent*, lequel en usera à son tour. C'est ainsi que François Mitterrand, sans aller jusqu'à imiter de Gaulle et ses barbouzes, ne se contente pas du cadre légal du GSPR, mais laisse les mains libres à Christian Prouteau et à sa cellule très spéciale pour défendre activement sa vie privée. En clair, la cellule

Prouteau doit « s'occuper » de tous ceux qui peuvent gêner François Mitterrand : de Jean-Edern Hallier, qui menace de tout révéler sur sa seconde famille et sa fille illégitime Mazarine, à Edwy Plenel, dont les révélations dans *Le Monde* sur l'« affaire Greenpeace » en 1985 conduiront, comme le souhaitait Laurent Fabius, Premier ministre, à la démission de Charles Hernu, notre principal soutien. Les écoutes sont alors l'arme secrète de François Mitterrand pour déstabiliser ses « adversaires » et contrôler ses « amis ».

Cela peut paraître étrange, mais je n'ai découvert que plus tard les activités occultes de cette cellule. Ses membres vivaient dans le secret, même à notre égard, installés dans des locaux différents et chargés de missions distinctes qui nous tenaient éloignés. Toujours à l'extérieur, en formation ou en déplacement en France et dans le monde, nous avions d'autres chats à fouetter !

Il y avait donc un cloisonnement entre notre unité, le GSPR, et ce service spécial, qualifié de « cabinet noir ». Nous pensions qu'il était surtout consacré aux dossiers antiterroristes dans un contexte déjà très lourd à l'époque, marqué par des attentats à répétition en France et dans le monde. Je n'entendais donc pas parler d'« écoutes sauvages », mais je me souviens que le travail de renseignement de la cellule, notamment international, nous était utile pour comprendre le contexte des déplacements présidentiels à l'étranger.

Le choix des gendarmes

Pourquoi ce choix des gendarmes ? Même si les policiers ne sont pas absents du dispositif de sécurité, puisque quatre « privés » vont dans un premier temps travailler avec nous, le président Mitterrand éprouve une vieille et profonde méfiance envers la police et les « services », les agences de renseignement, notamment la DST, coupable à ses yeux de manipulations politiques. Homme exigeant, il comprend très vite l'intérêt d'avoir à sa botte une unité constituée de militaires, qui plus est gendarmes, considérés comme fiables, discrets et capables de se muer en caméléons pour faire face à toutes les situations auxquelles sa vie « multiple » ne manquera pas de nous confronter. Il a évidemment anticipé les difficultés que poserait la protection de ses secrets, aussi bien sa maladie que

l’existence de Mazarine. Sur le terrain, au fil du temps, il enregistre vite le rôle de chacun et comprend le dispositif rigoureux mis en place, de nature à le rassurer. Chacun tient sa place dans son environnement proche. Pas question d’y déroger.

Lorsqu’il descend de voiture, il lance toujours un coup d’œil à la ronde, cherchant un membre du groupe, le responsable ou l’IP du jour [9]. Un seul regard suffit pour s’assurer que nous sommes en place, prêts, et que tout se passera donc bien *a priori*. Nous sentons qu’il est soulagé de constater que tout est sous contrôle et de la façon dont il le souhaite. Nous n’avons pas le droit de le décevoir. Il s’est ainsi habitué, au fil des mois et des années, à nous avoir à ses côtés, de près ou de loin, toujours là, dans ses déplacements officiels et privés. Nous étions en cela fidèles au décret de création du GSPR, nous engageant à être présents en tous lieux et en tout temps. Nous avons assumé cette exigence, avec ce qu’elle implique, à la fois la disponibilité totale et le travail critique permanent sur nos dispositifs et sur les compétences indispensables pour remplir cette mission exceptionnelle. En retour, nous éprouvons un sentiment nouveau de liberté, de conquête, d’invulnérabilité. Nous sommes écoutés, consultés, considérés comme des modèles et des experts reconnus pour leurs compétences.

Quand nous arrivons en 1982, nous apportons une nouvelle vision de la sécurité rapprochée, fondée sur la remise en cause permanente, sur l’anticipation des risques, sur une exigence d’analyse des situations à la limite de l’obsession et sur l’expérience d’un personnel aguerri. Nous savons aussi que cette posture rigoureuse dérange le microcosme, à commencer par le service des voyages officiels, les VO, qui aspirent à poursuivre leur train-train quotidien. Nous sommes là, il faut faire avec nous.

Le Caro, un chef transgresseur

Le GSPR doit vite monter en puissance, sous la houlette opérationnelle d’Alain Le Caro et de son adjoint, Michel Fortemps. Le Petit Caporal se révèle hors norme dès le début. Premier coup d’éclat : un beau matin de janvier 1983, il envoie dès 6 heures un élément de « recueil » devant le domicile du chef de l’État, rue de Bièvre, pour prendre contact avec les policiers en faction, puis il place la voiture GSPR à la place de celle des

privés, derrière le véhicule blindé du président, conduit par son chauffeur attitré. Le commissaire et ses hommes, pris de vitesse, ravalent leur colère. D'abord surpris de découvrir une nouvelle équipe, en quittant son domicile, François Mitterrand esquisse un sourire [10].

De petite taille, Alain Le Caro en impose par sa présence obstinée, son énergie, et nous impressionne par sa totale implication dans la mission, sa disponibilité sans limites, son esprit jusqu'au-boutiste, son côté fantasque, son refus des castes. Je l'entends encore nous dire : « Les cyrards et les autres des grandes écoles, je m'en méfie », alors qu'il en est lui-même issu ! Il fait montre en permanence d'un sens aigu de la provocation.

En fait, Le Caro est un transgresseur-né qui nous a poussés à nous dépasser, parfois de manière surprenante, y compris pour des « collègues » étrangers. C'était l'école de la débrouille : « Si on te ferme la porte, tu entres par la fenêtre. » Avec ce sens de la « démerde », nous avons pu accéder parfois sans badge à des lieux officiels, ou nous procurer ceux qui nous étaient refusés, prendre un ascenseur réservé, quitte à virer des agents du pays hôte, en l'occurrence américains, apporter des armes interdites…

À toutes ces qualités, Le Caro ajoutait une dimension proprement spirituelle, ce qui peut étonner dans ce monde souvent peuplé de gros bras. Il était un adepte du spiritisme et de la sophrologie : « Allongez-vous au sol, imaginez vos missions prochaines… » Je me souviens de nos parties de rigolade car, à l'époque, formés au baroud et aux actions commandos, nous ne prenions pas au sérieux ce travail mental. Pourtant, l'expérience aidant, je pense aujourd'hui qu'il avait raison. En tout cas, il motivait plus qu'il ne critiquait. Il faisait confiance, parfois même un peu trop. Attentif à chacun, dont il connaissait l'engagement personnel et mesurait le risque d'usure avec le temps, il veillait à valoriser les hommes et à les « oxygéner », par exemple en envoyant Untel ou Untel à l'étranger pour exporter notre savoir-faire, ce qui contribuait au rayonnement du GSPR [11].

Ces missions de formation et de sécurité protection à l'étranger seront assez nombreuses, régulièrement reconduites sous François Mitterrand, car les demandes affluaient. Il était aussi parfois nécessaire de protéger tel ou tel ambassadeur, comme au Burundi ou en Colombie à la fin des années 1990. Ces missions se poursuivront contre vents et marées sous Jacques Chirac, mais en nombre plus réduit, compte tenu de la baisse de nos effectifs. J'ai souvenir d'une mission de trois mois en Jordanie pour former

la Garde royale auprès du souverain hachémite et de sa famille. De même avec le sultanat d'Oman.

Première sélection impitoyable

À l'été 1982, une annonce de recrutement est affichée dans toutes les gendarmeries : « Une unité supplétive du GIGN doit être créée. Les volontaires se feront connaître avant le 20 août 1982. Ils devront être aptes parachutistes et avoir effectué les tests de sélection joints en annexe. Le concours se déroulera la dernière semaine d'août et les personnels retenus débuteront leur stage de formation le 8 septembre. » En quoi consistera cette mission supplétive ? Les candidats retenus – une trentaine sur les 150 volontaires, plus une dizaine issue du GIGN – n'apprendront qu'à l'issue de leurs mois de formation qu'ils assureront la sécurité du président de la République !

Alain Le Caro est chargé d'organiser les tests de sélection puis la formation [12]. Cela prendra plusieurs mois, jusqu'en janvier 1983, au grand dam de François Mitterrand, qui avait fait part à Christian Prouteau de son impatience et l'avait surpris en lui confiant aussi la sécurité de ses petits-enfants, les deux filles de son aîné Gilbert. Et il avait ajouté : « Pour le reste, voyez Rousselet. » Le reste ? Le directeur de cabinet botte en touche et renvoie à François de Grossouvre [13], lequel lui apprend l'existence de la seconde famille. Il va donc falloir aussi préserver à tout prix ce secret d'État dans un palais de l'Élysée où Prouteau et Le Caro, tout juste affectés au GIGN, ne sont pas les bienvenus – c'est le moins que l'on puisse dire. Les policiers en place n'entendent pas céder une once de leur pouvoir à l'Élysée. La direction de la gendarmerie elle-même et le patron de la Garde républicaine au Palais les accueillent sèchement. Ils militaient plutôt pour la dissolution du GIGN. La promotion du héros Prouteau les irrite. Ambiance ! Le bras de fer ne cessera pas…

Quelques jours après l'appel à candidatures, Le Caro rassemble les postulants à Versailles-Satory, dans une caserne pourvue d'un gymnase, d'une piscine et de stands de tir. Présent dans la seconde fournée de recrutements, en 1983, je me souviens de cette nuit du dimanche, réservée à l'accueil, aux tests écrits et à la première mise en condition. Il fait froid et les candidats se demandent à quelle sauce ils vont être mangés.

L’amphithéâtre est lugubre, habillé de bois sombre, aux strapontins et aux tablettes étroites où l’on a peine à écrire. La mise en scène est sobre, sans fioritures, directe, presque brutale. Le ton est donné.

Après l’appel, il faut remplir une fiche d’identification, répondre par écrit à des questions diverses, expliquer sa motivation. Il s’agit d’apprécier les connaissances générales des stagiaires, leur capacité à s’exprimer par écrit et à organiser leurs idées. Ils en auront besoin plus tard ! Tout le monde s’applique manifestement. Les réponses alimentent les entretiens individuels qui vont se succéder au cours de la semaine. La fin de cette entrée en matière a lieu vers 2 heures. Le logement pour le reste de la nuit est assuré dans une caserne d’un régiment proche. Le rendez-vous est donné pour le lundi matin, à 6 heures, heure qui peut changer dans la nuit.

Les tests d’endurance et de résistance sont prévus sur la base de Mondésir, dans l’Essonne, à une soixantaine de kilomètres de Paris, tandis que les épreuves en altitude doivent se dérouler, comme pour le GIGN, sur des tours de Maisons-Alfort. Des tests redoutables qui exigent de la force physique et mentale pour affronter notamment le stress de l’escalade d’une tour de cinquante mètres, balcon après balcon, puis le *taggle rope*, qui consiste à descendre sur une autre tour en se laissant glisser sur un câble, suspendu par les poignets.

Après ces exercices qui mettent les candidats face à eux-mêmes, la sélection s’affine lors d’un entretien avec plusieurs membres du GIGN mené par Alain Le Caro, qui veut cerner les motivations de ces jeunes gendarmes, impatients de sortir de la routine pour une vie d’action. « Au-delà des performances, dit leur futur chef, je cherche des individus authentiques, courageux et généreux, prêts à s’investir corps et âme dans une aventure aux contours encore flous. »

Une autre sélection attend cette première fournée de quarante stagiaires, à l’issue de la phase de formation de deux mois à Mondésir, sur l’ancienne base aérienne d’Étampes. Formation commando pour se perfectionner au combat rapproché ainsi qu’au tir à l’arme longue et à l’arme de poing. Les tirs demandés sont de précision et d’instinct. Intéressant pour noter la stabilité émotionnelle et la qualité de tireur du candidat. Épreuve paisible, sans grand stress et voulue comme telle.

Mieux que Koh-Lanta !

Les stagiaires sont ensuite invités à dépasser leurs limites dans une série d'épreuves qui les obligent à relever des défis exigeant de la force de caractère, mais aussi une grande faculté d'improvisation. Exemples : après une journée d'entraînement, ils sont réveillés en pleine nuit et lâchés à cinquante kilomètres de la base. Ils doivent la rejoindre au plus vite, à pied et sans se faire repérer, avant d'effectuer une marche commando de 8 kilomètres, 15 kilos sur le dos, puis une séance de tir de précision !

Autre mission : placer de fausses charges dans un dépôt de munitions de la région. Discrètement, bien sûr, mais, ce jour-là, un entraînement de sécurité est organisé sur le dépôt, avec l'arrivée de renforts, notamment des maîtres-chiens ! Obligation pour les stagiaires de changer leurs plans. Ou encore : poser un explosif fictif à Roissy dans les toilettes d'un avion d'El Al sous surveillance israélienne, réputée inviolable. Il y avait pourtant une faille, dévoilée plus tard aux collègues des transports aériens, dixit Le Caro. Plus fort encore : pénétrer sur la base militaire anglaise de Manston, dans le Kent, y neutraliser une cible et revenir – sans être repéré, bien sûr ! Au terme de ces deux mois éprouvants, les trente heureux élus apprennent leur future destination : l'Élysée ! Christian Prouteau en personne lève le secret lors d'une cérémonie de remise du brevet et du MR73, l'arme individuelle qui ne les quittera plus.

Le brevet, notre Graal

Ce brevet numéroté aura été gagné de haute lutte contre notre direction, qui au début ne voit pas la nécessité d'une distinction particulière et objecte des difficultés administratives. Pour nous, en tout cas, c'est le Graal, récompense d'une victoire personnelle et désormais preuve de notre appartenance au groupe, et au GIGN plus généralement. Lors de la cérémonie qui se tient en présence d'anciens, d'autorités de la gendarmerie et de membres de l'Élysée, le préfet Prouteau en explique le logo et la symbolique.

On y retrouve des attributs de la gendarmerie nationale (la grenade), des deux unités parachutistes de la gendarmerie (le parachute ouvert). À cela s'ajoutent des signes distinctifs de la nouvelle unité que constitue désormais

le GSPR, un triangle (figure maçonnique ? Christian Prouteau, créateur du logo, a la réponse) bleu, blanc et rouge signe d'homogénéité et d'appartenance à la République française ; les trois étoiles, symbole de cohésion et de rayonnement. Le tout sur un fond bleu azur, signe de clarté. À la vie, à la mort au service du chef de l'État, insiste aussi Prouteau, qui sera d'ailleurs longtemps présent à chacune de ces cérémonies au cours desquelles il se plaît à raconter ses missions passées, à partager ses convictions, confortant ainsi le lien fort qui nous relie au GIGN.

La remise du brevet sera perpétuée, au fil du temps et des changements de président. C'est le gage d'adhésion à des valeurs durables et indéfectibles. À mon tour chef du GSPR, je le réaffirme en 1999, lors d'une remise de brevets identique : « Le port du brevet, c'est l'appartenance complète à l'unité avec l'acceptation et l'acquisition de valeurs et de techniques dans l'effort sans jamais subir ; ce sont des conditions de temps exigées avant de pouvoir le recevoir, ce sont des conditions de valeur de fiabilité et de fidélité pour une mission d'exception qui ne souffre pas d'états d'âme durables et dangereux, c'est une adaptation et une intégration réussie dans un environnement exigeant et parfois hostile, c'est la confirmation de valeurs morales permanentes, c'est enfin la garantie d'un esprit ouvert et combatif. »

Le GSPR, un modèle typiquement français

Commence alors la seconde période de formation pour acquérir les techniques de protection et de sécurité, mises au point au début par Le Caro et Michel Fortemps et répétées jusqu'à devenir des automatismes pour permettre ensuite à chacun de s'adapter aux situations imprévues. Ils revendiquent « une façon d'agir, de communiquer entre nous, une manière d'être et de nous comporter que nous sommes seuls au monde à mettre en œuvre ». À la différence du modèle américain, très rigide, ce modèle GIGN-GSPR est fondé « sur la confiance en l'individu, en ses capacités de vigilance, d'intuition, de discernement et d'adaptation [14] ». Avec, pour le GSPR, une qualité spécifique : chacun de ses membres doit pouvoir évoluer soit seul, soit en groupe restreint, être apte à prendre des initiatives et à défendre une rhétorique sécuritaire exigeante. Elle est souvent difficile à faire accepter par les interlocuteurs, même les plus officiels, en premier lieu

le président, mais aussi par ceux qui sont investis d'une autorité de police, comme les préfets. Il faut donc des individualités au caractère bien trempé mais suffisamment souple pour s'adapter, négocier ou imposer, au gré des situations.

Cette liberté et cette capacité de réactivité exigent en contrepartie un engagement personnel total et la plus grande confiance dans le collectif. Le « tir de confiance » représente une sorte de test ultime : un tireur fait face au porteur d'un gilet pare-balles à vingt-cinq mètres de distance. Il doit, avec son revolver Manurhin MR73, à balle réelle, toucher un pigeon en argile accroché au niveau du sternum du vis-à-vis. D'autres fois, ce n'est pas un pigeon, mais un ballon tenu dans une main. Il y a également, dans le genre western, le « tir face à face » à 10 ou 15 mètres, avec une cible à côté de chaque tireur. « Moment de vérité sublime », dit Le Caro. En effet ! L'objectif est de tester l'intégration au groupe, essentielle dans notre mission. À cette époque, je compare le GSPR à un berger, son chien de garde et son troupeau, qui forment un tout, solidaires, à l'instar de Le Caro qui, lui, utilise l'image de la sphère. Symbole de la perfection, selon les Grecs de l'Antiquité, Platon en particulier. D'abord surpris, les stagiaires comprenaient que celui qui porte atteinte à un morceau de la sphère la détruit. Cohésion et cohérence dans l'action, voilà ce que nous voulions transmettre. Il était important de faire adhérer tout le monde à cette idée, peut-être simpliste mais qui nous a épargné certains problèmes. Sans nous protéger de tout, notamment de certains membres atypiques, appréciés d'ailleurs pour cela par François Mitterrand.

« Denis, me dit un jour Roger, les gendarmes de la brigade m'ont signalé un véhicule abandonné sur le bord de la route à dix kilomètres d'ici. Il a été récupéré par un garagiste. C'est l'un des nôtres. Je me demande sur quelle mission il était engagé après 23 heures !

— Bon, allons à la brigade. »

Par un beau dimanche d'hiver, en matinée, Roger et moi-même nous rendons sur les lieux pour constater qu'il s'agit effectivement d'une de nos voitures. Un de nos gendarmes l'avait utilisée pour une escapade privée. Elle avait ensuite été volée à proximité d'un hôtel.

Depuis cette époque pionnière, les stages de formation se sont enchaînés, à raison d'un par an en moyenne, conduits par une équipe de trois ou quatre cadres rassemblant toutes les compétences et des garanties de sécurité

nécessaires, sous la houlette principale d'un remarquable officier et ami, Christian. Toujours à Mondésir, sauf une fois au camp de Beynes, dans les Yvelines. Les locaux y sont pour le moins rustiques et rudimentaires : chambre et couchage basiques, sanitaires *idem*, salle de sport de combat improvisée et démunie des protections de base. En guise de tatamis, un carrelage dur et froid sur lequel règnent des instructeurs détachés du GIGN. Aux stands de tir, les conditions sont identiques par tous les temps, de jour comme de nuit. Aux alentours du camp, les fossés, les conduites d'évacuation des eaux pluviales, les champs labourés où la glaise suinte et crotte les chaussures en quelques secondes, les routes vicinales étroites et tortueuses, un relief vallonné, les marais, les trous d'eau (les fameuses cuvettes des courses d'orientation !), les ponts et les voies de chemin de fer désaffectés, la longue solitude des marches de nuit dans les bois et les chemins… Les saisons, contrairement à la formation, se suivent et ne se ressemblent pas !

La formation : de toutes les couleurs

L'hiver, sur fond de guerre du Koweït, est particulièrement rigoureux en janvier 1991, lorsque je dirige à mon tour un stage de formation. J'ai avec moi Jean-Claude, Fabrice et Berru, chacun ayant sa spécialité dans un secteur de l'entraînement. De quoi voir l'horizon avec confiance et d'en faire voir de toutes les couleurs aux stagiaires !

La phase dite « verte » dure huit semaines et se divise en séquences : acquisition des fondamentaux en sport de combat, en tir, en endurance. À quoi s'ajoutent les actions commandos sur des objectifs (renseignement, destruction, protection), missions à double « plastron [15] » attaque-défense, mise en situation nocturne face à des chiens d'attaque, poser d'assaut opérationnel préalable à une action de neutralisation, piégeage de sites, etc.

La phase « bleue » place les hommes dans des situations très diverses, et ce, pendant douze semaines. Tirs de circonstances ou en situation (déplacements à pied, en véhicule, à moto notamment sur les plages de la Manche), formation de tireurs d'élite et de « contre-tireurs ». Formation auto selon différents modules : de jour et de nuit (conduite en milieu clos puis sur la voie publique, soit en individuel, soit en cortège dans un contexte opérationnel), mais aussi conduite offensive, par exemple en

percutant un autre véhicule, et défensive en faisant demi-tour au frein à main. Formation moto, par un stage à l'école de gendarmerie de Fontainebleau, par des conduites de jour et de nuit, tout-terrain, et en cortège.

Mise en sécurité, c'est-à-dire recherche de toutes sortes de menaces (explosifs, écoutes…) dans un logement, une auto, un avion, un train ou des bagages ; étude des attentats et des modes opératoires terroristes du passé (assassinat de Georges Besse, de Yitzhak Rabin, d'Olof Palme, entre autres) ou plus récents ; analyse de la personnalité des terroristes et cours de psychomorphologie pour détecter des comportements à risques ; filature sur plusieurs jours d'une cible dont les stagiaires doivent établir l'emploi du temps avant de la neutraliser ; préparation de dossier d'objectifs avec repérages, photos ; sécurisation d'un espace (analyse des vulnérabilités et coordination des opérations et des moyens)… Il s'agit pour nous, encore une fois, de nous mettre dans la peau du terroriste préparant une opération : repérage de l'environnement, identification, prise en charge, suivi… Pour l'anecdote, une année, la cible, prénommée Régis, est soudainement partie en province. Les apprentis terroristes ont donc dû s'adapter et le suivre dans l'ouest de la France en pleine campagne, et sous la pluie !

Un cas pratique, parmi d'autres, a consisté à réserver dans un restaurant du Val de Loire deux tables pour une autorité étrangère en visite en France. Mais il ne s'agit pas seulement de téléphoner pour retenir les places ! Il faut aussi s'assurer des conditions de discrétion dans l'établissement et se montrer exigeants sur le confort et la qualité des plats. Je joue une autorité étrangère accompagnée de son conseiller (un cadre du stage). Surprise à notre arrivée : une haie composée du patron du restaurant et de deux membres du service nous attend à l'entrée ! La réalité a rejoint la fiction. Nous signerons même le livre d'or. L'exercice a réussi et le patron, qui a cru à une « vraie » visite, est lui aussi satisfait.

Malgré l'hiver, le rythme des entraînements ne change pas. Qu'il est difficile de tenir son arme aux stands de tir et de tirer dans le 10, alors qu'il gèle dehors ! D'autant que la nourriture laisse à désirer, alternant le correct et le plus fade. Pas de repas complet pendant des semaines. Les stagiaires, une fois dans le bain élyséen, comprendront vite qu'ils ne sont pas au Club Med ! Il nous faut jongler avec un emploi du temps infernal incompatible avec des journées normales et des repas normaux. Bien des week-ends sont

employés à aménager des locaux d'instruction, à coups de burin et de pinceau : nouvelle salle de sports de combat et salle de cours. Certains se souviennent encore des samedis libres tronqués à la dernière minute au profit d'une marche commando…

Les « survivants » gagnent au moins estime, confiance et respect. Et une qualification pour devenir aussi bien terroristes qu'excellents agents de sécurité présidentielle ! Si bien qu'après tant d'abnégation le traitement réservé aux gendarmes du GSPR, tout particulièrement au début de la présidence de Jacques Chirac, ne m'en est apparu que plus insupportable.

Vingt-huit ans et le goût de l'aventure

La création du GSPR en 1983 fait causer non dans les chaumières, comme on dit, mais dans les gendarmeries. Notamment à Satory, où arrivent les premiers candidats et où j'ai été affecté, à l'escadron 8/1. Je m'y ennuie, surtout avec un chef qui partage peu. J'ai alors vingt-huit ans et, comme les autres camarades que je ne tarderai pas à côtoyer, le goût de l'aventure, l'esprit commando, le besoin de m'engager hors des sentiers battus, l'envie de connaître un monde unique, l'Élysée, le président, les voyages… S'ils n'opèrent pas sur le même terrain, plusieurs de mes proches ont rejoint eux aussi la gendarmerie : frère, cousin, beau-père, et même mon fils. Une telle dynastie dans la gendarmerie est assez rare, je suppose !

Je pose ma candidature pour le second stage de formation prévu à Mondésir après une phase de sélection à Saint-Astier, en Dordogne, et suis retenu en mars 1983 sur un coup de fil bref et clair, alors que le stage a débuté : « Tu nous rejoins. Viens nous voir cet après-midi, on a des choses à te dire. Tu commences dès demain. » La rencontre avec deux officiers chargés de l'entretien de sélection n'est pas fortuite. Je reconnais Michel, côtoyé à l'école des officiers de gendarmerie, à Melun, peu auparavant. Les questions fusent sur mes motivations, sur ma disponibilité et mon engagement, sur mes réactions instantanées aux contraintes et sur mon éventuel apport dans cette nouvelle unité. Je n'en connais en réalité que le peu qu'en montre la télévision : des hommes présents et déterminés, aux côtés du président Mitterrand. Je sais aussi que le moment est exceptionnel et qu'il faut bâtir quelque chose de nouveau, un modèle de sécurité « à la française » et adapté au président.

Mon stage débute en avril 1983. Je ressens une certaine fierté à avoir été choisi et aussi un immense enthousiasme, car je pressens que l'histoire ne fait que commencer ! Je vais vite comprendre que le service prime tout le reste : plus d'horaires, des discussions interminables sur les dispositifs, la formation, la logistique à mettre en place à chaque déplacement présidentiel… En gardant sans cesse à l'esprit que nous ne devons pas rester figés et que les règles de la sécurité ne sont pas intangibles, afin de nous garder de la routine qui peut nous endormir à tout moment. Même si c'est peu probable, tant les situations sont variées, il nous faut rester vigilants, prêts à nous remettre en question et à innover. À nous le présent et le futur !

À l'époque, l'atmosphère qui règne au sein du camp et de cette nouvelle unité est tout à fait spéciale. Il y souffle un vent de pionniers et de guerriers. La mission est nouvelle, il faut la construire. Quelques-uns d'entre nous sont déjà à pied d'œuvre, « sur le terrain ». Nous savons que la partie sera dure, sans concession, et nous nous y préparons. Nous sommes tous à l'entraînement, nous n'approchons quasiment aucun de nos aînés car tout le monde – à l'exception des instructeurs – est en mission en France et à l'étranger. Nous vivons reclus, éprouvés et heureux, avec le sentiment d'être appelés pour quelque chose d'important et d'unique. Alain Le Caro vient nous voir pour nous livrer sa façon de considérer la mission et, surtout, nous parler de l'esprit dans lequel nous devons aborder cet engagement. Nous le vivons comme un sacerdoce, avec l'idée de faire partie d'un tout indissociable où chacun est lié à l'autre. Nous avons déjà le sentiment d'être liés au président et à sa famille, qu'il nous faut préserver, défendre ce lien coûte que coûte. Nous sommes dépositaires d'une mission hors norme. À mesure que le stage avance, nous devenons durs au mal, et fiers de servir. Nous sommes désormais prêts. D'autres diraient conditionnés, voire endoctrinés ! En fait, nous respirons et vivons pour cette mission inconnue et en construction.

L'éloge de Le Caro

Une fois formé et estampillé GSPR, je suis aspiré par Alain Le Caro, désireux de s'entourer de quatre officiers aux qualités complémentaires. Michel Fortemps, son adjoint « c'est le roc, la force et la puissance créatrice, la terre ferme », écrira-t-il [16]. Roger Madec, c'est la sagesse,

garant des valeurs du GIGN, le souffle de la vie du groupe. Christian Laigneau, c'est le feu : toujours dans l'action, il remet sans cesse tout en question.

Pour ce qui me concerne, alors que mes camarades me surnomment « Moustache d'acier », genre intraitable, Le Caro me voit sous un autre jour, plus conciliant. Je le cite : « Denis Roux, c'est l'eau, la fluidité. Son tempérament calme et sa force tranquille n'enlèvent rien à sa détermination inébranlable. Il sait choisir les voies et adopter les manières qui permettent à la mission de s'accomplir quelle que soit la nature des résistances qui s'opposent à celle-ci. C'est le parfait négociateur qui sait sauvegarder l'essentiel et le diplomate des missions délicates quand l'épreuve de force est inutile ou nuisible. » Un éloge flatteur. Peut-être trop ?

Sans doute mon chef de l'époque fait-il allusion aux multiples et complexes missions menées en Grande-Bretagne et dans les pays anglo-saxons. Nos relations de travail avec nos amis d'outre-Manche ont toujours été si tendues que j'étais souvent l'un des rares à me porter volontaire. Il est vrai que je parle anglais et que je suis armé d'un flegme plutôt *british* !

Un cas me revient à l'esprit : l'interpellation, dans la City de Londres, en juin 1984, lors du sommet du G7, de deux membres du GSPR. Ils sont armés alors que, habitués des us et coutumes du pays, nous savons que le port d'armes nous est interdit au Royaume-Uni. Il s'agit en fait d'un coup monté facile pour les Anglais, hostiles à notre omniprésence de précurseurs. L'occasion est trop belle de « coincer » ces insupportables « bouffeurs de grenouilles » et éternels empêcheurs de tourner en rond. Les deux gendarmes s'opposent d'abord au contrôle, puis, entourés d'une escouade de *bobbies*, sont fouillés et emmenés au poste de police, où ils sont retenus pendant plusieurs heures. L'ambassade, avertie de l'incident, réussira à débloquer la situation. Mais le travail de recueil ne sera pas fait… Cet épisode laissera des traces puisque quatre mois plus tard éclatera l'« affaire des explosifs » lors de la visite d'État de François Mitterrand [17].

De manière plus générale, Le Caro fait référence à l'environnement très particulier dans lequel nous évoluons, parfois hostile et, en tout cas, indifférent à nos préoccupations de sécurité. Avec tous nos interlocuteurs, que de pédagogie et de patience pour expliquer, rassurer le chef du protocole de l'Élysée, les ambassadeurs, les préfets, les organisateurs divers, sur les exigences de sécurité : listing précis des invités, du personnel

et en particulier des « extras », des livraisons, des allées et venues dans leurs locaux, personnalité du chauffeur… Que de patience aussi avec nos « collègues » étrangers qui, souvent jaloux de leurs prérogatives, s'évertuent à nous compliquer la tâche au lieu de faire preuve d'une amicale collaboration !

Milieu modeste

Si mon chef dit vrai, d'où me viennent ces qualités qu'il me prête ? Sans doute en partie de mon origine modeste et rurale. Je suis né à Montregard, dans le département de la Haute-Loire, où mon père est instituteur. Troisième enfant d'une famille qui compte une sœur aînée et un frère. Mon père, né en 1921 à Lyon et abandonné à sa naissance, est pupille de la nation, placé par l'Assistance publique auprès de deux sœurs dentellières habitant la commune de Queyrières, au lieu-dit Le Bouchit. J'y passe de nombreuses vacances, heureux de courir sur les chemins qui mènent sur la montagne de Monedeyres et, plus loin, au Meygal. Ma mère est née à Montagne-Saint-Émilion. Avec sa sœur jumelle, elles sont élevées par des parents longtemps ouvriers agricoles dans les vignes du Libournais.

Mon grand-père maternel, revenu de la guerre de 14-18, est marqué comme tous ceux de sa génération. Il nous parle à demi-mot et très rarement de la Côte du Poivre, près de Verdun, où il s'est battu en 1916. Des rigueurs de l'hiver en Champagne en 1916 et 1917, de la bataille du Piave, en juin 1918, sur le front italien. Mes grands-parents finiront leur activité à Notre-Dame du Cénacle Monrepos et leur vie à Condat, près de Libourne. Nous passerons là aussi de douces vacances, choyés par les sœurs qui y séjournent quelque temps pour s'y reposer ou participer à des retraites.

Mon père, enrôlé de force au STO en 1943, puis réfractaire, rejoint en 1944 le bataillon de marche 21 de la 1re DFL (division de la France libre), avec lequel il fait plusieurs campagnes d'Alsace et des Alpes, ce qui lui vaudra une citation lors des affrontements dans la poche de Colmar. Trop modeste, voire effacé, pour se prévaloir de son passé militaire, il lui aura fallu attendre l'âge de quatre-vingts ans pour se voir décerner la médaille militaire à titre civil au cours d'une prise d'armes à Issoire. Moment d'émotion partagée, puisque c'est moi qui ai eu le privilège de la lui remettre. Ma mère, elle, a servi pendant la guerre en tant qu'infirmière

entre 1944 et 1946 à Paris et à Vienne, en Autriche. Ils se connaîtront à la fin de la guerre et se marieront en 1948.

Après des années d'enseignement en école primaire, mon père est affecté à sa demande en 1965 à l'EETAT (École d'enseignement technique de l'armée de Terre, rebaptisée ENTSOA (École nationale technique des sous-officiers d'active) située à Issoire (Puy-de-Dôme) en tant que PEGC (professeur d'enseignement général de collège). J'ai alors onze ans. Il y restera jusqu'en 1976. C'est certainement dans cet environnement que je découvre la vie militaire, son esprit de corps et son sens de la famille. Nous, les enfants, y passerons de très belles années entre l'école militaire et Issoire.

Après le collège et le lycée à Issoire, je passe la maîtrise de géographie à la faculté à Clermont-Ferrand. Après avoir tenté deux fois l'agrégation, en vain, je fais mon service militaire en 1977 et 1978. L'année suivante, encouragé par un ami de mes parents, le général Malabre, je m'engage, malgré ma barbe et mes cheveux longs, dans la gendarmerie, que mon frère avait rejointe en 1972. Après la formation d'élève-gendarme à Montluçon, je suis affecté à Drancy, à l'école de gendarmerie mobile 2/3. En face, l'ancienne caserne du sinistre camp de Drancy a été partiellement réhabilitée en logements. En 1980, au concours externe des officiers de gendarmerie, j'entre major à l'école de Melun, dont je sors avec un classement un peu moins bon. Je rejoins alors Satory et l'escadron 8/1, d'où je m'échappe au bout de six mois pour l'aventure élyséenne auprès de François Mitterrand et de Jacques Chirac. Pour le meilleur, et parfois pour le pire !

Une lutte constante, même avec Pierre Joxe !

J'avais beau avoir été bien formé et préparé, le plongeon dans le bain élyséen m'a tout de même impressionné. Il faut un temps d'adaptation au fonctionnement du Palais, à ses us et coutumes, aux moyens engagés, au bouillonnement de ce petit monde qui gravite autour du président que j'aurai l'occasion de saluer, sans plus, du moins au début. Je mesure d'emblée, dès les premiers bains de foule, la difficulté de gérer sa sécurité, de le faire progresser au milieu de gens souvent agités et qui le pressent.

Garder sa place au plus près du président, qu'il faut protéger, n'est pas simple car il faut lutter sans cesse avec des gens dont nous ne sommes jamais sûrs qu'ils sont animés des meilleures intentions, entre ceux qui se précipitent simplement pour l'approcher, ceux qui manifestent leur colère en tentant de le saisir, comme une fois lors d'une manifestation syndicale, en jetant des projectiles ou des crachats et ceux, y compris des ministres, qui, se croyant indispensables, veulent rester à ses côtés et nous empêchent de le maintenir dans la bulle que nous formons autour de lui.

Les fameuses *garden parties* du 14 Juillet à l'Élysée constituent, à cet égard, des moments épiques. Piloter le président dans la foule des invités est un défi. Celle de 1989, pour le bicentenaire de la Révolution, marqué par des cérémonies spectaculaires, fera date. Souvenir cocasse d'invités repartant discrètement avec des assiettes décorées de motifs révolutionnaires… J'imagine leur déception quand ils se sont aperçus que ces décors s'étaient effacés au lavage !

Nous devons toujours rester vigilants, sur le qui-vive, quitte à jouer des muscles, y compris contre un adversaire de poids : Pierre Joxe en personne ! Manque de chance pour le GSPR. Alors qu'au bout d'un an nos relations avec les policiers, désormais dirigés par un contrôleur général, commençaient à s'apaiser, voilà notre groupe confronté au nouveau ministre de l'Intérieur, nommé en juillet 1984. Le premier flic de France, qui ne cache pas son hostilité à la présence des gendarmes à l'Élysée, commence par priver Prouteau de sa mission de coordination du renseignement en créant, le 8 octobre 1984, l'Uclat (Unité de coordination de la lutte antiterroriste). Dans la foulée, il tente d'obtenir de l'Élysée la disparition de la fameuse cellule qui, à ses yeux, n'a plus de raison d'être.

Pour ne pas arranger nos affaires, les exigences de la sécurité rapprochée nous ont conduits à quelques sévères frictions avec le même Pierre Joxe, au caractère particulièrement rigide. Je me souviens d'une fois à Angoulême où l'un de mes hommes est contraint de l'écarter de force. Furieux, il demande aussitôt sa tête, mais François Mitterrand intervient : « Laissez-le travailler. »

Un autre clash survient le 1er mars 1985, lors d'une visite officielle à Montpellier, où le maire Georges Frêche présente à François Mitterrand son nouveau quartier, Antigone. La CGT et le PC l'attendent de pied ferme et des menaces de l'ETA pèsent aussi sur ce déplacement. Le GSPR, sur les

dents, tente par deux fois d'écarter un gêneur, Pierre Joxe, finalement poussé sans ménagement par un camarade dont les presque deux mètres lui valent le surnom de « la Tour [18] ». Quelques instants plus tard, à l'hôtel de ville, Pierre Joxe explose devant les deux GSPR : « Vous êtes virés tous les deux. » Le président, qui a entendu les hurlements de son ministre, les rassure : « Vous ne dépendez pas de lui. » Le ministre rumine sa vengeance.

Il relancera de plus belle sa guérilla contre nous, quand il succédera à Charles Hernu au ministère de la Défense, au moment de l'affaire du *Rainbow Warrior* et de Greenpeace, en juillet 1985. La vague d'attentats de 1985 et 1986 contraint cependant de calmer le jeu et de rebattre les cartes. Le GSPR doit encore monter en puissance : renforcement des effectifs, du dispositif et des modes opératoires avec une projection plus forte sur les lieux. Les mesures de sécurité se font plus tatillonnes, notamment dans la fouille des locaux. Pour les missions préparatoires aux visites présidentielles, les éléments précurseurs se montrent plus exigeants, prennent davantage de temps. Les véhicules sont blindés, nos matériels plus sophistiqués (valises pare-balles). Nous embarquons en voiture ou à moto des armes de plus grande capacité.

Décidément, pas de chance avec Pierre Joxe ! Redevenu ministre de l'Intérieur après la cohabitation, il maintient son hostilité au GSPR, qui entre-temps a changé de chef. Le chef d'escadron Michel Fortemps a succédé à Alain Le Caro qui, après un intermède malheureux avec un officier, a pris la tête du GSIGN, devenu GIGN. C'est heureusement Jean-Pierre Chevènement qui a la main sur notre groupe, mais, opposé à la guerre contre l'Irak, il démissionne le 29 janvier 1991. Pierre Joxe le relève à la Défense. Le GSIGN retombe sous sa coupe. Ça se gâte un beau jour, au cours d'une visite à notre caserne de Satory, où il assiste à une démonstration. Lors d'un exercice avec un chien d'attaque et l'explosion d'une grenade, un gravillon blesse le ministre à la joue. Sa colère tombe sur Alain Le Caro, le chef, promis à un exil en Guyane ! Sauvé par Mitterrand qui oppose son veto, il se voit tout de même imposer un capitaine par la direction de la gendarmerie, qui, elle non plus, n'a jamais abandonné ses réticences envers les fortes têtes que nous sommes à ses yeux. Le GIGN s'oppose d'ailleurs à cette nomination de Denis Favier, qui n'a pas fait ses preuves. Il faudra attendre le 26 décembre 1994 et la libération des passagers de l'Airbus d'Air France à l'aéroport de Marignane, pris en

otages par un commando du GIA algérien, pour que le GIGN accepte finalement son nouveau chef qui a fait preuve de courage dans l'assaut. Le Caro quitte la gendarmerie.

Armes et « Kevlar »

Un mot de notre armement. Il doit être à plus ou moins grande capacité et compact, dans tous les cas, en fonction de nos modes de déplacement, toujours discrets, à pied, en voiture, à moto. Mot d'ordre fondamental au GIGN : ne faire feu qu'en dernier ressort. Nous sommes équipés pour répondre à toute menace et selon les missions. En armes de poing, nous sommes porteurs de l'arme emblématique du groupe, le revolver Manurhin MR73 gendarmerie, calibre 357 mag-38 spécial, en 4 pouces, ou le Smith & Wesson, chief Model 60, calibre .38 spécial, en 2,5 pouces, plus discret et parfait pour le tir de défense très rapproché (de 5 à 10 mètres maximum). Créé par Prouteau, le Manurhin MR73 gendarmerie en calibre 357 mag-38 spécial en 8 pouces sert en intervention, mais il est trop long, donc encombrant, pour le GSPR dans sa mission de protection rapprochée. En revanche, ce dernier, doté d'une lunette de visée, nous est utile pour nous positionner à des distances moyennes de cinquante mètres en appui ou en couverture. Dans les années 1990, nous nous orienterons vers de nouvelles armes de poing de grande capacité, légères et compactes, comme le pistolet semi-automatique Glock 17 ou 19, selon la taille de la main et l'aisance à tenir la crosse, avec douze à quinze balles dans le chargeur. Le temps du Mac 50 et du Beretta 92, qui serviront néanmoins longtemps à l'instruction initiale des stagiaires, est déjà loin.

À disposition du service également, les versions du MP5 HK (Heckler & Koch), pistolet-mitrailleur flexible de petit format, à crosse repliable, le FRF1 et l'Accuracy, fusils pour tireur d'élite équipés de lunettes de tir offrant la possibilité d'appuyer ou de couvrir un déplacement, le fusil à pompe calibre .12 à canon réduit et crosse repliable en appui, avec balle en caoutchouc, chevrotine, Brenneke… Le tout rehaussé d'aides à la visée, du type Aimpoint, laser et lampes pour certaines armes.

Lorsque nous accompagnons le président dans un événement exceptionnel ou des déplacements à très haut risque, comme cela avait été le cas avec Jacques Chirac lors des obsèques d'Hafez el-Assad à Damas en juin 2000,

nous emportons un armement à forte capacité de tir, souvent source de frictions avec les services étrangers car ils s'estiment naturellement maîtres chez eux : fusils à longue portée, lance-grenades HK 69 en 40 mm, arme à fort pouvoir d'arrêt pour stopper une voiture en utilisant des grenades explosives, perforantes, incendiaires.

Dans l'équipe de protection rapprochée, le « Kevlar » désigne un dépliant pare-balles constitué de plusieurs couches plus ou moins épaisses de fibres synthétiques très résistantes. Lors de mon passage au commandement du GSPR, nous avons conçu un Kevlar incurvé et segmenté, pour épouser, en trois parties, la forme du corps. L'un, de 9 kilos, est assez léger, et capable de résister à des balles de petit calibre et à faible vitesse initiale. L'autre, plus lourd, est configuré pour parer à des armes de calibre .5,56 aux munitions à forte capacité de pénétration. Certains matériels sont le résultat de retours d'expérience. Ils sont réalisés en maquette chez nous, puis produits par des spécialistes civils. Ce travail de développement touche un grand nombre de secteurs, des munitions à des équipements divers pour motos et véhicules.

À l'instar du génial inventeur dans *James Bond*, nous avons même créé, dans les années 1990, un petit sac à dos, plus discret que le précédent, qui sert non seulement à porter un PM avec munitions et grenades, mais fait aussi office de gilet pare-balles ! Il s'ouvre en tirant sur une goupille et libère – comme pour un parachute – un plastron qui se déplie alors sur le devant, et qui porte le pistolet-mitrailleur. Nous avons aussi conçu un parapluie renforcé contre les jets de pierres, bouteilles vides et autres projectiles. Bref, il est indispensable d'innover en fonction de la menace.

Caméléons et « Charlie 1 »

Tels les animaux qui changent de peau en fonction de leur environnement, nos tenues varient selon la nature de nos missions. Le GSPR doit se mouvoir comme un caméléon. Il se dépouille donc, dès sa création, de son treillis au profit du costume-cravate, tenue civile de rigueur pendant les deux septennats de François Mitterrand. Ce qui semble aller de soi donnera pourtant lieu à une passe d'armes à l'arrivée de Jacques Chirac : « Montrez-moi le texte officiel qui vous autorise, vous gendarmes, à travailler en

civil », me demande-t-on un jour. Polémique stérile. Finalement, le directeur de cabinet validera notre droit à la tenue civile…

Ainsi, lorsque François Mitterrand assiste à la réception de Léopold Sédar Senghor à l'Académie française, je suis naturellement en costume-cravate, avec tout de même le pistolet à la ceinture. Pour une visite privée en Irlande, je suis en tenue plus décontractée, pantalon et blouson, le président en complet haut et pantalon gris. Il appréciait souvent une veste droite et une chemise rouge à carreaux noirs et rouges, ou encore un pantalon de velours, blouson et casquette. Pour se fondre dans la foule, les membres du GSPR s'habillent en civil. Si un tireur doit opérer d'un toit, d'où il n'est pas visible, il revêt la tenue la plus efficace, en civil ou en combinaison, de manière à progresser avec aisance et discrétion. Pas de contraintes dans ce domaine quel que soit le lieu, sauf, bien sûr, dans des circonstances particulières où il nous faut nous habiller « couleur locale », par exemple aux cérémonies nationales, où le costume sombre est de rigueur. Un de nos membres qui s'évertuait à porter des vêtements de couleurs trop claires et souvent dépareillées devra faire quelques retours à la maison pour se changer avant de repartir en mission. Nous l'avons bien « chambré » pendant longtemps !

Il nous est même arrivé de revêtir une blouse blanche, pour nous fondre dans l'ambiance de la clinique de Port-Royal, où Claude Chirac venait d'accoucher du petit Martin. Nous avions mis en place un dispositif jour et nuit pour protéger des curieux et des paparazzi les abords de sa chambre. En blouse blanche, nous avions tout du personnel médical, à part l'arme à la ceinture [19] !

Quant aux échanges entre nous, par micros discrets et oreillettes, ils passent par une liaison radio cryptée propre au GSPR, autonome et indépendante, disposant de plusieurs canaux, mais également par d'autres réseaux radio, propres à la gendarmerie et à la police. Tout est codé : le nom des missions, les prénoms, le nom de chaque équipe sur le terrain, les lieux visités, les autorités. Chirac, c'est « le Grand » ; Mitterrand, « Tonton ». Le président est toujours le « PR », qui signifie « Papa Roméo ».

Quand nous sommes en mission dans un restaurant, « Charlie 1 », qui désigne le petit groupe chargé de l'accompagnement, assis à une table proche de celle où déjeune le président (le « PR »), peut avertir son collègue le « recueil », appelé « Charlie 2 », qui se trouve à l'extérieur : « Charlie 2

de Charlie 1, café en route » ou « Sortie Papa Roméo cinq minutes ». Nous pouvons aussi tout simplement nous désigner par nos prénoms : « Jean-Pierre de Denis, point de situation extérieur ? » Nos protégés sont toujours désignés par un surnom ou un nom de code. Mazarine, c'était « Maza ». Entre François Mitterrand et Christian Prouteau, elle était « la petite demoiselle ».

Techniques et lexique de la sécurité

Qu'il s'agisse d'un déplacement imprévu ou, au contraire, sur un lieu repéré à l'avance par un élément précurseur, la technique est à peu près la même. S'il arrive en voiture, le président est accompagné d'un agent de sécurité expérimenté qui se tient à l'avant, près du conducteur ou dans la voiture suiveuse. Le « siège », comme on l'appelle, est l'interlocuteur privilégié, l'IP, du chef de l'État, celui avec qui le courant passe le mieux. Avec François Mitterrand, c'est Jean-Pierre, qui, sans être toujours le seul, aura été pendant treize ans, jusqu'à la fin donc, son principal IP. Ce poste stratégique pour faire le lien avec l'autorité, recueillir et transmettre messages et informations est, au moment de son choix, un sujet de discorde entre le GSPR et ceux qui, pour avoir fait la campagne du candidat élu, s'estiment les plus légitimes et ne veulent pas lâcher le morceau.

Un élément en pointe, souvent un membre du protocole, ouvre la voie au président, en général assisté d'une doublure sécurité, appelée le « recueil », qui est déjà sur place depuis plusieurs heures. Pièce essentielle du dispositif, il joue le rôle d'éclaireur, parcourt en avance le trajet prévu pour reconnaître les lieux, prendre les contacts et faire le point en permanence par liaison radio avec le reste de l'équipe. Nous sommes ensuite trois en moyenne à former autour du président ce que nous appelons l'« accompagnement » en forme de « triangle inversé » : un à sa droite, nommé « l'épaule droite », un autre à sa gauche, « l'épaule gauche ». Le troisième, à l'arrière, ferme la marche. Il a pour mission essentielle de prendre en charge – physiquement, si nécessaire – la personne du président, de le guider, de le protéger en faisant écran de son corps si besoin est. Il a enfin un lien particulier avec l'autorité, étant en général l'IP détenteur d'une proximité légitime et reconnue. Nous observons les gens au plus près et au plus loin, de façon

panoramique ou plus ciblée, en nous partageant le terrain tout au long de la progression.

En « diamant » dans la foule

« La politique, disait Jacques Chirac, c'est embrasser, serrer des mains. » Il en a fait la démonstration pendant sa longue carrière, au point que ce recordman des surnoms avait gagné ceux de Fend la Bise, Serre la Louche ou encore Toque Manettes. Parvenu à l'Élysée, il a poursuivi sur sa lancée, mêlant embrassades et poignées de main, parfois plusieurs fois de suite aux mêmes personnes, accompagnées d'un rapide « b'jour » ou « t'allez-vous ? » (pour « comment allez-vous ? »). Il adore aussi se faire prendre en photo partout, avec tout le monde, tout le temps, dans la rue, au restaurant, avec les clients ou les équipes en cuisine. Impossible de relâcher l'attention, d'autant que, pour ne rien simplifier, il n'est pas question de barrières pour l'empêcher de s'adonner à son exercice favori, le contact direct avec les gens. Ordre de Claude. Véritable défi pour le service de sécurité, encore plus à cran après la vague d'attentats de 1995. Au fil du temps, il a fini par accepter un comportement plus respectueux de notre dispositif de protection spécialement conçu pour une traversée de foule.

Nous sommes alors huit, voire neuf, en formation dite « diamant » : trois en pointe avant, trois au plus près autour du président, trois en arrière. Un dispositif efficace pour laisser entrer brièvement quelques personnes dans la bulle formée autour du président avant de les éloigner ou, en cas d'incident, pour l'évacuer au plus vite, quitte à faire usage de nos armes. Je n'en ai jamais eu besoin pour ma part.

Gainsbourg : « J'vous ai amené des copains ! »

Les situations n'étant jamais les mêmes, elles imposent une grande faculté d'adaptation. C'est le cas avec la meute présente aux *garden parties* du 14 Juillet à l'Élysée, dans une cohue telle qu'il est arrivé qu'un commissaire y perde son arme, heureusement rapportée plus tard par un invité ! Quand, le 14 juillet 1985, Serge Gainsbourg en personne se pointe devant François Mitterrand, nous le cornaquons de très près. Cela sent le dérapage. Barbe de quelques jours, un verre dans chaque main, l'interprète de sa *Marseillaise*, déjà un peu chaud, lance : « M'sieur le président, j'vous ai amené des

copains ! » Gainsbarre, comme il s'était appelé lui-même, s'efface alors devant un groupe de légionnaires et retourne à sa séance d'autographes sur cartons d'invitation.

Le président masque sa surprise et replonge avec nous dans son bain de foule. Pas de dirigeant communiste ni de l'opposition ce jour-là, à part Alain Peyrefitte – venu en qualité d'académicien, tient-il à préciser. Cela dit, sous les ramages de l'Élysée, bien du monde cohabite tout de même, grâce aux 20 000 canapés, 3 000 minibrioches, 150 kilos de charcuterie et quelques sympathiques tonnelets. Le Premier ministre, Laurent Fabius, signe des autographes. Au nombre des invités, diplomates, militaires, hauts fonctionnaires, quelques Beurs, en jean et blouson de cuir, amis de Harlem Désir, de SOS Racisme. Également, les vieux amis du président, de Jarnac ou de la Nièvre, de rares compagnons de captivité : « Allez, François, encore une photo ! », demande l'un d'eux en tremblant.

Il y a aussi l'astronaute Baudry, Juliette Gréco, Bulle Ogier, en long aparté avec le président. Enfin, plusieurs centaines de jeunes à l'honneur ce jour-là, ainsi que des créateurs d'entreprise.

Les cadeaux en sac à dos

Autres sportives traversées de foule : les visites du Salon de l'agriculture, pendant de longues heures, et pas seulement « au cul des vaches ». Elles exigent une vigilance de tous les instants, notamment lors des « arrêts aux stands », un peu plus longs que ceux des courses de formule 1 ! Surtout avec Jacques Chirac, dont le parcours interminable était entrecoupé de multiples dégustations pour satisfaire son appétit glouton et ne fâcher personne. Impossible, aussi, de refuser les cadeaux offerts par les exposants désireux de conforter la réputation de leurs produits en les faisant parvenir à l'Élysée. Déjà sous François Mitterrand, nous avions dû mettre en place une véritable noria avec deux porteurs de sacs à dos dans lesquels étaient entassés les produits offerts, fromages, saucissons, bouteilles et *tutti quanti*, aussitôt rapportés dans une voiture spécialement prépositionnée. Journée-marathon pour nos deux sherpas, contraints à d'incessants allers-retours pendant toute la visite de ce Salon de l'agriculture qui dure une éternité.

Des cadeaux, il en vient d'ailleurs d'un peu partout. Lors des déplacements officiels ou privés en France, il nous arrive souvent de les

acheminer à l'Élysée. À l'étranger, c'est en général le protocole qui s'en charge, de même qu'il s'occupe des cadeaux que le président offre à ses homologues. Quant aux paniers de nourriture donnés ici et là en province, ils sont parfois partagés entre les équipes de l'Élysée. François Mitterrand nous en a souvent distribué. Nous en avons fait bon usage au cours de nos réunions.

L'affaire est compliquée lorsqu'il s'agit de cadeaux plus volumineux, tel l'éléphanteau offert à Michel Rocard, Premier ministre, au cours d'une visite en Thaïlande. Ou Gend Jim, l'étalon de trois ans de race Akhal-Teke, à la robe dorée, rapporté en mai 1993 par François Mitterrand d'une visite au Turkménistan. Introuvable pendant plusieurs mois, l'équidé est finalement repéré par la presse chez un éleveur qui se trouve être aussi l'entraîneur de la cavalière… Mazarine Pingeot ! C'est ainsi que la piste du célèbre étalon a conduit à la propriété de Souzy-la-Briche et à la découverte du secret de la fille cachée du président [20].

Devant les « Français de l'étranger »

Autres traversées de foules particulières, dans des pays lointains : la réception du chef de l'État aux Français de l'étranger, événement apprécié et attendu par l'ambassadeur et les expatriés. Nous la préparons avec minutie, selon un schéma identique à chaque fois. Le président arrive seul ou entouré des ministres qui l'accompagnent dans son déplacement. Il grimpe sur une estrade, installée en général dans les jardins sécurisés de l'ambassade et entourée d'un cordon et de potelets que nous enlevons ensuite pour ne pas créer une distance avec la communauté. Auparavant, nous avons prévu, à toutes fins utiles, une chambre de repos et un salon pour d'éventuels entretiens. Nous avons jeté un œil sur la liste des invités, sur le buffet et les personnels de service, et inspecté l'ambassade.

Une fois son allocution terminée, le président circule parmi les invités : sécurité et guidage dans la foule demandent de notre part de la finesse et du doigté, car tout le monde souhaite approcher le chef de l'État. Bousculades garanties ! La formation « en diamant » nous permet de progresser en absorbant au fur et à mesure des personnes dans notre dispositif. « Par ici, monsieur le président ! » En fait, il nous suit, car il sait que nous pratiquons un filtre ouvert et souple, rythmé par une progression circulaire avec une

entrée et une sortie pour ceux qui souhaitent l'approcher. Il arrive que l'ambassadeur l'accompagne dans la mêlée pour présenter les résidents français, mais cela ne dure pas, car l'exercice est long et éprouvant. Pour nous aussi ! Il fait chaud, la cravate d'un côté, la ceinture de l'autre et la hantise de perdre son arme ou sa radio, aux aguets pour répondre à toute demande du chef :

« Trouvez-moi un verre d'eau, s'il vous plaît !

— Oui, monsieur le président. »

Et de jouer des coudes pour trouver un verre d'eau et le lui apporter. Le président montre des signes de fatigue et nous le fait savoir. Vite, le trajet le plus court possible vers la sortie !

Soir de victoire contre Le Pen

En 2002, le soir de la victoire sur Jean-Marie Le Pen, nous sommes au siège de campagne de Jacques Chirac. À la proclamation des résultats, ovation dans l'immeuble. Le président reste enfermé dans le bureau. Les minutes paraissent interminables. Il décide de se montrer aux fenêtres du premier étage, mais, pour y parvenir, il faut d'abord fendre la meute des sympathisants en délire. À trois, Jean-Claude, son officier de police privé et moi-même, nous nous débattons dans la cohue pour ouvrir le chemin vers les fenêtres sans perdre Bernadette, en route dans les escaliers. Traversée épique et épuisante. Ballottés, retenus qui par la veste, qui par les bras. Mon oreillette est arrachée au passage. Le pantalon sur les hanches, la cravate dans le dos, la veste tirebouchonnée… Finalement, le couple présidentiel se présente à une fenêtre. Jacques, euphorique, bras levés. Dans un renfoncement, j'attends de les récupérer.

Direction en cortège, entourés des motards de presse, vers la place de la République, où des drapeaux de l'Algérie et de la Tunisie sont agités, qui feront jaser. Claude fait patienter un peu son père derrière la tribune avant de le laisser grimper pour cueillir les acclamations du public. La nuit est tombée. Nous repartons vers l'Élysée pour Jacques, chez les Pinault pour Bernadette.

Je me souviens également de la visite au nouveau palais de justice de Rennes puis de la marche à pied vers l'hôtel de ville, au milieu de centaines de badauds. La nuit est tombée, les éclairages urbains et les flashs des

photographes nous aveuglent. Respecter l'itinéraire et garder le cap alors que vous êtes quasiment porté par une houle humaine, c'est sans doute un exploit.

Les grands événements

C'est une autre sorte de tension qui entoure désormais les grands sommets. Finies, les retrouvailles décontractées entre grands de ce monde, place aux attaques des black blocs et autres groupes de guérilla urbaine. De violents affrontements éclatent ainsi à Nice le 7 décembre 2000, à l'ouverture du Conseil européen consacré aux changements institutionnels préludes à l'élargissement de l'Europe. Tandis que des milliers de personnes manifestent pour réclamer une Europe plus sociale, des commandos altermondialistes attaquent les CRS qui font usage de gaz lacrymogènes.

Je me suis rendu plusieurs fois à Nice pour préparer le séjour de Jacques Chirac, accompagné de Lionel Jospin, Premier ministre de cohabitation, mais le jour dit, malgré la présence théoriquement dissuasive de milliers de forces de l'ordre, militaires, policiers, gendarmes, nous sommes tout de même saisis par la violence de la confrontation, au point que nous hésitons à sortir le président de sa voiture pour accéder au centre des congrès. Une fois à l'intérieur, il souffre d'une petite irritation oculaire provoquée par les gaz lacrymogènes qui se sont répandus par le système de ventilation. Si au dehors c'est la castagne, à l'intérieur la bagarre politique n'est pas triste non plus. Après des heures de palabres consacrées à un nouveau partage de pouvoir dans une future Europe prévue à l'époque à 25, le sommet accouche d'un compromis pour un « traité de Nice » adopté le 26 février 2001.

Un mort à Gênes

Le G20 des 20-22 juillet 2001 à Gênes se tient dans une ambiance de fort Chabrol, dominée par une très vive inquiétude. Si les mesures de sécurité s'avèrent exceptionnelles, le nombre de réunions l'est aussi. À la première mission préparatoire s'ajoutent de nombreux bilans d'étape, dont un final, quelques jours avant le sommet, auquel sont conviés le chef du protocole et le GSPR. L'ambiance est encore feutrée et assez étonnante. Compte tenu de l'importance de l'événement et des contraintes liées notamment au

logement des délégations, les Italiens ont imaginé de les abriter dans deux paquebots de croisière ancrés au port sur deux quais voisins. Le choix est intéressant et se révélera finalement efficace. Mais, curieusement, les policiers et les carabiniers italiens, malgré leur compétence, n'ont rien prévu pour sécuriser ces bateaux ! Lors de cette ultime réunion, je pointe cette lacune et souligne qu'il faut s'y prendre vite car l'inspection de si gros navires prend beaucoup de temps, au moins deux jours, avant de rester sous surveillance permanente. Qui plus est, l'un des deux paquebots est encore en mer. Silence dans la salle de réunion, où l'on prend conscience, d'un coup, de tout ce qu'implique le logement à bord de ces villes flottantes : il faudra filtrer le personnel, contrôler le ravitaillement, assurer la circulation et prévoir à tout hasard une évacuation en urgence… Bref, les opérations doivent être menées tambour battant. Elles le seront finalement. Le GSPR est une fois encore, ce jour-là, l'empêcheur de tourner en rond.

Les chefs d'État et de gouvernement sont donc logés sur les deux paquebots. Les sites des réunions, eux, sont protégés par un mur de défense, une palissade bétonnée et métallique de 2,50 mètres de haut. De quoi décupler l'ardeur des assaillants. Un jeune Italien est tué par balles pendant les échauffourées qui font aussi 500 blessés. Plusieurs centaines d'arrestations sont opérées. Une leçon sera finalement tirée : la création d'un îlot de sécurité ne fait que cristalliser la colère des opposants et leur laisse le champ libre pour lancer leurs attaques. Il est donc envisagé d'organiser les sommets sur plusieurs sites, pour éviter la concentration des forces adverses.

Le gotha mondial aux obsèques de Mitterrand

Le 11 janvier 1996, c'est la mobilisation générale pour les obsèques de François Mitterrand, qui se déroulent en même temps en deux lieux éloignés : à Paris, où un hommage solennel au chef d'État est rendu à la cathédrale Notre-Dame en présence de dizaines de rois et de présidents du monde entier, et à Jarnac, en Charente, terre natale du provincial Mitterrand, inhumé dans le caveau familial après une cérémonie privée. Le jour précédent, assistés de chiens démineurs de la préfecture de police, nous avons sécurisé la cathédrale et maintenu notre surveillance du site. Jusqu'à la cérémonie, des gerbes de fleurs sont déposées à l'entrée de l'édifice, en

un flot ininterrompu. Nous veillons, par mesure de précaution, à ce qu'elles ne soient pas directement expédiées dans la nef, mais d'abord inspectées.

Moment de tension, le matin de la cérémonie parisienne, quand nous constatons qu'une gerbe, de provenance syrienne, a été introduite par un servant de la cathédrale par un accès secondaire à proximité du chœur et a manifestement échappé au contrôle ! La célébration ayant commencé, qu'à cela ne tienne : la gerbe est récupérée et conduite dans le jardin, côté sud, pour être inspectée et rangée dans un coin.

Peu à peu, le « bocal » sous très haute surveillance se remplit. Le protocole place la foule des prestigieux invités étrangers, accueillis à l'entrée de Notre-Dame par le Premier ministre Alain Juppé. Les uns, comme Shimon Peres, Hosni Moubarak, qui a échappé à plusieurs tentatives d'attentat, et le vice-président américain Al Gore sont suivis comme leur ombre par leurs agents de sécurité. Yasser Arafat, en keffieh, Fidel Castro, Boris Eltsine, le prince Sihanouk, les rois d'Espagne et de Suède sont là, au milieu de dizaines d'autres personnalités. Malgré la solennité de la cérémonie, l'émotion est visible sur tous les visages, dont celui du chancelier Helmut Kohl, qui ne cache pas ses larmes. Valéry Giscard d'Estaing salue tout le monde. Les anciens Premiers ministres Balladur, Mauroy, Cresson, Jospin, Rocard sont présents également. J'y croise Jacques Attali, qui m'embrasse, et des anciens de l'entourage présidentiel, puis, pendant la cérémonie, je me tiens près du chœur, non loin de Jacques et Bernadette Chirac, assis dans des fauteuils devant le premier rang.

Au même moment, escorté de Cognac par l'escadron de motards de la gendarmerie, le cercueil de François Mitterrand arrive à Jarnac. Devant ses frères et sœurs, les deux familles, Danielle et ses deux fils, Anne Pingeot et Mazarine, quelques proches dont Michel Charasse, Robert Badinter, Jack Lang, Laurent Fabius et Gérard Depardieu, le cercueil recouvert du drapeau tricolore est porté par quelques élèves de grandes écoles, dont Polytechnique. Passé le pont sur la Charente, les honneurs militaires avec sonnerie aux morts lui sont rendus.

Le drapeau tricolore, enlevé par le vent et replacé par Danielle, est alors ôté, pour signifier le passage à la partie intime et privée de la cérémonie. Dans leurs tenues de cérémonie pour la circonstance, six camarades du GSPR, proches du président depuis des années et présents jusqu'à son

dernier souffle, prennent le relais et portent le cercueil jusqu'à l'église, puis au cimetière, ultime marque de confiance du président envers des hommes qui l'ont protégé et lui ont été fidèles pendant tant d'années. Plus anecdotique, mais c'était important pour François Mitterrand, Baltique, son labrador, est là lui aussi, tenu en laisse par un membre du GSPR qui en a accepté la charge et l'adoptera, à la demande de Danielle Mitterrand.

Aides de camp et protocole

Parmi les services clés de l'Élysée, les aides de camp, au nombre de trois en général, font partie de l'état-major particulier. Ils sont chargés d'accompagner partout le président et de préparer notamment les déplacements aériens, ceux du chef de l'État, ceux des délégations officielles et techniques ainsi que ceux de la presse accréditée à l'Élysée. Le métier est rude et sans répit. De par sa proximité avec le président, l'aide de camp est un partenaire tout naturel du service de sécurité. Nous avons besoin l'un de l'autre, et chacun le sait. La coopération va du renseignement le plus varié à nos efforts sur le terrain pour permettre à l'aide de camp de rester en contact avec le président. Nous avons ainsi vécu en bonne intelligence sous les deux septennats de François Mitterrand.

Leader de la délégation française à l'étranger, le chef du protocole est globalement soucieux de satisfaire l'ensemble des services, mais sa tâche est particulièrement ingrate. Il est seigneur lorsque la mission se présente sous les meilleurs auspices. Mais s'il est, comme souvent, assailli de consignes reçues au plus haut niveau ou des demandes, parfois des exigences, des différents services qui composent la délégation, il ressemble à une coque de noix sur un long fleuve en crue. Sous le coup d'un retard d'horaire, d'un défaut de programme, d'une saute d'humeur du président ou de ses proches, jusqu'au mépris en public, il doit courber l'échine.

Avec nous, le service du protocole se montre à la fois conciliant et susceptible. Il privilégie le programme initial, mais sait écouter, accepter et relayer nos remarques et nos demandes. Mais, en 1995, lors des premières missions à l'étranger, fort des consignes de l'entourage du président, il se montre moins facilitateur que censeur. « Vous n'avez rien à dire ni à demander. Vous faites partie de la délégation, pour le moment. » De quoi être troublé. Il pourra néanmoins compter sur nous – il le sait soit d'instinct,

soit d’usage – pour lui ménager un espace autour du président, pour guider l’ensemble de la délégation, pour se projeter sur la suite du programme ou pour le renseigner en toutes circonstances.

« Bataille » avec les journalistes

Avec le service de presse de l’Élysée, et avec les journalistes, surtout ceux de province, moins familiers de nos impératifs de sécurité, il nous a aussi fallu faire preuve de pédagogie. C’est moins vrai aujourd’hui, après les vagues d’attentats qui ont secoué la France, mais à l’époque ils n’étaient guère sensibilisés aux problèmes de sécurité. Ils n’admettaient pas, par exemple, de devoir attendre la fin de la mise en sécurité des locaux pour s’installer, ou bien de se plier à la fouille des sacs et des caisses au lendemain du 11 septembre 2001. Certes, nous ne sommes pas, à l’époque, en charge de leur sécurité, qui incombe au Service de protection des hautes personnalités (SPHP), mais nous sommes tout de même très vigilants car tout comportement laxiste crée une vulnérabilité et peut permettre à quelqu’un de malveillant d’en profiter.

En général, positionnés en avant du président, devant lequel ils progressent à reculons, service de presse et journalistes servent en quelque sorte de paravent, mais, s’ils ne sont pas bien encadrés, ils gênent aussi la progression sereine de notre groupe. Rien n’est facile, d’autant que les journalistes bénéficient de toute l’attention et des faveurs de l’équipe élyséenne – Évelyne Richard en tête [21] –, au risque pour nous de nous brûler les ailes si nous n’y prenons pas garde. J’ai le souvenir d’une mission à Toulouse où la gestion de la presse par un membre des voyages officiels a tourné au fiasco.

Je comprends bien que la presse accréditée ait besoin d’images et de confidences, de petits mots, d’échanger avec le président. Mais cela doit se dérouler dans des conditions admises et respectées par tous. Or, à Toulouse, à cette époque, le chargé de la sécurité de la presse est une nouvelle recrue qui applique strictement la consigne de maintenir la presse à distance, de la faire avancer, quitte à la bousculer pour que le président poursuive sa progression. Il croit bien faire, mais mal lui en prend ! La presse proteste, pousse des cris d’orfraie, se livre à une bousculade, certains journalistes n’hésitant pas à interpeller, une fois de plus, le chef de l’État pour se

plaindre. Jacques Chirac, furieux, s'élance vers le fonctionnaire et l'invective rudement : « Vous allez les laisser travailler ! Je ne veux plus vous voir ! » Le malheureux agent, apeuré, disparaît aussitôt. J'apprendrai plus tard qu'il a été déplacé dans un autre service des voyages officiels, loin de la présidence.

Les voyages préparatoires

Un voyage officiel, en France comme à l'étranger, indépendamment de sa dimension protocolaire, suit un processus quasi immuable. Tout commence par une mission préparatoire, avec la présence des principaux services de l'Élysée concernés : l'aide de camp, deux membres du protocole (dont le chef du protocole), une personne du service des transmissions du SGDN, un membre des voyages officiels, un médecin, une personne de l'intendance (pas toujours), de la presse (c'est-à-dire un des attachés de presse de l'Élysée, auquel se joint en général un journaliste de TF1 ou de France 2), un représentant de la sécurité rapprochée[22].

Tout déplacement à l'étranger se gère avec l'ambassade du pays concerné et les autorités étrangères. La visite de reconnaissance dure quelques jours – j'ai connu les années 1980 où nous partions pour huit à dix jours avec escales, par exemple dans trois ou quatre pays africains. Elle consiste, dans un premier temps, à arrêter un projet de programme officiel ; cela signifie de nombreuses réunions et des reconnaissances sur le terrain avec utilisation des moyens locaux ou non (reprise de l'avion, voitures, hélicoptère, bateau…). En parallèle, des réunions techniques ont lieu (sécurité, presse et communication…). De façon générale, il faut aller très vite et repartir avec le maximum d'informations et de décisions. L'efficacité de l'ambassade est déterminante. Les dispositions générales et particulières prises en liaison avec le pays hôte serviront de fil conducteur à la mission suivante, dite « précurseur long ».

En Afrique, le travail de préparation, notamment sur le plan sécuritaire, demande souvent beaucoup plus d'énergie pour plusieurs raisons : faibles moyens locaux, conditions climatiques difficiles, foules omniprésentes où les débordements sont monnaie courante, coutumes et traditions non négociables (voiture décapotable, par exemple) qui augmentent les risques. Il nous faut donc chaque fois en revenir aux fondamentaux de notre métier,

vérifier que les agents locaux sont assez opérationnels, même si nous en assurons nous-mêmes une bonne part. Entre autres, la mise en place d'un dispositif d'évacuation sanitaire spécifique. En contrepartie, nous répondons à la bonne volonté et à la confiance de nos partenaires en les faisant profiter de notre savoir-faire et de nos matériels spéciaux.

L'avion présidentiel

La présidence dispose de ses propres moyens de déplacement, en particulier d'une flotte d'avions basée à Villacoublay, et dans le sud de la France pour les longs-courriers. Sur la base aérienne proche de Paris, les vols se font sur des appareils de petite capacité (de dix à douze personnes), en dehors des avions militaires type Transall deux hélices ou Hercule quatre hélices.

L'avion présidentiel peut être un Falcon 20, 50 ou 900, ou un Airbus A330 doté d'une chambre et d'un salon avec une très grande table de travail autour de laquelle le chef de l'État réunit ses collaborateurs. Il peut partager ses repas avec tel ou tel passager, et son choix prête alors à toutes les interprétations de l'entourage et des courtisans. François Mitterrand, qui connaissait son petit monde de rivaux et de jaloux, s'amusait, non sans une certaine perversité, à ce petit jeu.

Gérée par le service de presse élyséen, la place des journalistes dans l'avion présidentiel n'échappait pas aux petites manœuvres. Comme au temps communiste à Moscou ou Pékin, où les places à la tribune officielle ou sur les photos permettaient aux exégètes de percer les secrets des promotions ou des disgrâces, les places aux premiers rangs de l'avion présidentiel sont réservées la plupart du temps aux journalistes les mieux en cour. Un sournois copinage qui a traversé les présidences.

L'avion présidentiel est toujours doublé par un appareil de réserve, en cas de panne subite. Ce dernier décolle après et atterrit avant celui du président, avec à son bord des membres de la délégation non officielle et quelques personnels techniques.

Le cortège se rend sur le tarmac, à proximité de l'avion. L'embarquement est rapide. La sécurité est placée à l'arrière. Sa présence ou non dans l'avion fait l'objet de tractations et de rivalités – on s'en doute – dans les plus hautes sphères, un véritable casse-tête pour l'aide de camp chargé de

constituer la liste des passagers. Il en est toujours ainsi. À l'atterrissage, l'avion immobilisé, nous descendons logiquement en premier pour sécuriser les abords et prendre contact avec nos partenaires. Sous Jacques Chirac, du moins les deux premières années, nous avions interdiction de sortir en premier, faisant fi des exigences de sécurité élémentaires.

Pour les missions préparatoires, les moyens utilisés dépendent du déplacement présidentiel et de la distance par rapport à Paris. Cela va de la voiture à l'hélicoptère, l'avion Falcon ou la Caravelle, dans les années 1980. Je me souviens d'une mission préparatoire au Canada, *via* l'Islande, dans « la rapide, la sûre et la douce Caravelle », selon la formule du général de Gaulle. Ladite Caravelle restera active jusqu'en 1992 au sein de l'escadron Transport 3/60 Esterel. Sous Jacques Chirac, les moyens de transport gros porteurs passeront de Villacoublay au Luc, dans le sud de la France.

Une autre mission également en Caravelle, en Inde et au Bangladesh, avait été plus mouvementée en raison d'une panne de moteur réparée dans les vingt-quatre heures. Un vol très long, mais dans des conditions idéales de confort et de ravitaillement.

Ce n'est pas toujours le cas. Il faut parfois voyager dans des conditions plus spartiates, en avion Transall sur de longues distances, par exemple à Saint-Pierre-et-Miquelon et en Afrique. Ce qui est bon pour la mission préparatoire l'est alors aussi pour la visite officielle, y compris pour le président, qui ne se déplace pas uniquement en avion de luxe. Combien de vols en hélicoptère blanc du Glam du temps de François Mitterrand ou dans un hélico de l'armée de terre à l'époque de Jacques Chirac, pour se déplacer en France et en Afrique en particulier ?

L'hélico et la météo

Question organisation et sécurité, les vols en hélicoptère sont lourds de contraintes. Celles de la météo, car un « plafond » trop bas et une visibilité verticale réduite rendent impossible le déplacement du président. Celles du terrain pour se poser : par exemple, pour le Super Puma, il faut une aire dite « dégagée » de 50 mètres de côté englobant l'aire de contact de 30 mètres de côté. Aucun obstacle ne doit dépasser 1,50 mètre de haut. Le balisage n'est pas nécessaire, sauf à la demande du pilote. La déclivité du sol doit

être inférieure ou égale à 5 degrés, la résistance et la nature du sol doivent être apparentes (pas de graviers…). Enfin, la sécurité incendie et les liaisons sol-air doivent être assurées.

La capacité de transport de personnes constitue une autre contrainte, puisqu'il faut compter une douzaine de passagers par appareil Super Puma aménagé VIP. Il faut ainsi prévoir deux appareils, le second servant de secours pour le premier et de transport pour le reste de la délégation, quand tout va bien… Il faut aussi constituer un, voire deux cortèges, avec, à chaque cortège, au moins quatre voitures pour le transport de la délégation, et en cas de panne.

J'ai le souvenir de la voiture de Jacques Chirac tombée en panne en Guadeloupe, en pleine campagne, au cours d'un déplacement privé. Ni une ni deux, le président s'invite dans la voiture qui suit, le véhicule de sécurité. Nous voilà à cinq dans l'auto, le chef de l'État à l'arrière, entre deux gardes du corps et nos armes à ses pieds ! Tout heureux de se trouver avec nous, le président, un « fana mili » qui n'a jamais oublié son service en Algérie [23], où il a d'ailleurs failli mourir, nous assaille alors de questions sur notre armement !

Le mauvais temps est l'ennemi de l'hélicoptère. Un jour, un déplacement est prévu à Colombey-les-Deux-Églises, avec cérémonie au cimetière du village, sur la tombe du général de Gaulle. Au décollage de Villacoublay, la météo est relativement bonne, mais le ciel se referme de plus en plus vite pendant le vol. Deux cortèges sont organisés, l'un sur place à Colombey et l'autre en mode « *spare* » (de secours) ouvert par des motards, et qui suit, minute par minute, la progression de l'hélico. Grâce aux transmissions sol-air, la coordination au sol est assurée entre les deux cortèges. Finalement, l'hélicoptère ne pouvant pas se poser à proximité de Colombey, il est obligé de se détourner sur Chaumont. C'est le second cortège qui prendra en charge la délégation officielle. Mais, quand le ciel est bleu, quel plaisir de survoler en hélicoptère, au ras des flots, portes ouvertes, l'océan Indien, le long des côtes de Mayotte, et de voir les tortues nager, avant de se poser à Pamundzi !

De nombreux pays utilisent, comme nous, l'hélico. Air Force One possède une flotte de Sikorsky. Les Canadiens en ont également, ainsi que des hélicoptères Super Puma. Je me souviens avoir voyagé à bord d'un hélicoptère Chinook destiné à la délégation officielle et à quelques membres

de la sécurité. Il y avait à bord l'Acadienne Antonine Maillet, auteure de *Pélagie-la-Charrette*, ainsi qu'un peintre ami de François Mitterrand, aux tableaux représentant souvent des cerises rouges. Je ne me souviens plus de son nom !

Motards et bisbilles

Grâce aux motards de la gendarmerie, qui dégagent la route avec souplesse et efficacité, nous nous déplaçons très vite et en toute sécurité sur les routes de province. Ces artistes se livrent à un véritable ballet. Une ou deux motos en ouverture se relaient aux carrefours, tandis qu'une escorte minimale de deux motos se tient aux portières du véhicule présidentiel.

Le nombre de motos et les dispositifs varient, bien sûr, selon les circonstances. Pour une visite d'État d'un président étranger, par exemple, le nombre de motards engagés est maximal. La grande escorte de la Garde républicaine compte alors vingt-quatre motos, selon une disposition protocolaire réglée au cordeau. Pour les grands événements, célébration de l'armistice du 11 novembre 1918, celle du 8 mai 1945, le bicentenaire de la Révolution ou la remontée des Champs-Élysées le 14 Juillet, la grande escorte mixte réunit des unités de la cavalerie (fanfare et deux escadrons de marche) et de l'escadron motocycliste (vingt-huit motards). L'ensemble avance au trot des chevaux. Une lenteur qui crée une vulnérabilité supplémentaire, comme si la sécurité du cortège devait passer après la parade d'honneur ! La sécurité du président ne devant connaître ni faille ni limite, nous travaillons des postures réflexes dans des situations types : il s'agit en particulier d'empêcher toute pénétration du système, ou de s'exfiltrer d'un dispositif complexe, d'imaginer des ripostes ponctuelles sur les « flancs-gardes », de régler les problèmes de rupture de charges entre la berline et le command-car…

À l'œuvre partout, l'inévitable rivalité police-gendarmerie n'épargne pas les motards. La tradition veut que, lors des grandes commémorations, des visites des chefs d'État étrangers ou de manifestations particulières comme le retour de corps de militaires tués en opération, le président soit escorté par l'escadron motocycliste de la Garde républicaine dans Paris et même en dehors. Mais la police lui a longtemps disputé cet honneur. J'ai connu l'époque où sa formation de motards (la CRS 1) se plaçait en avant et en

arrière de la grande escorte, dès le pavillon d'honneur d'Orly, invoquant à tort la primauté de la police en zone urbaine. Quel gaspillage de moyens ! Aujourd'hui encore, l'escadron motocycliste de la gendarmerie est écarté de Paris pour toutes les escortes, hormis celles citées plus haut. Pourquoi ? Question de guéguerre entre chapelles et d'ego corporatistes dans la quête des honneurs ! Sans parler de la rivalité entre policiers eux-mêmes, entre la formation de la CRS 1 et la formation motocycliste de la préfecture de police de Paris (PP) !

Une journée à l'Élysée

À la « résidence », comme nous appelons notre logement dans une caserne de Satory, la prise de service commence à 6 h 30 par la « perception » ou la remise de notre armement, du système radio de communication et du véhicule avec lequel nous nous rendons à l'Élysée, cour ouest, du côté de l'hôtel Marigny. Nous sommes disponibles et en attente des déplacements du président. À l'époque de François Mitterrand, l'IP désigné responsable de mission prend alors connaissance auprès du secrétariat particulier de la présidence du programme du jour et il répartit les tâches, en faisant éventuellement appel à des renforts, selon la nature de la mission. Il est vital pour nous d'être prévenus afin de pouvoir anticiper et de projeter des hommes dans l'urgence, pour un déplacement privé inattendu et pour l'officiel. Mais cela reste très compliqué car celui qui détient le renseignement détient le pouvoir et la soi-disant protection contre les fuites. De là, un pouvoir que se disputent les « privés » et le GSPR, afin d'obtenir l'information le plus rapidement possible.

Sous François Mitterrand, nous sommes en prise directe avec son secrétariat. Avec Jacques Chirac, ce sera toujours compliqué. Le « privé » Joël distille les informations et s'est arrangé pour faire barrage à toute tentative de notre part. Incroyable, mais vrai ! Le secrétariat a reçu des consignes dans ce sens et ne communique donc rien. Tout passe par le bureau des privés. De quoi créer des tensions avec l'équipe du jour…

Même si cela se produit rarement, il nous arrive d'attendre sans mission particulière. Nous en profitons alors pour parfaire notre formation en secourisme, par exemple. Le soir, retour à la « résidence » et réintégration

du matériel. Certains assurent à tour de rôle une permanence de nuit à l'Élysée, car le GSPR doit être présent 24 heures sur 24.

La guerre des bureaux

La cour centrale n'est traversée que de façon exceptionnelle, l'ensemble du personnel optant pour les trottoirs du pourtour de la cour. La population qui y travaille s'agite dans les cours est et ouest, en sous-sol et dans les étages. La sécurité est localisée traditionnellement côté ouest. C'est là que se garent les véhicules et les motos. C'est aussi dans cette partie du Palais que se trouve le personnel du GSPR. Du temps de François Mitterrand, une grande pièce au rez-de-chaussée servait de salle d'attente et de repos aux gendarmes. Les privés, eux, occupent un bureau sous la voûte qui conduit à la cour centrale. Une place stratégique pour voir les mouvements et anticiper tout imprévu si nécessaire.

Avec Jacques Chirac, la distribution des espaces réservés à la sécurité « officielle » change complètement : deux pièces le long d'un corridor et qui se font face rassemblent d'un côté les policiers, de l'autre les gendarmes. Les chefs ne sont pas ensemble. Le commissaire chef du GSPR a insisté pour conserver son bureau qui donne sur la cour d'honneur proche de l'entrée rue Saint-Honoré, bureau qu'il occupait lorsqu'il était chef des voyages officiels à l'Élysée, au grand dam de ses collègues policiers des VO attachés à l'Élysée. L'adjoint que je suis de 1995 à fin 1998 est relégué dans un petit bureau étroit et tout en longueur sous la voûte de l'aile ouest. Mais c'est le lot de nombreux personnels à l'Élysée. Plus important, le bureau des services est situé dans la cour ouest. Chargé de gérer les missions et le personnel, il est occupé par deux personnes, un policier et un gendarme. Nécessité fait loi ! Espionnite aiguë, besoin d'arbitrer les différends, puis accord sur le fonctionnement de l'unité. Les choses se passent plutôt bien, au bout d'un certain temps d'observation.

Enfin, un secrétariat d'abord exclusivement policier, puis partagé avec un gendarme, et plus tard occupé soit par un policier, soit par un gendarme, est installé près du bureau du commandant du GSPR, au sein de l'espace réservé aux voyages officiels. Pas simple, mais porteur d'un message : celui de la volonté de travailler ensemble.

Pour l’anecdote, lorsque je prendrai le commandement en 1999, les voyages officiels ne cesseront de vouloir récupérer leur bureau côté cour d’honneur. Je m’y opposerai au nom de la parité avec mon prédécesseur, et je gagnerai en demandant au directeur de cabinet d’intervenir. En parallèle, le groupe des gendarmes conserve une base arrière à Versailles-Satory, par statut puisque logé en caserne et sur un plan organisationnel car faisant partie des trois unités du GSIGN. Heureusement d’ailleurs, car le site est inestimable pour s’entraîner et fusionner avec les autres unités de gendarmerie, qu’elles soient du GIGN ou des unités de gendarmerie mobile principalement. Le site est proche de Paris et de l’aéroport de Villacoublay, d’où partent de très nombreuses missions présidentielles. Cela permet une réactivité appréciable et nécessaire.

Les camarades du GSPR qui ne vont pas au Palais commencent régulièrement leur journée avec un footing d’une heure, rythmé souvent par Michel Fortemps à l’époque : départ rapide, accélération à mi-parcours avec poussées dans les fossés et final au sprint ! Suit une séance d’entraînement au sport de combat. Après le repas, l’après-midi est consacré à l’entretien du matériel et à des réunions, par exemple pour préparer une mission. C’est également à Satory que nous nous réunissons régulièrement dans une salle de classe pour un débriefing sur les retours de mission. Une séance studieuse, souvent ponctuée de plaisanteries, en tout cas riche d’enseignements essentiels pour progresser.

Les réunions font l’objet d’un compte rendu en bonne et due forme où sont évoqués pêle-mêle les contraintes administratives, des problèmes de personnel et surtout les difficultés opérationnelles rencontrées lors des déplacements du président. Un incident pas banal, un jour de septembre 1989, vaudra ainsi un rappel à l’ordre au sujet du placement du ou des véhicules de secours placés pour pouvoir s’exfiltrer en sûreté de n’importe quel endroit et quelle que soit la situation. Ce jour-là, une voiture (ventouse) avait été prépositionnée une journée avant la venue du président Mitterrand à un endroit proche de l’Arche de la Défense. « Suite à une mauvaise coordination » avec les services de police, le véhicule est considéré comme suspect et « ouvert » à l’explosif par les services du déminage !

Panier de crabes

« J'ai avancé dans l'univers de l'Élysée à petits pas, avec prudence et discrétion [24] », a écrit Christian Prouteau. L'atmosphère dans ce haut lieu du pouvoir et des ambitions est feutrée, mais pleine de chausse-trapes et de rivalités sournoises, particulièrement durant les premières années de Jacques Chirac. Ce village sous tension vit alors sous la férule de Claude, la fille du président, chargée de son image. Par un bel après-midi de la première année du septennat du « Grand », je reçois un coup de fil d'une des secrétaires du cabinet : « Mon colonel, on vous demande de venir immédiatement en réunion chez la chef de cabinet. » Que se passe-t-il ? Je monte au premier étage. Autour d'une petite table ronde se trouvent la chef de cabinet, pâle et défaite, et Claude. À peine suis-je assis que celle-ci m'interpelle sur un ton colérique : « Vous avez parlé aux journalistes ! Comment se fait-il qu'ils soient au courant du déplacement du président à Mantes-la-Jolie, chez Pierre Bédier ? » Je suis estomaqué ! Je m'évertue à nier toute indiscrétion. Je me lève et quitte la pièce. Je n'en entendrai plus parler.

Nous n'avons pas eu la vie facile à l'Élysée, où notre place ne nous a jamais été, et ne sera sans doute jamais, assurée à 100 %, même si après plusieurs années un relatif équilibre, une solidarité avec certains ont fini par s'imposer. Il est vrai que plusieurs services de sécurité s'agitent dans ce panier de crabes présidentiel qui constitue leur commune chasse gardée où les méthodes d'action, peu compatibles et souvent hostiles, se télescopent. Avec ses nombreux rivaux, le GSPR n'a cependant pas utilisé la manière forte.

Avec la Compagnie de sécurité de la présidence de la République (CSPR) issue de la Garde républicaine, nous avons souvent vécu à couteaux tirés. Elle exerce ses prérogatives sur ce qu'elle considère comme son territoire de « chasse » et les limites du domaine d'intervention du GSPR.

La réception du 14 Juillet, jusqu'à sa suppression par Nicolas Sarkozy en 2010, illustre cette tension récurrente. Trois formations chargées de la sécurité doivent à l'époque se mettre en place, chacune sur son secteur : au 1er régiment d'infanterie, le domaine élyséen ; à la CSPR, l'intérieur du Palais et les abords immédiats de l'événement (la terrasse devant le jardin, en particulier) ; au GSPR, la sécurité rapprochée du président, toujours

soumise à forte tension. C'était le cas en particulier lorsqu'il se déplaçait dans la foule des invités d'abord agglutinés près des buffets avant de se marcher dessus pour atteindre le chef suprême, heureux de naviguer au milieu de cette foule hystérique. Moments uniques pour les élus au festin, spectateurs des célébrités du moment, politiques, vedettes ou footballeurs vainqueurs de la Coupe du monde en 1998… Mais que de tiraillements inutiles, que de luttes usantes avec certains membres de la CSPR prêts à en découdre pour assurer à notre place la sécurité rapprochée de l'autorité ! À se faire la guerre, à passer son temps à se bousculer, il y avait de quoi oublier la mission elle-même !

Il nous arrive aussi, à l'époque, de nous rendre dans le bureau de Christian Prouteau à l'Élysée. Il semble à l'aise parmi les conseillers, puis rue de Varennes. Sans doute la confiance de François Mitterrand lui permet-elle de supporter la pression et les « affaires », du moins jusqu'à ce que la justice lui mette le grappin dessus. Les discussions, en présence également du double de Prouteau, le lieutenant-colonel et futur général Jean-Louis Esquivié, spécialiste en informatique, sont interminables.

Il est vrai que les débuts du GSPR imposent d'innover de A à Z, en conciliant une vision globale de la sécurité, dans ses dimensions officielles et privées, et la mise en place dans le détail de dispositifs très opérationnels. Quelles missions, quels effectifs pour chaque mission et selon quelles rotations, quels moyens financiers, logistiques (véhicules), armements ? Quels contacts réguliers instaurer avec les proches du président ? Autant de questions qui reviennent sans cesse sur le tapis, puisque les missions se multiplient à un rythme effréné. D'où l'importance d'un recrutement judicieux et adapté à la multiplicité des tâches et à leur grande variété, des visites officielles aux escapades privées et secrètes, des journées à l'Élysée aux soirées avec Mazarine.

Bras de fer avec les « collègues » étrangers

En principe, c'est le pays d'accueil qui décide de la sécurité des visiteurs étrangers – autant dire qu'elle est très variable. Elle dépend de la collaboration et des relations avec les services chargés de la sécurité des autorités en visite, de leurs capacités à assurer la mission, du niveau de sécurité à appliquer à l'autorité étrangère, du degré de compétence de la

force locale et de la manière dont elle est reconnue dans son propre pays. Par exemple, une force qui n'a pas voix au chapitre dans le programme élaboré par le protocole de son pays n'est pas d'un grand secours. C'est alors à nous, étrangers, de nous battre pour être entendus. *A contrario*, dans un pays où la sécurité est respectée et influente, comme aux États-Unis, les rapports peuvent être plus faciles et le dialogue sécuritaire, fructueux. Encore que j'aie connu, avec eux aussi, de sérieux bras de fer !

Le niveau de sécurité appliqué dépend bien sûr des menaces susceptibles de peser sur l'autorité protégée. Enfin, la plus ou moins grande complexité de l'événement (visite d'État, sommet européen, sommet du G7, sommet des pays francophones…) conditionne largement la marge d'action de la sécurité.

Le principe de réciprocité est en général appliqué. En d'autres termes, plus on accorde de marge de manœuvre (dispositif, places dans les véhicules de sécurité, armement), plus on a des chances d'en avoir dans le pays hôte. Le problème vient notamment des pays qui ne demandent rien ou très peu et qui considèrent donc que notre demande doit être identique. De là, des situations ubuesques, un jeu du chat et de la souris qui varie selon chaque pays. Un autre facteur pèse également : en fonction du niveau de risques évalué pour chaque autorité, le dispositif de sécurité est plus ou moins important. Ainsi, le président français en visite au Royaume-Uni ne bénéficie pas du plus haut niveau de protection ; par exemple, le trafic routier n'est pas forcément régulé pour lui et il risque de se retrouver dans un embouteillage sans pouvoir en sortir aisément. Cela peut signifier aussi l'absence d'un élément dit « recueil » sur les lieux visités.

Américains lourdingues, Japonais rigides

Les Américains du Secret Service sont très professionnels (nombre de personnels mis à disposition, places dans les véhicules de sécurité, ponctualité, etc.), mais ils nous irritent souvent par la lourdeur de leur dispositif (par exemple dans les ascenseurs, où les places sont comptées) qui bride leur réactivité. Leur propre président n'a pas la main sur sa sécurité. Il doit se plier à un certain nombre de règles. Par exemple, il ne peut sortir de son véhicule qu'après le feu vert de l'agent affecté à sa portière. Ce qui est une bonne chose. Ce qui l'est moins, c'est de

l’empêcher de partir à l’improviste saluer des gens, comme aiment le faire nos présidents.

Au Japon, les tractations sur les mesures de sécurité ont souvent été difficiles, pour ne pas dire impossibles. Je me souviens, pour une visite de Jacques Chirac, d’une série de réunions à Tokyo au cours desquelles la plupart de nos demandes sont dans un premier temps satisfaites : la composition du cortège, les voitures fournies par le pays hôte, le nombre de places cédées aux Français dans les véhicules, le quota de badges, les conditions d’accès sur les lieux, la présence ou non des agents français sur les sites. Miracle, tout va bien ! Sauf qu’à la dernière réunion de bouclage le responsable japonais de la sécurité, après avoir acquiescé au cours des entrevues précédentes, refuse en bloc les accords passés. Fureur du directeur du SPSHP, qui s’apprête à faire le coup de poing. Nous le calmons difficilement…

Une autre fois, nous nous trouvons au sommet du G7, à Tokyo, en 1986, au début d’une cohabitation Mitterrand-Chirac pleine de coups fourrés. Je fais équipe avec Roger et Frank. À l’aube, nous partons courir dans les rues de Tokyo. Footing pas brillant : essoufflés par la pollution, fatigués, nous sommes loin de performer ! Le Japon, lui, traverse une mauvaise période : des roquettes ont été tirées, deux jours avant l’ouverture, sur le palais prévu pour le sommet.

Nos exigences de sécurité augmentent compte tenu de ces risques, mais les Japonais s’opposent à ce que nous soyons présents partout et à tout instant. Nous devons jouer des coudes plus d’une fois pour monter dans l’ascenseur du président, pénétrer dans les bâtiments, ne pas être rejetés de la pièce où se trouve François Mitterrand. Bref, nous nous « battons » pour être au plus près et pouvoir réagir dans les meilleures conditions. Lors d’un retour à la résidence pendant une pause des travaux, nos homologues japonais font arrêter, à trois cents mètres de l’hôtel, le véhicule de sécurité S2 situé derrière la voiture du président, dans lequel nous avons pris place, tandis que le reste du cortège continue sa route. Nous bondissons de la voiture et, après un bon sprint, nous réussissons à rattraper la délégation. Les agents de sécurité japonais, surpris de notre réaction, sont furieux de nous revoir dans le dispositif !

À l’occasion d’un dîner officiel restreint dans un pavillon traditionnel japonais (un pavillon du thé ancestral, aménagé et aux dimensions

relativement importantes) à proximité de l’hôtel, les participants, selon la coutume, sont tenus d’ôter leurs chaussures. La salle du dîner est précédée d’une antichambre munie de casiers à chaussures. Dans un tohu-bohu sympathique, chacun prend ses précautions pour pouvoir les récupérer très vite au départ. À 23 h 30, le dîner s’achève. Chaque délégation aspire à regagner son hôtel. Voilà que les chaussures ne sont plus à leurs places, et notamment la paire de mocassins de Jacques Chirac ! Panique à bord. Il faut quelques minutes avant de la retrouver. Question : qui l’a changée de place ? Est-ce un coup des Japonais pour mettre la sécurité française en difficulté ? Mais nous sommes aussi en pleine cohabitation et, entre nos deux délégations, il y a de l’électricité dans l’air. Le Premier ministre se tait. Le président François Mitterrand attend, tout sourire.

Rendre fou Scotland Yard !

Chez nos amis anglais, la situation est complexe et extrêmement frustrante. Chez eux, tout est confié à la Special Branch de Scotland Yard. La sécurité étrangère est tolérée, en petit nombre (un ou deux) et c'est tout, sans armement, et dans un rôle passif, seulement pour accompagner au plus loin. Les Anglais appliquent la réciprocité : puisque chez nous ils n'ont pas de besoin particulier, ils en attendent autant de nous chez eux, donc un dispositif *a minima.* Arguer du besoin du président d'avoir près de lui un ou deux agents français ne les fait pas bouger d'un centimètre. Ils restent droits dans leurs bottes et n'en démordent pas. Cela signifie au mieux, normalement, une place dans le véhicule S1 qui précède la voiture officielle.

Sous François Mitterrand, c'est moi qui suis de « corvée » anglaise à chaque déplacement présidentiel. J'ai acquis une certaine réputation de rigueur et d'exigence, voire d'entêtement. Entre le 10, Downing Street et le palais de Buckingham, j'ai fini par être reconnu, admis, ou plutôt supporté, malgré mon insistance à être armé, à disposer d'au moins deux places dans les véhicules de sécurité, à être présent en tous lieux et à avoir des éléments précurseurs sur tous les points où se rend le président. À en rendre fous mes correspondants de Scotland Yard !

Heureusement, j'y ai un ami, responsable de l'unité en charge du président Mitterrand à chacune de ses visites. Il est fort sympathique et aime la France et les Français. Il a bien compris mes demandes et la vision du GSPR. Il me facilitera souvent les démarches et fermera les yeux sur des situations « *borderline* ». Bref, c'est un ami, chez qui j'irai manger parfois de la tourte aux rognons. Hélas, une fois qu'il sera parti en retraite, les choses deviendront plus compliquées…

En calèche

Lors d'une visite d'État de François Mitterrand en octobre 1984, je surprends mes partenaires en faisant la une des médias anglais. Il est prévu que la délégation officielle, après être arrivée à la gare de Victoria puis s'être rendue à Buckingham, aille en calèche jusque chez la reine mère. Les voitures de sécurité sont reléguées très loin en arrière du cortège. À nos

yeux, le risque est trop grand, d'autant que nous marchons au pas et que la foule est nombreuse sur les bas-côtés de l'avenue. Je décide alors, avec un autre membre du GSPR, de sauter dans la calèche qui se trouve derrière celle du président, à côté du chef du protocole. Situation inattendue et unique dans les annales de la sécurité anglaise. Elle n'en revient pas ! Leur chef me fusille du regard. Pied de nez à mes « amis » et, en souvenir, photo mémorable du service photographique de l'Élysée !

En Angleterre, rien ne m'aura été épargné : verrouillage des portières pour m'empêcher de débarquer, maintien à l'extérieur du bâtiment où se trouve le président, malgré des conditions météorologiques déplorables, absence de ravitaillement lors d'un déjeuner ou d'un dîner, tentative de m'interdire de descendre de l'avion précurseur sous prétexte que je suis armé… Toutes ces tracasseries méritaient bien cette modeste revanche en calèche !

Trop d'armes au Canada

Au Canada, lors d'une visite d'État, il nous est interdit de détenir plus de six armes de poing. C'est peu, vu la nécessité de se déployer sur de nombreuses étapes, et c'est insupportable eu égard à notre responsabilité d'officiers de sécurité. En fait, nous en apportons beaucoup plus malgré le risque – l'armement est nominatif, attribué à des officiers de sécurité précis et listés. Les agents canadiens sont à l'affût et prennent le temps d'observer, allant jusqu'à nous palper à l'improviste. Dès le premier jour, un de mes adjoints chargé de nous accompagner est observé, palpé puis interpellé pour port illégal d'armes. Il est menacé d'expulsion du territoire. La tension monte. L'affaire se répand à la délégation, mais le président lui-même n'est pas informé. J'alerte le chef du protocole. Je fais amende honorable auprès du chef de la sécurité. Mon adjoint continue sa mission et dépose son arme, tandis que les autres la conservent.

Cela dit, la plupart des déplacements se déroulent sans anicroche. Nos partenaires connaissent nos exigences et en tiennent compte. Je pense à l'Italie et à nos amis carabiniers du département de la sécurité des VIP. Avec eux, les réunions se passent tranquillement. Pas de problème de place dans les voitures, le dispositif en vigueur nous permet de partager l'espace autour du président. Coexistence et coordination des modes opératoires, même si l'une de leurs techniques de progression en véhicule est

spectaculaire : ils disposent d'un bâton en plastique au bout duquel est placé un rond avec l'inscription « Polizia ». Autrement dit : priorité au cortège lancé à vive allure, et malheur au récalcitrant, qui est aussitôt sanctionné d'un coup de bâton sur sa carrosserie !

En général, nous composons avec la sécurité du pays hôte qui nous permet d'agir à notre façon, après avoir défini au préalable les deux secteurs de protection autour de l'autorité, à droite et à gauche. Ce *gentlemen's agreement* demande dialogue et respect, reconnaissance réciproque et confiance. Il est vrai aussi que nos collègues étrangers ont besoin de nous pour disposer de toute information utile et indispensable au bon déroulement de la mission. Tout le monde a intérêt à travailler en bonne intelligence.

Rwanda : les conseils de Mitterrand

Lors de mon départ de l'unité, en 1991, je suis reçu à l'Élysée, puis à Souzy-la-Briche, résidence dont l'État est propriétaire et où François Mitterrand aime se rendre avec sa seconde famille, Anne et Mazarine. Il m'a fixé rendez-vous un matin. Il se promène dans le parc, vêtu d'un pantalon de velours marron, d'une veste cirée verte en coton, avec une casquette, des brodequins marron : sa tenue de prédilection pour les promenades. Nous faisons quelques pas. « Alors mon capitaine, vous vous apprêtez à partir au Rwanda ! Vous verrez, le pays est fait de collines. La population y est courageuse. Le président Habyarimana fait ce qu'il peut pour développer le pays. C'est la guerre là-bas, il faudra faire attention. » J'écoute et je lui parle de mon départ prévu fin août, en famille. Nous nous séparons après un bon quart d'heure. Mitterrand, fidèle jusqu'au bout à titre individuel.

Je le retrouverai l'année suivante, lors d'une visite officielle du président rwandais Habyarimana. Je précède à l'Élysée la délégation rwandaise. J'y accède par une porte dérobée de la cour centrale et me retrouve dans le hall d'entrée du Palais, où le président attend l'arrivée de son hôte. Il me prend à part et me demande comment cela se passe là-bas. Je lui expose mon travail et l'ambiance qui règne alors. À la fin de la conversation, marquant une pause, il m'avertit du danger que représente Agathe, l'épouse ou plutôt

« l’âme damnée » du président rwandais, réputée favorable à une solution radicale contre les Tutsis.

Je réside au Rwanda du 26 août 1991 à la fin août 1993, et non pas jusqu’en avril 1994 (date du génocide rwandais), comme l’affirment les officiels rwandais qui se complaisent à m’inclure dans la liste des militaires français accusés d’avoir participé au génocide. Le quiproquo vient probablement de mes fonctions temporaires auprès de la Garde présidentielle et de la gendarmerie mobile. Peut-être aussi du nom de mon successeur, proche du mien, qui restera dans le pays jusqu’en avril 1994, pour mettre en place un bataillon de gendarmes mobiles.

Le génocide des Tutsis n’a pas encore été déclenché. D’ailleurs, pendant mon séjour, j’ai du personnel hutu – le gardien Valence – et tutsi, le cuisinier Joseph et Athanase, jardinier. Le pays n’en bascule pas moins dans la guerre depuis 1990. Mon épouse a accepté de braver le danger avec nos deux jeunes enfants. Une preuve de courage. Une dose d’inconscience ? Les accrochages sont fréquents entre l’armée régulière, la police, la gendarmerie et le Front patriotique rwandais (FPR) de Paul Kagamé, qui entame sa reconquête du pays. Dans la capitale, Kigali, où le couvre-feu est imposé de 18 heures à 8 heures, la marche et le footing sont risqués car des mines antipersonnel ont été dispersées par les rebelles. Je ne me déplace pas en véhicule sans mon fusil à pompe, une arme de poing à la ceinture et deux grenades !

Au titre de l’assistance militaire, je suis conseiller technique auprès du commandant de la garde présidentielle, dont le commandement est assuré par Léonard Nkundiye, major à la forte personnalité. Il m’accueille après un temps d’observation et de scepticisme. Fidèle en cela au comportement habituel des Hutus, du genre taiseux, *a fortiori* envers l’étranger. Ma mission est vaste : réformer le bataillon pour créer un groupe de sécurité et d’intervention de la Garde présidentielle (GSIGP), et reprendre les compagnies de sécurité et d’honneur, ainsi que le détachement motorisé. Elle peut sembler ambiguë, compte tenu du contexte. Pourtant, ma mission relève bien de la gendarmerie, et non pas de l’armée. Autrement dit, je suis envoyé pour faire partager mon expérience de la sécurité présidentielle et non pour former des combattants, et encore moins pour participer directement ou indirectement aux combats, ce qui est en général le lot des militaires, *a fortiori* au Rwanda, même si certains alertent Paris sur les

risques d’un engrenage fatal. Ma mission est également problématique car, hormis des armes et des munitions, je ne dispose d’aucun autre moyen. Par exemple, seule une moitié des motos est en état de marche et les voitures disponibles pour l’instruction se comptent sur les doigts de la main.

Les formations dont je suis en charge sont de plusieurs ordres. D’abord, un ersatz du GIGN/GSPR après une sélection rigoureuse pour constituer une unité de sécurité et d’intervention. Cela implique des tests de recrutement physique et technique et un stage de quatre mois (renforcement physique, sports de combat, tirs, techniques de sécurité et d’intervention, montages d’exercices…). Pendant mon séjour, j’aurai le temps de former deux promotions de vingt gardes. De leur côté, mes adjoints détachés de la Garde républicaine s’emploient à former ou à corriger l’unité motocycliste (conduite technique, pilotage en situation…) et les unités d’infanterie (ordre serré, tirs, sécurisation de sites…).

Que deviennent-ils ensuite ? J’apprends que certains seront victimes du sida, un fléau ! Je revois quelques stagiaires dont Patrick, adjudant-chef, un des gradés de l’infanterie. Je le croise souvent et nous échangeons non seulement sur le travail, mais aussi sur ses activités annexes : exploitation agricole, élevage d’un troupeau de chèvres. À l’époque, j’ai peu de contacts avec la présidence rwandaise. J’accompagne en observateur le président Habyarimana une seule fois, à l’occasion d’un déplacement en province. J’ai surtout affaire à son directeur de cabinet, un colonel. Nous échangeons sur les formations en cours, les moyens dont j’ai besoin, sans être satisfait pour autant. Il viendra à ma demande assister à la démonstration dynamique des stagiaires en fin de formation. C’est tout.

Situation surréaliste

Pendant que je m’active dans ces divers cycles de formation, la guerre fait rage à la frontière ougandaise. En 1993, elle touche aussi Kigali et ses abords puisque le Front patriotique rwandais ne cesse de progresser. Pour le gendarme français que je suis, la situation apparaît surréaliste : je suis tout entier accaparé par la formation de recrues et j’obtiens d’ailleurs des résultats encourageants dans tous les domaines. Mais je vois en même temps se succéder des vagues de militaires français, en unités constituées ou individuellement. Des coopérants militaires et des gendarmes affectés pour

deux ou trois ans côtoient des militaires français projetés pour deux ou trois mois, avec pour mission de conseiller les forces armées rwandaises ou d'assurer la protection des intérêts français et la sécurité des expatriés. Pour les conseillers techniques en tout genre et les troupes qui les accompagnent, il s'agit d'un théâtre d'opérations exceptionnel. Certains font état d'accrochages sur les hauteurs de Ruhengeri. En ville, la conversation tourne en général autour de la guerre, des difficultés à se déplacer et à se ravitailler.

Dès le 17 septembre 1991, je rédige une note intitulée « Programme d'équipement du Groupe de sécurité et d'intervention de la Garde présidentielle » sur les disponibilités en infrastructures, en moyens de transport, en matériels et sur mes besoins en personnel français pour l'encadrement. Elle reflète la demande pressante des autorités rwandaises, inquiètes du prochain passage au multipartisme. Note suivie d'une autre, le 18 novembre, sur les qualifications qui devront être obtenues à l'issue du stage.

La logistique et l'aide n'ayant pas suivi, à moi de me débrouiller. Je rentre en France du 6 au 12 décembre 1991 afin de récupérer du matériel (cordes, descendeurs, matériels usagés de sport de combat, cibles papiers, munitions d'exercice Geco). C'est peu, mais suffisant pour démarrer certaines phases de la formation.

Pour les autres missions, plus proches de notre Garde républicaine, je fais part là aussi de mes besoins. Je reçois progressivement quelques renforts : un garde républicain, puis des membres du GIGN, et de nouveau des gardes républicains issus des unités d'infanterie et de l'escadron motocycliste. Nous sommes donc loin de la formation d'« escadrons de la mort », comme cela a pu être dit !

Place à une garde « républicaine »

Changement de cap fin 1992. Une note de Paris à l'attention du chef de la Mission d'assistance militaire l'informe de la décision de ne pas renouveler le Dami, détachement d'assistance militaire de la Garde présidentielle rwandaise. La France change son fusil d'épaule : plus question de soutenir les Gardes présidentielles qui, dans le cas du Rwanda, font courir le risque d'une implication trop évidente dans le camp hutu. Elles doivent se

transformer en gardes « républicaines », dédiées non plus exclusivement à la sécurité des présidents, mais aussi à d'autres institutions des pays. La note fait état de la rivalité entre la gendarmerie et l'armée rwandaise qui veulent, chacune, s'arroger les pleins pouvoirs sur cette future garde dite « républicaine ».

La France, qui a prôné, au sommet de La Baule en juin 1990, la démocratie et le multipartisme en Afrique, ne veut plus être directement impliquée dans le sauvetage de dirigeants douteux, tel le Rwandais Habyarimana. À mes yeux pourtant, la Garde présidentielle reste utile car, mieux formée, elle couvre ses missions.

Je cesse tout conseil auprès de la présidence rwandaise après quelques mois, début 1992. Je me consacre alors à la formation de trois compagnies de gendarmerie mobile qui n'ont pas vocation à prendre part aux combats. Le pays a besoin d'une force de maintien de l'ordre pour les élections à venir. Vingt-trois partis s'affrontent et des manifestations commencent à éclater ici et là. J'en élabore le programme d'instruction et supervise la formation. Au total, cinq gendarmes mobiles me rejoignent pour mener des formations de deux mois au camp Jari entre juillet et août 1992. Les compagnies sont formées l'une après l'autre. L'ensemble doit être opérationnel en février 1993. Les unités formées sont d'ailleurs très vite engagées pour faire face aux premières manifestations préélectorales.

Pour faire suite aux instructions de 1992, il m'est demandé finalement, quelques mois plus tard, le 20 mai 1993, une étude sur la création de la Garde républicaine. En six pages, je développe les missions dites « d'honneur » (par exemple pour les accueils protocolaires, les escortes motocyclistes) et de sécurité qui lui seraient dévolues, les effectifs, les besoins en instruction et en encadrement, et un organigramme comportant un tableau synoptique rassemblant environ 500 gardes dans lequel est inclus le Groupe de sécurité et d'intervention de la Garde présidentielle. Je ne m'occuperai ensuite de la Garde présidentielle que de façon partielle, avant de rejoindre la France à la fin août 1993.

Le gendarme que je suis, viscéralement rompu, non à la guerre mais aux tâches de sécurité et de police judiciaire, n'a pas le sentiment d'avoir formé des génocidaires. Le Rwanda n'en bascule pas moins dans la guerre et je constate alors que, pour certains militaires français, elle n'est qu'une « Opex » (opération extérieure) comme une autre. Des massacres atroces

sont pourtant perpétrés dans le Bugesera. Des religieuses qui protègent des jeunes filles tutsies sont assassinées. Pour monter à Ruhengeri, dans le nord, il faut passer plus de dix barrages. Des éléments de la Garde présidentielle sont finalement, comme on pouvait le craindre, envoyés au front à tour de rôle. Je ne les vois pas partir la fleur au fusil, mais très inquiets. Début 1994, les accords d'Arusha pour lesquels la France s'est fortement impliquée laissent entrevoir une fin du conflit et un retour des Tutsis. Espoir balayé le 6 avril, avec l'assassinat du président. Les extrémistes hutus tiennent leur prétexte pour se livrer au génocide programmé de longue date : 800 000 morts tutsis en cent jours.

Le chêne de Mitterrand et la baïonnette

« Allô, mon commandant, nous avons un problème. L'escadron qui sera relevé demain nous signale des dégradations sur un chêne à Latché. L'arbre a été scarifié, probablement avec la pointe de la baïonnette d'un Famas. Le président est au courant. Il souhaite en connaître la raison. Cela s'est passé dans la nuit, puisque hier lors de la relève à 19 heures rien n'a été signalé. Il s'agit du peloton… »

Latché est dans ma circonscription puisque, à mon retour du Rwanda, j'ai obtenu le commandement de la compagnie de Dax, vaste circonscription qui s'étend au moins sur quatre-vingts kilomètres de côte le long de l'océan Atlantique et qui s'enfonce largement dans l'intérieur des Landes. Je connais les lieux et les personnes. Cela doit rassurer Paris.

La propriété est constituée d'un ensemble de corps de ferme et englobe des dépendances détenues par Gilbert Mitterrand. Sur le terrain, on trouve aussi la maison du gardien et un espace boisé proche où un « chalet » construit en dur abrite le peloton de surveillance. Une vaste étendue de feuillus et de pins peuple la propriété. Le président Mitterrand aime s'y promener, s'arrêter, considérer la croissance de ses arbres et expliquer à ses invités les plantations en cours. Tout le monde connaît son attachement à la nature. Les consignes de respect de l'environnement sont donc très strictes. Le tout est vaste et surveillé, à intervalles réguliers et à des points stratégiques, par des postes de garde occupés par la gendarmerie mobile. Je me rends régulièrement à Soustons et à Latché, où cantonnent les escadrons affectés pour un mois. Il y règne une atmosphère de prudence et de tension.

L’affaire, à prendre au sérieux, même si je suis tenté de dédramatiser, est vite remontée à Paris. J’en parle au commandant du GSPR, Michel Fortemps, qui lui-même, en modérateur, aborde le sujet avec François Mitterrand. Je me rends sur place et rencontre le commandant d’unité très inquiet pour son escadron et pour la suite de sa carrière. Le départ de l’escadron est repoussé de vingt-quatre heures, le temps d’auditionner tous les membres du peloton de service cette nuit-là. Un groupe important d’enquêteurs est mobilisé et découvre vite le coupable. Il s’agit bien d’un gendarme qui, pour tuer le temps, et peu scrupuleux des consignes, a joué au sculpteur et ciselé le tronc du fameux chêne du poste de garde. Le président, qui souhaitait seulement être informé, ne donne pas suite.

Pas général

« Ici le colonel. Vous êtes attendu à Paris après-demain pour prendre le poste de commandant adjoint au GSPR. » Me voilà rattrapé par le passé ! Nous sommes le 4 juillet 1995. À cette époque, je ne souhaite pas vraiment reprendre du service dans l’unité que j’ai quittée en 1991, après avoir encadré un stage de formation de six mois. Je suis lassé des déplacements qu’implique ce travail à l’Élysée et des contraintes qui pèsent sur ma famille et moi-même depuis huit ans. J’aspire à terme à servir de nouveau outre-mer ou à l’étranger.

Mais ma direction me rappelle. Alors…

Je suis parti en vacances depuis un jour et me trouve à Hyères, dans le Var, chez un ami gendarme. Il m’a fallu du temps pour fixer tous les vélos sur la galerie de ma Renault 25. Demi-tour ! Les enfants passeront leurs vacances à la maison. Ils ont huit et douze ans et je les entends encore râler sur le chemin du retour, alors que je me pose deux questions. D’abord, les raisons pour lesquelles j’ai reçu l’onction élyséenne. D’autres camarades étaient sur les rangs, alors pourquoi moi ? Je veux croire que ce choix récompense mes bons services, lors de mon premier passage au GSPR puis dans mes autres affectations.

Je me demande aussi ce qu’est devenu « mon » GSPR après un éloignement de quatre ans. Je l’ignore, mais je sais au moins ce qui m’attend. Au-delà des ors des salons de la République et des voyages, le métier est ingrat, et pas toujours gratifiant. Nous sommes considérés comme

des empêcheurs de tourner en rond, puisque nous imposons des mesures de sécurité jugées trop contraignantes, voire superflues par les entourages, y compris celui du nouveau chef de l'État. De plus, la hiérarchie de la gendarmerie juge notre mission marginale, peu significative et pleine de risques pour les carrières. J'entends mes camarades murmurer dans mon dos : « Le voilà adjoint d'un policier. Laissons-le essuyer les plâtres. Nous prendrons la suite quand il s'agira de "commander". »

Pour tout dire, je m'y attendais. À un moment ou à un autre, il faut payer la jalousie suscitée dans la maison et le parcours atypique au sein de l'institution. La facture tombera d'ailleurs trois ans avant mon départ en retraite, lorsque l'inspecteur général présentera le « drap de lit », le tableau sur lequel sont indiquées les possibilités d'avancement, dans mon cas l'inscription sur la liste d'aptitude des généraux en deuxième section. Mais je ne suis pas diplômé de l'école de guerre, pas commandant de groupement, pas ceci, pas cela… Je resterai colonel, alors que mon classement parmi les premiers de ma promotion aurait pu me valoir les étoiles !

Il est vrai que mon parcours est atypique, comme celui de l'ensemble des membres du GSPR et des deux autres unités d'élite. Un contrat moral nous lie, celui du service et du dépassement de soi pour la mission et le groupe. Les rapports hiérarchiques y sont donc, c'est vrai, « raccourcis », réduits au minimum. Cela s'explique par la nature de notre mission, l'engagement qu'elle implique, le fait que nous vivons ensemble, très soudés. Pour nous, l'essentiel n'est pas dans la hiérarchie, même si nous savons nous y conformer quand il s'agit de rejoindre le « rang ». Autant dire que nous suscitons de la méfiance, pour ne pas dire une certaine crainte. Membres du GSPR et du GIGN, nous sommes hors norme dans tous les sens du terme. En position de force face aux autres, aux jaloux sans scrupule.

Fin août, l'heure est donc au déménagement et aux adieux, un peu nostalgiques, à tous mes gendarmes et aux personnes avec qui j'ai sympathisé. Dans la salle des fêtes de Dax sont rassemblés les gendarmes de la compagnie, les chefs de brigade, les 93 maires ou leurs représentants, les autorités administratives de l'arrondissement, quelques amis et mes parents venus spécialement d'Auvergne. Leur présence me fait plaisir. L'équipe du peloton de surveillance et d'intervention de la gendarmerie

(PSIG), avec à sa tête un adjudant dynamique, rugbyman de surcroît, s'est occupée de tout.

Mon petit discours, dans la chaleur estivale, souligne le lien qui unit les gendarmes et les Français de province, de ces régions qui font aussi la France, loin de Paris. Nous traitons de leur quotidien, avec ce souci constant de la proximité et des sujets importants au plan local. Le lien avec les élus est étroit, l'empathie est réciproque. D'ailleurs, la quasi-totalité des maires de l'arrondissement a répondu présent. Je les quitte trop vite, me disent-ils. Adieu à la gendarmerie départementale, bonjour l'Élysée de Jacques Chirac. Le GSPR n'est plus à la fête !

Avec Jacques Chirac : un sacré bazar !

Si François Mitterrand comprenait que la sécurité rapprochée obéit à des règles strictes, tel n'est plus le cas avec Jacques Chirac, élu le 7 mai 1995. Pas question pour lui, du moins à ses débuts, de rester derrière des barrières ni d'accepter le mode opératoire très rigoureux du GSPR. Malgré les attentats qui ensanglantent son arrivée au pouvoir, comme en 1986, nous n'échappons pas aux disputes ni aux récriminations de Claude et du directeur de cabinet, qui veulent un dispositif plus réduit. Nous dérangeons.

Pour les policiers en particulier, l'heure de la revanche a sonné. Au cours des mois précédents, les armes sont fourbies. L'éviction des gendarmes se profile, accusés d'avoir « trusté » la sécurité rapprochée de François Mitterrand.

La mainmise progressive de la police sur la présidence se fera en deux étapes : la première au cours des deux septennats du président Chirac, caractérisée par une mixité police-gendarmerie problématique, et la seconde, brutale et discriminatoire, en 2007, quand Nicolas Sarkozy remettra sa sécurité aux seuls policiers.

Le SPHP reprend la main. L'arrêté du 19 octobre 1994 publié au *Journal officiel* trois jours plus tard confirmait déjà ses attributions : à lui « […] les mesures générales concernant la sécurité du président de la République, la protection rapprochée et l'accompagnement de sécurité générale des hautes personnalités françaises et étrangères, la mise en œuvre des mesures nécessaires à l'organisation des déplacements officiels ». Un autre arrêté à

la même date précise l'organisation de ce service. Il crée une sous-direction de la sécurité de la présidence de la République. Elle est installée à l'Élysée et comprend notamment « […] le Groupe de sécurité personnelle du président de la République [25] qui assure la sécurité rapprochée du chef de l'État lors de ses déplacements officiels ou privés, en collaboration avec le GSPR, […] des groupes de sécurité et de protection de certains membres de la famille ou proches collaborateurs du président de la République ».

En 1995, fort de ces textes qui confortent la police, le chef du SPHP a donc bien l'intention de prendre aussi le commandement du GSPR et de mettre dehors les trois quarts des gendarmes. Encore faut-il savoir par quel dispositif de sécurité le remplacer, selon quelle doctrine et avec quel personnel. Témoin de ces changements, je vais aussi en être un acteur direct, trouble-fête dans ma nouvelle fonction d'adjoint du nouveau chef.

Mise en garde du directeur de cabinet

« Chirac réconcilie policiers et gendarmes », titre un jour *Le Monde*, prenant sans doute ses désirs pour la réalité ! Il évoque le laboratoire d'exception que constitue le GSPR, première unité opérationnelle mixte en France. Son souci de cohésion doit, toujours selon le quotidien, représenter un modèle pour les deux maisons. Dont acte, à condition que les maisons s'accordent vraiment. Tel n'est pas le cas, mais ce n'en est pas moins l'objectif du directeur de cabinet de l'Élysée, Bertrand Landrieu, qui me reçoit en tête à tête le 6 juillet 1995. L'ambiance est feutrée. Le temps semble suspendu. Il a la tête des mauvais jours. Il se tient derrière son vaste bureau et me suit du regard. Une certaine colère contenue mais visible transparaît sur son visage renfrogné. La conversation est courte et ne souffre aucune remarque : hymne à la mixité police-gendarmerie et menace à peine voilée à celui qui ne s'y pliera pas. Il souhaite quelqu'un de docile et au garde-à-vous. Je me demande en l'écoutant s'il n'y a pas erreur sur ma personne. Le directeur, véritable patron de la sécurité présidentielle, n'y va pas par quatre chemins : « Vous êtes du GIGN et vous avez protégé le président Mitterrand. Si vous êtes les meilleurs, montrez-le et formez les policiers à votre niveau. Je n'aime pas les propos du préfet Prouteau sur la sécurité du président Chirac. Je vous tiens responsable de la bonne intégration des deux corps au sein du GSPR. »

À l'époque, Christian Prouteau et Paul Barril ne se privent pas d'alerter l'opinion publique – par médias interposés – sur le démembrement de la sécurité présidentielle et la vulnérabilité du président. Le directeur de cabinet veut y mettre un terme. Les relations avec lui seront pour le moins chaotiques, du moins dans les premières années. Comme avec Claude Chirac.

Claude : l'image du père avant la sécurité

La fille du président est, selon *Libération* du 4 juillet 1995, « l'aide de camp, la conseillère, la confidente de son père ». Au côté de Jacques Pilhan, le gourou de la communication politique déjà à l'œuvre avec François Mitterrand, la « grand chef flic [26] » considère que la sécurité nuit à l'image de son père, sa priorité. Image d'un président libre de ses mouvements, spontané, proche des gens, sans peur et sans reproche. Nous sommes pourtant en pleine vague d'attentats islamistes ! Claude reflète l'idée que son père lui-même se fait de sa sécurité rapprochée, une contrainte dont il se méfie et qu'il ne supporte qu'*a minima*, pour peu qu'elle ne joue pas le trouble-fête dans ses jardins secrets.

Faut-il y voir aussi le désir de rompre avec François Mitterrand qui, durant ses dernières années à la présidence, est entouré, en raison de son état de santé, d'un nombre très important d'hommes du GSPR ? Sans doute est-il influencé également par sa sécurité privée et par le souvenir du dispositif mis en place du temps du général de Gaulle : gardes républicains, sécurité privée, agents à tout faire, aides de camp plus ou moins armés. Ceux de Jacques Chirac chercheront à reproduire cette pratique ancienne, à devenir des aides de camp « polyvalents ». Un en particulier, qui a l'oreille des proches du président, n'a de cesse d'entraver notre organisation et de vouloir sécuriser à lui tout seul l'environnement du président. Je ne m'en ferai pas un ami, et son départ de l'Élysée sera un soulagement pour nous.

Pour ancrer dans l'opinion l'image d'une « présidence modeste dans l'exercice du pouvoir », écrit *Le Point* [27], place au « style Chirac » : il faut alléger le protocole et la sécurité. « La République s'arrête aux feux rouges », selon *Le Figaro* du 21 juin : garde légère, plus de gyrophares ni d'escortes. Un projet est en cours de rédaction qui modifie les dispositions du décret du 13 septembre 1989 portant sur le cérémonial qui entoure les

déplacements du chef de l'État en France, ainsi que ceux des personnalités étrangères. De quoi désespérer les services de police et de gendarmerie. Comment assurer par exemple la sécurité sur l'itinéraire sans être présents aux carrefours et donc être vus, ce qui provoque l'ire de Claude ?

Cache-cache avec Claude

La partie est complexe, voire infernale, dès le début. Nos gestes sont strictement surveillés, nos avis, très peu écoutés. Claude, selon son humeur et sa vision de la communication présidentielle, s'évertue à « démonter » nos dispositifs. Pour les voyages en province, les réunions en préfecture tournent au cauchemar. Les forces locales de gendarmerie et de police sont reléguées sur des strapontins, sidérées par la tournure des discussions. La sécurité est un sujet tabou et très secondaire. Si d'aventure un responsable demande la parole, il est invité au mieux à se taire, au pire à prendre la porte.

Une attitude d'autant plus invraisemblable que, dès son élection, une série d'attentats terrorise la France. 15 juillet : assassinat de l'imam Sahraoui. Attentats du RER B à la station Saint-Michel, le 25 juillet ; place Charles-de-Gaulle, le 17 août ; tentative dans une sanisette parisienne le 4 septembre ; attentat contre une école juive de Villeurbanne ; fusillade dans les monts lyonnais et mort de Khaled Kelkal ; attentat avenue d'Italie à Paris le 6 octobre, dans le RER C le 17. Cette campagne est attribuée au GIA, manipulé par les services algériens pour contrer ceux qui, en France, prônent l'ouverture d'un dialogue avec les islamistes qui auraient renoncé à la violence. Malgré ce contexte, l'inaction, l'attentisme l'emportent. Aucune mesure n'est prise. Silence radio pour nous à l'Élysée !

Dans la pratique, c'est plutôt sauve qui peut ! Certains personnels du GSPR, littéralement désemparés, se dissimulent pour ne pas être vus par Claude. Ils passent leur temps à jouer à cache-cache et ne répondent plus aux liaisons radio. J'essaie de les rassurer, de les couvrir, mais mon chef ne me facilite pas la tâche.

Résultat : passé le premier voyage officiel, le téléphone arabe chauffe à plein avec nos camarades de province. Motus sur la sécurité ! Aucune autorité policière locale n'ose plus l'évoquer, sauf à se faire rembarrer. Le préfet lui-même n'est pas mieux loti. Le sujet n'est évoqué le plus souvent

qu’une fois terminée la réunion officielle avec Claude et les autres services élyséens. Nous proposons un dispositif d’équilibriste, avec une consigne : pas vu, pas pris.

Les services de l’Élysée courbent l’échine, comme tout le monde, pour échapper aux oukazes de Claude et ne pas être remerciés *illico presto*. Un journaliste de TF1, détaché par sa direction en tant que correspondant permanent à l’Élysée, vient me voir, désemparé. Il me parle de sa disgrâce imminente, qu’il ne comprend pas. Puis la tempête passe et se déplace sur quelqu’un d’autre…

Je suis moi-même à deux doigts de disparaître du paysage au printemps 1996, moins d’un an après mon arrivée à l’Élysée. Il est question de me réaffecter en province, où trois postes sont disponibles. Ma direction s’est bien gardée de m’avertir des propositions faites, à sa demande, au directeur de cabinet. Quatre raisons l’expliquent, en plus du travail de sape de mon chef : il s’agit de mon escalade déjà ancienne du fort de Brégançon, d’un voyage présidentiel à Niort, d’une visite à l’Organisation des Nations unies à New York et, enfin, de ma conception exigeante de l’entraînement en commun police-gendarmerie. L’orage passera là aussi.

Quelle galère pour se faire accepter ! J’ai souvent ressenti un malaise au contact de Jacques Chirac, comme s’il m’en voulait d’être près de lui et de lui infliger la présence de gardes du corps. J’ai même, à certains moments, décelé de l’irritation dans son regard. J’en ai pris mon parti, mais je reconnais que les membres du GSPR en ont beaucoup souffert.

Consignes hallucinantes

Ce régime insensé, vu les risques courus par le président, est même durci le 5 février 1996, sous la houlette du directeur de cabinet dont les consignes sont transmises par mon chef : « Plus personne ne devra faire l’ouverture des portières du véhicule du président, aucune présence ne sera tolérée devant la porte des appartements du président, l’équipe résidence devra se tenir à distance, les recueils sur sites devront se faire à distance, il faudra laisser évoluer le président avec principalement sa sécurité personnelle, l’intervention sera laissée à l’appréciation de chacun, les sorties à pied à titre privé ne seront assurées que par la sécurité personnelle, le responsable du GSPR sur la mission s’attachera à ce que personne de la sécurité

“officielle” ne suive, l’accompagnement sera composé de deux personnes (la sécurité personnelle et le chef de mission). En région, aucun uniforme ne devra être visible sauf pour les cérémonies officielles militaires et piquets d’honneur, la circulation ne sera pas régulée, le cortège se réduira à deux ou trois véhicules (la voiture du président, la voiture de sécurité, la voiture de la suite technique) précédé d’une voiture pilote police ou gendarmerie loin devant. Sur les itinéraires, aucun uniforme ne doit être visible, il faudra veiller à ce que les personnels détachés par le service départemental des renseignements généraux soient tenus à distance. Enfin lors des réunions, en particulier en préfecture, le personnel devra être réduit au maximum. Au cours des déplacements à l’étranger, les effectifs seront en moyenne de quatre personnels, aucune présence de nuit ne sera tolérée à proximité des appartements du président, la garde statique est proscrite. Enfin, aucun recueil ne devra être fait sur la plupart des sites. » On rejoue *Mission impossible*, mais sans Tom Cruise !

Même pour les cortèges

Les dispositifs de sécurité des cortèges ne sont pas non plus épargnés. Il est décidé qu’il n’y aura plus de membres du GSPR à l’arrière du command-car. Impossible d’escorter le cortège présidentiel avec des véhicules de sécurité sur les grandes avenues, comme celle des Champs-Élysées, en étant dans la « cage » ou à l’extérieur de celle-ci. Le président reste dans son véhicule, avec son aide de camp et son chauffeur, encadré par la grande escorte mixte ou non, qui n’a en fait pour mission prioritaire que d’assurer les honneurs en respectant les distances et l’alignement. Pas de sécurité rapprochée, donc. Cette volonté de l’entourage présidentiel rejoint le choix du commandant du GSPR, qui se refuse à mettre en valeur des militaires et donc les gendarmes du groupe ! À force d’insistance, j’obtiens d’occuper au moins les places à l’arrière du command-car. Une position fragile qui va durer environ un an.

Pour positionner les véhicules de sécurité, le combat est encore plus ardu. Ils doivent rester à distance, loin de la cage et surtout en dehors du champ de vision des caméras. Le dispositif ainsi défini se neutralise lui-même car nous sommes, de fait, incapables de réagir dans l’instant. Je pense bien sûr aux circonstances de l’assassinat du président John Fitzgerald Kennedy, le

22 novembre 1963, en dépit de la présence d'un membre du Secret Service américain à côté du chauffeur.

Je passerai outre en 1999, une fois nommé à la tête du GSPR. Cela ne posera aucun problème. Qui ose gagne. D'ailleurs, les faits nous donnent raison le 14 juillet 2002, lorsque Maxime Brunerie tente d'assassiner Jacques Chirac sur les Champs-Élysées. Pour ce type de déplacement, la proximité est indispensable, même si elle ne règle pas tout. Elle ne dispense évidemment pas d'un bon travail de renseignement et d'occupation du terrain en amont.

La direction de la gendarmerie réticente

Convoqué à Paris le 6 juillet 1995 à la Direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN), j'ai un entretien d'une demi-heure avec le directeur. M. Meynial me reçoit avec amabilité et attention. Nous échangeons sur le travail et les difficultés qui m'attendent. Tout devrait bien se passer, assure-t-il sur un ton précautionneux. Je sors avec ce sentiment – qui ne me quittera pas – que je serai seul dans le bain élyséen hors norme et versatile. J'arrive sans illusions. Personne ne s'engage vraiment à me conseiller, et encore moins à me soutenir. Tout le monde reste dans l'expectative, et ce sera le cas jusqu'à la fin.

Un général en charge de la sous-direction des moyens me fait savoir, au cours d'une visite à Versailles-Satory, qu'il vaut mieux que je cesse mes demandes de matériels auprès de la police. Elle-même se refuse à améliorer ses propres matériels (notamment le blindage des véhicules), alors que la gendarmerie s'y emploie. Encore une incohérence entre l'institution police qui, malgré ses promesses de nous fournir les moyens de travail (notamment en véhicules), n'honore pas ses engagements et la gendarmerie reléguée au rang de supplétive dans la nouvelle organisation.

En bref, la DGGN se montre, comme au temps de François Mitterrand, plus que réservée sur la présence de ses hommes à l'Élysée. J'entends ses remarques : « Qu'allons-nous faire dans cette galère ? Cela nous coûte trop cher. » Pas question pour elle de contrarier le directeur de cabinet, et de se fâcher avec la police. Il s'agit de se plier à toutes les exigences des uns et des autres. Si quelques-uns, dans le haut commandement de la gendarmerie, apprécient l'unité et sont un peu fiers d'être représentés à l'Élysée, eux

aussi se montrent anxieux et craintifs quant aux réactions du Palais. Ils ne me posent pas beaucoup de questions sur ce qui s'y passe, ou alors à voix basse. Attitude ambivalente, entre admiration et défiance. Est-ce par crainte des dérapages et peut-être du fait de notre culture « gendarmique » du discret, du « caché », du désir de ne pas se montrer, de rester humble et besogneux ?

Des sacrés caractères

En 1995, l'unité compte 103 personnes, dont 5 officiers et 38 gradés. Ce qui en fait un groupe qualifié et performant, doté de tous les savoir-faire pour réaliser la mission. Une sacrée collection de caractères bien trempés ! Je pense en particulier à Alain, Michel, Christian, Roger, Pierre, Dominique, Jean-Pierre, Jean-Claude, Patrick, Thierry, Stéphane et à bien d'autres qui n'ont jamais reculé, quoi qu'il arrive. D'ailleurs, nous sommes tous comme cela à l'époque : prêts à en découdre, très attachés à celui que nous avions baptisé « le Petit Caporal » et liés viscéralement au président François Mitterrand. En fait, nous sommes fidèles à un certain idéal de disponibilité, de peine et de sacrifices conformes à la plupart des personnels qui embrassent le métier de gendarme (cela peut paraître désuet aujourd'hui !), et convaincus que nous faisons le plus beau métier du monde. Le plus étonnant est que chacun d'entre nous ne vit que par et pour « la Mission ». Bien des vies de famille en feront les frais !

Après la victoire de Jacques Chirac, l'incertitude est totale. « Entre les élections et la passation de pouvoir à l'Élysée, raconte Dominique [28], tout est possible. Un jour, nous sommes reconduits dans notre mission ; un autre jour, nous sommes congédiés… Durant les premières semaines de la présidence, nous attendons chaque jour le président Chirac à sa sortie de la mairie de Paris pour aller à l'Élysée. »

Ordre et contrordre !

Comme si un problème ne suffisait pas, la gendarmerie décide, dans une note express du 4 août 1995, que le nouveau détachement sera rattaché à la Garde républicaine, donc sorti des rangs du GSIGN. Pour quelle raison ? Probablement pour le rapprocher des unités de cette subdivision de la gendarmerie qui ont en charge en particulier le palais de l'Élysée,

notamment la compagnie de sécurité de la présidence de la République. Certainement, aussi, pour protéger les autres unités du GSIGN d'une récupération par la Police nationale.

C'est en tout cas bien mal connaître le GSPR historique, constitué à l'origine de membres du GIGN, recrutés et formés selon les principes de cette formation prestigieuse. C'est un manque de reconnaissance criant envers des hommes qui ont été, pendant quatorze ans, un des fers de lance du GSIGN, et lui ont assuré sa notoriété. Son déplacement au sein du 1er régiment d'infanterie de la Garde républicaine à Nanterre ou ailleurs crée une « rupture technique ». Le site de Satory présente pourtant toutes les conditions d'accueil, d'entraînement et d'opérations. Il est proche de la base de Villacoublay, d'où part une partie de la flotte officielle et les hélicoptères de la gendarmerie. Les sites de la Garde républicaine, certes dans Paris, n'offrent pas les mêmes atouts professionnels.

Début août, le GSPR doit donc rejoindre la Garde républicaine. Rétropédalage peu après. Le colonel, directeur de cabinet de la direction de la gendarmerie, me reçoit plusieurs fois. Comprenant les liens « historiques » et opérationnels qui existent entre le GSPR et le GSIGN, il rédige une nouvelle note le 12 septembre qui confirme que le GSPR reste « organiquement rattaché au GSIGN ». Bref, notre environnement professionnel est préservé. Je veux croire que j'y suis pour quelque chose.

Réorganisation chaotique

Reste à faire un choix parmi tous les membres du personnel pour n'en garder que vingt-six ! Mon camarade Patrick s'y attelle avant mon arrivée. Il s'agit de dénicher, parmi les volontaires, ceux qui ont le caractère assez souple (d'échine, allais-je dire) pour coexister avec les vingt-six policiers.

À mon arrivée, le 6 juillet, je trouve les gendarmes en pleine incertitude sur leur sort. Je sens que l'engagement de ceux qui ont choisi de rester et poursuivre la mission n'a rien de définitif. Cela se vérifiera dans les mois suivants : beaucoup jetteront l'éponge. Les autres ? Ils sont en congé pour la plupart. La difficulté viendra à l'automne…

En effet, il faut que tout soit réglé pour le 15 octobre. Nous n'avons donc que trois mois pour les affecter dans d'autres unités. S'engagent alors de véritables négociations d'épicier avec la hiérarchie, car les unités proposées

dès l'été ne satisfont que très peu de personnes. La note du 4 août crée de nouvelles unités : renforcement des GOS (groupes d'observation-surveillance) de l'ordre de vingt-trois personnes, création de trois pelotons de surveillance et d'intervention de la gendarmerie à Céret, Châteaudun et Brive-la-Gaillarde, et augmentation des effectifs de l'EPIGN d'environ une trentaine. Des perspectives qui n'enchantent pas les partants qui se sentent floués et dévalorisés, après de nombreuses années de service dans des conditions de mobilité extrême et de dévouement. La liste définitive de la réorganisation de l'unité est rendue le 26 octobre. Certains sont affectés au groupe des plongeurs de l'EPIGN. La majorité rejoint le groupe de sécurité-protection de cette unité pour en faire d'ailleurs les beaux jours et instiller des savoir-faire éprouvés. Enfin, quatre maîtres-chiens cynophiles y sont reversés. Un officier nouveau à l'unité va tenter sa chance au GIGN, après un stage de formation complémentaire de deux mois. Quatre rejoignent le groupe instruction du groupement. Enfin, treize sont reversés dans les cellules hors rang chargées de l'administration des trois entités du groupement. Quelques-uns choisissent de partir en unités de marche : escadrons de gendarmerie mobile et PSIG. La plupart vont donc au GSIGN (proportion de 60 %), en particulier à l'EPIGN, pour constituer l'ossature du groupe de sécurité-protection.

Les vingt-six qui restent au GSPR sont abandonnés à eux-mêmes. Pas de secrétaire, pas de magasinier, pas de mécanicien, pas de transmetteur… C'est du moins ce que prévoit une décision du 7 novembre sur la réorganisation du GSPR et des autres unités du GSIGN. Les différentes fonctions seront désormais assumées par l'état-major du groupement, déterminé à centraliser les moyens. Cela pose très vite un problème : en raison de la spécificité de l'unité et de ses missions, en raison de la disponibilité exigée de la part de son personnel administratif en base arrière, en raison aussi du caractère confidentiel des activités en passe d'être traitées par un personnel variable et peu au fait de l'unité. D'où, finalement, la mise en place ô combien laborieuse d'un pool administratif composé de trois personnes, et au maintien d'un bureau des services assuré par un membre du groupe opérationnel, le tout à Satory. Que d'efforts et de ténacité de la part de tous pour continuer à fonctionner.

Au bout du compte, on assiste à un transfert de compétences et de savoir-faire au profit de l'EPIGN et de l'état-major du GSIGN. C'est bien. Cela va

redonner un second souffle à l'EPIGN en mal de missions et de nouvelles perspectives dans le domaine de la sécurité. Pour ce qui est du moral des troupes réaffectées, c'est plus compliqué : certains ne retrouveront leur équilibre personnel et professionnel que bien des années plus tard, d'autres, jamais. Ils se plaindront de ne pas avoir été retenus dans le lot des vingt-six, d'avoir été abandonnés, mal défendus. Je les ai compris. Au fond, ils avaient perdu une famille. De nombreux membres se sont de nouveau rapprochés du GSPR. D'autres ont cru bon de rompre définitivement. Les vœux de nouvelle année adressés à tous restent parfois sans réponse… Quant aux vingt-six « élus », ils subiront le reproche de pactiser avec le diable police.

Pour ma part, à peine arrivé, un « exploit » ne va pas arranger mes affaires !

À l'assaut du fort de Brégançon

Ma première mission dans le courant d'août 1995 me porte au fort de Brégançon [29]. J'ai insisté auprès du directeur de cabinet, qui n'était pas convaincu. Une équipe de policiers et de gendarmes est sur place depuis quelques jours. Faut-il les laisser sans supervision ? Et, s'il survient un problème, qui en assumera la responsabilité ? Mon chef me soupçonne de vouloir « gagner les faveurs » du président. Il a par ailleurs programmé ses congés en août et préfère que je reste pour le remplacer. « Les gars se débrouilleront tout seuls », dit-il. J'obtiens néanmoins l'autorisation de me rendre sur place.

Par un bel après-midi, décidé à tester la sécurité, j'escalade à mains nues le côté est du fort, réputé imprenable. Le journal *France-Soir* du 8 août parle d'ailleurs d'une vraie forteresse, le « fort Chirac », évoque les gendarmes qui couchent à l'hôtel (c'est du meilleur effet pour l'image et la crédibilité !) et le dispositif en mer. L'article s'accompagne du plan détaillé de Brégançon, notamment la disposition des pièces. Rien de rassurant pour les responsables de la sécurité.

Mon ascension débute sur la terre ferme. La pente est raide et accidentée, mais la progression est possible. Des rochers affleurent à certains endroits et la végétation a colonisé une partie du versant. L'ensemble est instable, mais accessible à un individu alerte et déterminé. Aucune surveillance n'est

exercée de ce côté de jour, et encore moins de nuit. J'arrive sans encombre jusqu'au parapet, qui permet, une fois enjambé, de traverser le jardin en terrasse, situé en surplomb des bâtiments. Il est alors aisé d'accéder aux appartements du président par la terrasse extérieure côté ouest. Des voies de pénétration existent donc, et celle-là est particulièrement discrète, comme je le supposais.

Je redescends par l'entrée principale. J'en profite pour saluer la cellule transmission installée dans une petite salle, côté ouest, tout près du porche d'entrée. L'équipe est constituée de personnels issus du SGDN [30] attachés à l'Élysée. Ils sont chargés de gérer les communications du château. Tout va bien, dormez tranquille ! Il n'empêche que mon escalade et mon intrusion discrète ont de quoi inquiéter.

À cette époque, même si un dispositif du nom d'« Azur » est en place à la périphérie du site, les mesures de sécurité au fort apparaissent donc notoirement insuffisantes pour parer à toute malveillance, sans parler de terrorisme. La nuit, en particulier, la surveillance est confiée à la Garde républicaine, certes relativement aguerrie et motivée, mais sous-équipée en matériels (armement, optique…) et en sous-effectif : deux personnes sont en faction sur l'ensemble du périmètre du fort et un « privé », ancien policier, dort sur place. Le Groupe de sécurité de la présidence de la République est exclu du fort lui-même, de jour comme de nuit. De jour, il est maintenu à hauteur du pavillon de la Garde républicaine, donc en contrebas, près de la plage. De nuit, il disparaît totalement. Le commissaire divisionnaire, que notre absence nocturne sur le site n'émeut pas, a donné comme consigne de « rentrer se coucher et de revenir le matin ».

Je réalise un audit informel sur le dispositif de protection du fort. Je le rédige avec précision et prudence, sachant que le sujet est sensible et va heurter de multiples susceptibilités, internes et externes. Je dresse un constat des vulnérabilités et propose des solutions simples et applicables immédiatement. Je le transmets au directeur de cabinet, courant septembre, à mon retour. Le même directeur me le reprochera quelques semaines plus tard, car entre-temps les critiques sont allées bon train. Mon expédition sur le terrain est jugée provocatrice et inutile par un agent de sécurité privée, ancien policier. Or cet ancien fonctionnaire a l'écoute du directeur de cabinet.

Jacques Chirac, lui, évoquera de temps en temps mes pérégrinations, avec une ironie bienveillante, prenant à témoin son interlocuteur du moment : « Voici le colonel Roux. Vous savez qu'il escalade le fort de Brégançon ! » Il m'arrivera aussi de l'entendre, sur le même ton, reprendre à son compte la fameuse repartie de Winston Churchill, à qui quelqu'un demandait le secret de sa forme : « *No sport !* »

Réquisitoire contre les gendarmes

Une seconde réunion a lieu fin août. Sont présents le directeur de cabinet, mon chef et moi-même. Les gendarmes sont accusés de ne pas coopérer avec la police. La mixité dans nos rangs poserait problème. Le détachement gendarmerie est susceptible d'être remercié. Surpris par la violence du ton et des propos, je reste muet. Il est convenu que nous nous retrouvions tous les vendredis matin – tant que « nos relations seront mauvaises », dit le directeur de cabinet. Sachant le peu d'enthousiasme de ma direction, convaincu qu'elle me donnerait tort de toute façon, je décide de ne pas lui rendre compte, et de laisser du temps au temps.

Nouvelle réunion sur les mesures de sécurité quelques jours plus tard. À la fin de la réunion, le directeur de cabinet me demande de rester. Il tient à me parler des articles parus dans les journaux et rédigés par l'ancien chef du GSPR, le colonel Le Caro, et par l'ancien chef du GIGN, le commandant Legorjus, dénonçant la faible sécurité autour de Jacques Chirac. Ils ont des « mentalités d'anciens combattants » qui, assure-t-il, traduisent l'opposition de toute la gendarmerie. Il annonce qu'il prendra « des mesures en conséquence ». Il critique mes « initiatives malheureuses » lors du dernier séjour du président à Brégançon : reconnaissance et mise en place d'un élément précurseur à certains endroits, par exemple au restaurant à La Mole où s'est rendu le président, mes reconnaissances journalières à pied en compagnie d'un gendarme, mon regard critique sur le dispositif de sécurité en place à Brégançon, l'escalade à mains nues du rocher de Brégançon sur le flanc est pour évaluer la sécurité, ma présence trop ostensible autour du président… Bref, rien ne va. Je reste perplexe devant un tel réquisitoire. Je me reprends en expliquant de quelle façon s'est déroulé le séjour dans le Sud, comme si j'avais besoin de me justifier !

Il fait également allusion à l'article de *Var Matin* et aux photos. On considère que je suis trop près du président, que seuls les deux officiers de la sécurité privée doivent être vus à ses côtés. Je comprends très vite que Jean-Claude, chargé de la sécurité privée du président, a relevé les faits et gestes des gendarmes et a rédigé un rapport. Incroyable !

Je me demande ce que je viens faire dans cette galère. J'ai le sentiment amer que la partie est déjà jouée, que je suis en sursis, seul. Je me dis que la sécurité du chef de l'État va être difficile à assurer, quasiment remise dans les mains des « privés », qui s'absentent régulièrement. Le président est souvent laissé seul.

Le directeur de cabinet ne répond pas à mes remarques. D'abord parce qu'il est très proche de la police et semble convaincu que la gendarmerie, après ses treize années de bons et loyaux services auprès de François Mitterrand, ne peut s'adapter à la nouvelle organisation. Peut-être a-t-il aussi compris l'absurdité des reproches qui me sont faits et le rôle médiocre qu'on veut lui faire jouer. Toujours est-il qu'après avoir obtenu le maintien du détachement au GSIGN [31], je dois faire face dès la fin de l'année à une entreprise de démembrement et de restructuration de l'unité désormais composée de vingt-six plus deux membres du personnel. Elle attire les « cannibales » de la gendarmerie elle-même, qui n'aspire qu'à une chose : refiler le mistigri à la police. Les uns convoitent nos véhicules et nos locaux (magasin, bureaux, gymnase, garage), d'autres veulent que les personnels administratifs soient absorbés par le groupement, ou que les créneaux horaires des formations spécialisées (hélicordage, par exemple) soient supprimés, etc. La gendarmerie maintient son effort logistique dans des proportions plus importantes que la part qui lui revient, mais, si elle finit par se faire une raison, ses réticences demeureront. Le commandant du GSIGN, hostile au recrutement de femmes voulu par le directeur de cabinet, me laissera ainsi gérer ce GSPR *new look* [32].

Une équipe hétéroclite

La sécurité de Jacques Chirac va être ainsi confiée, au début, à un ensemble pour le moins hétéroclite, aux motivations diverses, aux savoir-faire très hétérogènes, dans une ambiance conflictuelle et revancharde, pour accomplir un travail qui requiert tout le contraire. Dur métier ! Le président

se retrouve ainsi entouré d'abord d'une équipe « privée », constituée de son chauffeur, compagnon de route fidèle, grande gueule au grand cœur, mais passablement agité, et de deux officiers de police bien décidés à préserver leur pré carré, voire à l'agrandir si possible.

Le détachement de police est constitué d'individus de tous les horizons, certains de grande qualité, d'autres prétendant l'être, enfin quelques personnes égarées dans le dispositif et qui n'y resteront pas longtemps. « Les policiers, témoigne Dominique, ont préféré un recrutement bien différent du nôtre. Hormis la dizaine de fonctionnaires qui ont fait la campagne de Jacques Chirac et ont un peu d'expérience, il en reste autant à recruter. Or le système choisi est la cooptation : un membre policier du GSPR connaît par exemple un camarade d'une Brigade anticriminalité (Bac) ou de la Compagnie républicaine de sécurité 1 (CRS 1). À la suite d'un simple entretien avec le nouveau chef, il se retrouve à assurer la sécurité du président sans avoir suivi la moindre formation spécifique. » Nous sommes loin du recrutement des gendarmes, tous issus de l'ancien GSPR, une unité spéciale appartenant au GSIGN. Ils ont été sélectionnés, triés sur le volet, formés durement, mis dans des situations extrêmes, forts d'une expérience indiscutable et très élaborée.

Cohabitation difficile avec le chef

Pour couronner cet étrange attelage, arrive aux commandes un personnage qui se considère de passage et se maintient à distance des coups à prendre. La réputation qui le précède nous fait craindre le pire. Dès le premier contact, il me met en garde : « Vous êtes sous mes ordres. Ce que vous avez fait jusqu'à présent, il faudra l'oublier. Je vous demande de surveiller vos gendarmes. À la moindre alerte, je leur fais payer. » D'autres altercations suivront, si bien que nous finissons par nous éviter et limiter nos rencontres au strict nécessaire.

Pour asseoir la police et son propre commandement, il contrôle l'information et ne la partage pas avec moi, qui suis pourtant son adjoint. Il me laisse dans l'ignorance du programme (les fameuses feuilles vertes où sont projetés les déplacements du président), ou des dispositifs mis en place pour les proches. Un exemple parmi d'autres : pendant trois ans, la sécurité rapprochée de Bernadette Chirac est assurée par un policier, puis deux

appelés en renfort. Ils sont piochés dans les effectifs du GSPR, mais sans que j'en sois informé et encore moins que je sois associé à cette décision prise pourtant dans le cadre de notre unité mixte police-gendarmerie. C'est le souhait de madame, m'assure-t-on, ce que je n'ai jamais pu vérifier. Un choix ressenti par le détachement de la gendarmerie comme profondément injuste.

Même la Garde républicaine, chargée de la sécurité des palais et des honneurs, redoute le commissaire. À tel point que le commandant militaire de l'Élysée, lui aussi gendarme, décline toute rencontre avec moi s'il n'a pas l'aval du commissaire considéré comme l'unique interlocuteur ! Il en sera ainsi des aides de camp et du médecin du président. Bref, le « chef » s'emploie à s'imposer avec les armes qui sont les siennes : la rétention d'informations, le refus de communication… Tout le monde laisse faire.

Sa religion est déjà faite. Il veut sa revanche sur la gendarmerie ! « Vous en avez bien profité pendant quatorze ans, me dit-il un jour. À nous, maintenant. » Il s'évertue donc à tenir à distance les gendarmes et à leur éviter autant que possible tout contact avec les autorités, en particulier pour les missions privées. La technique est éprouvée : il s'agit de conserver le renseignement, l'initiative et les relations au sein du Palais et à l'extérieur. Il fait savoir à tous les services de l'Élysée et aux autres qu'il est leur seul et unique interlocuteur. Il arrivera à ses fins, au point de me neutraliser auprès des principaux services qui redoutent ses réactions s'ils ne suivent pas ses consignes.

Un exemple parmi d'autres témoigne de l'ambiance au château : il met en place une procédure tatillonne pour l'impression des cartes de visite professionnelles. Je suis contraint de lui présenter une demande écrite circonstanciée et soumise à son veto. Je finirai par obtenir gain de cause, mais il aura fallu du temps.

Pour réaliser les missions de sécurité, sa stratégie est simple : se plier aux exigences inadaptées de Claude Chirac et des proches du président, même si les objectifs et les personnels doivent en pâtir. Il impose au groupe une conception étroite du service, en s'appuyant sur quelques policiers fidèles, notamment des officiers de police auxquels il donne des responsabilités et le pouvoir de décision. À sa décharge, l'entourage présidentiel fait preuve d'intransigeance, exigeant que la sécurité visible soit réduite au strict

minimum. Il est vrai que, faute d'explications, ils ne peuvent pas comprendre les impératifs d'une sécurité fiable.

Toutes les occasions sont bonnes pour nous mettre en cause. Exemple avec le voyage du président à Niort, début janvier 1996. Comme d'habitude, quelques semaines auparavant, une mission préparatoire étudie sur place les dispositifs de sécurité à prévoir avec les services locaux. À quelques jours du déplacement, un précurseur long est envoyé pour évaluer les risques et les moyens de sécurité envisagés, compte tenu du programme, des réceptions, des mouvements du personnel de service, des invités, de la presse, des lieux où résidera le chef de l'État, etc. Le GSPR se déploie alors sur les sites, logement compris, de façon discrète mais réelle, avant et pendant, voire après le départ de l'autorité. Le chef de l'État loge une nuit à la préfecture de Niort. Pour respecter les consignes présidentielles, je donne pour instruction de tenir les lieux, notamment ceux du premier étage, avec souplesse et discrétion. Pas de chance, Jacques Chirac croise au premier étage un membre de la sécurité, pourtant à distance respectable de ses appartements. L'homme de faction n'est peut-être pas le plus fin de l'équipe, mais après tout il fait son travail. Sur le coup, Jacques Chirac ne dit rien, mais le reproche me sera fait longtemps plus tard. La présence de l'agent dans la partie privative l'a importuné, comme si elle ne se justifiait pas dans une préfecture. Pourtant, si la résidence du préfet est un lieu gardé, c'est aussi un lieu fréquenté. Des entretiens et des repas s'y déroulent. Les invités peuvent circuler une fois contrôlés.

Alors, comment préserver l'espace privé du président ? Faut-il le confier aux Renseignements généraux ? Faut-il le laisser ouvert au personnel de maison de la préfecture ? Bref, faut-il « ouvrir les portes » à tous ceux qui sont appelés à circuler dans la préfecture pour des raisons diverses, de jour et de nuit ? Au risque, comme cela s'est produit dans certains cas, de surprendre des personnes indélicates dans les appartements privés (photographes, invités…) ? À Niort, je choisis donc de mettre en place un dispositif souple, mais cela ne convient pas encore au président.

Gendarmerie et police : tout nous oppose !

Pour ce qui est de la conception, ou de la doctrine, de la sécurité rapprochée, dès le début nos conceptions divergent. Pourtant, le directeur de cabinet, en me recevant en juillet, m'avait indiqué que si les gendarmes étaient les meilleurs nous devions transmettre nos savoir-faire. Je prends cette directive avec sérieux, soucieux de préserver une sécurité performante et efficace. Naïf que je suis ! Encore faut-il que chacun y mette du sien, accepte que les gendarmes transmettent leur expérience, se mettent d'accord sur les techniques et les procédures qu'il serait bon de mettre en œuvre. Mais les réticences sont multiples. Côté gendarmes, certains irréductibles ne l'entendent pas de cette oreille. Côté policiers, nombreux sont ceux qui considèrent ne rien avoir à apprendre des autres pour une simple et bonne raison : le système précédent a failli, ils souhaitent un changement complet. Un renouveau. « Nous sommes là pour cela, puisque le commandement a été confié à la Police nationale ! », ne cesse-t-on de me répéter.

Pourtant, le « système gendarme » a fait ses preuves : conception globale et élargie de la sécurité tant sur le plan technique que sur les objectifs (vie publique et vie privée, le président et ses proches), doctrine d'une sécurité intégrée et homogène, ce qui veut dire prise en charge de toutes les étapes de la sécurité rapprochée, sous surveillance étroite et sans partage. Sans oublier le dialogue direct avec le président, gage de confiance. Pas question de déléguer la moindre responsabilité, ou alors selon des conditions très strictes, comme pour le renseignement. De plus, le personnel est sélectionné, éprouvé et formé « à la dure », polyvalent, endurant, souple, apte à s'adapter à toutes les situations et à tous les milieux, seul ou en groupe, doué d'un grand sens du service et d'une disponibilité sans égale. Bref, des femmes et des hommes sur lesquels on peut compter en toutes circonstances : c'est cela, le GSPR des années Mitterrand. À quoi s'ajoute une capacité de recherche et de développement pointue dans les domaines techniques, en particulier.

Police : exigences au rabais

Le « système police » est globalement moins exigeant et repose sur les critères suivants, déjà partiellement évoqués : un personnel choisi en partie pour ses sentiments politiques à l'égard du chef de l'État, une sélection aléatoire – au moins la première vague – pour l'entrée au GSPR, fondée

partiellement sur son unité d'appartenance préalable, l'influence de la cooptation, l'absence de formation initiale commune, moins de rigueur dans le suivi de l'action. Le principe de la délégation sans contrôle de pans importants de la sécurité à d'autres services plus ou moins aguerris est érigé en doctrine.

Autant dire que l'homogénéité et l'intégrité du dispositif de sécurité vues par la police sont largement mises en péril et aggravées par l'hyperspécialisation des personnels : par exemple, séparation des postes de conducteur et d'officier de sécurité à pied, l'un ne pouvant pas faire le travail de l'autre. Distinction stricte des fonctions, mais elle sera abandonnée plus tard, pour pallier les sous-effectifs et les nécessités du terrain. Les personnels sont en effet très vite suremployés en raison des missions croissantes et des contraintes qu'elles imposent (durée, nombre d'étapes, risques). Autres points négatifs du « système police » : une disponibilité toute relative due en particulier au statut des personnels (l'absence de logements de service regroupés, donc la dispersion des personnels dans Paris et en dehors, jusqu'en province…), ainsi qu'une organisation du service très rigide et peu modulable (système ternaire organisé autour d'une semaine de service, une semaine de repos et une semaine d'instruction-alerte), la faiblesse des activités de recherche et de développement. Enfin, la hiérarchie très marquée entre les différents corps de police est aussi une source de différences et de conflits. Elle ne favorise pas la cohésion du personnel, pourtant essentielle dans ce type de mission si exigeant. Tout cela est très pénalisant et ne favorise évidemment pas une sécurité performante. Bref, tout nous oppose.

Il va pourtant falloir « faire avec » et tenter de fédérer l'ensemble. À ma demande, pour arrondir les angles, nous organisons des réunions mensuelles avec les membres du groupe, mais aussi des réunions de chefs d'équipe sur des sujets précis. Il s'agit de commenter des renseignements et informations, d'établir un point de situation à un instant T, de réaliser des retours d'expérience sur les missions passées en s'efforçant de le faire sans acrimonie, d'analyser les procédures en cours, etc. Ces réunions énervent au plus haut point le commissaire, qui ne supporte pas de s'impliquer dans la gestion quotidienne, ni de devoir répondre aux questions, et encore moins d'apporter des précisions techniques. Pour lui, cela ne présente pas d'intérêt. Un beau jour d'ailleurs, il finit par lâcher : « Vous me fatiguez. La

sécurité rapprochée, ça s'apprend en quinze jours ! » Des propos qui avaient choqué l'ensemble des participants, policiers inclus.

Heureusement, avec le temps, les deux camps se rapprocheront un peu, à la faveur de la formation et du travail quotidien côte à côte. Non sans peine. Il faudra attendre plusieurs années avant de pouvoir mettre en place un dispositif de sécurité cohérent et homogène, tout en préservant l'intimité du président et de ses proches. Nous y arriverons non sans recourir à des moyens de fortune : l'utilisation de Zodiac pour une permanence en mer ; le logement non plus à l'hôtel mais en camping-car, à Brégançon, où je retournerai en 1999 lorsque je commanderai l'unité, en disposant cette fois d'une marge de liberté plus grande pour améliorer la sécurité.

Quelle galère !

Pour ce qui est du travail quotidien à l'Élysée, nous y sommes allés très doucement. La composition de la nouvelle unité, hétéroclite, divisée, mal formée, sans esprit de groupe, ne facilite évidemment pas le projet. Et cela pour une mission de la première importance ! Quelle galère pour s'entendre sur des références communes, dans le moindre détail, pour définir nos dispositifs à pied et en voiture, en se battant sur le terrain pour les faire évoluer en fonction des situations, pour faire comprendre à tous la nécessité de se parler et de se coordonner, et enfin de poursuivre les missions sans considérations de temps, de repas ou de confort !

Difficulté, aussi, pour faire accepter une formation individuelle et collective propre à chaque détachement, mais aussi une autre formation commune, selon des programmes écrits et bien définis, sans tenir compte de la météo, des heures ou du type d'exercice. Le chef, qui n'avait aucune idée de ce que cela pouvait représenter, partageait les réticences de ceux qui souhaitaient une formation commune réduite au plus élémentaire : exercices de protection à pied ou en voiture, tirs en stand. Ils refusaient tout sport collectif, comme tout entraînement plus « viril » à base de franchissement d'obstacles secs ou mouillés, avec usage des artifices (grenades), et les tirs en mouvement pour tester la confiance réciproque.

La réputation spartiate des gendarmes avait marqué les policiers, qui préféraient s'en tenir au minimum. Nous nous sommes donc mis d'accord pour organiser une journée d'entraînement à tour de rôle dans deux lieux

différents, l'un géré par la gendarmerie, l'autre par la police. « La première organisée par les gendarmes, témoigne Dominique, l'a été à Versailles-Satory, site de résidence et d'instruction des gendarmes. Travail foncier en matinée, suivi d'une phase où alternent les sports de combat et le tir dans l'après-midi. La séance consacrée au tir de précision et au tir de riposte trouble les repères et hiérarchise les compétences : 25 et 15 mètres de distance pour les gendarmes, 15 et 7 mètres pour les policiers… »

Malgré ces efforts, les relations entre gendarmes et policiers se dégradent davantage. La crise de confiance est amplifiée par les exigences de cohésion et de compétences techniques qu'imposent les entraînements et les missions, d'autant plus difficiles que les modes opérationnels des uns et des autres sont différents, voire opposés. Faute d'exprimer des choix clairs sur les objectifs de sécurité et les techniques à mettre en œuvre, le chef aggrave la situation.

Apaiser la rébellion

Finalement contraint d'apaiser le mouvement de rébellion qui gronde, il rédige en urgence une lettre à mon intention, le 25 avril 1996, presque neuf mois après avoir pris le commandement ! Il émet l'idée d'« un nouveau concept de protection rapprochée du président Jacques Chirac ». *Enfin !* me dis-je alors. Mais il est vrai que cette ouverture fait suite à la réunion, quelques jours plus tôt, d'un groupe de travail de seize membres du GSPR irrités par les mesures insensées imposées pour la sécurité du président.

Ses conclusions, rendues le 17 par écrit sur quatre pages, formulaient plusieurs exigences :

Il ne doit pas s'agir d'un dispositif honorifique d'accompagnement, mais d'un véritable dispositif de sécurité de nature à prévenir et minimiser les risques encourus du fait de la fonction et de la personnalité. Pour l'exécution de cette mission, plusieurs éléments sont indispensables. Le plus important d'entre eux est sans nul doute la confiance du président, de notre hiérarchie, et de la « sécurité » personnelle de la personnalité, envers les membres du GSPR. Cette confiance doit avoir pour conséquence une bonne

circulation de l'information, en temps voulu, sans cloisonnement et dans la transparence la plus totale.

Viennent ensuite des propositions diverses sur les dispositifs à adopter lors d'un déplacement à pied : dispositif moyen type Salon de l'agriculture et dispositif dit « allégé » ; reconnaissance du rôle essentiel tenu par le « recueil », nécessité d'une garde de jour et de nuit aux appartements du président (enfin !) et constat d'expériences malheureuses à l'étranger, où le logement de l'autorité était littéralement abandonné. En conclusion, il est écrit : « Ce dispositif minimum devrait permettre de minimiser les risques encourus par le chef de l'État. En dessous de ce seuil, le GSPR ne peut assurer une sécurité digne de ce nom. »

La mise en garde est claire, et je suis alors d'autant plus satisfait de cette clarification que j'ai largement encouragé le groupe de travail et inspiré ses conclusions. En effet, ce constat fait état de façon honnête des difficultés rencontrées car les schémas d'action sont peu ou pas applicables dans la réalité, par exemple en cas de déplacement dans une foule dense, au cours d'un événement majeur ou dans un espace clos. Il souligne l'absence de véritable organisation sécuritaire viable et fiable autour du chef de l'État et insiste sur la nécessité de certaines mesures jusqu'alors repoussées : garde de nuit, recueil, etc.

Pour en revenir à la lettre du 25 avril 1996, le chef me demande de lui faire part de mes remarques et de mes observations. Il écrit :

D'aucuns s'accordant à reconnaître votre grande compétence technique et une incontestable expérience professionnelle acquise dans le domaine de la sécurité rapprochée au cours de vos huit années de service auprès du président François Mitterrand (entre 1983 et 1991), je vous sais gré de me soumettre par écrit dans la perspective de la réunion du 7 mai prochain que je présiderai vos propositions sur les formes que devra revêtir, à vos yeux, et compte tenu des souhaits exprimés par le président de la République et des instructions de monsieur le directeur de cabinet de la présidence de la République, le nouveau concept de sécurité rapprochée et immédiate de l'actuel chef de l'État.

Mes préconisations

Voici la fiche que je rends quelques jours après :

Une approche, fondée mais rapide et qui exige un consensus, permet d'aborder les points suivants :

1) *État des données disponibles. Nécessité de garantir à l'autorité l'exercice plein et entier de ses fonctions, en préservant intégrité physique et morale, en tout temps et en tout lieu. Désir de l'autorité d'évoluer librement tout en bénéficiant d'une sécurité présente, discrète, solide et fiable, de ne pas être prisonnier de sa sécurité. Souhait d'offrir l'image d'un « président-citoyen ». L'existence de menaces réelles (GIA*[33]*…). Un emploi du temps officiel varié et dense. Modestie des activités strictement privées, pour le moment. Et surtout, existence d'une situation mixte à redéfinir, à terme. La présence de Mme Chirac et la naissance du petit-fils du président à englober dans l'objectif général.*

2) *Perspectives techniques. Préparation et conception des missions guidées à la fois par l'idée de globalité de la sécurité et une approche analytique poussée. Le GSPR est le spécialiste et garantit les mesures de sécurité prises au profit du président. Adaptation évolutive des dispositifs. En particulier, les techniques de l'accompagnement et du recueil doivent être étudiées avec soin et replacées par rapport à des paramètres « classiques » (mode de déplacement de l'autorité, situations locales, espace et milieux…), l'idée étant de réduire au maximum le nombre de « brèches ». Le concept des cercles concentriques demeure une vue de l'esprit. Il repose sur quelques schémas vite inapplicables dans la réalité. Signe de rigidité et contrainte de mouvement en sont quelques caractéristiques. Le contraire – et le propre de la sécurité – restant fondé sur l'adaptation et la souplesse des mesures prises. À méditer.*

3) *L'instruction. Doit être capable de « fabriquer » des « servants » aptes à tout faire, en tout temps et en tout lieu. Il s'agit de mettre en place une unité d'élite, aux missions variées et nombreuses, où la polyvalence prédomine et où les aptitudes physiques, morales et intellectuelles sont exceptionnelles. Nous sommes loin de la vision étriquée de garde du corps. L'agent de sécurité doit bénéficier des formations suivantes : une formation physique complète et éclectique, dominée par la rusticité, la rigueur et la*

cohésion ; une formation psychologique adaptée aux difficultés de la mission ; une formation intellectuelle élargie aux situations rencontrées et au milieu de vie ; une formation technique foncière et spécialisée, où les valeurs individuelle et collective sont éprouvées. En conclusion, je parle de méthodes de sécurité qui doivent être appliquées avec réalisme et sens de l'évolution…

En fait, je m'efforce de traiter le fond du sujet et de susciter une réflexion impartiale sur le sens de la sécurité rapprochée adaptée au premier personnage de l'État et à sa famille. Y suis-je parvenu ? Là encore, j'ai la faiblesse de le penser, eu égard à l'évolution adoptée par la police : davantage de polyvalence dans l'engagement opérationnel (mise en place de tireurs d'élite, formation de plongeurs, développement du secourisme d'urgence, acquisition de techniques de mise en sécurité et de fouille), une plus grande souplesse dans l'application sur le terrain et moins de sujétion aux schémas stéréotypés.

Les obstacles majeurs à l'accomplissement de la mission sont donc résolus, mais avec beaucoup de difficultés pour préserver les modes opératoires sécuritaires fondamentaux. Un exemple ahurissant : au début du septennat de Jacques Chirac, interdiction de surveiller, à distance raisonnable, la chambre du président durant la nuit ! Certains – dont le commandant du GSPR – considèrent que l'intimité du président est compromise, alors qu'il n'y a plus de risques à partir d'une certaine heure ! En réalité, des policiers du GSPR ne souhaitent pas travailler la nuit, invoquant le peu d'effectifs et la fatigue de la journée. Le tout donne lieu à des passes d'armes absurdes, dans une ambiance de suspicion et de délation. Puis, du jour au lendemain, décision est prise d'assurer une couverture totale dans le temps. La réalité a pris le pas sur la fantaisie.

Excès… de vitesse !

Quant à mon chef, après m'avoir bien « pourri la vie », il va disparaître de mon horizon. Ses foucades auront raison de ce commissaire inadapté pour le poste élyséen. Le 20 janvier 1999, à 16 h 10, l'ancien commandant roule à 169 km/h sur l'autoroute du Sud. Le peloton autoroutier de Pouilly-en-Auxois (Côte-d'Or) l'intercepte et s'apprête à le verbaliser. Prié de

présenter ses papiers, il refuse et prend la fuite. Deux motards et la brigade rapide d'intervention de Beaune le prennent en chasse, mais en vain. Arrivé en renfort, le peloton d'autoroute de Chalon-sur-Saône réussit à interpeller le fuyard, qui refuse de décliner son identité. Il exige de « parler à une autre personne qu'à un sous-officier ». Il est mis en garde à vue à Beaune jusqu'à 21 h 45. Le procureur de Dijon le convoquera au tribunal de grande instance le 18 mars 1999, pour excès de vitesse, refus d'obtempérer et de se soumettre aux vérifications d'identité. Sans commentaire, et à l'image du personnage.

J'aurai connaissance de l'incident, alors que j'accompagne le président en Alsace dans le cadre d'une tournée dans la région. Je suis appelé par la gendarmerie, qui me demande si je connais la personne arrêtée. Je confirme, bien sûr, et j'avertis aussitôt le directeur de cabinet présent dans ce voyage. Il est furieux mais ne fait pas de commentaire. Le commissaire aura beau m'accuser d'être à l'origine de son interpellation, ce n'est tout de même pas moi qui étais au volant ! D'ailleurs, pour ses propres camarades policiers, ce commissaire n'a eu que ce qu'il méritait. Les faits seront relatés dans de nombreux journaux, sans complaisance. Le journal *Libération* du 5 février 1999 titrera : « Le superflic de l'Élysée refuse la loi des gendarmes. Intercepté à 169 km/h, il est convoqué au tribunal. » Et de rappeler l'incident survenu le 14 juillet 1995, où le même avait perdu son arme de service !

Merci quand même !

Finalement, je dois remercier le directeur de cabinet. C'est lui, malgré ses prises de position souvent partisanes, qui a accepté de me confier le commandement du GSPR, en dépit des rumeurs et des calomnies. Mes détracteurs estiment que la gendarmerie – corps militaire – est incapable de gérer les policiers, par manque de souplesse et par désir de revanche. J'en suis le prototype, alors que je viens de servir trois ans et demi en unité mixte. Autre soupçon : lorsque je serai au commandement, je ferai tout pour rétablir l'organisation du temps de François Mitterrand. La personnalité « iconoclaste » du préfet Prouteau est également mise en avant.

Malgré ce climat d'extrême défiance, Bertrand Landrieu ne change pas d'avis, même si plus tard il me dira le regretter compte tenu de mes

exigences vis-à-vis des policiers ! La direction de la gendarmerie prépare tout de même mon remplacement, pour le cas où. Des noms sont avancés au cours du dernier trimestre 1998. Certains n'hésitent pas à me téléphoner. La parution de l'arrêté met fin aux atermoiements : le 3 janvier 1999, je suis nommé commandant du Groupe de sécurité de la présidence de la République.

Les échanges commencent alors à se pacifier, se font moins distants (j'ai la faiblesse de le penser) et moins durs, tout en demeurant instables et empreints de méfiance. Jacques Chirac finit par considérer le GSPR comme un mal nécessaire et lui reconnaît certaines vertus, ne serait-ce que pour lui permettre d'éviter VGE ! Passe encore de le saluer quand il arrive au Salon de l'agriculture, à Clermont-Ferrand. Service minimum. Mais pas question de faire le tour du salon avec lui. Ordre de Claude : « Isolez le président, et qu'il n'attende pas Giscard ! »

Certaines de mes propositions sont acceptées. Par exemple, dans une note du 3 mars 1999, je suggère un dispositif plus souple et plus discret pour la sécurité des déplacements privés du président : davantage de motos, mieux positionnées, et une plus grande variété de voitures.

« Vrais professionnels »

« Avec le temps, va, tout s'en va ! » Même certaines préventions contre nous. En mai 2000, le directeur de cabinet accepte d'assister à une démonstration de quelques savoir-faire du groupe désireux de lui prouver sa capacité opérationnelle, sur notre base de Mondésir, lieu « mythique » où s'effectue une grande partie de la sélection, du recrutement et de la formation des hommes du GIGN. Au fil des années, les stagiaires ont aménagé le site, abattu des cloisons, transformé des pièces en salles d'étude, en magasins, et même installé un tatami. J'espérais, comme nous l'avions obtenu en son temps de François Mitterrand, faire venir Jacques Chirac. Espoir déçu « pour des raisons d'emploi du temps surchargé », nous explique-t-on.

La matinée n'en est pas moins réussie, à en juger par les réactions de Bertrand Landrieu et la durée de sa présence : quatre heures au total. Après une présentation du personnel, police et gendarmerie, il assiste aux démonstrations de tir en situation tactique, à pied, en voiture et à moto, en

appui d’un déplacement à pied, etc. Il apprécie le travail des chiens démineurs, communément appelés « chiens explo ». Aidé par un des spécialistes gendarmes en la matière, Pascal, j’insiste sur cette compétence, essentielle compte tenu des nombreux attentats à l’explosif. Bien m’en aura pris, car par la suite je pourrai intégrer systématiquement un élément cynophile dans chaque mission, y compris à l’étranger, là où ces moyens font défaut. Le recrutement d’équipes cynophiles au sein du groupement pourra reprendre son rythme de croisière largement grâce au GSPR, tant du côté gendarmerie que du côté police. Une pratique reconnue comme nécessaire sous le président Mitterrand, mais qui avait été délaissée par son successeur. Allez savoir pourquoi.

Une fois la démonstration terminée, nous nous retrouvons dans la salle à manger pour un pot. L’ambiance est chaleureuse. C’est aussi l’occasion pour le représentant de l’Élysée de connaître le personnel et, pour nous, fiers et reconnaissants, de nous montrer sous notre vrai jour, fait de travail et d’effort commun pour un même objectif. Les échanges vont bon train. J’en profite pour l’inviter à considérer notre approche de la sécurité rapprochée sous un autre angle, global, coordonné avec les autres forces, et responsable, en jugeant indispensable tout le travail « amont » de la sécurisation. Bertrand Landrieu, satisfait, m’adresse peu après un petit mot encourageant : « Mon colonel, merci pour les photos de ma matinée avec vous à Mondésir (et bravo au photographe pour les clichés d’explosion !). J’en garde pour ma part un souvenir durable d’une rencontre avec de vrais professionnels avec qui je partage les mêmes objectifs et les mêmes valeurs. »

L’impact du 11 septembre 2001

Satisfecit qui ne me donne pas pour autant gain de cause à tous les coups. Trois jours après le 11 septembre 2001, le directeur me reçoit à ma demande pour évoquer ces attentats et en tirer des conclusions pour la sécurité à l’Élysée. Le 28, je propose par écrit de renforcer les mesures de prévention et de protection, dont un véhicule « durci » pour le président. Il faut savoir que les véhicules présidentiels ne comportent alors aucune espèce de protection particulière, pas même de filtres pare-éclats. Il me semble

nécessaire de se doter d'une protection supplémentaire, compte tenu du climat d'insécurité, en vertu d'un minimum de précautions.

Je lui avais fait déjà une proposition écrite en date du 15 mai 2000. Je la renouvelle en y joignant trois fiches techniques détaillées avec des devis précis fournis par la maison Labbé, située à Lamballe (il faut compter entre 115 000 et 126 000 francs HT par véhicule). J'avais aussi évoqué la possibilité de « transformer » un ou plusieurs véhicules de service, afin de servir de bouclier et de lieu de repli en cas de problème majeur. Sa réponse est la suivante : « Faites le point avec le directeur du SPHP. Il me dit que la Direction générale de la police nationale bute sur un problème du coût : un million de francs. C'est loin de vos 50 à 100 000 francs… » Ou comment éliminer l'option Élysée et donner aux directions respectives le soin de traiter le sujet ! De la part de la police, en avançant le chiffre d'un million de francs, il s'agit de noyer le poisson. En fait, là encore, elle s'oppose à toute évolution. Estime-t-on à l'Élysée que s'engager dans cette voie au profit du président obligerait vis-à-vis d'autres autorités ? En fait-on un problème de susceptibilité et de basse autorité vis-à-vis de propositions dont on n'a pas l'initiative ? Je ne perds pas de vue l'obsession du SPHP de contrôler le GSPR, voire de le digérer au sein du service. Ce qu'un de ses successeurs réussira à accomplir, avec l'aval de la présidence, le 26 mai 2006.

La proposition de « durcissement » d'un véhicule de gamme civile sera renouvelée en 2005, auprès du directeur de cabinet. Le véhicule serait équipé d'une protection balistique de type B6 ou B6+ (protection contre les munitions 7,62 et 5,56), à l'exception des vitres arrière droite et gauche, traitées pour une protection antieffraction. Le coût est estimé à 190 000 euros HT. Le projet n'aboutira pas. En revanche, dès 2000, la direction de la gendarmerie acceptera de financer le renforcement de deux véhicules.

Le 23 octobre 2001, nouvelle réunion. Le directeur de cabinet me reçoit, en compagnie du médecin du président, au sujet des matériels de protection biologique et chimique que je m'évertue à faire accepter, au moins pour le chef. Le contexte est lourd. Nous sommes au lendemain des attentats du 11 septembre. Il m'apparaît que la protection doit être renforcée, d'autant qu'à l'Élysée aussi nous recevons des plis et des colis contenant des substances suspectes. Cela donne lieu à des directives interministérielles

adressées aux préfets précisant la conduite à tenir lors de la découverte de plis ou de colis suspects.

Je suis donc tout particulièrement la question avec mon ami médecin et milite pour des mesures draconiennes, ce qui n'est pas de l'avis de tout le monde à l'Élysée, en particulier du Service de protection des hautes personnalités. Nous lui présentons des enveloppes plastiques qui protègent de toute contamination. L'idée est de récupérer les objets et de les mettre à l'abri dans ces enveloppes. Rien de bien compliqué, en somme. Je propose aussi d'acheter des masques pour se préserver d'une ambiance polluée, biologique ou chimique.

Le directeur de cabinet accepte les propositions mais veut me voir en tête en tête. Il me demande de « cesser toute attaque contre la police » (*sic !*). Il fait référence à mes demandes de contribution de la police au « durcissement » de leurs véhicules d'escorte et de leur participation à l'achat d'un camping-car. Il est vrai que le 11 octobre 2001, au cours du sommet franco-espagnol à Perpignan, j'ai reproché au directeur du SPHP et à son adjoint de ne pas fournir les moyens nécessaires et de ne pas prendre les mesures indispensables vis-à-vis des journalistes. Tous les deux sont très éloignés de ces préoccupations. J'ai le sentiment de parler à des amateurs.

Le ton du directeur de cabinet est dur. Il menace de rédiger une note à mon sujet et de la communiquer à ma hiérarchie. Sous sa « supervision » tatillonne agrémentée de mises en garde qui ne visent que la gendarmerie et de multiples tracasseries, le travail de sécurité est donc à géométrie variable, jusqu'à la fin du premier mandat.

Je me souviens de la campagne de 2002. Nous devons batailler pour maintenir la présence du GSPR dans des proportions très réduites (quatre personnes en plus des quatre agents de l'équipe privée) et pour continuer d'avoir le commandement. Le privé, un policier, s'évertue à noyauter le groupe avec l'assentiment discret de certains conseillers, en faisant valoir la confidentialité des déplacements de campagne électorale et donc, implicitement, l'incapacité des personnels « officiels » à gérer de telles situations. En fait, il tente de jouer sur l'ambiguïté d'un président en campagne qui n'utilise pas les moyens de l'État (moyens de transport, argent…) et un président qui continue d'être dans l'exercice de ses fonctions. Heureusement, le directeur de cabinet comprend la nécessité de

protéger le Chef. Nos déplacements à Dreux et à Argenteuil lui donneront raison.

Carole, Nathalie, Delphine…

La décision de recruter des femmes au GSPR revient à Jacques Chirac, début 1997. Son directeur de cabinet, Bertrand Landrieu, me la signifie, ainsi qu'à mon chef, en précisant que ce recrutement d'une femme gendarme et d'une policière avant l'été se fera sous plafond d'effectifs : « Débrouillez-vous pour proposer au personnel partant de bonnes affectations. Je vous aiderai si nécessaire. » Le projet est séduisant, mais mon enthousiasme est modéré car il me faudra remercier un gendarme, et le commissaire devra faire de même pour un policier !

Par ailleurs, une autre difficulté se présente du côté de ma hiérarchie. Si la gendarmerie s'honore d'avoir supprimé les quotas en 1998, avec des exceptions pour des emplois impliquant « la possibilité d'un contact direct et prolongé avec les forces hostiles » ou s'exerçant « dans des conditions particulières, notamment la promiscuité », il n'en est pas de même en 1997. Les quotas sont encore très restrictifs à l'époque : aucune femme n'est présente dans la gendarmerie mobile ni dans les unités d'élite. Ma hiérarchie, bien embarrassée, préfère me laisser faire, Élysée oblige !

Pour le recrutement et la sélection, je reprends la circulaire d'octobre 1990 qui concerne le personnel masculin et je m'inspire du programme de sélection et de stage du GSPR gendarmerie. Je contribue à la constitution d'une équipe d'encadrement, et réserve les infrastructures et les équipements.

Le premier appel national à volontaires est lancé peu après : sur douze gendarmes féminines volontaires, huit sont sélectionnées, quatre sont retenues en formation. Les voilà convoquées par un beau dimanche d'hiver pour passer les tests de recrutement. Les origines de service et de provenance géographique sont diverses : gendarmerie de brigade et gendarmeries spécialisées. Les conditions requises sont les suivantes : être titulaire du certificat d'aptitude technique ou du diplôme d'aptitude technique (diplômes de la gendarmerie validant à la fois une formation continue et une certaine ancienneté), être bien notée, faire preuve d'une très grande disponibilité, être apte à servir physiquement et médicalement dans

les troupes parachutistes. Aucun temps de présence dans l'unité actuelle n'est demandé.

Les tests imposés sont identiques à ceux demandés au personnel masculin : tirs au pistolet et au fusil, marche de huit kilomètres avec charge (pour mesurer l'endurance), parcours du combattant (pour apprécier l'agilité et la résistance), parcours combiné (pour estimer l'aisance en altitude et la concentration), abdominaux, appuis faciaux (les fameuses « pompes »), grimper de corde, tractions sur barre fixe, agressivité, natation et diverses épreuves réservées, tests psychologiques, tests écrits.

Le déroulement des tests a lieu normalement. Pour l'épreuve d'agressivité, soit deux fois deux minutes de combat ouvert avec protection, la nouveauté vient du besoin de se munir de protège-poitrine. Les combats sont, pour la plupart, engagés et tendus. Pour le GSPR, pas de départ admis avant la fin des tests, sauf sur blessure. C'est un principe général qui vise à apprécier jusqu'au bout la valeur et le potentiel de chaque candidate, et aussi une marque de respect pour son engagement en dépit de ses faiblesses. L'une d'entre elles, Carole, est agréée à l'issue du stage.

L'année suivante, en 1998, le directeur de cabinet nous demande de recruter de nouveau une femme dans chaque entité. Le recrutement gendarmerie a lieu début mars. Quinze gendarmes se présentent aux tests et quatre sont gardées pour le stage de formation initiale. Quelques-unes s'en sortent avec des blessures superficielles : arcade sourcilière droite ; hématome à la cuisse gauche ; contusions main gauche et main droite ; tendinite au genou gauche, légère entorse à la cheville gauche, légère entorse au pouce gauche.

Des chiens « sympa »

Pas question pour autant de modifier le programme de sélection et du futur stage de formation, sous la direction de Patrick et Thierry [34]. « Une surprise nous attend lors du parcours de nuit pour la sélection, raconte Patrick. À la sortie d'un long tunnel, un chien d'attaque muselé et sous contrôle a pour mission d'agresser les candidates. Dès le passage de la première, le chien se lance à la poursuite de l'ombre qui court dans la nuit, mais, plutôt que de percuter sa proie comme il le fait d'ordinaire, le chien l'évite. Chaque candidate a droit aux mêmes égards. » Étonné, le maître-

chien fait intervenir son second chien, qui adopte la même attitude ! « À croire que ces chiens sont troublés par la présence féminine qu'ils n'ont pas l'habitude de côtoyer », conclut Patrick.

Le stage de formation, lui, débute le 16 mars. Le démarrage est un peu poussif. Les téléphones, déposés en lieu sûr, ne sont récupérés qu'à certaines heures, ce qui semble les surprendre, tout comme les conditions de vie spartiates sur la base de Mondésir, surtout en plein hiver.

Tout s'enchaîne vite. Les objectifs sont clairs : acquisition d'un savoir-faire technique de base, capacité à s'intégrer dans un système « masculin », aptitude opérationnelle indispensable et, enfin, admission dans l'environnement élyséen, dont celui de Bernadette Chirac. Le programme est le même que pour les hommes : neuf semaines de formation commando, onze semaines de formation technique et opérationnelle, le tout sur huit sites différents à travers la France.

Les hommes du groupe sont associés à cette formation « féminine » afin de se familiariser, de se jauger et de se respecter. L'immersion opérationnelle est progressive. L'acquisition des compétences est la même pour toutes : stage de neutralisation des engins explosifs, stage de conduite rapide, formation parachutiste, etc. Avec des spécialisations adaptées aux futurs postes : motos 1 et 2, chauffeur suiveuse, mission préparatoire…

Les hommes épatés

« Nous sommes partis une semaine au centre de formation de la gendarmerie mobile à Saint-Astier, raconte encore Patrick. Avec nos deux femmes sélectionnées, nous étions évidemment sous le feu des projecteurs. Une première pour la plupart des cadres de cette école habitués à former les vieux soldats des escadrons de gendarmerie mobile. Ils étaient là d'ailleurs, spectateurs assidus et goguenards. Lors de la première séance de tir à l'arme de poing, une dizaine de cadres de l'école, combinaison d'intervention dûment écussonnée et sourire aux lèvres, se tenaient en arrière du pas de tir. Les deux stagiaires, sous pression, ont vite compris l'enjeu. La séance débute avec un tir de précision à vingt-cinq mètres au Glock 19. L'une des deux réussit 98/100 au premier chargeur de dix cartouches. Stupeur des cadres de l'école. Les sourires se figent et ils s'éloignent discrètement. Place aux sports de combat. L'un des instructeurs du centre qui préparait

une femme gendarme pour le championnat de France de karaté nous propose d'organiser un combat pieds-poings entre son élève et l'une des deux stagiaires dont le poids et la taille correspondent aux mensurations de l'adversaire. Même défi et même enjeu que pour le tir. Là encore, surprise. Fin du combat au second round par forfait de la karatéka dépassée par la force, la technique et la détermination de notre stagiaire. Dès lors, les spectateurs narquois désertent nos séances d'entraînement. »

Arrivent les exercices prévus avec les unités de gendarmerie qui préparaient les dispositifs de protection des équipes de football pour la Coupe du monde de juillet 1998. Les deux stagiaires doivent s'infiltrer de nuit sur le site de Clairefontaine pour en rapporter le maximum de renseignements sur ces préparatifs. « Nous étions sur place, témoigne Patrick, mais nous n'avons pas réussi à les détecter. Au petit matin, elles nous ont remis leur compte rendu. Vexant pour les équipes de gendarmes chargés de protéger les chambres des joueurs et qui ont été pris en défaut. Le débriefing est houleux. Les cadres de l'escadron concerné contestent le rapport des stagiaires. Delphine et Nathalie ripostent en désignant précisément les personnels en faction, leurs horaires et la teneur de leurs conversations. »

Utile, mais sévère leçon ! Patrick en tirera une conclusion plus générale : « Si le plan et les techniques de formation sont identiques à ceux des garçons, l'approche psychologique est différente. Nous avons expérimenté de façon empirique la nécessité de changer notre pédagogie et notre comportement. »

Pour la police, l'effort est quelque peu différent, puisque les deux policières sont recrutées « sur titre ». Elles proviennent d'unités opérationnelles et doivent se former sur le tas. Elles sont engagées sur le terrain un peu plus tôt que les femmes gendarmes. Finalement, elles donnent satisfaction elles aussi.

Après le stage de gendarmerie et en présence du nouveau personnel de police, une présentation des nouvelles recrues est organisée dans le bureau du directeur de cabinet. Il se montre satisfait et curieux de la formation dispensée, sous-entendant peut-être qu'elles auraient bénéficié d'un traitement de faveur. Il leur souhaite tout de même bonne chance.

Un peu de temps leur est laissé pour se familiariser avec leur nouvel environnement, en marge du noyau dur présidentiel, puis elles intègrent le

premier cercle, au grand dam de certains membres du GSPR qui estiment qu'elles ne sont pas physiquement taillées pour la protection rapprochée. Mais ils n'ont pas le choix : à eux de se faire à ce GSPR *new look*.

Pour Bernadette, c'est niet

Leur engagement auprès de la Première dame s'avère plus compliqué. Bernadette a fait savoir ses préventions envers le personnel féminin. Je comprends qu'il faudra du temps et de la souplesse pour les lever. Inutile d'ouvrir un nouveau front de ce côté. Les officiers féminins ne font donc pas partie du premier cercle lorsque madame voyage avec le président. Elle ne prendra jamais à titre permanent une femme gendarme, préférant être accompagnée de policiers et de gendarmes masculins. Jalouse, Bernadette ?

Il en va autrement pour le président. Leur présence ne lui a pas échappé, et l'éternel galant se montre satisfait. Il s'arrête à leur hauteur, leur demande si tout va bien, s'enquiert de leur place dans le système. « Où est Delphine ? », me demande-t-il de temps en temps, signe de son attachement qui va durer des années. En 2007, lorsque le président quitte ses fonctions, elle intègre le groupe chargé de sa sécurité personnelle. Un bail qui se prolongera huit ans.

Claude Chirac et nos « mannequins »

Les résultats de cette intégration féminine, notamment pour les missions privées, sont très positifs pour notre image. Le président n'est pas le seul à s'en féliciter ; Claude Chirac se dit également très satisfaite. « Vous avez choisi des mannequins, mon colonel ! », lance-t-elle de temps en temps, mi-ironique, mi-reconnaissante. Bien sûr, les difficultés ne manquent pas, mais elles concernent aussi bien le personnel masculin que féminin. Ne serait-ce que l'obligation d'occuper tous les postes, même les plus durs : pilotes moto, protection rapprochée du triangle, qui n'est pas sans susciter des jalousies féroces de la part de la gent masculine. J'aurai d'ailleurs à arbitrer plusieurs fois ce type de conflit auprès du détachement de police, qui curieusement remet en cause la désignation de ses camarades féminines en tant qu'« épaules » du président, donc au plus près de lui.

Dans le monde des formations spéciales, ces jeunes femmes ont en tout cas conquis leurs galons de façon indiscutable, et mieux que cela. Je pense à

Nathalie et son brevet de chuteur opérationnel (première femme détentrice d'une telle qualification) et à Delphine, monitrice parachutiste. Respect ! L'intégration des femmes gendarmes et policières est donc une réussite. Avec le temps et les missions, la majorité du personnel mesure l'importance opérationnelle des femmes au sein du groupe. Même si, au GIGN, les femmes avaient une place, ce n'était que de façon épisodique pour des missions judiciaires et dans certaines situations de contre-terrorisme. Le GSPR est donc bien la première unité du GSIGN à avoir recruté des femmes. Faut-il s'en glorifier ? Oui, même si ce recrutement s'est fait un peu contre notre gré au début, puisqu'à effectif constant. J'ai encore le souvenir du moment où j'ai dû « remercier » deux gendarmes hommes, en 1997 et en 1998. J'ai eu beau plaider auprès du directeur de cabinet pour arracher quatre postes, et passer de 52 à 56, ce fut en vain. Seule consolation : les sortants ont été replacés au sein du groupe. *Idem* pour les policiers mécontents de devoir céder leur place à ces dames. Ils ont atterri au SPHP.

Chirac félicite le GSPR

Le président nous reçoit le mercredi 20 janvier 1999, à l'Élysée, premier signe fort de notre reconnaissance dans le paysage élyséen. Il s'agit de remercier l'ancien commandant et de saluer son successeur. Sont présents l'ancien commissaire, le commissaire adjoint et moi-même, et, bien entendu, tout le groupe composé de policiers et de gendarmes, plus quelques invités dont l'inévitable directeur du Service de protection des hautes personnalités (SPHP [35]), qui rêve d'« annexer » le GSPR à sa direction – ce qui sera fait quelques années plus tard.

Nous avons souhaité, ma femme et moi, vous réunir amicalement, vous qui êtes chargés d'assurer notre sécurité et l'organisation de nos déplacements en France et à l'étranger, pour vous dire notre confiance et notre amitié, déclare le président. Votre tâche n'est jamais facile ; je sais que les consignes que j'ai données depuis 1995 pour mes déplacements vous ont demandé des efforts de remise à jour de vos habitudes et de vos méthodes. Vous avez su faire preuve d'une remarquable capacité d'adaptation. Je vous en félicite. Efficacité et discrétion caractérisent

l'exercice de votre travail et je tiens à vous dire ma satisfaction sans réserve. C'est vrai pour le GSPR, dont j'apprécie le bon fonctionnement et la tenue impeccable dans toutes les missions qui lui sont confiées. Je me félicite de sa mixité police-gendarmerie, qui est unique en France. Je me réjouis de l'arrivée de femmes au sein du groupe. Conformément aux règles établies en 1995, le commandement vient d'alterner [arrêté du 30 décembre 1998 portant nomination au GSPR au *Journal officiel* du 3 janvier 1999] ; *je salue le colonel Roux et le commissaire Bricq. Je tiens à saluer particulièrement M. Gutknecht et à le féliciter pour la brillante promotion dont il fait l'objet dans la hiérarchie de la Police nationale (un haut poste à la PP* [36] *de Paris et le grade supérieur de contrôleur général). C'est vrai aussi pour le SPHP, dont je connais et mesure bien la lourdeur des contraintes qui pèsent sur l'organisation des déplacements officiels. Je constate sa capacité à s'adapter à toutes les situations, y compris les plus ingrates, et tout ceci avec des effectifs restreints. Vous êtes tous de vrais professionnels et cela se sait. Cela se voit aussi pour ceux qui ont l'œil exercé. Pour vous comme pour les artistes ou les champions sportifs, le talent, c'est d'abord beaucoup de préparation et de travail avant la performance. Vous le savez bien : la sécurité, ce n'est pas seulement un état objectif ; c'est une situation qui naît aussi du sentiment de sécurité qu'ont les personnes protégées d'une part, et la conscience du risque maximum qu'a l'agresseur éventuel d'autre part. Continuez comme vous le faites depuis trois ans et demi. Rappelez-vous toujours que les impératifs de votre mission, qui est de protéger le chef de l'État, doivent coexister avec celui de la discrétion, presque de l'invisibilité. Vous savez qu'il est très important pour moi de toujours être accessible. Mais je ne peux le faire qu'en vous sachant proches et efficaces. En cela vous participez aussi de la bonne image de la France. Vous avez su nouer, avec tous mes collaborateurs qui sont en permanence avec vous sur le terrain et qui vous connaissent bien, des relations d'amitié et de confiance. Je m'en réjouis. Quand je pars en déplacement, je sais qu'il y a autour de moi une vraie équipe. Cela participe de ce sentiment que vous me donnez tous ensemble et qui m'est précieux. Je vous adresse à vous, à vos familles, pour vous-mêmes et pour votre mission, tous mes vœux les plus chaleureux.*

Ces propos traduisent le changement total de Jacques Chirac à notre égard et sa conversion à notre vision de la sécurité. Il lui aura fallu presque quatre ans, mais nous ne pouvons que nous en féliciter. Nous prenons note de son souhait d'être accessible et de son attente d'une sécurité qui fasse de nous des hommes à la fois « presque invisibles » mais « proches et efficaces » ! Des termes difficiles à concilier et qui font précisément de notre mission un défi permanent. Surtout quand notre cohésion est menacée par les distorsions de régime entre les policiers et les gendarmes. Une réalité occultée par le président.

Nicolas Sarkozy : valse au GSPR

Nicolas Sarkozy ne s'embarrasse pas avec les textes, en particulier l'arrêté du 5 janvier 1983, acte fondateur du GSPR, toujours en vigueur lorsqu'il est élu président en 2007. Il déroge à ce texte et laisse la police prendre seule les commandes de la sécurité à l'Élysée. L'épuration est rapide. Les gendarmes sont remerciés après douze ans de mixité police-gendarmerie. La plupart choisissent de rejoindre leur maison mère, le GIGN, et sont ainsi réaffectés dans les différents services opérationnels et administratifs. Certains policiers doivent également laisser leur place au profit de ceux qui ont fait campagne avec lui.

Comment s'explique ce retour en arrière au profit d'un nouveau système opaque, mis en place par une seule force de sécurité ? Sans nul doute par son passage au ministère de l'Intérieur, où il s'est créé son réseau de fidèles, et par le désir de vengeance d'une fraction de cette police contrainte de cohabiter avec les gendarmes depuis 1983. Enfin, par sa détermination à rompre par principe avec les pratiques de Jacques Chirac.

Un dispositif policier se met donc en place autour de Nicolas Sarkozy. Il pratique une sécurité à la fois ostensible et absente au gré des situations, marquée par une dispersion des capacités sans réelle direction ni homogénéité. À croire que le politique n'accorde qu'une relative importance à sa sécurité et qu'il ne cherche pas vraiment à connaître la valeur opérationnelle des gens qui l'entourent, aussi bien les gendarmes aguerris et performants qui avaient fait leurs preuves depuis douze ans que les policiers eux-mêmes qui, grâce à nous, ont élevé leur niveau, comme me l'avait demandé le directeur de cabinet de Jacques Chirac. Le pouvoir

donne, sous Nicolas Sarkozy, le sentiment d'agir en mêlant réactions partisanes et exigences de sécurité.

Le GSPR « policiérisé » est retombé dans ses travers : délégations de pans entiers de la sécurité (contrôles, certains recueils, surveillance nocturne, escorte moto dans le cortège présidentiel…), la mission préparatoire et le précurseur, pour ne s'octroyer que la « partie noble », à savoir l'accompagnement au plus près du président, la conduite, le « siège ». Ce qui va à l'encontre de la sécurité globale et homogène mise en pratique auparavant. Jugement peut-être excessif de ma part puisque, finalement, les choses se sont apparemment bien passées, malgré la persistance de menaces et de risques.

François Hollande : catastrophe !

En 2012, l'élection du président François Hollande nous laisse espérer, à nous gendarmes, un retour à l'Élysée pour contribuer de nouveau à une sécurité d'excellence. Ce ne serait que justice si ce retour s'effectuait de manière équitable entre policiers et gendarmes. Nous croyons alors que le nouveau président s'alignera au moins sur Jacques Chirac. Cruelle désillusion ! Le GSPR tombe sous la coupe d'une commissaire, à la manœuvre pour monopoliser le système et étouffer les gendarmes.

Elle a été responsable de la sécurité de Lionel Jospin, Premier ministre de Jacques Chirac. Évoluant avec aisance dans le milieu élyséen, elle entretient des liens privilégiés avec François Hollande. Cela ne semble pas choquant en soi, car cela pourrait être à l'avantage du groupe. Cependant, sa longévité dans la fonction a posé problème puisque la relève promise à mi-mandat n'a pas eu lieu. Son adjoint, un colonel de gendarmerie, attendra en vain. Ainsi en ont décidé les autorités !

Sorte de réplique de son prédécesseur, elle ne le ménage pas, et ne témoigne d'aucune sympathie pour notre institution. Sur le plan administratif, durant tout le quinquennat Hollande, le rattachement en 2012 du GSPR au SPHP est une catastrophe pour la gendarmerie et pour l'indépendance de la maison Élysée. Changements brutaux d'affectations et notations des gendarmes sont soumis à sa seule appréciation. Les qualifications, gagnées de haute lutte dans les structures du GIGN et à l'extérieur, sont remises en cause. Les gendarmes, jugés inaptes, ne

conduisent aucune séance d'instruction, pour des raisons bêtement administratives dues à la paperasserie policière. L'habilitation forcée des gendarmes à l'armement de police et à la conduite est imposée selon de mystérieux critères. L'inégalité des effectifs en faveur de la police, maintenue pendant des années, a été corrigée. En revanche, l'inégalité dans la répartition des fonctions (treize chefs de mission sur quinze), dans la répartition des missions et dans les places occupées auprès du chef de l'État demeurent. C'est donc un pouvoir sans partage et ostentatoire qui s'exerce sur les gendarmes. Ils en souffrent gravement. Que fait le président Hollande, et quelle opinion a-t-il de sa gendarmerie ? Mérite-t-elle un tel traitement ?

Sur le plan opérationnel, la « punition » est identique, mais elle affecte la sécurité elle-même, ce qui est beaucoup plus préjudiciable : l'adjoint et les gendarmes du GIGN (corps d'origine) sont maintenus dans des tâches subalternes. Rien n'a changé ! Les missions à l'étranger restent à la discrétion du chef, qui en confie 85 % aux policiers. Le « siège » (place à l'avant, à côté du chauffeur) est assuré par un policier, comme si les gendarmes du GIGN, sélectionnés puis formés pendant plus d'un an et surqualifiés, étaient incapables de conduire une mission !

Sécurité diminuée

Pire encore, la rétention d'informations – technique bien connue pour neutraliser l'adjoint – est pratiquée sans scrupule. L'absence de considération et de partage des compétences avec les gendarmes, et le recours à des forces supplétives – certes capables, mais peu motivées et peu ou pas synchronisées avec le noyau dur du GSPR – diminuent les performances opérationnelles. Des pans entiers de la mission de sécurité sont externalisés. La division des tâches et des responsabilités est la règle, au point de démotiver un maillon essentiel du dispositif.

Ainsi, la sécurisation des lieux où séjourne le président est confiée à des personnels moins qualifiés et moins motivés. L'absence et/ou le manque de consignes et de connaissance des lieux les rendent souvent inefficaces. Autre exemple de division des tâches : la présence permanente de motards en civil de la compagnie républicaine de sécurité n°1 basée à Vélizy pour l'appui des déplacements du président soulève parfois des problèmes de

coordination. Le manque d’instructions collectives fait le reste et renforce le flou opérationnel.

L’absence d’entraînement nuit gravement aux capacités de gestion de crise. En cas de coup dur, le manque de coordination des personnels laisse présager des lendemains difficiles. L’hyperspécialisation des fonctions des membres du GSPR porte atteinte à la polyvalence des savoir-faire, si importante pour la cohésion et la conduite des missions. Enfin, le peu d’importance accordée aux phases de préparation et de reconnaissance préalables ainsi qu’au travail de recueil et d’accompagnement n’est pas faite pour rassurer. Force est de constater que la sécurité rapprochée du président laisse à désirer. Le quinquennat Hollande se déroule ainsi avec une sécurité mixte, mais ô combien injuste et inégalitaire. La gendarmerie souffre, se tait, mais ne plie pas.

DEUXIÈME PARTIE

LEURS JARDINS SECRETS

Le François Mitterand privé

« Cordiale pensée. J'espère que vous pourrez venir me voir à Latché. À vous. » En m'adressant ses vœux en 1994, alors que j'ai quitté l'Élysée depuis trois ans, François Mitterrand témoigne de sa fidélité envers l'un de ceux qui se sont, pendant de longues années, dévoués à sa sécurité et à celle de ses familles.

Car s'il avait tout du « sphinx », comme il a été souvent dit, et si notre présence à ses côtés servait ses intérêts, son empathie, voire son affection pour nous, membres du GSPR, n'en était pas moins réelle. Sa présence aux obsèques de deux membres du GSPR nous a marqués. Le premier, Robert Desplanches, décède le 29 avril 1988 d'un accident de la route lors d'un retour de mission dans le Nord, un meeting de fin de campagne. Il laisse deux enfants, une fille et un garçon. Sa disparition sidère notre groupe, qui s'assure de la prise en charge de la famille. Le second, Jean-Marc Pehourcq, père de deux filles en bas âge, décède lors d'un entraînement de saut de pont à Bures-sur-Yvette, le 26 avril 1990. Deux pertes qui nous ont profondément affectés.

Autant de témoignages de sa reconnaissance et de son estime envers les hommes du GSPR qu'il savait distinguer sur le terrain. Je ne me souviens pas l'avoir vu passer à proximité sans nous adresser un geste ou un signe de sympathie. Ce qui ne le dispensait pas de manifester ses exigences, à sa manière : « Faites le nécessaire ! » Ses impatiences et agacements, sans colère ni éclats de voix. Il ne détestait pas avoir toujours raison !

En dehors de ses relations avec la sécurité, il se montre, pendant ses visites, attentif, à l'écoute de ses interlocuteurs, intervenant peu et respectueux des avis des uns et des autres. En petit comité, il commente néanmoins tel ou tel aspect, écouté religieusement par l'ensemble des proches. J'ai aussi été souvent frappé par son attitude lors des visites d'église, accompagnées toujours de gestes rituels : il se découvre, se

déplace lentement et en silence, observe et marque des arrêts ici et là, dans le recueillement et avec respect. Nous restons à distance, presque invisibles, imprégnés nous aussi de cette atmosphère, soucieux de baisser le volume de nos radios, muets pour la circonstance.

Après avoir fait le choix de notre unité de gendarmes, il nous a toujours maintenu sa confiance, alors que coups durs et hostilités de toutes sortes menaçaient notre existence. Il l'a fait parfois contre son propre camp, y compris contre son ministre Pierre Joxe, farouche adversaire. Il l'a prouvé aussi en pleine cohabitation, le 25 novembre 1986, en nous recevant avec nos épouses dans le Grand Salon de l'Élysée, à l'occasion du troisième anniversaire du GSPR. Là, devant un parterre qui nous était hostile, le ministre de la Défense André Giraud et une brochette de généraux de la gendarmerie, le président nous témoigne son estime. Alain Le Caro en profite pour lui faire part de nos difficultés de matériels, de recrutements ou de carrière.

À Mondésir

Quelques jours plus tard, le 11 décembre, il vient en hélicoptère sur notre base de Mondésir, temple de l'entraînement des unités GIGN et GSPR. Sa visite, une grande première qui nous fait honneur, est une consécration. Aussi avons-nous préparé avec soin un programme spécial, concentré de nos savoir-faire. L'hélico Alouette 3 dans lequel je me trouve survole les champs de maïs alentour et se positionne en stationnaire au-dessus d'un immeuble. Nous nous jetons à plusieurs dans le vide, suspendus à une corde lisse de 100 mètres, et, par un mousqueton à l'ancienne, nous effectuons une descente en rappel très rapide les uns derrière les autres. Nos gants chauffent. Pas question de se rater. D'autres exercices se succèdent, dont une séance de tir « de confiance » et un tir simultané avec deux Manhurin 73 dotés de lunette, sur deux ballons placés à une cinquantaine de mètres à hauteur d'une fenêtre au premier étage d'un bâtiment.

Les deux tireurs sont placés au rez-de-chaussée d'un autre bâtiment. Le tir doit avoir lieu à la fin du parcours et les ballons ont été bien gonflés en fonction du délai prévisible. Seul hic : le président est en retard. Les tireurs constatent, incrédules, que leurs ballons se dégonflent doucement mais progressivement.

Inquiets, ils suivent à la radio le déroulement de la visite en espérant que le PR ne tarde pas trop car le tir risque d'être compromis. Les minutes s'écoulent. Les ballons, au début de la taille d'une tête, ressemblent désormais à deux petits melons flétris. Le président arrive enfin. Les tireurs s'activent. Une seule détonation retentit et les deux « melons » explosent.

Lors du pot qui suit le spectacle, le président passe d'un gendarme à l'autre : « Je suis fier de vous. Je n'imaginais pas tant de compétences ; je souhaite que vous continuiez à vous entraîner et à servir comme vous le faites. »

Son tour venu, Jacques Chirac, lui, zappera notre anniversaire, remplacé par son directeur de cabinet, Bertrand Landrieu, à son tour bluffé par notre travail. Comme quoi, contrairement à ce que d'aucuns ont tenté de faire croire, y compris à Emmanuel Macron, le métier de la sécurité ne s'apprend pas en quinze jours. L'ambition ne suffit pas !

Un terrain à Latché

Pour en revenir à son message de vœux, je n'ignore pas non plus que François Mitterrand s'était aussi adressé à moi en ma modeste qualité de commandant de la compagnie de gendarmerie de Dax. À ce titre, j'avais autorité jusqu'à Latché et Soustons ! Un président n'en reste pas moins un homme, attaché, comme tout un chacun, à la défense de ses affaires personnelles. J'ai peu après l'occasion de lui rendre service.

En 1995, François Mitterrand, en fin de parcours, veut acquérir le terrain où est installé un chalet. Michel Fortemps, chef du GSPR à l'époque, me transmet sa demande. Un ami proche, de Soustons, me fait part de l'opposition du propriétaire, qui n'est pas du même bord politique. Je me rends chez lui. Nous discutons dans sa cuisine. Je plaide l'attachement de Mitterrand à la terre landaise. Je joue sur la corde affective et sur ma position institutionnelle. Finalement, je réussis à le convaincre. Il fixe son prix. Je m'empresse d'en rendre compte. Le président m'en sera reconnaissant.

En décembre suivant, peu avant sa mort, je repasse le saluer à son dernier domicile, 9, avenue Frédéric-Le-Play. Pas besoin de monter, je le croise dans la rue, accompagné d'un GSPR et du Dr Tarot, le dernier à le suivre, jusqu'à l'ultime minute d'ailleurs. Il est très affaibli mais me reconnaît tout

de même : « Bonjour, mon colonel. » Le 8 janvier, son décès rendu public, j'arrive devant son domicile au milieu de la petite foule de fidèles et de curieux qui commence à se masser sur le trottoir, à mesure qu'arrivent les visiteurs, proches et personnalités, autorisés à se recueillir devant sa dépouille.

L'hommage d'Anne Pingeot

Six gendarmes du GSPR ont porté le cercueil de François Mitterrand à Jarnac, le 11 janvier 1996. C'est dire le lien de confiance qui nous avait unis pendant ses deux septennats, pour la protection de sa vie publique et la préservation des lourds secrets de sa vie privée. On peut être étonné de notre attachement à sa personne. C'est qu'il nous a donné beaucoup lui aussi. Son soutien et sa considération, d'un regard, d'une poignée de main, d'une tape sur l'épaule, d'un mot, nous ont été accordés sans faille. Nous en avions souvent besoin.

Deux mois plus tard, le 25 mars, Anne Pingeot en personne m'écrit un bel hommage, à l'adresse du GSPR :

Vous vous êtes fait le porte-parole du détachement gendarmerie du GSPR en janvier dernier, c'est donc à vous que je dois dire l'admiration et la reconnaissance que nous avons éprouvées pour votre groupe. Pendant presque quinze ans j'ai vu à l'œuvre quotidiennement ce que pouvait faire la compétence alliée au courage et au dévouement. À la fin de la vie du président, il n'y a pas de fils qui aurait eu avec son père plus de patience, de soins, d'attention, de délicatesse de cœur que vos hommes. Ils ont été le secours permanent. Personne ne saura tout ce qu'ils ont fait, c'est pourquoi je voulais vous le dire, pour que vous soyez fier d'eux.

Eh oui, tout chef de l'État tient à préserver une part de vie privée, sans doute indispensable pour son équilibre et un minimum de sérénité dans l'exercice du mandat présidentiel ô combien stressant et épuisant. Les deux présidents que j'ai servis ont, en partie grâce à notre vigilante discrétion, conservé une zone personnelle cachée ou relativement à l'abri des curieux et des indiscrets, au prix d'une sorte de jeu du chat et de la souris.

Quelle vie privée ? Elle est plus ou moins complexe et revêt des formes diverses : déjeuners ou dîners en petit comité, escapades de quelques heures au cours d'un déplacement officiel, séjours plus ou moins longs, hors programme officiel, sorties totalement privées… Les occasions sont très variées, ce qui complique notre mission, mais lui donne aussi tout son sel. À nous de nous adapter.

Chez François Mitterrand et Jacques Chirac, la vie privée prend avec le temps une part croissante et non négociable dans les agendas. C'est surtout vrai du président Mitterrand, en raison de sa seconde famille, de sa maladie et de ses relations tous azimuts, fruits d'une existence complexe, dont il finira par assumer en fin de vie certains aspects troublants, comme ce passé commun avec René Bousquet. C'est un peu moins le cas de Jacques Chirac, dont la vie privée, une fois qu'il sera président, s'avère moins débridée, moins « pétillante » qu'avant l'Élysée.

À qui confier la protection de sa vie privée, hors de toute contrainte ? À son secrétariat particulier, à l'aide de camp, à un conseiller, à son équipe de sécurité ? Dans les faits, tout dépend de la nature de l'escapade, du degré de discrétion souhaité, de la compétence de ceux à qui est confiée la tâche de mener à bien la mission.

François Mitterrand a tenu à préserver son espace de liberté dès son entrée en charge, et il nous l'a confié très vite dans tous ses aspects et dans toutes les situations, parfois même rocambolesques. Il lui fallait compter sur une équipe fiable et rompue à toutes les situations. En privé, tout devait être réglé et tous les rôles nous incombaient : bagagiste, chauffeur, cuisinier, intendant, « agent de voyages », cavalier, pilote de bateau, mais aussi peintre et plombier quand il a fallu refaire l'appartement du quai Branly ou aménager la résidence de Souzy-la-Briche !

Nous avons fait face, et l'ensemble du groupe est à saluer pour son abnégation et sa disponibilité permanentes. Nous avons été récompensés, puisque le président nous a fait confiance dans les moindres détails de sa vie privée. C'est le plus bel hommage que nous puissions avoir. La première page de *Libération* parue le lendemain de sa mort en témoigne et rend à sa manière hommage aux gendarmes et à la poignée de policiers qui ont agi avec finesse : « Mazarine : une Mitterrand, de l'ombre à la lumière à petits pas. »

L’épouse hors norme

Notre engagement quotidien concerne d’abord le premier cercle officiel et visible, du moins celui circonscrit par le président lui-même : « Mes petits-enfants en priorité, dit-il à Christian Prouteau quand il l’engage, car je ne veux pas qu’ils aient à souffrir de mon poste. Mes fils, eux, se débrouilleront bien avec leurs policiers. » Quatre à six GSPR par enfant s’occupent ainsi, chaque jour, week-end et vacances compris, des deux filles de Gilbert et du garçon de Jean-Christophe. Outre ses belles-filles, François Mitterrand demande une protection particulière, hors GSPR, pour sa sœur et son frère, le général.

Quant à Danielle, pourtant son épouse officielle, le président ne la fait pas entrer dans son propre dispositif élyséen de sécurité, très exigeant. Ainsi, elle a préservé sa précieuse indépendance et sa liberté qui, par fidélité à ses engagements, la conduiront à exprimer ses convictions et à mener des actions sans s’embarrasser de la diplomatie présidentielle. Quitte à fragiliser le premier personnage de l’État lors de certains déplacements à hauts risques…

Le 6 juillet 1992, la présidente de la fondation France Libertés échappe de peu à la mort dans un attentat à la voiture piégée, au Kurdistan. Vers 8 h 45, le véhicule dans lequel elle se trouve, en compagnie de Bernard Kouchner, ministre de l’Action humanitaire, dépasse une autre voiture du convoi de l’Onu escorté par des combattants kurdes, les peshmergas. C’est celle-là qui explose, faisant quatre morts et une vingtaine de blessés. Pour certains, c’est l’Onu qui était visée, comme dans le mitraillage, la veille, d’un hôtel de Bagdad fréquenté par des équipes de l’organisation. Le régime de Saddam Hussein ne supporte pas l’aide humanitaire aux Kurdes. Il supporte encore moins, sans doute, le soutien revendiqué haut et fort de Danielle Mitterrand aux Kurdes d’Irak, dont elle avait rencontré les dirigeants la veille. Le matin même, le journal du ministère de la Défense l’avait critiquée pour « être entrée sans visa en violation de la souveraineté irakienne ».

Il est vrai que Danielle Mitterrand indispose les pouvoirs en bien des endroits de la planète, ce qui l’expose largement et, à travers elle, celui dont nous avons la charge. Au Maroc, le roi apprécie peu son soutien au Polisario. La Chine a hurlé quand elle a reçu le dalaï-lama du Tibet. L’Afrique du Sud s’était indignée peu auparavant de son soutien à l’ANC,

en lutte contre l'apartheid. Argentine, Bengladesh, Haïti, partout elle fait grincer des dents. En France aussi, l'ancienne résistante, baroudeuse des droits de l'homme, met le doigt où ça fait mal, où la justice et la liberté sont bafouées, où la misère prévaut. Réfutant le statut de Première dame de France, au motif que dans la Constitution il n'y a pas d'épouse de président de la République, elle agit non en mondaine, mais en citoyenne militante. À charge pour le Quai d'Orsay de calmer les États furibards !

Latché pour Danielle

En attendant, ce n'est pas le GSPR qui assure sa protection partout menacée, mais une toute petite équipe des VO puis le SPHP des années 1990, futur SDLP. « Méfiance et indifférence », tels sont les deux mots qui, selon Prouteau, caractérisent la relation de la Première dame envers nous durant les deux septennats. Elle reste néanmoins très courtoise.

D'un naturel discret, elle n'en a pas moins fini par se plaindre un beau jour que le GSPR l'empêche d'approcher le président lors des voyages officiels ! Ordre est donc donné de l'intégrer dans le dispositif de sécurité rapprochée et d'inclure son véhicule à l'avant du cortège, devant ou derrière le véhicule de sécurité S1 chargé de protéger vers l'avant. Autant de situations qui exigent beaucoup de préparation en amont du jour J, et aussi beaucoup de tact.

L'épouse officielle a conservé la propriété de Latché, dans les Landes, que François Mitterrand aurait, paraît-il, souhaité réserver à Anne Pingeot. D'importants effectifs sont mobilisés toute l'année, jour et nuit, pour surveiller ce domaine entouré de postes de garde, soit un escadron de gendarmes mobiles relevé chaque mois, environ 90 personnes. Six membres du GSPR y descendent également en même temps que le président. J'y vais moi aussi pour vérifier régulièrement l'état de la sécurité.

L'ambiance y est paisible. Le gardien nourrit les ânes et s'occupe des chiens, dont Baltique. François Mitterrand reste souvent dans sa bibliothèque, fait la sieste, se promène au milieu des arbres qu'il connaît bien. Il conduit heureusement peu car il ne fait pas preuve d'une grande dextérité au volant. Tout juste s'accorde-t-il quelques allers-retours, à faible allure, pour visiter certains amis jusqu'à Vieux-Boucau.

Mon déjeuner à Latché

Mon épouse et moi avons eu l'insigne honneur de déjeuner à Latché, en juillet 1995, à l'invitation du président. Nous nous présentons vers midi, munis d'un bouquet de fleurs aux couleurs qu'affectionne Danielle. C'est l'heure de l'apéritif, mais Roger Hanin et son épouse, Christine Gouze-Rénal, arrivent en retard. François Mitterrand passe un savon à son beau-frère, qui sait pouvoir le dérider avec son stock d'histoires.

Je garde le souvenir de la discussion pendant le repas et de l'amusante passe d'armes entre le président et Danielle. Au menu, les Indiens d'Amazonie : « Si je t'écoutais, dit-il, je serais toujours par monts et par vaux. Tu sais que je n'aime pas la chaleur, ni les moustiques… » On en vient aux Basques, que Danielle accueillerait bien en France : « C'est dangereux de faire venir ces gens sur ma pelouse », lance le président, plus apaisé quand il évoque avec mon épouse la Charente et Périgueux, où elle avait des attaches familiales. Nous sommes en 1995, Jacques Chirac vient d'être élu. Je m'inquiète auprès de l'ex-chef de l'État de ce que son successeur va faire du GSPR : « Mon commandant, avec Jacques Chirac, pas de problème. Laissez le temps au temps. » L'avenir lui donnera raison, mais le temps m'aura paru bien long avant que Jacques Chirac ne revienne sur ses préventions initiales contre nous, gendarmes. Anecdote pour en finir avec ce déjeuner mémorable : au dessert, glace pour nous, mais cerises pour Roger Hanin, au régime !

Le cancer, secret d'État

En charge de la vie du président, nous devons toujours lui prévoir, en particulier pour ses déplacements officiels, une assistance médicale aussi parfaite que possible en cas d'accident, d'attentat ou de tout ennui de santé, grave ou bénin. Nous sommes toujours porteurs d'un kit de secouriste, plus ou moins fourni en fonction des missions, d'une valise de réanimation et d'un stock de sang B positif. Nous sommes formés régulièrement à ces secours, avec travaux pratiques à la résidence ou à l'Élysée.

Le président peut également compter sur le plan *Vega*, conçu pour l'évacuer soit vers le Val-de-Grâce, où une chambre et un personnel trié sur le volet lui sont réservés, soit vers d'autres centres hospitaliers, avec

personnel et matériel en alerte aussi bien en France qu'à l'étranger. Nous renforçons parfois le dispositif de secours quand certains pays n'offrent pas les garanties hospitalières suffisantes. En Guinée, par exemple, un bateau de la Marine française mouillait au large.

Mais le plan *Vega* ne couvre pas les activités privées du chef de l'État. Il nous faut dans ce cas prévoir un autre dispositif. En Égypte, un Mystère 20 reste en alerte sur place avec son équipage. Nous sommes en liaison permanente. Dans le cas de François Mitterrand, le cancer impose au fil des années une « gestion » particulière. Elle prend très vite une tournure qui, avec le recul, peut sembler étrange, voire incroyable.

Son cancer de la prostate, détecté au Val-de-Grâce le 7 novembre 1981, alors que de vieilles rumeurs courent depuis des années, n'est connu alors que de rares médecins : Claude Gubler, intime de la famille depuis longtemps, le professeur Adolphe Steg de Cochin et le directeur du Val-de-Grâce, le général Thomas, dont le beau-frère prête son nom, Albert Blot, comme couverture au patient Mitterrand ! C'est, avec Mazarine, l'un des deux secrets à préserver. Même Danielle ne doit pas être au courant, ordonne le malade à son médecin traitant : « On ne peut rien révéler. C'est un secret d'État. Vous êtes lié par ce secret [1]. »

Dès lors, Claude Gubler est « pris au piège, plongé dans un mensonge dont [il] ne sortirai[t] que quinze années plus tard ». À base de bulletins médicaux aussi réguliers que mensongers, même si les traitements se sont avérés efficaces pendant dix ans, jusqu'en 1991, avant la première opération. C'est à ce moment-là, donc tardivement, que la maladie commence véritablement à « impacter » notre mission, et que nous devons exercer une vigilance supplémentaire.

Auparavant, autant qu'il m'en souvienne, durant ma présence au GSPR, nous n'avons pas reçu de consignes particulières directement liées à ce cancer que François Mitterrand tient à cacher. Il s'évertue à tromper son entourage lors des séances de soins quotidiens et à multiplier les faux prétextes, tennis, golf, pour expliquer ses fréquentes alarmes de santé, ses douleurs parfois à la limite du supportable. Nous en sommes témoins, bien sûr, mais sans pouvoir, à notre place, diagnostiquer le cancer.

Au Mont-Saint-Michel

Le 30 novembre 1988, François Mitterrand déjeune avec Margaret Thatcher, au Mont-Saint-Michel, dans la célèbre Auberge de la Mère Poulard. La « Dame de fer » est vêtue d'un plaid… en pied-de-poule, évidemment ! Deux cuisiniers battent, sur un rythme de samba brésilienne, l'omelette dans un cul-de-poule en cuivre. En hors-d'œuvre, des coquilles Saint-Jacques accompagnées d'algues. Éclats de rire de Maggie et du président, qui interroge : « Alors, on les mange ou pas ? » Ils n'y touchent pas. Au menu : l'Europe et Gorbatchev, que François Mitterrand vient de rencontrer. Nous sommes un an avant la chute du mur de Berlin. Ils partagent le même diagnostic : encourager l'air de liberté là-bas, et garder les yeux ouverts sur la réalité soviétique.

En guise de promenade digestive, ils décident une petite grimpette au sommet du mont. Le président marque plusieurs arrêts pour reprendre souffle. À un moment, d'ailleurs, il confie à un GSPR qu'il ne se sent pas bien. Les journalistes et les deux délégations sont écartés, officiellement pour qu'il puisse jouir tranquillement du spectacle de la baie. Caché par un cordon du GSPR, il vomit. Le médecin accompagnateur lui donne un médicament et il reprend péniblement son ascension. Les alarmes et les marques de la souffrance présidentielle se succéderont au fil des visites en province et à l'étranger. Sans connaître avec précision la nature du mal, les membres du GSPR protègent le secret.

Dr Rouflaquettes

Claude Gubler, qui fait l'objet de notre part d'une attention privilégiée lors des déplacements présidentiels, donne parfaitement le change dès 1982, puis lorsque nous prenons en charge la sécurité du président. Personnage original et atypique, pour ne pas dire fantasque, le Dr Rouflaquettes, comme le surnomment les journalistes en raison de ses étonnants favoris à la Jules Ferry, noue avec le GSPR d'excellentes relations. D'un abord ronchon mais sympathique, il marche à grandes enjambées derrière le chef de l'État et nous veillons à ce qu'il reste au plus près de lui. Cependant, les années passant, il lui arrive de plus en plus de s'absenter, de nous demander de conserver ses bagages et notamment sa valise médicale, de l'appeler si nécessaire. Cela va manifestement à l'encontre d'une couverture médicale

permanente et opérationnelle. Bref, il serait préférable de disposer d'un médecin proche à tous moments.

Un nouveau médecin, Claude Kalfon, prendra peu à peu la relève. Très tôt d'ailleurs pour ce qui relève des escapades privées, car François Mitterrand a compris que la présence de son médecin personnel dans ces moments non officiels donnerait l'alarme et risquerait de compromettre le secret de sa maladie. D'où l'idée de se faire accompagner d'un médecin militaire, membre du GIGN, sous couverture du GSPR pour justifier cette présence. Ni vu ni connu. C'est ainsi que Claude Kalfon entre en scène dès Noël 1983, pour le séjour privé en Égypte du président accompagné de Mazarine et de sa mère [2]. Il sera également des voyages officiels au second septennat. Il aura la lourde charge de définir une série de protocoles de soins et d'évacuations. Il est secondé à l'Élysée par une équipe composée d'un médecin militaire et de deux aspirants médecins. Il fait appel, enfin, à un ou plusieurs spécialistes exerçant au Val-de-Grâce, lors de voyages à risques.

Nos relations avec le corps médical évolueront d'un président à l'autre et d'un médecin à l'autre. Claude Kalfon aura une attitude très distante vis-à-vis de nous, gendarmes, lorsque le commandement sera assuré par la police sous la présidence de Jacques Chirac. Nous travaillerons de nouveau en harmonie avec son successeur, pour mettre au point des formations et mieux préparer ensemble les voyages présidentiels.

« Églantine » et « Jaguar »

« Il y avait à l'Élysée deux mondes : ceux qui savaient et les autres… Oui, je vous ai menti à tous. Pardonnez-moi, c'était pour une bonne cause [3] », a reconnu Christian Prouteau. Il fait allusion au cancer. Quant à l'autre secret, Mazarine, nous le partageons avec le président. C'est vrai que le GSPR appartient à la Grande Muette, le ministère de la Défense, mais qu'aucune confidence n'ait levé le voile pendant tant d'années relève de l'exploit. Dès sa création, le groupe assume deux missions désignées sous leurs noms de code : *Églantine* est chargée de la sécurité du président ; *Jaguar*, de celle d'Anne et Mazarine Pingeot dans leurs domiciles successifs, d'abord au 40, rue Jacob, puis, pour mieux protéger le secret, au palais de l'Alma, 11, quai Branly, et dans les autres résidences de vacances ou de week-end.

Pour éviter toute surprise, une « projection » est effectuée avant chaque prise de fonction ou déplacement : un GSPR se rend sur place pour une rapide inspection des lieux. Un matin, un « recueil » d'*Églantine* part en observation à l'Alma où vit non seulement la seconde famille mais aussi, à l'étage au-dessus, François de Grossouvre [4], chez qui François Mitterrand doit rencontrer un leader de l'opposition. Le GSPR surprend deux membres de la DGSE armés, un lieutenant-colonel et un agent du service Action. Ils sont emmenés à Satory, cachés au fond du véhicule, pistolet sur la tempe, avant d'être relâchés quelques heures plus tard.

Ce n'est pas la seule fois que la DGSE, chargée *a priori* de la sécurité « extérieure », tente de nous piéger ! Peu après le 11 septembre 2001, un sommet franco-espagnol se tient à Perpignan, sur fond de menace de l'ETA. Le directeur des VO vient me voir, affolé : « La police vient d'intercepter deux types armés. » Encore une équipe de la DGSE ! Ce jour-là, c'est moins cette nouvelle prise d'agents dits secrets qui me préoccupe que la mauvaise volonté de ce directeur des VO qui, dans le contexte inquiétant du post-11 Septembre, refuse davantage de fouilles et de contrôles, y compris en salle de presse et à l'égard des invités. L'exemple des États-Unis, où des individus suspects sont passés par une salle de presse, nous alerte. Chef du GSPR, je me plains auprès du directeur de cabinet de la présidence du dispositif des VO qui ne tient pas compte de l'aggravation de la menace.

Mazarine et ses « supernounous »

« Maza [5] », comme nous l'appelions entre nous, a neuf ans en 1983 lorsqu'un détachement du GSPR nouvellement créé est spécialement dédié à sa protection. Le pool de vingt gendarmes qui se relaient en permanence ne se contente pas d'assurer une surveillance 24 heures sur 24, sept jours sur sept. Ces hommes, qui ne sont pas seulement rompus aux arts martiaux et au tir mais sont capables d'une grande polyvalence, prennent totalement en charge « la petite demoiselle ». Car la mission *Jaguar* est globale : sécurité rapprochée de la mère Anne Pingeot et de sa fille, de leur appartement, accompagnement à l'école et sur les lieux de vacances et de week-end, devoirs le soir, activités extrascolaires, repas, sports, bricolage du sol au plafond et menus travaux domestiques. Sans oublier de s'occuper des animaux de compagnie, en l'occurrence un petit chat à Paris, les chiens

labradors du papa François et les chevaux à la campagne. D'ailleurs, pour accompagner Maza, *Jaguar* apprend à monter à cheval ! Les cours d'équitation sont dispensés au centre de formation Saint-Germain de la cavalerie de la Garde républicaine.

Rien n'échappe à la compétence et au dévouement de ces hommes d'expérience, mariés avec enfants pour la plupart. Ils font office de « supernounous », tout en se faisant le plus discrets possible pour ne pas gêner la mère et sa fille, qui souffre tout de même de cette vie au luxe oppressant. Toujours flanquée de deux « tontons », dont un chauffeur, réduite au silence sur sa famille, Maza n'est pas libre de ses mouvements ni de sa parole à l'école ou avec ses copines. Impossible de confier que son père est le président de la République ! En grandissant, elle manifestera bien sûr des accès de « rébellion », insistant par exemple pour aller seule à l'école. Elle sera tout de même toujours suivie à distance. Puis à vélo. Pas de problème, le GSPR sait aussi pédaler !

Consciente du traumatisme que ce secret peut causer à son enfant, Anne Pingeot s'efforce de la ménager. Elle a d'ailleurs dès le début prévenu ses « geôliers » du GSPR de sa volonté de ne pas changer leurs habitudes ni leur mode de vie. En contact quotidien avec le chef de *Jaguar*, après un temps d'adaptation pour que s'instaure la confiance indispensable, elle fixe avec lui le programme du jour, en veillant justement à ne pas trop perturber Maza.

Pour ma part, je ne suis pas « supernounou », car ce n'est pas la tâche d'un officier du GSPR. Je veille aux bonnes conditions de la mission, surtout sur le plan de la sécurité de l'appartement de l'Alma, tout de même plus facile à protéger des indiscrets que celui de la rue Jacob. L'accès de cet ancien site de la Garde républicaine est sous bonne garde. L'arrivée du président suit une procédure stricte : au « top », le portail est ouvert, et la voiture de François Mitterrand pénètre aussitôt, tandis que la voiture suiveuse fait tampon et barre l'entrée. Père affectueux et très attentionné envers sa fille, le président peut donc, en toute tranquillité, rejoindre chaque soir sa seconde famille.

« Où est donc Attali ? »

Lorsque l'emploi du temps le permettait, nous nous rendions au golf de Saint-Cloud, le lundi matin. Il était fermé au public, cela nous arrangeait. François Mitterrand était accompagné d'André Rousselet, du Dr Raillard et de sa fille, ainsi que de Jacques Attali, que le président ne voyait pas beaucoup sur le parcours. « Mais où est donc mon collaborateur ? », demandait-il de son air faussement innocent. Façon de se moquer du piètre golfeur qui « arrosait » à droite et à gauche et passait tout son temps à chercher ses balles. Nous étions sur nos gardes car, à part le privé policier et l'IP gendarme qui suivaient pas à pas le président, les autres membres du GSPR étaient devant, derrière et sur les ailes, dans les fourrés. Tout en gardant un œil sur le PR, nous devions aussi avoir l'autre sur Jacques Attali, pour éviter ses balles ! On en riait beaucoup car il en égarait dès le départ. François Mitterrand jouait mieux, mais il ne détestait pas profiter de nos petits services quand nous replacions discrètement sa balle…

Il fréquentait aussi le golf de Saint-Germain avec ses proches et celui de Villacoublay, le samedi matin avant de rejoindre Souzy-la-Briche. Il était accompagné d'André Rousselet, du commandant de la base et du Dr K. Nous étions dans une enceinte militaire et cela représentait bien sûr des garanties de discrétion et de sécurité.

Week-ends à Souzy-la-Briche

Le président, Anne Pingeot et Mazarine ont passé de très nombreux week-ends dans le domaine de Souzy-la-Briche, près d'Étampes. Propriété de la République, le château, agrémenté d'un parc immense, d'un ruisseau, d'une petite île, d'une chapelle, est à l'abandon quand François Mitterrand, dès son élection, s'avise d'en faire le paradis de Maza. Il engage d'importants travaux de restauration, supervisés par Gilles Ménage, directeur de cabinet adjoint, et Christian Prouteau.

Seul inconvénient de ce lieu propice au repos : son insuffisante sécurité. Entouré de murs hauts mais pas infranchissables, il n'est pas à l'abri des regards depuis les collines voisines. Nous mettons donc en place un dispositif spécial, avec des gendarmes du GSPR, 24 heures sur 24, logés sur place, doublé d'une surveillance à moto. Jacques Chirac le complétera de gardes républicains à cheval.

Après un parcours de golf à Villacoublay, nous nous dirigeons en cortège vers Souzy en récupérant Anne Pingeot à un endroit précis. Mazarine nous rejoint au château avec l'équipe de la mission *Jaguar* qui amène aussi Mme « Do », chargée de la cuisine pour la petite famille. En son absence, Rico ou Robert s'activent aux fourneaux.

Un ex-GIGN, premier maître-chien d'intervention, tient le domaine à l'année. Il avait, parmi ses faits d'armes, réalisé avec Christian Prouteau l'opération de libération d'enfants otages à Djibouti. Daniel Tiphineau, dit « Titi », ancien membre du GSPR, prendra la relève. Il s'installe à Souzy pour assurer l'intendance avec sa femme Maïté, qui s'occupe entre autres des repas pour les équipes du GSPR dépêchées sur place. Quand le petit cortège approche du château, Titi ouvre le portail et nous entrons sans attendre. Aussitôt commence la tournée d'inspection. Une moto est déjà en position d'observation aux alentours. Les heureux gagnants de la surveillance de nuit sont tirés au sort ! Nos conditions de vie, au début, sont plutôt spartiates, mais elles s'améliorent après les travaux. Au rez-de-chaussée, une cuisine et une salle commune qui fait office de salle à manger. À l'étage, deux chambres rénovées avec lits de quatre-vingt-dix et deux autres chambres avec lits picots. Bien évidemment, les plus anciens ont droit aux « vrais lits » et les petits jeunes, aux lits picots.

Le président joue à cache-cache !

Titi se charge du ravitaillement. Il n'y a pas de quoi se plaindre. La cuisine est excellente et Daniel est vraiment aux petits soins pour nous. Pendant des années, Mazarine passe d'heureux week-ends à Souzy. Elle monte à cheval dans un club proche du château, celui qui abrite le fameux pur-sang turkmène offert au président [6]. Poneys, ânes, chats, elle a de quoi s'occuper. Sans compter les chiens, car c'est à Souzy que la chienne du président a mis bas huit chiots, dont Baltique, qui l'accompagnera jusqu'à la fin. Elle joue aussi au ping-pong avec le président, qui, comme au golf et à la pétanque, prend quelques libertés avec les règles ! Un peu tricheur finalement, sauf pour les parties de cache-cache avec les enfants de Titi. Il est tout content de tomber dans les embuscades des Indiens ! Anne Pingeot, de son côté, s'occupe de la roseraie et du potager. Parfois, le soir, François

Mitterrand regarde la télévision avec sa sécurité, notamment *Dallas*, son feuilleton favori.

Le dimanche après-midi, Anne et lui, accompagnés de Baltique, font le tour de la propriété. Nous assurons leur protection, sans nuire à leur tranquillité. Quand François Mitterrand se promène seul, il lui arrive de nous appeler pour nous demander un service ou pour discuter du temps, d'un arbre ou des feuilles qui commencent à tomber. Il se plaît vraiment à Souzy.

Le dimanche, nous partons vers 18 heures. Nos amis policiers, partis se reposer dès notre arrivée sur les lieux, réintègrent le cortège. Sur la nationale 20, puis la 118, nous roulons sur la bande d'arrêt d'urgence avec la sirène deux tons et le gyrophare pour entrer au plus vite dans Paris, en évitant les bouchons de fins de week-end. Au cas où la petite famille choisit de retourner directement au palais de l'Alma, des membres du groupe sont projetés en avance pour examiner les lieux. Pas de temps mort pour *Jaguar*, d'autant que, si cette équipe est affectée à Maza, elle ne l'est pas exclusivement. Pour éviter qu'elle ne se satellise et finisse hors de contrôle, donc susceptible de dérapages, nous prenons bien soin de lui confier aussi d'autres missions GSPR en France et à l'étranger. La proximité nouée avec le président en privé se retrouve ainsi en officiel, ce qui ne déplaît pas à François Mitterrand. Nous agirons de même avec l'équipe dédiée à Martin, le petit-fils de Jacques Chirac.

Gordes, secret nid d'amour

« Quand nous chanterons le temps des cerises, les belles auront la folie en tête et les amoureux du soleil au cœur… » Est-ce pour fredonner à Anne Pingeot cette chanson révolutionnaire que François Mitterrand avait choisi de faire construire, dans les années 1970, une maison en pierre en contrebas de ce village du Lubéron connu pour ses cerisiers et sa gauche dite « caviar » ? Une maison simple, de style provençal, salon, cuisine et deux chambres dont le nom de code entre nous est évidemment « Cerise » ! Pas de place pour la sécurité, qui loge dans un camping-car, comme à Brégançon, du moins jusqu'à ce qu'une pièce soit aménagée pour l'équipe *Jaguar*.

« Cerise », nid d'amour. C'est là que le dirigeant socialiste abrite depuis les années 1970 sa relation secrète avec Anne Pingeot, faute de disposer de Latché, réservé à la famille officielle et aux quelques hôtes de marque qui ont l'insigne honneur d'être reçus dans cette sorte d'Élysée *bis*. Gordes, en revanche, comme le domicile du quai Branly, restera longtemps méconnu du plus grand nombre, sauf de rares intimes et de nous, chargés des vies parallèles du président. Les villageois ont vite percé le secret de « Cerise » et compris notre manège, malgré nos tenues aussi banalisées que nos voitures, mais ils tiennent leurs langues.

Le samedi, après le petit-déjeuner sur la terrasse, le président se consacre à son rituel : le salut aux arbres, comme au drapeau. Les tilleuls, dont celui planté pour Mazarine. L'olivier, qu'il lui arrive d'embrasser. Symbole de paix, il orne, avec le chêne, symbole de longévité, le fanion de sa voiture. Il est aussi gage d'amour à Anne. Les cerisiers, bien sûr, dont il aime cueillir les fruits. Un GSPR affirme l'avoir vu parler aux étoiles, certains soirs ! Le dimanche, balade dans les collines avoisinantes.

Bibliophile

François Mitterrand aimait, plus que Jacques Chirac, les petites escapades privées à l'improviste dans la capitale. Un défi pour nous. Comment assurer une sécurité convenable dans une situation ordinaire, à Paris, pendant les heures d'affluence ou en dehors ? Dans l'idéal, mieux vaut connaître au préalable sa destination, l'heure de départ, l'heure souhaitée à l'arrivée. Savoir s'il part seul ou accompagné. L'élément précurseur déjà en place, avec les motos, doit nous indiquer l'ambiance sur les lieux : s'il y a du monde ou non, si l'escapade est toujours secrète, s'il y a des étages à grimper, s'il doit emprunter un ascenseur, sa taille, son bon état de fonctionnement pour éviter que le président ne se retrouve coincé… Bref, toute une série de questions qui ne nous épargnent pourtant pas toujours les surprises. Surtout avec ce passionné des librairies…

Un samedi matin, au Palais, l'équipe patiente en attendant le départ habituel pour Souzy-la-Briche. Soudain, vers 11 heures, le président descend l'escalier de la cour d'honneur et se dirige vers la cour ouest. Branle-bas de combat. L'IP, responsable de l'équipe de permanence, sort aussitôt, rejoint par le privé J. Le président, qu'ils ont rejoint près de l'aire

de lavage, leur indique qu'il veut sortir immédiatement. Son chauffeur n'est pas là. « Prends le volant, je préviens l'équipe », dit l'IP à J., pris de court. Impossible de refuser devant le président. Et les voilà partis, le président assis près du chauffeur d'occasion et l'IP seul à l'arrière. J. n'est pas à l'aise, regarde sans arrêt l'IP dans le rétroviseur pour lui signifier sa colère secrète, mais François Mitterrand est de bonne humeur et détend l'atmosphère. Il veut se rendre à l'une de ses librairies préférées, rue de Castiglione. J. se détend, longe les Tuileries, oublie de tourner pour rejoindre la rue de Rivoli. « Mais ce n'est pas par là, vous avez oublié de tourner », remarque le président. « Euh… Par ici, c'est bien aussi », répond J. « J'aurais mieux fait d'y aller à pied », insiste François Mitterrand, qui regarde par la vitre et se tait. J. accuse le coup et se tasse sur son siège. Trois minutes plus tard, une éternité dans ce silence pesant, le président descend sans un mot et s'engouffre dans la librairie, où il était attendu. Nous en profitons pour consoler J., rassuré quand le chauffeur en titre rejoint la petite équipe. Peu après, le président sort, satisfait de ses acquisitions. Petit sourire malicieux à J. au passage. Façon mitterrandienne de passer l'éponge.

Bécasses et poissons

Sans avoir le fameux « coup de fourchette » de son successeur, François Mitterrand était friand des restaurants parisiens qui nous ont souvent vus débouler. L'une de ses tables préférées, durant le premier mandat, était le Dodin Bouffant, aujourd'hui disparu, près de la place Maubert. Tout près de son domicile de la rue de Bièvres, il lui permettait de dîner le dimanche soir avec sa famille officielle, « Tata » Danielle, ses fils ou les Lang, au retour de week-end à Souzy-la-Briche en compagnie de sa famille cachée ! Il s'y rendait d'autres fois en petit comité, avec Roger Hanin, son épouse, Roland Dumas et même, à l'occasion, le juge Bruguière. Il appréciait surtout la carte des gibiers préparés par le chef Mark Singer [7], en particulier les bécasses interdites à la vente ! Il se plaçait à la table n° 2, au fond à gauche, une table ronde, pendant que nous étions postés à la table de l'entrée, dans les courants d'air. Les bécasses étaient cuites au château-gloria 1981 et 1982, dont le restaurant disposait d'un large stock. « La préparation, précise SimonSays, était bigrement académique, voire paléontologique,

avec désossage, concassage, reconstitution, mijotage, déglaçage avant d'atterrir dans l'assiette avec une poêlée de champignons sauvages. »

Il fréquentait régulièrement, avec Anne et Mazarine, le célèbre restaurant de poissons Le Divellec, aux Invalides. C'est d'ailleurs au sortir de ce restaurant que *Paris Match* avait « shooté » Mazarine et son père. La publication de ces photos avait révélé au grand public l'existence de la fille cachée, soulageant, peu avant son départ, le président de l'un de ses secrets qui pesait tant, depuis des années, sur Mazarine. Les poissons au Dôme, boulevard du Montparnasse, attiraient aussi François Mitterrand. Nous un peu moins, car la sécurité était plus complexe sur cette grande artère, très publique.

« Tonton » appréciait encore Chez Lulu, rebaptisé aujourd'hui L'Assiette, un petit bistro qui faisait de la cuisine traditionnelle du Sud-Ouest. Bref, nous gérions chaque fois ses escapades culinaires dans des lieux ouverts au public, tout en lui laissant savourer quelques instants de plaisir. Pas facile.

Noël en Égypte

Un jour de novembre 1983, Charles Salzmann, conseiller proche du président, me téléphone [8] :

« Voilà, mon lieutenant, le président souhaite passer Noël en Égypte. Il sera accompagné de six personnes. Le programme est le suivant : nous atterrirons à Louxor, nous resterons une nuit au Mövenpick, puis nous irons en voiture jusqu'à Edfou pour visiter le temple. De là, nous irons jusqu'à Kôm Ombo, où nous prendrons le bateau jusqu'à Assouan en naviguant deux jours. Nous nous rendrons à Abou Simbel pour visiter le temple de Ramsès. De là, nous irons directement au Caire pour être reçus par le président égyptien et nous décollerons juste après. Je vous demande de gérer ce déplacement et de m'informer des préparatifs. Le programme sera transmis à notre interlocuteur égyptien. Mais à vous de vérifier que tout se déroule comme il faut.

— Très bien, monsieur le conseiller. »

Ma première mission à l'Élysée commence.

Il faut faire vite. Je contacte discrètement les aides de camp pour les vols aller et retour ainsi que le chef du protocole du président égyptien, mon interlocuteur au Caire, pour lui signaler mon existence, ma mission, le

programme. Nous prenons quelques mesures, notamment d'ordre sanitaire et téléphonique pour le président et son entourage, en partant du principe suivant qui fonde la doctrine du GSPR : la sécurité d'une personnalité comme le chef de l'État ne peut être assurée que si sa vie privée et celle de certains de ses proches sont prises en compte dans un dispositif global et homogène. La tâche n'est pas si simple qu'il y paraît.

Je pars en précurseur avec six personnes du groupe et le nouveau médecin militaire urgentiste Claude Kalfon, qui va découvrir un déplacement privé et, pour la première fois, son « patient », le président. Les relations avec la sécurité égyptienne seront décisives pour le bon déroulement du voyage. J'obtiens qu'un interlocuteur égyptien doté du pouvoir de décision vis-à-vis de tous les services locaux m'accompagne pendant tout le séjour.

Nous partons une semaine avant le président. Ce ne sera pas de trop. D'emblée, les contacts sont excellents. Mon interlocuteur à la présidence égyptienne est disponible et très opérationnel. Heureusement ! Première journée pour faire connaissance, récupérer nos armes et du matériel de transmissions à l'aéroport, apaiser les autorités aéroportuaires qui n'ont pas été avisées. Nouvelle revue des préparatifs du voyage, projection des personnels sur chaque étape en lien avec la sécurité locale pour éviter les impairs. L'affaire se présente bien, sauf sur le dispositif médical. J'accompagne mon camarade médecin à l'hôpital chargé d'accueillir le président et ses proches en cas d'urgence. Claude Kalfon s'inquiète de la vétusté de certaines installations, mais le médecin rencontré le rassure : il dispose d'une équipe aguerrie. Et puis, nous disposerons aussi de l'avion du président, qui transporte des matériels médicaux de première urgence. Enfin, la procédure d'évacuation du président est opérationnelle. Le « toubib » est donc rassuré, nous aussi !

En attendant les visiteurs, nous en profitons pour découvrir les pyramides, le musée archéologique… Le 24 décembre 1983, en fin de matinée, le Falcon 50 présidentiel atterrit à Louxor. En descendent un membre du GSPR, puis Mazarine, suivie de ses parents, le président et sa mère Anne, les époux Salzmann et Badinter, et l'aide de camp [9]. Huit personnes dont sept passagers que le président en personne répartit dans les six 504 Peugeot noires du cortège conduites par des Égyptiens, sauf celle du président lui-même, aux mains d'un GSPR familier du terrain. En tête, la voiture de sécurité dans laquelle j'ai une personne en liaison radio. En deux, celle de

François Mitterrand, monté devant. Anne et Mazarine ont pris place à l'arrière. Je l'ai salué à sa descente d'avion, lui ai rappelé le programme de la journée et lui ai présenté Claude Kalfon. Pendant ce temps, notre équipe chargeait les bagages dans les voitures, chacun souhaitant les avoir à portée de main ! L'occasion de souligner le rôle essentiel de la logistique. Tout raté peut avoir des conséquences importantes sur le déplacement, officiel ou privé[10].

L'équipage du M50 reste en *stand-by* vingt-quatre heures à Louxor, le temps de notre séjour dans ce lieu, puis il doit rejoindre Assouan et Le Caire en fin de séjour. Nous sommes en liaison avec l'équipage par téléphone, lui-même étant relié à Paris. Pour les vols intérieurs, le président Moubarak a mis un avion spécial à disposition de son illustre visiteur, si nécessaire.

Le directeur de l'hôtel Mövenpick de Louxor, établissement de classe sans luxe excessif, a tenu à accueillir le président et ses proches. Ils prennent possession de leurs chambres et se retrouvent pour un déjeuner de brochettes sous une tente dressée dans le jardin. Au programme ensuite : visite de la Vallée des Rois, puis à Karnak pour un spectacle nocturne, enfin retour à l'hôtel pour cette nuit de Noël que le président a souhaité passer sous une tente. Premier Noël égyptien pour Mazarine, encore timide et réservée, mais que l'on sent enchantée. Le président et Anne couvent du regard leur fillette de neuf ans. C'est aussi le début d'une longue aventure commune avec le GSPR, qui va la couver lui aussi pendant de nombreuses années.

Le 25 décembre, vers 13 heures, nous partons pour Edfou et Kôm Ombo, à 165 kilomètres. La route est goudronnée, mais nous mettons tout de même trois heures car le cortège roule à petite vitesse. À Edfou, visite du temple consacré à la triade Horus, Hathor et Harsomtous, puis petite halte dans un village à mi-parcours vers Kôm Ombo. La fatigue se fait sentir. Accueil par le chef du village, pause d'un quart d'heure avant de repartir. Le président marche quelques minutes pour se détendre. La population reste à distance. Nous arrivons à Kôm Ombo en milieu d'après-midi. Visite du site et de son temple dédié aux divinités Sobek le crocodile et Horus le faucon.

Nous embarquons pour une nuit et une journée sur un bateau qui nous a été réservé. Un membre du groupe est à pied d'œuvre depuis le matin, avec une équipe de la sécurité égyptienne. Le bateau est confortable, sans plus.

Transfert des bagages, installation des VIP dans les cabines du pont supérieur. Nous restons à distance pour respecter leur intimité. Les invités, courtois et distants, nous considèrent avec bienveillance, sans doute reconnaissants des services que nous assurons. Conscients des difficultés de la mission dans un pays comme l'Égypte, ils se montrent disciplinés et à l'écoute des consignes. De toute façon, le chef, c'est le président : tout le monde est à l'écoute de ce qu'il dit et fait. Robert Badinter discute volontiers avec nous des conditions de travail et de la sécurité du voyage. Avec Charles Salzmann, parfait dans son rôle d'intermédiaire, je fais un point quotidien. Il me fait part d'éventuelles petites modifications de programme.

À un moment, le bateau fait un arrêt près d'un campement de chameaux. Le président descend à la rencontre des gens, tout étonnés de cette visite surprise. Il admire au passage les felouques et les champs de roseaux.

Le 26 décembre en fin de journée, nous arrivons à Assouan, où le cortège nous attend pour visiter Philae. Le président, satisfait mais fourbu, me demande si tout se passe bien pour nous. Il se soucie toujours du confort de l'équipe – c'est d'ailleurs le cas des autres présidents en général ; au restaurant, par exemple, ils jettent un coup d'œil pour vérifier que nous sommes bien installés à une table située dans un recoin « stratégique ». Il est rare, lors d'un déjeuner privé particulier, que l'hôte nous laisse en plan sans avoir prévu au moins de quoi nous abriter. Cela arrive de temps en temps, alors nous nous débrouillons. D'autres, plus prévenants, nous accueillent avec sympathie.

L'escapade privée en Égypte se déroule ainsi sans problème. François Mitterrand me demande de remercier toute l'équipe qui n'est pas restée les bras ballants, de jour comme de nuit ! La sécurité ne s'arrête pas lorsque le président est couché. Nous repartons par un vol régulier vers Paris.

Huîtres à Cancale

Le printemps est de retour et un week-end à Guernesey est programmé, fin mars 1985, pour visiter la maison de Victor Hugo et déjeuner. François Mitterrand aime ces escapades, en petit comité comme toujours, avec les époux Badinter et Charles Salzmann, Anne et Mazarine. C'est aussi l'histoire du bonheur et du malheur d'un couple de restaurateur breton

installé à Cancale. Le voyage, préparé dans la plus grande discrétion, se passe comme prévu. L'équipe projetée a loué les voitures et fait les reconnaissances. Un lien discret est établi avec la sécurité locale. François Mitterrand souhaite faire l'acquisition d'une veste chaude en laine.

« Pouvez-vous m'avancer la somme, mon lieutenant ? Et pensez-vous que cette couleur me va bien ?

— Bien sûr, monsieur le président. Cette couleur lie-de-vin est jolie. »

En fin d'après-midi, peu avant de quitter Guernesey pour l'aéroport de Dinard-Saint-Malo, le président me fait part de son souhait d'aller à Cancale déguster quelques huîtres et un petit coup de blanc. Mieux vaut ne pas avoir les deux pieds dans le même sabot et réagir fissa. Un membre de l'équipe est resté heureusement sur le continent, à l'aéroport. Il se hâte de récupérer deux véhicules auprès de la sous-préfecture :

« Avez-vous une adresse précise, monsieur le président ?

— À vous de trouver. »

Il faut donc dénicher un restaurant ouvert un dimanche en fin d'après-midi, moment de relâche pour les aubergistes !

Nous nous arrêtons sur le quai du port de Cancale, au hasard. Il est 17 heures. La porte de L'Armada est entrouverte. Je demande s'il est possible de commander quelques huîtres. « À cette heure-là, nous ne servons que des crêpes. » J'insiste : « Même s'il s'agit du président de la République ? » Le patron, Eugène Perrigault, répond d'un air ronchon qu'il n'est pas de gauche, mais puisque c'est le président… Je retourne à la voiture pour rendre compte. Le chef de l'État descend, accompagné de ses invités. Nous sommes les seuls dans l'établissement.

Le petit groupe, installé autour d'une table, à droite en entrant, a droit aux huîtres et au vin blanc avant de passer aux crêpes, préparées par Nadine, épouse et cuisinière. L'ambiance est détendue. Le téléphone arabe, ou cancalais, fonctionne vite. Des voisins accourent, dont un restaurateur qui se dit le seul à voter socialiste et mécontent de ne pas avoir été choisi. Le président se prête volontiers à une séance photo. Je suggère au restaurateur d'ouvrir pour l'occasion un livre d'or que François Mitterrand inaugure : « Pour les cuisinières de France. Bonne chance. François Mitterrand. » Nous quittons Cancale vers 19 h 30, en direction de l'aéroport de Dinard-Saint-Malo.

L’histoire n’est pas finie. Le couple de restaurateurs, invités à l’Élysée le 14 Juillet suivant, est devenu célèbre dans la région : photos dans les journaux, photos sur les murs de l’établissement en compagnie du président et de ses invités, cours de la chef de cuisine sur FR3. L’établissement a prospéré… jusqu’au naufrage malheureux, la fermeture du restaurant en raison d’une grave dépression de la chef de cuisine. L’Armada a été rebaptisée Chez Victor.

Au carnaval de Venise

François Mitterrand est un amoureux de Venise, où il se rend régulièrement, trois ou quatre fois par an, y compris une fois pour assister au carnaval en compagnie d’Anne et de Mazarine. Nous sommes en février 1987. De l’aéroport, nous embarquons directement sur un bateau Riva qui dispose d’une cabine pour abriter le président en cas d’intempéries. Traversée magique de la lagune, approche romantique de la cité lacustre, en suivant doucement les grands pieux en bois plantés à intervalles réguliers jusqu’aux premières îles, puis c’est l’église Saint-Georges et, enfin, la place Saint-Marc. Quelques souvenirs remontent à la surface, comme celui, à la fin d’un voyage officiel, du pape remontant en bateau le Grand Canal, escorté de centaines d’embarcations de toutes tailles, ornées d’oriflammes multicolores.

Cette fois-ci, nous débarquons au ponton du canal proche de l’église de Santa Maria della Salute et nous rejoignons à pied le domicile du peintre, graveur et lithographe d’origine slovène Zoran MuŠiČ (1909-2005), rescapé de Dachau, et son épouse Ida Barbarego, les hôtes du président. Ce dernier les considère comme ses « plus chers amis vénitiens ». Les toiles de Zoran, que j’ai découvertes lors de ma licence d’histoire de l’art, renvoient pour certaines (notamment la série *Nous ne sommes pas les derniers*) à son séjour en camp de concentration. Son œuvre, qui a donné lieu en 1995 à une exposition au Grand Palais, inaugurée par François Mitterrand, figure dans de nombreux musées du monde entier.

Situé entre la pointe della Dogana et le pont de l’Académie, leur palais de quatre étages, auquel on accède par une modeste porte cochère, dispose notamment d’une superbe pièce centrale dont les grandes baies offrent une vue splendide sur le Grand Canal.

Nous retrouvons Zoran, vêtu comme souvent d'un pantalon de velours et d'une grande veste en laine. Il nous avait déjà reçus avec son habituelle courtoisie et sa patience peu auparavant, pour la mission préparatoire. Même si nous commençons à bien connaître Venise, cette visite s'annonce plus délicate que les autres en raison de l'affluence du carnaval et de la difficulté pour le président de se déplacer sans être importuné. Nous nous sommes donc procuré dix déguisements traditionnels, les *bautas*, composés du *tabarro* (cape noire), de la *larva*, masque de céruse blanc en carton bouilli sur lequel est peinte une feuille de chêne de couleur verte, en guise de reconnaissance. Le tricorne noir complète l'accoutrement censé garantir l'anonymat, donc une relative sécurité. Le président souhaite que ses déplacements privés à Venise s'effectuent incognito, à l'abri de la foule mais aussi de la sécurité italienne, qu'il veut le plus discrète possible. Elle a d'ailleurs reçu des consignes en ce sens. Il s'abstient pourtant d'utiliser l'un des masques mis à sa disposition précisément pour lui garantir l'incognito. Sans doute craint-il d'être « démasqué », reconnu et tourné en dérision.

Pour rendre ce séjour le plus tranquille possible, nous nous sommes familiarisés, les jours précédents, avec les lieux, l'entrelacs des ruelles et des canaux. Des reconnaissances bien utiles pour récupérer rapidement nos ouailles en urgence si nécessaire et, surtout, pour nous débarrasser des paparazzis avec lesquels nous jouons sans cesse au chat et à la souris.

Nous nous sommes aussi aperçus que la configuration de Venise n'offre pas une couverture performante des liaisons radio, malgré les relais sur certains points hauts sécurisés. Comme on pouvait s'y attendre, voilà que Mazarine veut aller place Saint-Marc, où des milliers de fêtards convergent. Son père finit par céder, tout en me précisant qu'elle devra être de retour pour 20 heures, soit deux heures plus tard. Trois GSPR déguisés accompagnent la jeune fille, munis de radios et d'un radiotéléphone encombrant, logé dans un sac à dos. Mazarine porte un masque.

Le temps s'écoule. Le président me demande des nouvelles du groupe, mais je n'en ai aucune car les liaisons radio ne passent pas. Je me fais tout de même rassurant : « Tout va bien, pas d'inquiétude. » François Mitterrand s'agace et veut joindre Mazarine. Je m'éclipse pour tenter encore une liaison radio. Il est 20 heures. Miracle, ça passe ! Ils arrivent, avec un peu de retard à cause de la foule. Le papa est soulagé, mais pas dupe. Il n'en

parle plus, mais je comprends qu'il vaudra mieux que cette plaisanterie ne se reproduise pas.

Le lendemain, nouvelle balade avec le président, Anne, Mazarine, Zoran MuŠiČ et son épouse. Personne n'est masqué. Tout se passe tranquillement ! Comme quoi…

Chez Benoîte Groult et Paul Guimard

François Mitterrand, réélu en 1988, décide, au mois d'août, de retrouver ses amis Paul Guimard, journaliste écrivain passionné de la mer, et Benoîte Groult, elle aussi écrivain et féministe renommée, qui vivent retirés à Bunavalla, dans le magnifique comté de Kerry, dans le sud-ouest de l'Irlande [11]. Nous nous posons à Cork, où un hélicoptère nous attend. Nous ne sommes pas sûrs de pouvoir voler car la météo, en plein été, est vraiment mauvaise : brouillard, pluie et vent. Un minicortège est prévu au cas où. Finalement, nous décollons, escortés par un hélicoptère Dauphin de l'Irish Air Corps. Le poser a lieu dans les champs de Derrynane House, la maison de Daniel O'Connell, le Libérateur.

Après un court transfert en voiture, François Mitterrand, en tenue décontractée, pantalon et veste droite de couleur grise, chemise à carreaux noirs et rouges qu'il affectionne, retrouve ses amis. Commence pour nous une longue attente, après-midi, soirée, nuit, soit dehors à proximité de la maison, soit dans la voiture qui stationne à une distance respectable, pour voir sans être vus. Le président se renseigne sur notre sort dehors, alors que la pluie tombe sans discontinuer. Benoîte Groult nous propose du thé.

Le lendemain, le trio fait une petite sortie de pêche à pied, puis il visite la Derrynane House, occupée un temps par le général de Gaulle en 1969, peu après qu'il eut quitté l'Élysée à la suite du référendum perdu. C'est là qu'avait été prise la fameuse photo du Général arpentant la grève. Photo restée dans les mémoires, symbole de sa solitude – et sujet de méditation, sans doute, pour François Mitterrand. Nous repartons dans l'après-midi, contents d'avoir assuré dans des conditions peu confortables, et pas mécontents de rentrer à la maison !

Nous avons ainsi souvent improvisé pour permettre les escapades privées de François Mitterrand. Parfois à l'improviste, ce qui a pu donner lieu à des rencontres surprenantes. Comme cette soirée de 1990, lors d'une visite

officielle en Islande où, dans une boîte plongée dans la pénombre, nous avons découvert une future star : la jeune chanteuse Björk, qui répétait avec les Sugarcubes. Jack Lang était là. Quelques années plus tard, le 28 août 2001, en signe d'amitié et de gratitude, il remettra à Björk, devenue célèbre, les insignes de l'Ordre national du Mérite.

Le Chirac privé

Durant les deux premières années de sa présidence, nous sommes moins impliqués dans la vie privée de Jacques Chirac que dans celle de François Mitterrand. Cette tranche de sa vie est confiée à deux policiers depuis longtemps à ses côtés. Il quitte moins l'Élysée pour des escapades privées, hormis quelques sorties parisiennes en petit comité ou pour dîner avec sa fille Claude et l'ami Jean-Louis Debré, ministre de l'Intérieur, dans un bon restaurant asiatique, chez le Père Claude, entre autres. De même à l'étranger, à part quelques moments de détente sur des plages réservées, en marge des déplacements officiels ou pour visiter des musées. Il se montre alors très attentif, mains dans les poches, penché sur une œuvre, légèrement courbé vers l'avant pour mieux entendre les explications. Il hoche la tête et se retourne vers ses proches pour les inviter à apprécier. De temps en temps, fort de son érudition, il n'hésite pas à intervenir, à exprimer une différence ou à apporter une précision ignorée du guide. Bref, il semble renaître, porté par sa passion pour les arts premiers. Dans ces instants, nous nous effaçons pour épouser la couleur des murs et le silence des esprits tendus vers l'écoute et le désir de savoir.

Avec le temps, ses proches finissent par se rendre à l'évidence : sa vie privée ne peut plus être traitée *a minima*, compte tenu des risques que sa fonction lui fait courir et de la naissance de son petit-fils Martin. Il faut donc lui affecter davantage de personnel de sécurité, de logistique et de moyens. En 1998, trois ans après son élection, à la demande des privés eux-mêmes, le GSPR détache donc un policier et un gendarme, malgré les réticences du commissaire. Je suis pour ma part plutôt satisfait : les gendarmes pestiférés sortent du purgatoire. Nous sommes de plus en plus impliqués dans les voyages privés, notamment à l'île Maurice et au Maroc.

Pour autant, la situation n'est pas encore satisfaisante. Le terrain reste une chasse gardée qui échappe au commandant du GSPR. Il n'a pas la main sur les personnels détachés et n'est pas informé des difficultés rencontrées, ni des menaces identifiées lors de ces déplacements. Sa capacité de réaction est donc pour le moins réduite, ce qui laisse ouverte la question de la responsabilité en cas de problème. Dans ce métier, il y a des questions à ne pas se poser et des états d'âme à ne pas avoir, mais tout de même ! Heureusement, les personnels font des retours de mission qui permettent de recueillir *a posteriori* quelques informations. Maigre consolation.

C'est lors de ma mission à Brégançon [12] que je rencontre pour la première fois Jacques Chirac, au bar d'un hôtel, où nous passons prendre Jean-Louis Debré, le nouveau ministre de l'Intérieur. Je suis présenté au président par Jean-Claude, un de ses deux policiers privés.

« Ah ! mon colonel, bienvenue dans le Sud ! On ne craint rien, vous savez ! Voici le ministre de l'Intérieur, il veille aussi à ma sécurité. »

Après quelques mots de politesse, je m'éloigne. Le premier contact est rassurant et encourageant. J'en suis ravi. Mais je perçois que la sécurité « officielle » que je représente est plutôt un maillon supplémentaire dans le paysage du président. Il l'accepte sans trop de convictions sur son bien-fondé. On verra bien…

Il est environ 21 heures quand nous partons en cortège réduit de deux voitures inaugurer une exposition au Rayol-Canadel (Var). Il fait nuit et, lorsque nous arrivons sur place, les projecteurs des photographes aidant, les conditions de sortie du véhicule et de déplacement sont pour le moins hasardeuses ! Je découvre l'ampleur des « dégâts ». Le dispositif de sécurité est quasi inexistant : pas d'élément précurseur, donc pas de repérage des lieux, pas de recueil, pas de plan B en cas de problème. Nous progressons à l'aveugle. Plus rien à voir avec les dispositions techniques mises en œuvre auparavant avec le président Mitterrand, qui avaient fait leurs preuves. Malgré l'urgence, il faudra encore quelques années pour faire admettre des principes de travail de bon sens et d'intérêt général, sans esprit partisan.

Pour parer au plus pressé, je pratique une protection relativement serrée afin de lui permettre de se déplacer dans la foule, aidé à distance par Jean-Claude dans une cohue certes bon enfant, mais qui laisse le champ libre à tout individu malveillant. Nous ne sommes que deux à assurer la sécurité. Les autres personnels ont pour consigne de ne pas nous précéder ni

accompagner. Les photographes locaux font leur travail. Nous repartons finalement sans problème au milieu d'une foule en liesse. Tout s'est bien passé, mais je comprends que la mission de sécurité du président Chirac ne sera pas simple.

Bernadette et les oursins

Durant le séjour à Brégançon, les relations avec le président, Bernadette, Claude et son compagnon de l'époque, Thierry Rey, sont satisfaisantes, quoique toujours sous le prisme de la sécurité. Nous avons à notre disposition l'embarcation présidentielle acheminée pour l'occasion de Toulon à Hyères, puis à Brégançon [13]. Il s'agit d'une embarcation de taille moyenne avec cabine pouvant accueillir une dizaine de personnes au maximum. Une plage arrière permet de s'installer et de profiter du plein air. Tout le travail de mise en sécurité du bateau et des abords est fait dans de bonnes conditions par deux plongeurs du groupe. Cela est rendu plus facile grâce aux fonds clairs et peu profonds à cet endroit. Nous disposerons en 1999 d'un Zodiac surpuissant prêté par l'EPIGN destiné à parer à toute éventualité et qui escorte à distance l'embarcation officielle.

Nous suivons donc la côte en direction de Cavalaire et nous mouillons dans la baie pour une baignade. Claude et Thierry Rey sautent à l'eau et je suis invité à faire de même. Je décline l'invitation, mission oblige. Nous restons sur place une demi-heure puis nous revenons vers Brégançon. Bernadette n'apprécie que moyennement la sortie et rejoint assez rapidement la cabine.

L'eau est très claire et les oursins bien visibles à faible profondeur. Jacques Chirac, très en verve, lance à Bernadette une de ces saillies dont il est coutumier : « Heureusement qu'ils ne sont pas dans votre culotte ! »

Sourires et silences gênés à bord. Le retour au débarcadère se fait tranquillement, à petite vitesse.

Nous nous rendons le dimanche suivant – déplacement rituel – à la messe à Bormes-les-Mimosas. Je demande à l'équipe du GSPR d'être plus vigilante car les gens se sont donné rendez-vous à l'extérieur de l'église. Ils y resteront jusqu'à notre départ. Jacques Chirac serre les mains les unes après les autres, se fait bousculer. Il jubile. Pour les membres de la sécurité, le plaisir est moindre. Il nous faut le guider jusqu'à la voiture en contrebas

de la place de l’église. Le bain de foule est sympathique mais houleux, et il faut jouer des coudes pour rejoindre les voitures.

Un dîner, par un beau soir d’août, nous permet de parcourir l’arrière-pays. Le président entouré de ses proches se réjouit de festoyer à l’Auberge de la Môle et d’attaquer les terrines avec appétit. Le reste de la clientèle est plutôt ravi de côtoyer le personnage. Le service est fébrile et attentionné. L’équipe motard a précédé le mouvement, à ma demande. Cela nous permet d’arriver sur zone en mode « éclairé » et discret : voir sans être vu, renseigner. Nous sommes assis à portée de revolver, avec une vue sur la table. Les autres veillent à quelques endroits utiles. Le retour a lieu dans la nuit, sans problème.

Il fait beau dans le Midi, mais le couple présidentiel sort peu, préférant profiter de la terrasse du fort. Jacques Chirac, en short, chemisette et mocassins, peu fan de la plage et des baignades, se promène et lit. Bernadette et Claude, elles, descendent sur les petites plages situées à l’est et à l’ouest. Celle orientée à l’ouest est plus accessible, puisqu’il suffit de descendre la route et de prendre à gauche en bas de la pente, mais elle est plus exposée aux curieux et aux paparazzi. Je parle natation avec Bernadette, lui donnant quelques conseils, en tant que breveté maître-nageur-sauveteur depuis plus de vingt ans. Elle semble apprécier. Sa préférence va à la brasse, qu’elle nage très bien. Nous remplissons notre mission avec discrétion, mais je suis bien décidé à être présent partout. L’équipe du GSPR est satisfaite que la sécurité commence à s’améliorer. Je pense, naïvement, que les choses vont aller dans le bon sens et que des liens vont se nouer normalement avec nos VIP.

La « tortue » traîne

Surtout, n’oublier personne, et en particulier Bernadette, souvent détachée du président et qui peste très vite ! Difficile d’être réputée « tortue » et « Première dame », que ce soit en privé ou en officiel ! En officiel, il y a toujours la contrainte pour elle et pour nous de la tenir au courant des faits et gestes du président afin de lui permettre de le rejoindre à un instant précis dans le cadre du programme défini. Cela donne lieu à des échanges radio et téléphoniques parfois tendus et à des réactions d’humeur :

« Monsieur le président, madame arrive dans cinq minutes.

— Oui, qu’elle se presse ! Où est ma femme ? Il faut y aller. »

Et elle : « Vous ne m’avez pas attendue, Jacques. Vous pourriez m’attendre ! »

En privé, même si les contraintes de programme sont moindres, Bernadette, visage fermé, rumine : « Où est-il ? Il ne m’attend pas ! Je ne reviendrai pas. »

Nous devons la prendre en charge de façon exclusive pour faire la jonction avec Monsieur. Que de patience pour supporter les remarques !

Nous ne sommes pas les seuls à subir les foudres de la Première dame soupe au lait, qui alterne les remarques gentilles ou assassines. D’une suspicion affreuse, inquisitrice, elle vérifie tout, rarement satisfaite un jour de la décoration, un autre des fonds affectés à la cuisine. L’intendant de l’Élysée en fait les frais, victime d’une dépression.

Fin janvier 1999, je suis reçu par Bernadette Chirac, à ma demande, pour savoir ce qu’elle pense de la sécurité. Je n’évoque pas l’injustice caractérisée dont elle est la spectatrice complaisante et la bénéficiaire, à savoir l’absence de gendarmes à ses côtés au profit de deux policiers hostiles à notre égard depuis plus de trois ans. Je me contente de lui suggérer un renfort de deux gendarmes, eu égard à son activité croissante et au besoin d’équilibrer les forces. Elle acquiesce. Elle ne le regrettera pas et gardera les gendarmes fidèles parmi les fidèles comme Philippe. Elle conclut notre entretien : « Je sais d’où vous venez. Je souhaite que vous assuriez la sécurité de mon mari, comme vous l’avez fait avec le président Mitterrand. »

La « gratitude » des Chirac

Il lui aura fallu finalement le septennat pour que Bernadette Chirac fende son armure et consente un mot de gratitude à notre égard. La scène se passe le 18 décembre 2001, lors du « pot de cohésion » du GSPR destiné à resserrer les liens avec les policiers et les autres services de l’Élysée. Flanquée de Bertrand Landrieu et de Sumo, son bichon tenu par un garde républicain, Bernadette remet d’abord la médaille d’honneur à deux policiers. Puis elle nous adresse ce compliment :

Je profite de la circonstance pour exprimer au nom du président et en mon nom personnel toute notre gratitude pour les conditions dans lesquelles vous effectuez votre mission auprès du président. La tâche qui est la vôtre n'est pas simple et je sais qu'il vous faut quelquefois batailler contre les entourages, les hiérarchies, voire contre le chef de l'État lui-même. Pour ma part, je n'ai jamais caché la place majeure que j'attribuais à la sécurité. Les événements actuels montrent, s'il en était besoin, combien cette exigence est plus forte que jamais. Vous accomplissez votre devoir, non seulement avec beaucoup de compétences, de professionnalisme, de discrétion, mais aussi avec beaucoup de dévouement. Votre mission n'est pas accessoire ou secondaire. Elle est à mes yeux primordiale. Sachez que vous me trouverez toujours à vos côtés pour vous aider à avoir la place qui vous revient et les moyens qui vous sont nécessaires. Pour moi, la sécurité ne se partage pas surtout lorsqu'il s'agit de la sécurité du chef de l'État. Je connais vos contraintes et les charges qui sont les vôtres, les efforts que cela représente par rapport à vos femmes, à vos enfants et à vos familles…

Un peu de baume et de compréhension ne nuit pas à la sécurité !

En blouse blanche pour « Cigogne »

Avec Claude, il y a un avant et un après la naissance de son fils Martin, le 22 mars 1996. Comme je l'ai dit plus haut elle ne prend pas la mesure des exigences de sécurité, ou plus exactement elle s'y refuse car elle privilégie l'image « citoyenne » de son père, qui doit apparaître comme un président proche des gens. « Qu'est-ce que vous faites là ? Dégagez, je ne veux pas vous voir », nous répète-t-elle, sur la même longueur d'onde que le directeur de cabinet Bertrand Landrieu. Claude n'est pas plus agréable avec les autres personnels, par exemple le chef du protocole, qui, en octobre 1995, en Tunisie, est mis en cause pour un léger retard du président : « Bon à rien, dégagez. » Un journaliste de France 2 chargé de la couverture technique des voyages officiels et qui nous accompagne lors des missions préparatoires subit lui aussi ses foudres et me confie craindre pour son poste.

Il faudra trois ans pour en revenir à une sécurité digne de ce nom, mais un premier déclic se produit tout de même lorsque Claude met au monde le

petit Martin. Dès la maternité de l'hôpital de Port-Royal, nous faisons un début de retour, engagés au plus près de la mère et de son bébé, jusqu'à nous fondre, en blouses blanches, dans le corps médical [14] !

Gendarmes et policiers du GSPR assument alors de nouveau, ensemble et à égalité de nombre, la mission appelée entre nous « *Cigogne* ». Il s'agit de préserver la mère et l'enfant de toute incursion malveillante ou médiatique. Puis, très vite, le petit nous est confié. Nous l'emmenons à l'école, nous le récupérons pour le repas de midi, retour à l'école, puis nous le ramenons en fin d'après-midi. Une voiture, quatre agents à tour de rôle. Les week-ends aussi, chez ses grands-parents paternels en Seine-et-Marne. Peu à peu, Claude reconnaît le travail réalisé, le dévouement des personnels attachés à Martin.

En septembre 1999, commandant du GSPR, je suis reçu à ma demande, rue de l'Élysée. Elle me renouvelle sa confiance et, à travers moi, aux membres du groupe : « Je suis satisfaite du travail des gens du GSPR. Continuez comme ça. Ceux qui sont chargés de mon fils me conviennent. Je ne vois pas pourquoi le privé s'en occuperait. Vous avez carte blanche pour toute mesure dans l'intérêt de Martin, que je sois avertie ou pas au préalable. »

Fermez le ban ! Je m'attendais à être mis en garde, il n'en est rien. Claude se montre tempérée et reconnaissante. Elle valide ma démarche et finit par prendre la défense du groupe. Les « orages » s'estompent pour disparaître au fil des années. Il est donc urgent de ne rien changer, même si j'ai des doutes sur un agent qui lui est attaché…

Mon souci est alors de maintenir la cohésion du groupe et le lien avec les autres services. Je veille à ce que les quatre chargés de Martin participent à d'autres missions. Les policiers rechignent, mais j'insiste. Le président les reconnaît et il apprécie de voir ceux chargés de son petit-fils sur d'autres missions.

L'AVC : motus pendant seize heures

« Personne ne doit le savoir », ordonne Jacques Chirac, victime d'un accident vasculaire cérébral le 2 septembre 2005. Vers 18 heures, le GSPR est appelé, et c'est dans l'une de ses voitures aux vitres noires que le président est évacué discrètement au fond du parc de l'Élysée, par la porte à

l’angle de la rue de l’Élysée et de l’avenue Gabriel, en compagnie d’un officier du GSPR et de son médecin, Jacques Dorol, qui a succédé à Claude Kalfon. Direction le Val-de-Grâce, où tout est prêt pour l’accueillir, selon le plan *Vega*. Le GSPR monte la garde devant la chambre.

La consigne de secret est donc respectée. Certes, Claude est informée, mais le Premier ministre Dominique de Villepin et les Français ne le seront que seize heures plus tard, le samedi 3 en milieu de journée. Un communiqué de l’Élysée annonce que le président de la République a été hospitalisé la veille au Val-de-Grâce. Peu après, l’hôpital militaire fait savoir à son tour que Jacques Chirac a été victime d’un « petit accident vasculaire ayant entraîné un léger trouble de la vision qui devrait disparaître en quelques jours ». Un communiqué qui se veut rassurant mais ne précise pas la gravité exacte de cet AVC. De toute évidence, il laissera des séquelles, notamment une perte de mémoire qui n’ira qu’en s’aggravant. Il est un ministre, en tout cas, qui ne cache pas sa fureur : Nicolas Sarkozy, pourtant ministre de l’Intérieur, donc censé être la personne la mieux informée de France, l’apprend de la bouche de son ennemi Dominique de Villepin. Comble de l’humiliation.

Le choix de la chambre présidentielle

Jacques Chirac aime les hôtels, mais le choix de ses chambres n’a pas été facile, au début. À nos yeux, il doit répondre à une procédure stricte, à laquelle le décideur, le chef du protocole de l’Élysée, doit se plier. Elle nous conduit même, la nuit précédant l’arrivée du PR, à occuper sa chambre, à tester son lit, pour nous assurer que le lieu est bien sécurisé. Tout passe au crible de nos vérifications, même les extincteurs incendie !

Il est rare – sauf si l’hôtel est uniquement occupé par des délégations, ce qui provoque sa mise dans une bulle sécuritaire – de disposer d’un espace complètement sécurisé et, en général, ce n’est pas le souhait du Chef. À nous de prendre et de faire prendre des dispositions qui limitent les contacts avec une clientèle diverse et un public qui peut circuler dans le hall, sinon partout (fréquence des galeries commerçantes au sein même de la structure hôtelière). C’est l’un des casse-tête souvent rencontrés au cours des voyages et qui doit être géré avec souplesse et doigté. L’utilisation des ascenseurs fait partie de la problématique.

Il nous a fallu de nombreuses missions pour faire accepter nos exigences de sécurité, car il est plus facile de réserver la plus belle chambre que de s'interroger sur ses vulnérabilités, sa situation dans l'hôtel, les accès, le personnel chargé de s'occuper de la suite présidentielle, la capacité à évacuer les lieux, sa tranquillité loin de la circulation, la facilité de contrôler les allées et venues… Il faut souvent user d'arguments pour se faire entendre. Nous avons réussi à imposer notre feu vert préalable, passé les premiers temps (de 1995 à 1997) où la sécurité devait se taire et se cacher. Claude et le chef du protocole de l'Élysée étaient imperméables à nos recommandations. D'où un certain nombre de situations absurdes, voire dangereuses, où le président se retrouvait quasiment seul à un étage, son groupe rapproché dispersé à plusieurs étages de l'hôtel, alors que les chambres des clients jouxtaient celle du Chef. Impossible, dans ces conditions, d'assurer une sécurité efficace.

Lors du sommet francophone de Moncton, les 3, 4 et 5 septembre 1999, j'ai le souvenir d'avoir demandé pour le président un étage de l'hôtel éloigné des délégations à risques, celles de pays en proie à des troubles intérieurs. Dans l'idéal, nous préférons réserver tout l'étage pour la délégation, bloquer la ou les chambres en dessous et au-dessus de la chambre du président. De part et d'autre de sa chambre ou de sa suite sont installés les proches (aide de camp, service privé, sécurité). Il a fallu bien des batailles pour vaincre les jaloux et nous installer au plus près du président afin de le sécuriser, en préservant son intimité et en dissuadant les curieux parmi les clients, le personnel de l'hôtel non désigné pour l'étage, les agresseurs potentiels.

Les Marseillais… et les Papous !

Les musées, surtout ceux consacrés aux arts premiers, sa passion, sont à Jacques Chirac ce que les librairies parisiennes sont à François Mitterrand. Lors du sommet franco-espagnol des 5 et 6 novembre 1996, à Marseille, il passe un long moment avec Alain Nicolas, conservateur du musée des Arts africains, océaniens et amérindiens. Le président admire les masques baoulés, sénoufos, les sculptures et les *kachinas* des Amérindiens Hopi [15]. Ils discutent des cache-sexes en écorce des Pygmées-Congo, du masque-

papillon des Bwas du Burkina Faso. Le temps passe. José María Aznar, Alain Juppé, Jean-Claude Gaudin et Jacques Toubon poireautent [16]…

Trois ans plus tard, à la mi-novembre 1999, rebelote. Jacques Chirac profite d'une visite des quartiers de Marseille pour passer prendre Alain Nicolas dans sa voiture et faire une visite impromptue des collections enfouies dans les réserves du musée. Peu après, toujours à Marseille, le 23 avril 2000, il s'échappe pour une visite privée de l'exposition « Art papou » rassemblant 340 objets prêtés par 23 musées et 17 collections particulières. Il tombe en arrêt devant la statue *manokwari*, une tête sculptée des îles Salomon, l'énigmatique pierre d'Ambum. Il interroge : « Ce haut de masque de Nouvelle-Bretagne provient-il d'un groupe de langue austronésienne ? »

Il note que « ce motif *yipwon* fait penser à des côtes humaines avec le cœur au milieu ». Il a déjà lu le catalogue ! « Il s'intéresse davantage aux Papous qu'aux Marseillais ! », s'agace Jean-Claude Gaudin. Au mois de novembre suivant, souhaitant revoir certaines pièces, il s'évadera de Brégançon et prendra un hélicoptère à Hyères, direction Marseille et Alain Nicolas : « Ces statues fang et ce masque batcham, les aviez-vous montrés dans l'exposition "Byéri fang" » ?

Balade nocturne à Birmingham

Parfois, la belle mécanique des voyages officiels se grippe quand un imprévu surgit dans un programme bien huilé, une de ces escapades dont nos présidents sont friands ! Les services de sécurité qui nous reçoivent n'ont alors que deux attitudes possibles : soit accepter de n'être qu'une force supplétive et discrète, tout en étant informée et déployée sur le terrain, soit prétendre tout régir et refuser tout assouplissement du dispositif de sécurité planifié.

Je me souviens d'une sortie privée du couple présidentiel un soir, dans les rues de Birmingham, où venait de se tenir le XXIV^e^ sommet du G8, du 15 au 17 mai 1998, en présence de Tony Blair, Helmut Kohl, Boris Eltsine et Bill Clinton. Les travaux durent la matinée et le début de l'après-midi du 16 mai, au lieu-dit The Retreat, un grand immeuble aux multiples salles. La session de travail se déroule dans l'Orangery.

Vers 16 h 30, nous repartons à l'hôtel Hyatt Regency, où logent le président et la délégation française. Nous sommes heureux de bouger car, dans ce type de mission, nous nous ennuyons passablement. Les discussions s'éternisent. Nous devons tuer le temps, parqués assez loin de la salle où discutent les « chefs » et sans pouvoir les rejoindre car les badges sont distribués au compte-gouttes – sauf pour la sécurité américaine, bien entendu !

Le dîner a lieu à 19 heures, aux Botanical Gardens. Il est suivi d'un spectacle à l'International Convention Centre, au Symphony Hall, en présence de toutes les délégations. Moment plutôt amusant quand on constate le décalage entre les divers groupes de chanteurs et les officiels un peu « coincés » ! Les Spice Girls font tout de même un tabac et réussissent à faire chanter toute la salle. Je jette un coup d'œil du côté de Bernadette. Hum, pas vraiment délurée !

Vers 22 h 30, le président décide subitement de rejoindre l'hôtel à pied. Le responsable de la sécurité britannique pour la délégation française s'y oppose de façon catégorique. En vain. Le président, madame et quelques membres de la délégation officielle s'en vont au hasard des rues animées du centre. Très vite, nous nous retrouvons au milieu de gens un peu « chauds ». La bière coule à flots. Des clients plutôt du genre libérés. Des jeunes du même sexe sont assis par terre et s'embrassent. Des scènes de rue qui amusent Jacques Chirac, mais beaucoup moins Bernadette. Pressée de rentrer à l'hôtel, elle marche sans s'arrêter, le visage fermé.

Du côté de la sécurité britannique, c'est l'affolement. Cette escapade n'était pas prévue ! Comment récupérer le couple présidentiel et la délégation dans des rues piétonnes bondées de jeunes fêtards ? Mes amis de Scotland Yard, rivés à leurs postes radio, goûtent très peu le tour que leur joue le couple présidentiel. Je savoure… En fait, tout se passe bien, la balade dure environ vingt minutes, et les voitures sont déplacées au gré de la progression des marcheurs. Quelques membres de mon équipe se déploient devant et derrière le groupe et couvrent sa progression. Au fond, je ne suis pas mécontent de cette impro nocturne qui perturbe tant nos amis anglais, contraints de courir en tous sens pour reprendre la situation en main.

Petite revanche sur les accrochages et les tracasseries qui ont jalonné ce sommet : prise de bec à propos de notre place précise dans le dispositif, au

sujet des badges d'accès, de leur couleur, et j'en passe. Toujours ce problème de la souveraineté sans partage, sans tenir compte du besoin pour l'autorité en visite de rester entourée d'un groupe fidèle et bien au fait de ses habitudes. Avec l'aide de camp, nous sommes vraiment ses interlocuteurs permanents et rapprochés, quels que soient le lieu et le moment. Ce n'est pas par manque de confiance envers les collègues des pays hôtes, mais plutôt par souci de continuité dans notre travail de sécurité. L'attitude des sécurités étrangères ne nous en apparaît que plus absurde et régressive. Pour affronter toutes ces situations sans clash majeur, j'ai en effet souvent dû faire preuve, comme l'écrit Le Caro, d'un flegme *« british »* !

Chirac et le « soudard »

« On se soûle, mais on se nippe » ! C'était l'une des formules de Jacques Chirac. À Moscou, on peut bien « s'engueuler », on n'en est pas moins amis, voire copains de vodka ! Ainsi va l'étonnante relation entre Jacques Chirac et Boris Eltsine, qu'il appelle « Barisse » pour signifier qu'il a pratiqué, en cours particuliers, la langue russe dans sa prime jeunesse. « Un grand peuple qu'il ne faut jamais humilier », ne cesse-t-il de répéter. Une ligne politique constante chez Chirac, doublée d'une volonté permanente d'entretenir le lien le plus intime possible avec les dirigeants russes, et ceux du monde en général. D'autres, comme Mitterrand, n'ont à l'époque d'yeux que pour le réformateur Gorbatchev, jusqu'au putsch d'août 1991 puis la relève de Boris Eltsine, président de la Russie.

Certes, pragmatique, Mitterrand fait affaire avec le nouveau venu, mais Gorbatchev n'en est pas moins reçu à Latché en octobre. Chirac, lui, a très vite misé sur le « soudard à la crinière blanche » qui a fait preuve d'audace dans la conquête du pouvoir. Les députés européens avaient, en avril 1991, manifesté leur humiliante défiance envers « ce poivrot élu par hasard ». Chirac, encore maire de Paris, n'en a cure. C'est avec Eltsine que le courant passe le mieux, malgré les multiples problèmes de santé du Russe. Une fois installé à l'Élysée, il multiplie les rencontres qui prennent une tournure plus intime, à tu et à toi.

Leur relation se renforce encore en 1997, alors qu'Eltsine est au plus mal. Rhume, double pneumonie, œdème au poumon, insuffisance cardiaque

majeure, attaque cérébrale, les supputations vont bon train. Certains l'ont même quasiment enterré quand Jacques Chirac vient rendre visite à son ami le 2 février 1997. Un aller-retour dans la datcha-hôpital, sous haute surveillance pour éviter toute fuite sur l'état de santé réel du malade, comme cela avait été le cas en janvier, quand une télé allemande, venue avec Helmut Kohl, avait montré le Russe victime d'un malaise et pris de tremblements.

Au sauna avec « Barisse »

Leur proximité se nourrit de gestes amicaux lors d'escapades souvent bien arrosées. Les toasts à l'amitié franco-russe ne se comptent plus. Dans la salle Saint-Georges du Kremlin, immense salle d'apparat avec marbres, dorures, lustres gigantesques, tapis rouge sur le parquet de bois précieux. Embrassades, orchestre au balcon. C'est dans cette ambiance à la fois solennelle et chaleureuse que Boris Eltsine décore son ami français de l'Ordre des Mérites devant la Patrie, la plus rare et la plus haute distinction russe.

Tous deux fréquentent aussi les restaurants de Moscou, comme La Chasse du Tsar, ou se rendent dans la datcha présidentielle, parfois au pied levé. De retour de Chine, le 18 mai 1997, Jacques a réservé une surprise à Bernadette pour son anniversaire. Son ami Boris les accueille dans sa datcha. Les dames prennent le thé. « Pour nous, c'est le sauna », invite un Eltsine bien couturé après son quintuple pontage. Ils sortent tout rouges. « C'était bien, mais on était nus », commente le Français. « Bon, ça donne soif », dit le Russe, qui sort ses bières tout en offrant à Bernadette une boîte laquée de Palekh [17]. À table, il entonne un couplet en son honneur, arrosé de vodka, avant de servir un château Margaux : « Voilà la contribution de la France à ma guérison. Mon médecin m'a recommandé un verre de bordeaux par jour [18]. »

Ils se retrouvent quelques jours plus tard. Cette fois, Jacques Chirac lui fait l'honneur d'un dîner avec les dirigeants de l'Otan qui signent un conseil conjoint permanent, histoire de faire passer l'élargissement de l'Otan aux ex-pays de l'Est. Le Russe avale d'autres couleuvres, comme la Bosnie, mais Jacques Chirac offre des compensations. Le G7 devient le G8 avec

l’intégration de la Russie qui entre aussi à l’OMC, au Club de Paris, au Conseil de l’Europe. Entre eux, les moments de tension ne durent pas.

Eltsine en marcel

La visite d’État du 25 au 28 septembre 1997 s’achève à Saint-Pétersbourg par une demi-journée de détente. Après être resté une bonne heure dans le fonds Voltaire et Diderot à la Bibliothèque nationale, Jacques Chirac dîne avec Boris Eltsine au restaurant La Vieille Douane. Un feu brûle dans la grande cheminée au fond de la salle où une table a été réservée pour les deux présidents et leurs épouses, Bernadette et Naïna. Le président russe est en marcel et en bretelles. Pas vraiment le Marlon Brando dans *Un tramway nommé désir* ! La discussion n’en est pas moins vive et joyeuse.

Dehors, un dispositif de sécurité est en place, lourd et dissuasif, avec des dizaines de gardes en uniforme et des agents en civil. À l’intérieur, nous occupons avec les collègues russes une table à distance, mais placée de telle façon que nous voyons sans être vus. Mes camarades sont des costauds, résistants à la vodka, servie sans compter. La soirée très conviviale se prolonge. Les époux Chirac finissent par prendre congé des Eltsine, dans des effusions bien sympathiques.

Moins de deux ans plus tard, en février 1999, aux obsèques du roi Hussein de Jordanie, nous le retrouverons très affaibli et soutenu à bras-le-corps par sa sécurité qui ne l’extirpe de sa voiture qu’au dernier moment pour faire acte de présence.

L’escapade, mi-officielle mi-privée, se prolonge jusqu’au lendemain après-midi, totalement assurée, pour la première fois, par le GSPR. En plus de la sécurité, nous sommes chargés de la logistique, des bagages et du logement. Le personnel policier des VO, prié de rentrer à Paris, doit ravaler son amertume, dont leur chef me rend responsable. Ils craignent que nous reprenions tout l’espace occupé sous François Mitterrand, notamment la prise en charge des parenthèses privées lors des voyages officiels. Après une visite approfondie du musée de l’Ermitage, le président déjeune au Podvorye, un des bons plans touristiques de Saint-Pétersbourg. Ce restaurant dont le nom signifie « à la cour » se distingue de loin avec ses tourelles en bois, souvenirs de l’architecture de la Russie impériale. Dans un décor de toiles populaires, une gastronomie typique, et l’animation d’un

groupe folklorique, il s'efforce de recréer l'ambiance des repas de fête à l'ancienne. Jacques Chirac savoure ce moment de détente à la russe, puis décolle de l'aéroport de Poulkovo. Pour nous, mission remplie avec succès, sans le service des voyages officiels !

Avec Jacques Chirac, nous nous sommes souvent rendus en Russie. La chaleur de la relation s'accompagne toujours, sauf dans les moments d'intimité, d'une rigueur due à plusieurs facteurs : les éléments naturels (froid et neige l'hiver, chaleur l'été), le paysage urbain, l'étalage de la force, militaire ou civile, les moyens engagés lors des visites. Ils ferment la route sur tout le trajet de l'aéroport au Kremlin, au moins la voie montante. Le cortège, importante colonne de véhicules, est encadré de quatre voitures de sécurité, de couleur noire. Des Moskvitch, genre américaine, aujourd'hui des Mercedes.

Atterrissage à l'aéroport de Vnoukovo 1 de Moscou. Pour les visites éclairs, le piquet d'honneur est réduit à un peloton. Nos amis de la sécurité du Kremlin sont là. Calmes et silencieux, carrures de déménageurs, vêtus de costumes sombres, ils se précipitent dans les véhicules. Nous n'avons plus qu'à nous tasser à l'arrière, au moins heureux d'avoir une place. Les armes sont à portée de main, la radio crache des consignes en russe. Le cortège s'ébranle d'abord doucement, puis de plus en plus vite. Tant pis pour les retardataires. Ils arriveront plus tard, dans un véhicule de réserve loué par la délégation française.

Arrivée au Kremlin, non pas par la place Rouge, mais par une entrée à l'opposé. Le cortège s'engouffre à vive allure et vient stopper devant les marches qui conduisent au salon d'accueil. Nous suivons le président précédé du protocole russe. La délégation française tente de suivre tant bien que mal ! Cauchemar aussi pour Bernadette, embarquée à part et qui peine à le rejoindre. D'autant que monsieur n'attend pas. Heureusement, pour les visites d'État, le protocole veille à ce que le couple soit réuni à son entrée au Kremlin.

Le président Koutchma à la guitare

Passé la partie officielle de la visite d'État en Ukraine, les 2 et 3 septembre 1998, nous quittons Kiev pour la datcha privée du président Leonid Koutchma, au pouvoir depuis quatre ans. Il fait bon en ce mois de

septembre et le cortège file dans la nuit au milieu des forêts. Que ferions-nous en cas d'accident, sans évacuation rapide possible, alors que le réseau radio fonctionne mal dans ces bois qui font écran ? Je me rassure en pensant au médecin qui nous accompagne, à notre unité médicale et à notre bonne entente avec la sécurité ukrainienne.

À l'approche de la datcha, j'appelle mon précurseur pour qu'il me donne des informations sur l'accueil qui attend le président :

« Patrick, de Denis, point de situation sur place ?

— Denis, de Patrick, comité d'accueil en place. Quand vous arrivez, le président vous attend sur la droite de la datcha. Les présidents vont dîner à l'intérieur. Je vous guiderai. Tout est calme. Pour la délégation, il y a un buffet organisé à l'extérieur autour d'un feu de bois. À tout de suite. »

Nous arrivons dans une cour ouverte, devant une grande villa où le bois le dispute à la pierre. La forêt nous entoure. « Y a-t-il des ours ? », demande un plaisantin.

À l'intérieur de la villa, un apéritif attend Jacques Chirac. Deux matrones montent la garde, préposées au service. Dîner présidentiel dans l'intimité. Patrick veille, tout est OK. Je rejoins les délégations, d'ailleurs restreintes, autour du feu. Moment d'amicale décontraction. Une heure et demie plus tard, les deux présidents nous rejoignent près du feu, avec des bières.

L'ambiance se fait encore plus conviviale lorsque Leonid Koutchma se saisit d'une guitare et se met à jouer des airs du pays. Vive l'amitié franco-ukrainienne ! Nous partons une demi-heure plus tard, vers 23 h 30. Nouvelle traversée de la forêt dans le silence. Arrivée à l'hôtel, recueil de Michel et Alain, montée par l'ascenseur jusqu'à l'étage de la suite présidentielle où je vérifie que notre dispositif de garde statique est resté sur place pour filtrer les allées et venues, et mettre en sécurité tout l'étage présidentiel. Ce travail de l'ombre, essentiel pour une sécurité globale qui se veut sans faille, n'emballe pas certains membres de la sécurité qui répugnent à ces factions ingrates et n'envisagent que le travail de protection rapprochée, plus valorisant. Je m'assure également que deux véhicules et leurs chauffeurs sont prêts à démarrer en cas de besoin. Nous devons être sûrs que le dispositif d'urgence de nuit est opérationnel.

Dans la farandole moldave

Dans la nuit, je joins le précurseur envoyé trois jours plus tôt en Moldavie pour faire le point sur l'étape du lendemain dans la capitale, Chisinau, où une fête est organisée par la municipalité. De l'aéroport, le cortège entre dans la ville, où nous attend une foule en liesse pour nous remettre les clés. Le président fait une petite balade à pied, puis il se joint avec entrain à une farandole des groupes folkloriques aux couleurs chatoyantes. Allons bon, ce n'est pas le moment de le perdre ! Nous le ramenons à sa voiture et, avec le soutien de la sécurité moldave, tentons de lui frayer un passage. En général, nous nous retrouvons seuls pour gérer ce type de situation, le protocole disparaissant assez rapidement. Restent avec nous l'aide de camp et le médecin qui nous collent au train. L'étape moldave est courte, mais elle m'aura permis de découvrir, pendant le voyage préparatoire, la richesse viticole de ce tout petit pays, notamment la cave de Cricova, l'une des plus grandes caves à vin du monde. Véritable cité souterraine qui conserve, sur des kilomètres, des dizaines de milliers de crus exceptionnels, provenant pour partie de la collection d'un certain Hermann Göring, célèbre et redoutable dignitaire nazi.

L'Onu bien gardée

Nous sommes à New York pour une intervention à l'Onu, à l'occasion de la XX^{e} session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies consacrée au problème mondial de la drogue. Arrivés le dimanche 7 juin 1998, la veille de la conférence, nous sommes accueillis par l'ambassadeur, chef de la mission permanente de la France auprès des Nations unies, et quelques collaborateurs avec lesquels nous avons bien préparé la visite dans ses moindres détails, en liaison avec le protocole américain et le Secret Service, ainsi qu'avec les responsables de l'Organisation des Nations unies. Une très complexe gestion de la sécurité.

À 8 h 45, le Concorde atterrit, majestueux. J'attends avec mes homologues américains. Eux aussi admirent l'avion qui vit ses dernières années de vol [19]. Une quinzaine de personnes débarquent. À l'aéroport, l'accueil a été précédé d'un travail sérieux de mise en sécurité du cortège et du salon VIP, mené en commun entre nos deux services. Le déminage se déroule sur le parking 178 de l'aéroport John Fitzgerald Kennedy, à l'abri des regards et sur une zone réservée aux délégations.

Passé les impératifs de sécurité, le cortège, dont une voiture blindée pour le président, s'ébranle doucement, au ronflement des moteurs V8, en direction de l'hôtel InterContinental. Le groupe a obtenu des places dans les véhicules de sécurité. Je suis juste derrière la voiture VIP 1 du président (la *follow car*), à l'avant, épaule contre épaule avec un gars du Secret Service. C'est en fait une exception à la règle, car d'habitude nos amis américains se déplacent seuls. Ils mettent à notre disposition un véhicule de sécurité propre mais souvent à distance de la voiture du président. Nous avons heureusement de bonnes jambes pour courir à l'arrivée, remonter le cortège, rejoindre notre recueil déjà sur place et prendre en compte notre Chef dans de bonnes conditions.

Cette fois, c'est plus simple. Le trajet ne prend qu'une demi-heure grâce à l'escorte efficace dont les sirènes permettent de se faufiler dans la circulation très dense. À l'arrivée, comme je suis dans la voiture suiveuse, je rejoins aussitôt le Chef et les deux officiers de sécurité de notre cellule de recueil C3, déjà sur place. RAS pour le moment.

Quant à l'Onu, ce n'est pas non plus une mince affaire, notamment en ce qui concerne les accès au bâtiment central et à la salle de l'Assemblée générale. Plusieurs réunions sont nécessaires pour régler tous les détails. Nous sommes connus pour nos exigences en matière de badges d'accès, et les fonctionnaires de l'Onu se montrent plutôt amusés de nos demandes, auxquelles ils s'efforcent de répondre en tenant compte des règles de parité avec les autres délégations. Cela dit, le site est bien gardé, il n'y a donc pas de risques *a priori*, une fois l'enceinte franchie. Les gardes attachés à l'Onu portent pour certains l'uniforme bleu ciel et un nombre important de badges devant et sur les côtés du buste, ainsi qu'une casquette noire à visière. D'autres sont en civil. Enfin, il y a la police fédérale américaine qui couvre les extérieurs, en charge des cortèges et des personnalités.

Chinois, japonais, steakhouse

L'installation à l'hôtel dure environ une heure. Nous repartons vers 10 h 45 pour le Metropolitan Museum of Art (Met) afin de visiter sa galerie d'art asiatique dans l'aile Rockefeller. Le soir, dîner au Shun Lee Palace, au 155 E sur la 55e Rue, entre la 3e et Lexington Avenue, un restaurant gastronomique chinois très prisé par le président. Il y a sa table. Le

lendemain, lundi 8 juin, nous restons toute la journée à l'Onu, jusqu'en fin d'après-midi. Avec, tout de même, un passage à l'Otabe, restaurant japonais du 68 E sur la 56e Rue, entre Park Avenue et Madison Avenue. Peu avant le départ, nous passons également au Gallagher's Steakhouse, situé au 228 W dans la 52e Rue, entre Broadway et la 8e Avenue. La traversée de Central Park se fait sans encombre.

Jacques Chirac est ravi de déjeuner dans un endroit qu'il connaît bien et qui lui assure de bons steaks. « Charlie 4 » est sur place avec des éléments américains. Les tables sont réservées et placées de telle façon que leur accès est facile et leur emplacement en retrait. Le président déjeune avec quelques collaborateurs. Une table nous est réservée à proximité avec vue sur l'entrée principale, dans le « paysage » de la salle de restaurant. Nous sommes là, sans être remarqués. Le président raffole de ces virées gastronomiques !

Après le repas, nous repartons à pied faire du shopping en direction de l'hôtel. Nos amis de la sécurité américaine appréhendent ce type d'escapade. Il est vrai que l'exercice présente quelques contraintes, notamment celle de faire bouger les véhicules d'un point à un autre. Nous, Français, sommes habitués à cette façon de faire. Le président déambule dans la rue et sur les trottoirs, n'hésitant pas à serrer des mains de passants américains mais aussi de touristes français ravis de le rencontrer dans un contexte sans protocole. Photos, entretiens brefs : « Que faites-vous à New York ? où habitez-vous en France ? » Pour peu qu'il tombe sur des Corréziens, nombreux ici !

Les cadeaux de Jacques

Il profite de ces moments de liberté pour se livrer à l'un de ses passe-temps favoris : envoyer des cartes postales, par exemple à son autre fille, Laurence, et acheter des cadeaux souvenirs. Au cours d'un nouveau passage à l'Onu, il est décidé, le matin précédant la conférence à l'Assemblée générale des Nations unies, de se rendre au magasin Nike de plusieurs étages, sur la 5e Avenue. Il veut notamment offrir des baskets à Claude. Puis, se retournant vers Joël, officier de sa sécurité privée, et moi-même, il nous demande de choisir une paire de chaussures de sport. Je n'ose pas. Il insiste et me désigne un modèle sur coussins d'air qui n'est pas encore commercialisé en France ! Je le choisis avec une certaine gourmandise.

C’est le côté spontané du président, qui peut se montrer tout aussi impulsif et agacé. Jacques Chirac témoigne de son amitié envers le peuple américain dès qu’il en a l’occasion. Il estime beaucoup l’agent du Secret Service Pat Miller [20], une vieille connaissance avec laquelle j’ai sympathisé et qui apprécie notre travail exigeant et sans concession. Il lui fait des cadeaux de temps en temps. Il sait se montrer généreux.

L’occasion faisant le larron, nous avons nous aussi, de temps en temps, rapporté de nos pérégrinations quelques petits souvenirs, achetés à la va-vite dans une boutique ou « troqués » avec des collègues étrangers pour alimenter notre salle « tradition » : tableaux, coiffes, insignes, statuettes… Ou encore plus modestes : une boîte d’allumettes d’Air Force One, une savonnette gravée du sceau de la famille royale à Buckingham…

Le Secret Service bousculé

Les cadeaux de Jacques Chirac n’ont pas empêché le même Pat Miller de se rebeller parfois. Comme en septembre 2000. Nous atterrissons à l’aéroport JFK, à New York, pour participer à l’Assemblée générale des Nations unies. Nous nous installons à Manhattan. Le 6, nous regagnons l’hôtel Astoria après un dîner privé au Sparks Steak House, au 210 East, dans la 46e Rue, entre la 2e Avenue et la 3e Avenue. Le restaurant, cosy, sert des steaks de premier choix, dont le *prime sirloin steak* (contrefilet). Jacques Chirac s’y sent très bien et se prête aux séances photo, y compris avec le personnel de service et de la cuisine qui l’attend à la sortie. C’est un rituel dans les restaurants où il passe.

Il est 23 heures. Le président est fourbu et souhaite rejoindre sa chambre au plus vite. L’élément recueil de mon équipe le guide vers l’ascenseur que nous avons réservé. C’est alors que trois membres du Secret Service américain qui accompagnent le président le bousculent pour monter également dans l’ascenseur. Je suis très près de lui et pousse deux des agents de sécurité à l’extérieur *manu militari*. Pat Miller, responsable américain pour le voyage, est là : c’est le principal ! Le chef de l’État ne dit rien et s’en amuse plutôt. L’ascenseur démarre et nous nous retrouvons sans encombre à l’étage du président. Mais l’histoire n’est pas terminée. Vexé de ne pas avoir ses officiers de sécurité avec le chef de l’État, Pat Miller me fait part de sa colère : « Je ne suis pas content de ce qui vient de se passer.

Tu as bousculé des agents du Secret Service, ce n’est pas possible ! Puisque c’est comme ça, nous démontons le dispositif à l’hôtel. »

Il décide notamment de supprimer les contre-tireurs positionnés sur les toits de l’hôtel. Finalement, devant mon opposition, il y renonce, mais donne comme consigne aux agents chargés de surveiller l’étage de « coller » aux appartements présidentiels, donc d’alourdir le dispositif, alors qu’il sait que le président déteste une présence trop ostensible et étouffante. J’encours donc les risques de la foudre présidentielle, puisque je suis responsable du dispositif de sécurité à son étage.

Adepte du teppanyaki

Du 18 au 25 juillet 2000, nouveau séjour du couple Chirac au Japon, sorte de « résidence secondaire » du président, selon le mot du journaliste Georges Suffert. Une semaine entrecoupée par le sommet du G8 à Okinawa, du 21 au 23, réunissant les sept dirigeants des pays les plus industrialisés et la Russie. Après une rencontre à Tokyo avec le Premier ministre, Yoshiro Mori, un dîner privé est prévu au dernier étage de l’hôtel Okura, au restaurant Sazanka, réputé pour sa cuisine *teppanyaki*, la cuisson à la « plancha » japonaise. L’équipe rapprochée y est conviée. Nous nous installons à trois, le privé, le médecin et moi-même, à une table distante de celle du président, mais à portée d’intervention. Attablé avec huit convives, ses conseillers, Claude, le chef du protocole et l’aide de camp, Jacques Chirac savoure l’un de ces repas mémorables où une série de plats est servie, cuits sur la plaque chauffante. Les cuisiniers préparent les ingrédients devant vous, avec des gestes d’expert : crevettes, légumes variés, bœuf de Kobe, dessert à base de glace qui n’a pas le temps de fondre sur la plaque. Le président, enchanté, raconte des histoires et interpelle chacun de ses invités. L’ambiance est chaleureuse, bien arrosée à la bière japonaise et au saké. Nous rentrons vers minuit à l’étage de la suite présidentielle.

Avec les sumotoris

Dès qu’il peut s’extraire du programme officiel, le président s’adonne à sa passion pour les combats de sumo, spécialité locale. Dès le lendemain, nous prenons à la gare de Tokyo le TGV Shinkansen dans lequel un

compartiment nous a été réservé et l'accès facilité par la sécurité japonaise, grâce à son chef avec lequel j'ai sympathisé. Heureusement d'ailleurs, car les officiers de sécurité japonais peuvent être difficiles à gérer et à convaincre. Particulièrement têtus, ils jouent le principe de la souveraineté et ne sont pas enclins à accorder grand-chose à la sécurité étrangère.

Les voyageurs sont calmes, silencieux, disciplinés. Deux heures plus tard, nous arrivons à Nagoya, à trois cents kilomètres au sud de Tokyo, afin d'assister à l'un des six grands tournois annuels de sumo. Un cortège nous amène au stade où nous sommes accueillis par M. Tokitsukaze, président de la Fédération de sumo. Jacques Chirac est en verve et très impatient d'accéder au gymnase. Nous sommes guidés jusqu'à nos places dans des gradins en hauteur, relativement éloignés du *dohyo* (rond central recouvert de sable où les athlètes combattent), mais suffisamment proches pour admirer tout de même les sumotoris livrer leurs étranges et rapides combats. Il règne dans l'immense salle une effervescence contenue et une ferveur collective et communicative. « Comment peut-on être passionné par ces combats de types obèses aux chignons gominés ? Ce n'est vraiment pas un sport d'intellectuel, le sumo ! », lancera, quatre ans plus tard, Nicolas Sarkozy, s'attirant cette seule réplique d'un Jacques Chirac vexé : « Nous n'avons pas les mêmes goûts, ni la même culture. »

Dans ses *Mémoires*, le président explique sa passion du sumo : « Le grand moment d'un combat de sumo réside dans ces quelques instants où les deux adversaires s'observent et durant lesquels on lit dans leurs yeux toute l'intensité du monde. Je ne connais pas d'autre forme de regard plus intense que celle de deux sumotoris qui s'observent avant de s'affronter. J'éprouve un grand respect pour ces hommes parce qu'il s'agit de beaux combattants qui illustrent une tradition très ancienne[21]. »

Il en a tiré une double leçon. De l'importance d'un simple regard, il a appris « sur la façon d'aborder les autres pour tenter de les connaître et de les comprendre ». Il a aussi retenu une leçon de vie : « Il ne faut jamais lâcher prise, on doit se battre jusqu'au bout, jusqu'à l'instant décisif où l'on pressent comment tout va se jouer et quelle peut être l'issue du combat. »

Les combats se succèdent, le cérémonial se poursuit. Deux heures qui semblent interminables aux non-initiés ! À la fin de la compétition, Jacques Chirac a l'insigne honneur de remettre le « prix du président » au vainqueur du tournoi, Akebono, d'origine américaine (2,03 mètres, 234 kilos), un

mythe au Japon, surtout depuis qu'il a conquis le grade de *yokozuna* (champion suprême) en 1993.

Le président et Bernadette organisent le soir même un dîner avec quelques sumotoris, dont Akebono. Lors de la mission préparatoire, nous nous étions rendus dans ce restaurant, afin de juger du lieu et de la qualité du repas. Assis à ras du sol, les jambes repliées sous la table, on se demande comment font les sumotoris pour tenir dans cette position. Ils sont en fait très souples. Bernadette pose avec certains sumotoris à la fin du dîner. Drôle de voir la Première dame minuscule à côté de ces monstres qui ne bronchent pas et se prêtent volontiers aux photos, un peu surpris ! Comment faire si par malheur il fallait les neutraliser ? Mieux vaut ne pas y penser…

Nous passons la nuit à Nagoya, à l'hôtel Kanko. Le lendemain, le président se rend en privé au musée d'art Tokugawa, où sont conservées plus de 12 000 pièces, dont des Katanas, des armures, des costumes de théâtre Nô, des masques, des céramiques, des peintures des dynasties chinoises du X^e^ au XIII^e^ siècle. Vedettes de ce musée, trois rouleaux illustrés des années 1130. Pas de problème pour la sécurité, qui peut se payer le luxe de rester à distance et de souffler un peu. Puis nous rentrons à Tokyo par le train en milieu de matinée, pour participer en fin de journée à un dîner offert par l'empereur dans la grande salle de banquet du Palais impérial, l'Homeiden. L'accès est très restreint, seul Joël est autorisé à suivre le président.

Nous reprenons l'avion de l'aéroport de Tokyo-Haneda pour Okinawa et le sommet du G8, entrecoupé par une escapade privée le 23 juillet au soir, à trois heures de route de Tokyo. Au total, pour les déplacements officiels et privés, il nous aura fallu mettre en place successivement cinq cortèges différents pour le président au cours de ce périple nippon.

TROISIÈME PARTIE

AUX QUATRE COINS DU MONDE

Pour apprivoiser la mort, François Mitterrand ne se contentait pas de longues conversations avec des écrivains, comme Jean d'Ormesson, y compris le matin de son départ de l'Élysée, des intellectuels ou des religieux. Il a fait preuve de courage face au cancer pendant ses deux septennats. Il a aussi, dans sa fonction de président, souvent qualifié de « Sphinx », pris des risques physiques que son entourage et son service de sécurité lui déconseillaient.

Mitterrand, un président « à risque »

Le 23 octobre 1983, un double attentat-suicide à Beyrouth tue 241 marines US et 58 paras français dans leur poste Drakkar [1]. Aussitôt, il décide de se rendre dans la capitale libanaise. Chef des armées, il se doit de marquer la solidarité du pays avec les militaires français et avec le Liban. Acte de courage pour signifier aussi aux ennemis la détermination de la France. Pour ce déplacement à très haut risque, il n'embarque dans le *Mystère 50* du Glam qu'Alain Le Caro, du GSPR, car il a été décidé de confier aux paras sa sécurité sur place où le ministre de la Défense Charles Hernu et le général Jeannou Lacaze, le Cema [2], l'ont précédé. À son arrivée, sur fond sonore d'artillerie et d'armes automatiques, le président est emmené dans une jeep, équipée d'une mitrailleuse AA52, vers les chapelles ardentes américaine et française où sont alignés les corps des soldats. Après un point de situation au QG des forces et un déjeuner avec les militaires, il se rend, sous la haute protection des paras, au domicile du président Amine Gemayel, dont le frère Bachar a été assassiné un an auparavant. De l'aéroport, il fait un aller-retour en hélicoptère sur le porte-avions Clemenceau au large puis rentre à Paris, escorté par des chasseurs étendards de l'aéronavale.

Autre déplacement très sensible, le 18 janvier 1985, en Nouvelle-Calédonie, six jours après la mort d'un chef kanak, Éloi Machoro, abattu

par le GIGN. L'île est à feu et à sang. Les affrontements armés se multiplient entre insurgés kanaks et Caldoches depuis la création du FLNKS en septembre 1984. François Mitterrand a décidé de faire une visite éclair à Nouméa, mais aussi, au centre de l'île, dans une tribu à Poindimié. Un geste destiné à faire un peu retomber la tension et à enrayer la spirale de guerre civile totale.

Pour sa sécurité, il n'est d'abord prévu d'embarquer dans le DC8 du Cotam que le chef du GSPR et un policier de son équipe des privés. Alain Le Caro insiste et obtient du président lui-même, malgré son chef d'état-major particulier, de partir avec dix-neuf hommes, en complément des gendarmes sur place et du GIGN. Nous embarquons dans l'avion dont les sièges ont dû être réaménagés, avec un sac léger chacun et notre armement minimal, PM Manurhin, munitions, grenades. Sur place, trois d'entre nous sont transférés en hélicoptère Puma à Poindimié. À la gendarmerie locale, nous faisons un rapide point sur les menaces potentielles et préparons un cortège de secours au cas où. Le président se pose en hélicoptère et rencontre aussitôt le chef de tribu, calme, mais entouré d'hommes en armes. Notre vigilance est extrême. Finalement, ce raid néo-calédonien se passe sans anicroche. Dans le DC8 du retour, la tension retombe. Le président fait un petit tour au fond de l'avion pour nous remercier. Michel Charasse, en bretelles, plaisante comme souvent. Nous trinquons au champagne.

La Colombie, ça craint aussi pour Françoise Sagan

L'insécurité règne en Colombie, en proie aux cartels de la drogue et aux gangs de toutes sortes avec une spécialité : les vols à l'arraché. Nous en faisons l'expérience dès notre arrivée, le 18 octobre 1985, quand un membre de l'équipage se fait en un éclair détrousser son sac et son collier dès la sortie de l'hôtel ! Munis d'armes à forte capacité, des pistolets-mitrailleurs, nous sommes d'autant plus sur nos gardes qu'une manifestation est en cours devant la présidence pendant que le cortège est en route. Dans ce pays instable, dont la capitale est en altitude, donc plus fatigante pour des organismes peu entraînés, nous avons durci le dispositif avec des mesures médicales supplémentaires, du matériel de réanimation dans la voiture embarquée, un véhicule de secours, davantage de recueils présents aux points d'arrivée et de départ. Mon adrénaline grimpe d'un

coup quand je constate que mon chauffeur local est en train de décrocher du cortège officiel. Ni une ni deux, je prends le volant à sa place et recolle vite fait au cortège !

Nous avions presque tout prévu, sauf le malaise de Françoise Sagan, qui accompagne le président. Découverte inanimée par une femme de ménage dans sa chambre de l'hôtel InterContinental, elle est hospitalisée en urgence. Un coma que Jack Lang, sur Antenne 2, attribue sans rire au « mal de l'altitude » ! En fait, une overdose de cocaïne, la spécialité locale, a eu raison de l'écrivain connue pour son accoutumance à la « blanche ». Le président, lié d'amitié avec Sagan depuis leur rencontre cinq ans plus tôt, dans un aéroport de province, envoie à son chevet le Dr Gubler. Sagan regagne la France le lendemain dans un avion du Glam équipé en matériel de réanimation et qui est en fait le « *spare* », l'avion de secours du président.

François Mitterrand décide de profiter d'une tournée au Venezuela puis en Équateur, en 1989, pour retourner quelques heures en Colombie. Il souhaite apporter son soutien au président colombien Virgilio Barco, qui combat les narcotrafiquants. Une visite éclair, le 12 octobre, qu'il veut effectuer dans le plus grand secret pour des raisons de sécurité, mais sans doute aussi pour que l'effet de surprise renforce l'impact politique. Alain Le Caro et cinq de ses hommes débarquent donc quelques jours avant, sous un faux prétexte, une mission d'évaluation de la sécurité des intérêts français sur place, dont l'ambassade. Personne, pas même l'ambassadeur Paul Dijoud, ne doit être dans la confidence [3].

Mais c'était compter sans Pierre Joxe, qui, revenu au ministère de l'Intérieur, après les deux années de cohabitation, poursuit le GSPR de sa vindicte. Christian Prouteau, nommé préfet en charge de la sécurité des JO d'Albertville de 1992, a disparu de son écran radar, tout comme sa cellule de renseignements, dissoute. Mais nous sommes là, toujours dans le collimateur ministériel. Il n'a donc rien trouvé de mieux, pour nous plomber, que d'envoyer à Bogota une équipe du Raid avec Ange Mancini, chargée elle aussi pour l'occasion de la sécurité du président ! L'ambassadeur, finalement informé de la visite présidentielle, ravale sa colère. Le GSPR et le Raid font cause commune et la visite éclair, en pleine nuit, et ultrasécurisée, se passe bien. À l'issue, dans la cour de la présidence éclairée comme en plein jour, François Mitterrand s'attarde une minute, le

temps de faire savoir à Le Caro son mécontentement quant à la présence policière, alors qu'il l'avait formellement interdite. Pierre Joxe, à ses côtés, a entendu et compris le message. Peu après, il se présente tout miel au chef du GSPR et se dit prêt à lui accorder tout ce dont il aurait besoin pour sécuriser les intérêts français en Colombie. L'ambassadeur recevra ainsi deux véhicules blindés, l'un pour lui, l'autre pour son escorte.

Le Pakistan sous le voile de Benazir Bhutto

Benazir Bhutto « joue très joliment de son voile ». François Mitterrand, observateur attentif de la gent féminine sous toutes les latitudes, n'est pas insensible à la beauté de la première femme Premier ministre du monde musulman, lorsqu'il la rencontre à Islamabad, du 19 au 21 février 1990. À ses côtés, nous sommes moins sous le charme de la Pakistanaise que sur les nerfs en raison de l'intensité des risques liés au terrorisme et aux phénomènes de foule. Nous avons pris des mesures strictes sur l'aéroport : périmètre balisé, stickage des portes, présence d'un officier français à l'intérieur, surveillance jour et nuit dans les avions, car la sécurité pakistanaise nous a paru insuffisante.

Le déplacement à Lahore n'est guère plus rassurant. Contrairement à ce qui avait été prévu lors de la mission préparatoire, nous nous retrouvons soudain dans des voitures de sécurité, des 404 décapotables. Faute de places suffisantes, nous nous entassons, cheveux au vent, tellement compressés que nous serions incapables de réagir vite en cas d'urgence. À quelque chose, malheur est bon : puisque les véhicules sont décapotables, au moins pourrons-nous bondir au dehors en cas de besoin ! D'un rendez-vous présidentiel à l'autre, y compris lors de la visite d'une mosquée en chaussettes, nous faisons face aux contingences locales, comme si le voile de Benazir, par magie, chassait les risques, jusqu'au soulagement du retour à l'aéroport dans le froid d'un petit matin.

Le « coup » de Sarajevo

À ranger dans les annales des visites-surprise à risques, celle, le 28 juin 1992, à Sarajevo, assiégée par les Serbes depuis le 5 avril [4]. Une première en terrain miné. « J'envisage un coup d'éclat à Sarajevo, confie le président à Roland Dumas, une semaine avant. Je ne veux pas que cette

ville devienne un symbole comme Guernica l'a été pour notre génération [5]. Il s'agit de lancer un cri, pour briser le siège et ouvrir une brèche. Mais il faut éviter que cela apparaisse comme un acte politique se substituant au travail de la commission Carrington [6]. »

Alors que le traité de l'Union européenne vient tout juste d'être signé à Maastricht, le 7 février, cette même Europe se révèle incapable d'agir dans l'ex-Yougoslavie en cours de désintégration. Le chef de l'État, sous pression d'une partie de l'opinion et de personnalités comme Bernard-Henri Lévy et Bernard Kouchner, veut montrer que la France ne se dilue pas dans cette Europe, qu'elle n'a pas abdiqué sa liberté d'action, qu'elle joue toujours un rôle moteur. Il prévoit de quitter le sommet de Lisbonne, la semaine suivante, et de se rendre à Sarajevo « sans demander l'autorisation à qui que ce soit ».

Roland Dumas négocie avec Slobodan Milosevic l'atterrissage à Sarajevo, comme s'il s'agissait de lui. Le dirigeant serbe souligne les risques, l'impossibilité d'atterrir, puis il promet le passage si le ministre vient d'abord le voir à Belgrade. Impossible pour le président. À la fin du sommet de Lisbonne, il salue le chancelier Helmut Kohl dans le hall de l'hôtel et l'informe de son départ immédiat pour Sarajevo. Dumas, de son côté, prévient le Portugais Mário Soares, qui se précipite vers le président et l'encourage dans son « acte de folie ».

Le chef de l'État, accompagné de son aide de camp et de mon camarade Patrick Valentini, que j'avais recruté au GSPR, monte dans l'avion du ministre pour tromper tout le monde. Il a été rejoint par Bernard Kouchner, ministre des Affaires humanitaires, pour mieux souligner la véritable finalité de ce forcing dont il a également informé par téléphone le secrétaire général de l'Onu. L'équipage, lui, n'est prévenu qu'au dernier moment. Direction Split ! Quant à Milosevic, il apprend en cours de vol la véritable identité du visiteur. Il propose d'accompagner sur place Mitterrand, qui décline.

À Sarajevo, le général canadien Lewis MacKenzie, commandant des forces de paix de l'Onu (Unprofor), tombe des nues.

« Le président français arrive dans deux heures vingt, lui lance en sortant de la salle Opérations le colonel Forestier, tout sourires. »

MacKenzie réagit aussitôt : « Appelez l'aide de camp du président et dites que je recommande fermement le report de la visite à demain matin. Prenez

trente hommes pour nettoyer la piste de l'aéroport et obtenir une trêve des bombardements. »

Au péril de leur vie, les soldats nettoient donc la piste de ses éclats d'obus.

Le lendemain à 10 heures, ce n'est pourtant pas en avion Falcon mais en hélicoptère que François Mitterrand se pose, radieux. « Son attitude produit un grand calme. Je l'apprécie et l'admire aussitôt [7] », confiera MacKenzie. Pragmatique, il fait savoir au visiteur qu'un des deux hélicoptères est touché et que l'autre ne pourra pas faire deux navettes vers Split avant la nuit. Mieux vaudrait faire venir le Falcon.

« Je viens juste rencontrer le président Izetbegovic et je peux donc repartir en hélicoptère dans quelques heures, objecte Mitterrand.

— Avec tout le respect que je vous dois, répond le général, j'apprécierais que vous voyiez aussi le dirigeant serbe de Bosnie, Karadzic. C'est important que je sois considéré comme négociateur impartial. »

Kouchner appuie cette demande.

« D'accord, dit le président. Dites à Karadzic que je le verrai cinq minutes à l'aéroport, juste pour le saluer. »

MacKenzie : « Cela va durer une heure, parce que, dès le début de votre poignée de main de cinq minutes, il y aura des tirs violents. Nous ne pourrons sortir du bâtiment que lorsque Karadzic décidera que la rencontre est finie. »

Puis le patron des casques bleus explique son objectif : un cessez-le-feu pour distribuer l'aide. Il demande à François Mitterrand de convaincre le président bosniaque qu'il n'aura pas d'intervention militaire internationale et que mieux vaudrait qu'il négocie un cessez-le-feu avec Karadzic. Il fait part aussi de sa conviction que « quelques actes horribles attribués aux Serbes ont été orchestrés par les musulmans pour capter l'opinion mondiale ».

Mitterrand est installé dans l'un des cinq véhicules blindés de l'escorte, sans que l'on sache lequel, par mesure de sécurité. Rencontre avec Izetbegovic, puis conférence de presse. Le chef de l'État explique que son geste se veut humanitaire : « Sarajevo est isolée. Ce n'est pas acceptable. » Le blocus doit être levé. Il écoute, sans broncher, le président bosniaque en appeler toujours à une intervention internationale. Tous deux marchent

ensuite dans les rues de Sarajevo au milieu d'une foule qui acclame le courageux visiteur français.

Sparadrap sur le Falcon présidentiel

Après avoir déposé une fleur sur le lieu d'un massacre, celui-ci retourne à l'aéroport, où le Falcon s'est également posé, mais avec une aile endommagée par un véhicule serbe. Une façon comme une autre de retarder le départ. Un coup de sparadrap fait l'affaire pour l'avion, mais, comme prévu par MacKenzie, le président français est coincé. Au bout de deux minutes et demie d'entretien avec Karadzic, les tirs commencent. Le leader serbe insiste sur la menace musulmane et le droit à l'indépendance des Serbes de Bosnie. « Peut-être, mais vous le faites de la mauvaise manière », rétorque Mitterrand. Le général MacKenzie recommande le départ.

« Que puis-je faire pour vous ? demande le chef de l'État.

— Les Serbes nous rendent l'aéroport demain. Il faudrait que deux avions d'aide humanitaire se posent pour lancer l'opération. Si vous envoyez des avions français, vos alliés européens suivront. Ma seconde demande : une compagnie de vos commandos marine. »

Avant d'embarquer, François Mitterrand doit enfiler un gilet pare-balles. L'hélico quitte Sarajevo en rase-mottes.

« Il faut ouvrir la brèche sans perdre de temps », insiste le président dès son retour à l'Élysée, le lundi matin.

Mais MacKenzie et les militaires français eux-mêmes soulignent l'importance des risques.

« Alors, ça avance ? », demande dans la journée le président à son chef d'état-major particulier, le général Quesnot, qui l'informe des réticences sur place.

Il propose tout de même d'assumer ces risques.

« Allez-y, répond François Mitterrand. Engouffrez-vous, sinon les Serbes ne lâcheront pas l'aéroport. Il faut jouer l'effet de surprise. »

Deux cargos Transall décollent pour Sarajevo.

« On a craché sur l'humanitaire, commente le président, mais cet acte fondateur a permis de sauver des vies. La France est la seule à agir. Les

Américains ne font que de la gesticulation et n'enverront pas de *boys* au sol. Les solutions autres qu'humanitaires, c'est du rêve. »

Les Serbes ne rêvent pas. Ils ont compris que l'humanitaire leur laissait toute latitude pour continuer la guerre. Elle va durer encore trois ans. Jusqu'à l'arrivée de Jacques Chirac [8].

« Bombe française » à Londres ?

J'ai évoqué la fidélité de François Mitterrand. Elle s'est manifestée à Londres, à l'occasion d'une affaire « explosive », lors de la visite d'État au Royaume-Uni, du 23 au 25 octobre 1984. La police britannique est sur les nerfs car, quelques jours auparavant, un attentat contre Margaret Thatcher à Brighton a fait cinq morts et trente blessés. Le 24, le président doit venir à la rencontre de la communauté française dans les jardins de la résidence de l'ambassadeur, à Kensington Palace. L'ambassadeur a accepté que deux maîtres-chiens britanniques accompagnés de leurs *sniffer dogs* procèdent à une investigation (autrement dit un déminage), en extérieur, des faux planchers et du chapiteau installés dans le jardin. Seul un artificier français est présent, mais aucun membre du GSPR, dont je conduis la délégation, car j'ai fait savoir mon désaccord. L'ambassade jouit de l'extraterritorialité. Les chiens anglais ne sont donc pas bienvenus. D'autre part, nous en avons assez des tracasseries en tout genre imposées par nos amis anglais. Elles vont des contrôles tatillons d'identité aux interpellations, comme celles, pour « port d'armes sans autorisation », selon la police locale, de deux membres du groupe le 9 juin 1984, lors du G7 à Londres. Leurs armes avaient été confisquées. Deux gardes du corps de Ronald Reagan avaient, au contraire, bénéficié d'un traitement de faveur.

Enfin, cette initiative conjointe ambassadeur/service des voyages officiels, avec le concours de l'artificier qui n'a pas jugé bon de nous prévenir, se justifie d'autant moins qu'une fouille minutieuse et probante, ce que nous appelons une « mise en sécurité », avait été réalisée par le GSPR. D'ailleurs, si la fouille avait été positive, la réception aurait dû être remise en question, en raison du temps nécessaire pour démonter tout ou partie du plancher posé à vingt centimètres au-dessus du sol, lui-même recouvert d'une moquette et des tables dressées pour les buffets. Autrement dit,

mauvaise mesure prise à quelques heures de la réception, cette initiative était malvenue.

Les *sniffer dogs* passent à l'action. Au bout de vingt minutes, ils n'ont rien « marqué ». Il faut tout de même les récompenser pour leur travail. C'est du moins ce que pratiquent les maîtres-chiens français. Soit ils donnent quelque chose à grignoter, soit ils placent une charge pour que le chien la trouve et soit félicité. C'est donc ce que fait l'artificier français, en accord avec les Britanniques. Mais leurs chiens ne trouvent rien ! Sur le coup, les British ne mouftent pas et ravalent leur vexation… jusqu'au lendemain. La presse sort l'affaire de « la bombe française » et parle même de « complot ». Le GSPR est mis en cause, victime de l'amalgame avec le démineur, qui est placé en garde à vue puis renvoyé en France. Il sera exclu des voyages présidentiels.

Margaret Thatcher est interpellée aux Communes. Elle attribue la responsabilité de l'incident à la délégation française ! Le 25 octobre 1984, le *Daily Mail* titre : « French plant two bombs to test Yard » (« Les Français cachent deux bombes pour tester Scotland Yard »). Les journalistes souhaitent m'interviewer. Mon nom est cité dans la presse française. *Le Monde* du lendemain titre « Coup de Trafalgar pour Mitterrand » et évoque l'événement comme étant susceptible de « réduire à néant le rapprochement psychologique espéré par le président ». *Paris Match* est plus affirmatif dans son numéro couvrant la semaine du 23 octobre au 3 novembre 1984 : « La grande fête de l'Entente cordiale gâchée par un traquenard de la police anglaise. » Et d'entonner un long plaidoyer pour le GSPR et ses hommes : « Quand ils entourent le président de la République, ils ne connaissent personne, ne se laissent pas distraire. Discipline, vigilance et rien d'autre. […] Dans l'humiliante affaire de Londres, le GSPR n'a tenu aucun rôle. » Dans la journée du 25 octobre, à quelques heures de la conférence de presse qui clôture le voyage officiel, le président François Mitterrand me fait venir dans un salon où il se repose :

« Mon lieutenant, dites-moi.

— Le GSPR n'y est pour rien, monsieur le président.

— J'ai compris. C'est bien. »

L'échange ne dure que quelques secondes. Elles lui suffisent pour renouveler en public sa confiance dans le groupe lors de la conférence de presse, avant de regagner la France. Sans assister, heureusement d'ailleurs,

aux facéties d’un plaisantin du GSPR qui s’était baladé dans le hall de l’hôtel avec un masque de gorille !

L’affaire de la bombe n’aura été qu’un incident de plus sur une longue liste. La veille, à l’arrivée à la gare Victoria, j’étais monté en compagnie du chef du protocole dans un des cinq carrosses suivant le landau où avaient pris place le président et la reine Élisabeth II, afin d’être au plus près pour intervenir. Cela n’avait pas plu à la sécurité de Scotland Yard. Je continuerai pendant des années à me rendre au Royaume-Uni, lors du mandat du président François Mitterrand et au cours du septennat du président Jacques Chirac. J’aurai maintes occasions de « ferrailler » avec mes amis anglais. Une preuve, pourtant, de leur légendaire fair-play : au cours de cette visite « explosive », je suis fait membre de l’Ordre de l’Empire britannique !

Fantasia africaine

Pour mon stage de cadre officier au GSPR, je suis envoyé une semaine au Cameroun pour préparer la visite de François Mitterrand des 20 et 21 juin 1983. C’est mon baptême du feu africain, le premier contact avec des foules qu’il faut contenir au passage de la limousine présidentielle que nous suivons à pied avec la sécurité locale. Vigilance renforcée aussi en raison du contexte politique local incertain depuis la prise du pouvoir l’année précédente par Paul Biya, qui a chassé Ahidjo, en place depuis l’indépendance. La veille de l’arrivée de François Mitterrand, Paul Biya s’est débarrassé de proches de l’ancien président. L’année suivante, le satrape échappera à une tentative de coup d’État et poursuivra son interminable et autoritaire présidence.

L’accueil est chaleureux sous l’air de « Bienvenue oh ! Bienvenue oh ! Bienvenue oh à Mitterrand au Cameroun ! », chanson composée par des femmes de Yaoundé vêtues d’un pagne commémoratif de cet événement. Symbole de la relation franco-camerounaise, Yannick Noah, récent vainqueur de Roland-Garros, accompagne le président. En fait, c’est devant la communauté française que le seul petit incident se produit, quand un individu agresse verbalement le président. Nous l’écartons aussitôt. Au second jour, nous nous rendons dans le nord, à Garoua, ville du président détrôné Ahidjo que François Mitterrand a voulu rencontrer. Une fantasia est organisée en son honneur. Nous sommes sur le qui-vive : une centaine de

cavaliers armés foncent au galop vers notre tribune, dans un nuage de poussière soulevée par leurs montures. Le président veut descendre, mais nous le maintenons un instant sur place, le temps d'assurer une sortie sur le côté. Retour à Yaoundé. François Mitterrand loge à la résidence du président. La délégation est hébergée dans le nouvel hôtel du mont Fébé. Quand Jacques Chirac y séjournera à son tour, la piscine sera déjà fermée.

Thomas Sankara et son pistolet

Thomas Sankara n'est président du Burkina Faso que depuis deux mois, à la faveur d'un coup d'État, lorsqu'il débarque pour le x^e^ sommet franco-africain des 3 et 4 octobre 1983 à Vittel. Précédé de son image marxiste et anti-impérialiste, porteur de l'espoir de changements pour sortir son pauvre pays du sous-développement, il suscite l'enthousiasme à l'intérieur et de la méfiance à l'extérieur, notamment en France, dont il pourfend le néocolonialisme et les dérives de la Françafrique. À peine arrivé, il manque de repartir, furieux d'être accueilli par Guy Penne, le « Monsieur Afrique » du président, qu'il soupçonne d'avoir contribué à le faire chasser du poste de Premier ministre quelques mois auparavant. L'Élysée et le Quai d'Orsay calment le jeu et le bouillant révolutionnaire accepte de rejoindre Vittel et le sommet dominé par la crise au Tchad.

Nous occupons une suite au premier étage dans l'hôtel où se déroule le sommet, établissement détenu par le Club Méditerranée. Nous filtrons, bien sûr, les allées et venues. Le président Sankara, béret rouge des parachutistes sur la tête, en tenue de combat camouflée, est reçu par François Mitterrand. Problème : il est porteur d'un pistolet automatique à crosse en ivoire. Il n'a pas l'intention de s'en défaire et nous ne pouvons pas l'en délester de force. Nous l'escortons jusqu'à la suite, et nous restons pour assister à l'entretien, distants mais vigilants.

La même prudence est de rigueur quand François Mitterrand lui rend une visite d'État, à Ouagadougou, en novembre 1986. Le GSPR est sur place depuis environ une semaine : déroulé du programme, contacts avec nos homologues burkinabés, reconnaissance des lieux, projection des dispositifs de sécurité, répétitions. J'en profite aussi pour apporter des livres servant à l'instruction de la gendarmerie burkinabée dont le directeur me reçoit, ému et reconnaissant.

Accueilli en fanfare aux cris de « Tonton ! » lancés par des enfants, le « papa blanc », comme ils l'appellent, est escorté par une formation de motards féminins. Les ministres suivent dans de modestes Renault 5 noires. Thomas Sankara tient à se démarquer de ses prédécesseurs en limitant les frais d'une visite d'État. Entouré de ses compagnons d'armes, il reçoit François Mitterrand en tenue de combat, prêt pour une joute oratoire plutôt musclée et d'un genre inédit dans les échanges franco-africains.

Joute oratoire

Lors du dîner de gala, le jeune capitaine président, loin des traditionnels discours convenus, passe en revue tous les pays où la paix est menacée, à commencer par le droit des Palestiniens à un État. Tout y passe, y compris l'Afrique du Sud, l'apartheid et une visite en France de Pieter Botha et de Sud-Africains qui « ont taché leurs pieds et leurs mains de la couleur du sang. Ceux qui ont permis cela en porteront l'entière responsabilité », assène-t-il en visant la France. François Mitterrand reste calme, répond sur tous les points, explique qu'il ne pouvait refuser à Botha le droit de s'incliner devant les tombes de Sud-Africains morts au combat en France.

Il conclut à l'adresse du jeune impertinent : « C'est un homme un peu dérangeant, le président Sankara ! C'est vrai, il vous titille, il pose des questions… Avec lui, il n'est pas facile de dormir en paix : il ne vous laisse pas la conscience tranquille ! Moi, là-dessus, je suis comme lui. Il faut qu'il sache que je suis comme lui, avec trente-cinq ans de plus. Il dit ce qu'il pense, je le dis aussi. Et je trouve que dans certains jugements il a le tranchant d'une belle jeunesse et le mérite d'un chef d'État totalement dévoué à son peuple. J'admire ses qualités qui sont grandes, mais il tranche trop ; à mon avis, il va plus loin qu'il ne faut. Qu'il me permette de lui parler au nom de mon expérience. Cela dit, s'il n'était pas comme il est, chef d'un État jeune, entouré d'hommes jeunes, avec des idées neuves, s'il n'était pas comme cela à trente-sept ans, dans quel état serait-il à soixante-dix !… Je l'encourage, mais pas trop. »

Manifestement, le révolutionnaire burkinabé dérange beaucoup de monde. Un an plus tard, le 15 octobre 1987, il est assassiné par un commando.

Chez Mobutu

Les déplacements en Afrique font toujours l'objet d'une mobilisation spéciale. J'ai parlé plus haut du GIGN, des maîtres-chiens et de leurs compagnons formés à la détection des explosifs. Il en est pour preuve aussi l'emploi des plongeurs au cours de l'un des premiers déplacements de François Mitterrand au Zaïre, du 8 au 10 décembre 1984[9]. Je l'ai précédé en précurseur avec une équipe de quatre membres du GSPR. La visite s'annonce sportive et épuisante dans la chaleur et l'humidité zaïroise.

Elle commence dès l'aéroport de Ndjili. François Mitterrand, costume clair, chapeau à large bord et lunettes de soleil, est accueilli par le président Mobutu, avec son célèbre *abako* (sorte de chemise à manches courtes et sans col) et sa toque de léopard. Sa garde rapprochée le serre de près. Suit une très longue station sur le tarmac, où les deux présidents, au rythme des tambours et trompettes, passent en revue les détachements armés, les dignitaires, les ambassadeurs, la représentation diplomatique française, les groupes folkloriques, les groupes politiques soutiens du régime. La foule invitée en masse est contenue par une troupe en armes. Puis le cortège de nombreuses Mercedes, dont une décapotable pour le président (comme au Cameroun et au Gabon avec Jacques Chirac), s'ébranle enfin en direction de la présidence zaïroise, mais à faible vitesse, dans une lenteur désespérante. Du bruit, des cris, des chants, une ambiance sonore surchauffée qui nous empêcherait d'entendre un éventuel coup de feu ? Nous resserrons les rangs autour de la voiture présidentielle, en liaison radio avec le véhicule dans lequel nous avons placé le médecin avec sa mallette, et avec l'ambulance pas trop éloignée, mais pas trop près non plus car les Zaïrois tiennent à l'uniformité de leur cortège. Bon sang ! On se passerait bien de cette « uniformité » ! L'organisation du parti au pouvoir a bien fait les choses : les groupes, dans la même tenue, s'échelonnent tout le long de la route, porteurs de banderoles en l'honneur des deux présidents. Pas de débordements, à part celui d'un spectateur un peu excité, mais vite rappelé à l'ordre.

Tout de même, que le temps semble long et le parcours risqué ! Où sommes-nous ? La radio m'informe : « Entrée dans le centre-ville ; encore une bonne demi-heure. » En équilibre sur les marchepieds de nos véhicules, prêts à bondir, en plein cagnard, nous transpirons à grosses gouttes, sous le costume, la cravate et tout notre matériel. Un œil sur la foule et sur le président, du coin de l'œil. Imperturbable et stoïque, fort de son expérience

africaine, François Mitterrand salue tout le long du trajet, comme le président Mobutu, enchanté de l'accueil. Tous deux donnent le change, car plusieurs différends occupent leurs premières discussions. Danielle Mitterrand a fait faux bond au dernier moment. Les Zaïrois jugent trop importante notre équipe de sécurité. Surtout, Mobutu est irrité de ne pas avoir été dans la boucle d'un accord franco-libyen sur le Tchad. Il menace de boycotter le sommet franco-africain prévu quelques jours plus tard à Bujumbura.

Les crocodiles en congé !

Le premier déjeuner est prévu sur le bateau du président Mobutu, que nous avons investi depuis le début de la visite. Une activité de gardiennage, pas si simple, consommatrice en effectifs, ce qui déplaît à certains services parisiens, mais en tout cas indispensable. Une inspection de la coque s'impose aussi, ce qui n'est pas une mince affaire. Le bateau est à quai, mais le courant du Zaïre est tumultueux. J'ai fait venir deux plongeurs avec leur matériel pour vérifier que la coque du bateau n'est pas piégée et, au passage, qu'aucun crocodile n'est à l'affût du président ! Nos plongeurs sont confiants et heureux de cette intervention qui les sort de leur routine. Ils se mettent au boulot tôt le matin, pour être à l'abri des curieux. Attachés à une corde elle-même fixée à un anneau du quai, ils se laissent dériver et plongent sous la coque. Rien à signaler au bout d'une heure de bouillon. Quant aux crocodiles, ils sont bien en congé !

Nous avons prévu en outre un navire de réserve, et plusieurs embarcations de sécurité pour protéger, escorter, dissuader d'éventuelles agressions. Pour Kinshasa, un autre bateau est prévu, poussif, mais c'est mieux que rien. La balade nautique dure deux heures. Le déjeuner, lui, tombe en partie à l'eau, car sur le buffet laissé à l'air libre en plein soleil les plats en sauce invitent davantage à la prudence qu'à la dégustation ! Compensation politique pour François Mitterrand : Mobutu accepte finalement de se rendre au sommet franco-africain.

Mitterrand ouvre le bal

Après le Zaïre, le Rwanda pour une courte escale, le 10 décembre, le temps d'un déjeuner de travail avec le président Habyarimana [10]. Puis

direction Bujumbura, au Burundi, pour la XIe conférence franco-africaine. François Mitterrand s'emploie à rassurer les dirigeants africains qui redoutent une offensive de la Libye au Tchad après le retrait des forces françaises. « Aucune agression ne sera tolérée, avertit le président. La France, dit-il, n'interviendra que si les troupes libyennes franchissent le 16e parallèle. » Il invite les Tchadiens à former un gouvernement d'union nationale. Le sommet se consacre aussi, une fois de plus, à la crise économique et à la sécheresse. L'occasion de la rengaine connue : « Nul ne peut accepter que l'Afrique s'enfonce dans la pauvreté. »

Dernière étape de cette tournée, la Centrafrique, dirigée par le général André Kolingba, qui cherche à faire oublier son prédécesseur, Jean-Bedel Bokassa. Un Français, Jean-Claude Mansion, de la DGSE, joue à ses côtés un rôle croissant. L'éminence grise, chef de la sécurité présidentielle, apparaît vite comme une sorte de « proconsul ». Je le découvre lors de ma visite préparatoire. Nous sommes réunis dans un amphithéâtre avec des ministres centrafricains pour faire le point sur le programme et les conditions de sécurité. L'un d'entre eux, arrivé en retard, se prend une « soufflante » dont je me souviens encore. Un ministre capitaine pose une question.

Il le coupe : « Vous ferez comme on vous dit. Vous êtes là pour exécuter les ordres. »

Choquant. Nos chemins se croiseront de nouveau cinq ans plus tard. À Bangui, François Mitterrand est en tout cas accueilli comme il convient et se prête même à une scène qui ravit son hôte et les convives du dîner officiel. C'est lui qui ouvre le bal au bras de Mireille Kolingba, sur le rythme afro-cubain d'une chanson interprétée par l'orchestre des forces de l'armée : « Président François Mitterrand, la Centrafrique, pays de soleil, de paix et de travail, vous souhaite la bienvenue. » Il profite aussi de son passage à Bangui pour saluer, cent ans après la découverte de la rage, les équipes de l'Institut Pasteur.

La Garde présidentielle dort

Je retrouve le même Mansion en juillet 1989 à Bangui, où je suis envoyé pour un mois de formation de la Garde présidentielle. Il me loge chez lui. Son accueil tranche avec celui des hommes du 1er Rima, qui m'ostracisent

d’emblée. Il me faudra plusieurs jours pour vaincre leurs préventions et profiter de leur soutien pour ma délicate mission. Je constate en effet que la Garde présidentielle n’est pas payée et manque cruellement du minimum, entre autres de munitions ! Difficile de la motiver et de lui imposer une formation exigeante physiquement en raison du nombre d’exercices à base d’intervention à pied ou en cortège. Une nuit, je passe à l’improviste au bataillon de la garde près du Palais. Certains dorment. Je sens souffler chez ces soldats hostiles le vent de la révolte.

Autre surprise : je découvre une salle d’écoutes au sous-sol de la présidence. Une nuée d’Africains est postée devant des magnétos qui enregistrent aussi bien les officiels que les ministres !

Lors de mon séjour, j’ai l’occasion d’accompagner le président Kolingba au Burkina Faso chez Blaise Compaoré, qui a succédé à Thomas Sankara, assassiné deux ans plus tôt. Il voyage en hélicoptère sans sa sécurité, mais toujours avec son marabout ! Je le suis également à Paris. Sa sécurité loge dans un hôtel près de l’Étoile.

« Combien de chambres voulez-vous ? demande le patron.

— Une seule, répond le chef.

— Mais vous êtes huit !

— Oui, mais une chambre suffira. »

En fait, les malheureux préfèrent mettre dans leurs poches les frais de déplacement.

« Happy Birthday, miss Liberty ! »

Le 4 juillet 1986, François Mitterrand débarque avec Danielle à New York du Concorde pavoisé aux couleurs américaine et française. Il est le seul chef d’État étranger invité par Ronald Reagan aux cérémonies marquant le centenaire de la statue de la Liberté. Accompagné seulement de quelques éléments du GSPR de la Garde républicaine, sans protocole ni aide de camp, il assiste le soir aux illuminations de ce monument déclenchées au laser. Le lendemain, il prononce quelques mots au pied de ce « symbole de la première de nos valeurs communes » qui témoigne d’une « amitié plus forte que les épreuves du temps ». Il conclut par cette petite envolée en anglais : « Happy Birthday, United States ». Applaudissements et rires de Ronald et Nancy Reagan. « Happy Birthday, miss Liberty ! » Nouvelle

salve d’applaudissements. Après quoi, il assiste à une parade navale de grands voiliers, déjeune avec Reagan puis rentre à Paris. Trois jours plus tard, il est à Moscou.

Jacques Chirac s’invite

La politique étrangère fait partie du domaine dit réservé du président, et François Mitterrand n’aime pas que l’on marche sur ses plates-bandes. La cohabitation de 1986, consécutive à la victoire de l’opposition aux élections législatives du 16 mars et à la nomination de Jacques Chirac à Matignon, lui impose pourtant d’entrée de jeu un bras de fer. L’occasion se présente au sommet des pays industrialisés de Tokyo, du 4 au 6 mai. Si Jacques Chirac veut à tout prix se joindre aux autres chefs d’État et de gouvernement, c’est moins pour son amour connu du Japon que pour contester le cavalier seul présidentiel. Après tout, le Premier ministre « dirige et conduit la politique du gouvernement ». Le débat protocolaire fait donc rage. Le président, habituellement accompagné du ministre des Affaires étrangères et du ministre des Finances, refuse que la délégation française compte un membre de plus. D’accord pour que Chirac y participe, mais il doit sacrifier l’un de ses deux ministres. Édouard Balladur, ministre des Finances, restera finalement à Paris.

Autre problème : le Premier ministre souhaite côtoyer François Mitterrand lors des réunions restreintes et au dîner du dimanche, mais le président n’est pas du même avis. Aux événements restreints, c’est au président que revient la tâche de représenter la France, alors qu’aux réunions élargies le Premier ministre a sa place. La même hiérarchie est respectée lors de la conférence de presse qui a lieu à la fin de la rencontre : Mitterrand parle, seul, au nom de la France, alors que Chirac siège au deuxième rang avec les autres représentants des délégations nationales. Ces bisbilles ne sont pas sans impact sur la sécurité, mais c’est le GSPR qui a la primeur dans l’octroi des badges, des véhicules et des équipements. C’est notre dispositif de protection qui prend le pas sur celui de Matignon, le GSPM, groupement de sécurité du Premier ministre, constitué de policiers des VO. Ils tentent de copier le GSPR pour s’identifier à nous.

La France de retour en Guinée

Quatre ans après la visite d'Ahmed Sékou Touré en France, qui avait sonné l'heure des retrouvailles suite à une très longue brouille, François Mitterrand se rend à son tour en Guinée. En novembre 1986, Lansana Conté est aux commandes de l'un des pays les plus pauvres d'Afrique. Nous en avons pris la mesure lors du voyage préparatoire en effectuant, après les réunions d'usage avec l'ambassadeur, le protocole local et les services guinéens, une reconnaissance des sites où se rendra le président, les itinéraires empruntés, le programme à chaque étape.

Stupeur en arrivant dans le quartier des villas réservées aux VIP, en l'occurrence la délégation française. L'entrée du site est gardée par des blindés à roues de l'ère Mobutu et surtout les villas sont dans un état de délabrement avancé, quasi à l'abandon. Le chef du protocole français doute qu'elles puissent être remises en état pour la visite. À notre retour pour le précurseur long, dix jours avant l'arrivée du président, nous avons l'heureuse surprise de constater que les blindés ont disparu et que les travaux de rénovation avancent.

Avec trois membres du GSPR, nous reprenons la série des réunions avec tous les interlocuteurs, de l'ambassade au commissaire divisionnaire Lucien Aimé-Blanc, ancien chef de l'Office central de répression du banditisme, attaché de sécurité pour le Service de coopération technique internationale de la police qui s'est africanisé et qui est installé en ville. L'antenne de la Direction générale de la sécurité extérieure nous fournit son concours. Les services guinéens sont coopératifs. Nous reprenons tous nos repérages, très attentifs notamment à la structure médicale susceptible de recevoir en première urgence et aux sites dédiés pour l'évacuation éventuelle du président (zone d'atterrissage de l'hélicoptère, aéroport). Des scénarios sont envisagés. Nous disposons d'un hélicoptère pour les reconnaissances, la couverture aérienne au cours du déplacement du cortège présidentiel et pour une éventuelle évacuation. Un bateau français de la Marine nationale, doté d'un hôpital de campagne, doit mouiller au large de Conakry en cas de nécessité. Son accès se fera par les airs ou par bateau, si nécessaire. Nous sommes parés, à condition de pouvoir s'extraire du terrain !

Infernal marathon

Pas de menaces ciblées, mais l'obligation de gérer avec minutie l'ensemble, et tout d'abord les déplacements du cortège. Ils sont réduits heureusement à l'itinéraire entre l'aéroport et le palais présidentiel, entre celui-ci et la résidence du président, entre cette résidence et le palais présidentiel pour le dîner de gala, et enfin pour le départ jusqu'à l'aéroport le lendemain matin. Le nombre de déplacements est restreint, mais ils promettent d'être longs et pénibles, surtout depuis l'aéroport.

De fait, le jour venu, le cortège avance à vitesse réduite, entre 5 et 10 km/h, au milieu d'une population en liesse, bruyante, mobile, frénétique par moments, contenue par de nombreux militaires. Notre inquiétude reste vive car les deux présidents sont côte à côte, évidemment dans une voiture décapotable. Certes, nous sommes deux dans chacun des véhicules de sécurité devant et derrière la « papamobile ». Mais, pour nous, le trajet prend vite la tournure d'un marathon infernal qui n'est pas sans rappeler nos épreuves de sélection pour le GSPR ! Nous voilà contraints de courir de chaque côté du véhicule présidentiel, et même de grimper dessus pour servir de paravent – disons de pare-balles.

À la chaleur s'ajoute le poids de tout ce que nous sommes obligés de porter, faute de pouvoir le laisser dans les voitures car les portières ne sont pas verrouillées. Nous courons avec nos armes, les grenades de dégagement, les transmissions, le gilet pare-balles, les dépliants pare-balles de 10 à 15 kilos portés par deux personnels, le costume et la cravate ! Tout cela dans une ambiance sonore inimaginable, les chants et les cris des groupes folkloriques, de la foule, des voitures, de l'hélicoptère chargé de survoler l'itinéraire et de repérer les difficultés.

À bord se trouvent deux membres du GSPR porteurs d'armes de précision et de matériels artificiers pour ouvrir une brèche. Seule consolation, la course se déroule dans l'après-midi et non pas à la tombée de la nuit, comme j'ai pu le vivre en Centrafrique du temps du président Kolingba, où nous étions revenus de l'aéroport entre chien et loup. Bref, tout le GSPR présent est sous tension, à l'écoute et prêt à en découdre s'il le faut. Pas de temps mort : on sait que tout peut arriver à tout moment. Mais je sais que nous formons un seul corps dévolu à la mission, capable de réagir au geste et à la voix.

Avant de partir, François Mitterrand assure aux dirigeants de la Guinée : « Ils peuvent compter sur la solidarité des autorités françaises. Je veux dire

au peuple qui m'entendra que l'amitié du peuple français lui est acquise… Certains trouvent que les Français sont trop présents, d'autres estiment que la France ne fait pas assez : c'est la discussion éternelle. En fait, la France souhaite être à vos côtés, elle souhaite faire davantage. Notre seule ambition en Guinée est de contribuer au développement – à la mesure de nos moyens – en réalisant en commun des actions aussi exemplaires que possible. C'est la volonté des pouvoirs publics. »

Chez les Gandhi

Tournée rapide en Inde de François Mitterrand du 1er au 3 février 1989. Il vient célébrer l'année de la France en Inde. Accueil évidemment haut en couleur dans la tradition de l'empire des Indes. Entretien avec le Premier ministre Rajiv Gandhi, dont François Mitterrand a bien connu la mère, Indira. Il l'avait rencontrée à la conférence de Cancún en octobre 1981 où il avait prononcé un célèbre discours en faveur d'un nouveau partage des richesses entre pays du Nord et du Sud. Le mois suivant, il avait reçu à Paris la fille de Nehru qui, après l'Élysée, avait été reçue à la Sorbonne, à la Mutualité puis au centre Pompidou où, dans un français impeccable, elle avait répondu à une question sur l'influence de l'Inde : « L'humanité peut apprendre de tous les pays. »

Le premier jour de la visite se conclut par la signature d'un accord avec les laboratoires Mérieux pour la production de 70 millions de vaccins. D'autres avaient été signés peu auparavant (automobile, biotechnologies, télécommunications, spatial…). Espoir pour une centrale hydroélectrique et le nucléaire. Discussions pour la vente de cent cinquante Mirage 2000… Calcutta, le lendemain. Le célèbre cinéaste indien Satyajit Ray, « l'un des artistes les plus fascinants de ce temps », déclare le président, est fait commandeur de la Légion d'honneur. Il évoque « ce regard qui n'appartient qu'à vous. Réaliste et parfois cruel, certains vous le reprochent, dans la description des êtres déchirés, dans la perception de la détresse des humbles ou de leur joie dérisoire, moraliste d'une certaine façon, religieux par les lumières qu'il jette sur les vertiges de l'âme humaine, toujours tentée de glisser vers la déchéance et pourtant cherchant son salut ; mais aussi lyrique à travers tant de symboles, celui du blanc et du noir, servis par une photographie admirable, celui du fleuve ou de la montagne, celui de

l’enfant et de la mère, dans lequel chacun se reconnaît ou reconnaît du moins ce rapport qui unit partout sur cette terre l’Inde à ses fils… Ainsi s’incarnent les nostalgies des sociétés et des cultures qui font semblant de ne pas voir qu’elles vont mourir ».

Bombay, enfin, où François Mitterrand visite le Mani Bhavan, petit musée consacré à la vie du Mahatma Gandhi, le grand homme de l’Inde et le père de l’indépendance. Il est venu inaugurer « l’année de la France en Inde » qui donne lieu à une soirée spéciale sur la grande plage. Il nous a fallu plusieurs jours, avec la police indienne, pour préparer toute la sécurité de cette soirée : l’arrivée du président par le bord de mer dont une partie est neutralisée pour son cortège, l’aménagement du podium et de ses accès avec la mise en place de barrières. Nous sommes même allés jusqu’à réserver une zone de poser pour un hélicoptère en cas d’évacuation.

Le spectacle étonnant, avec force éclairages et feu d’artifice, est suivi par des centaines de milliers d’Indiens fiers de constater le degré de haute technologie auquel leur pays est parvenu en un temps record.

« Je souhaite, déclare François Mitterrand, que cette année de la France en Inde s’inspire pendant son déroulement de l’esprit de modernité : à condition de bien comprendre qu’il ne se fait rien de nouveau sans réflexion sur le passé. Le moteur du progrès, c’est l’échange : ainsi vont les relations entre pays, ainsi avance l’humanité. Nous cultiverons ensemble un jardin où se mêleront les fleurs et les fruits de toujours et de partout. »

Football et tacles politiques

Les présidents se doivent d’assister aux grandes finales sportives, rugby ou football. J’étais par exemple avec François Mitterrand à la finale de la Coupe de France Metz-Monaco, à l’époque au parc des Princes. La sécurité en une telle occasion nécessite un travail particulier. Nous procédons en deux vagues. Une première équipe arrive en début d’après-midi pour commencer l’inspection du stade et ses abords : trajet d’arrivée, salon présidentiel, tribune officielle, environnement périphérique… Il nous faut du temps et de la tranquillité pour accomplir ces différentes opérations, avant le rush, les cris, les chants, l’agitation des supporters. La seconde équipe, un peu plus tard, investit les lieux.

Ce jour-là, le président arrive donc le premier, suivi du prince Rainier et d'une supportrice inconditionnelle pour son équipe : Stéphanie de Monaco, encore jeune et timide. Le match tournera à l'avantage de Metz. François Mitterrand s'y montre moins exubérant que son successeur, mais prévenant envers ses hôtes monégasques et attentif au ballon rond qui ne le laisse pas indifférent. Il lit régulièrement *L'Équipe*.

Proche de Guy Roux quand il était maire de Château-Chinon, il avait dû digérer, à peine élu, la défaite face à l'Allemagne en 1982 et la résurgence de sentiments antiallemands qui n'étaient pas sans faire écho à ses souvenirs de guerre. Au point que le chancelier Helmut Schmidt et lui, on l'a oublié, s'étaient sentis obligés de publier un communiqué commun pour en appeler à la raison. Deux ans plus tard, la victoire change de camp et la France remporte l'Euro 84, comme un baume pour un pays en pétard contre la rigueur du gouvernement Mauroy, qui d'ailleurs sautera le mois suivant. Les socialistes subissent une débâcle aux européennes, en plein Euro que François Mitterrand suit de loin. Impossible toutefois d'échapper à la finale le 27 juin, face à l'Espagne, avant de filer à Madrid pour l'entrée de ce pays dans le Marché commun. Réélu en 1988, il installe le comité d'organisation du Mondial 98 et s'enquiert de temps à autre du travail de la paire Fernand Sastre-Michel Platini à la tête du comité.

Politique et football ? François Mitterrand, malgré sa distance affectée envers un sport populaire, donc source de popularité, a le goût des tacles virils ou sournois. Il « achète », contre l'avis du PS, un certain Bernard Tapie, qu'il fait même ministre de la Ville en 1992. Dans la foulée, il balance « Nanard » dans les jambes de Michel Rocard pour le torpiller aux européennes de 1994 et l'empêcher de lui succéder l'année suivante à l'Élysée.

À l'Académie française

Même loin de la foule, dans des lieux à l'ambiance plus feutrée, la sécurité n'en est pas moins lourde. Ainsi à l'Académie française, le 29 mars 1984, pour la réception de Léopold Sédar Senghor, élu l'année précédente. Ce n'est pas tant la salle de la Coupole que l'ensemble du bâtiment qui abrite la salle de l'investiture qu'il nous faut sécuriser. Longue reconnaissance préalable, longue visite des différents niveaux, y compris les

greniers. On prend des gants, on précise nos horaires, quand arrive le personnel, quand ouvrent les buffets. On impose les horaires du personnel de service, on vérifie listes et badges. Parce que, là comme ailleurs, il n'y a pas de « petite mission », qui pourrait justifier aux yeux de certains moins de vigilance, voire une certaine désinvolture.

On arrive le jour même, en fin de matinée. François Mitterrand entre par le quai Conti, s'assied sur un fauteuil au milieu de la salle, sous la coupole, face à l'assemblée des académiciens assis en demi-cercle. Le président de séance ouvre la cérémonie : « La parole est à M. Léopold Sédar Senghor pour la lecture de son remerciement. » À sa gauche, en retrait sur la rangée, sont assis Alain Poher, Claude Pompidou, Pierre Messmer et Michel Charasse. Deux rangs à l'arrière, Jean-Pierre, venu avec le président, est assis, prêt à bondir si nécessaire. Nous tenons les issues. Dehors attend le cortège. Ambiance feutrée et très solennelle où il nous faut nous déplacer avec tact et discrétion pour vérifier, préparer le départ, communiquer dans le plus grand silence. Travail aux gestes et à vue plus qu'à la radio. En costume-cravate, pistolet automatique à la ceinture, nous nous efforçons de jouer les caméléons et de nous fondre dans l'environnement, ses couleurs et sa « respiration ». Savoir attendre, observer, intervenir de façon appropriée. Bref, le quotidien.

Problème de ficelle

Souvenir sans doute de son passage au ministère des Anciens Combattants en 1943, François Mitterrand tient à assister au XLII[e] anniversaire de la Libération de la région des Hautes-Alpes, en août 1986. À Veynes, il reçoit la médaille de la Ville et une série de gravures de paysages de la région créées par le fils de Georges Rosanvallon, chez qui le président a séjourné en 1942. Puis il se dirige vers le lycée d'enseignement professionnel pour dévoiler une plaque en l'honneur de Pierre Mendès France, président du Conseil, située en hauteur à environ deux mètres cinquante et à proximité d'une fenêtre. Il saisit la ficelle reliée au voile, mais elle lui reste dans les mains. Après un moment de surprise, on entend des rires. J'escalade la fenêtre et dévoile moi-même la plaque ! François Mitterrand est satisfait de mon initiative. Un petit écho dans la presse locale !

C’est aussi la grande époque des déplacements en province avec un cortège de motards de la Garde républicaine en grande tenue pour ouvrir et escorter le chef de l’État : image insolite sur les routes départementales des Hautes-Alpes et charme d’un déplacement présidentiel pour le public, ravi de découvrir les fastes de la République version monarchique, que l’on ne reverra plus sous le « citoyen » Chirac.

Chirac : clashs et cohues

Promesse tenue ! Dès son élection de 1995, Jacques Chirac relance une série d’essais nucléaires. Tollé mondial et mobilisation de Greenpeace, qui ne le lâche nulle part. Partout où nous passons, nous sommes la cible des activistes. Jusqu’à Baden-Baden où, le 7 décembre 1995, le successeur de François Mitterrand est venu rencontrer, non pas le général Massu comme de Gaulle vingt-sept ans plus tôt, mais le chancelier Helmut Kohl. Pourtant, comme en Mai 68, la « chienlit » règne dès les premiers mois du septennat Chirac, qui, avec son fidèle Alain Juppé à Matignon, se heurte à une France vent debout contre ses réformes.

Il s’agit cette fois d’inaugurer le monument que le Général et Adenauer avaient fait ériger pour sceller la réconciliation franco-allemande. Quelques militants escaladent les tours d’une église pour déployer une banderole contre les essais. D’autres portent des pancartes avec des champignons bleu-blanc-rouge et crient des slogans hostiles au moment où le président et le chancelier dévoilent la plaque commémorative avant de se mettre d’accord pour envoyer à leurs partenaires une lettre en faveur de la relance de l’Europe élargie à l’Est. Le BKA ouest-allemand gère de loin et laisse Greenpeace manifester. Nous resserrons le dispositif autour de Jacques Chirac en prévision de débordements ou de jets de projectiles.

Même cause, mêmes effets. En Angleterre, au cours d’une visite de travail, nous jouons encore au chat et à la souris avec Greenpeace, tout au long du parcours depuis un aérodrome militaire situé à l’est de Londres. Le soir, les manifestants se sont regroupés par centaines tout près de la propriété où le président doit passer la soirée et la nuit. Bruits divers, chahut et tentatives de franchissement du rideau de *bobbies* se succèdent pendant des heures. Nous sommes peu nombreux, donc voués à nous en remettre à

nos amis anglais inquiets de la tournure prise par les événements. À l'intérieur du manoir, heureusement, les entretiens se poursuivent dans le calme.

« Je n'ai que des coups à prendre »

Jacques Chirac ne se fait pas trop d'illusions avant son départ vers « l'Orient compliqué [11] ». Il est servi. Coups physiques, coups politiques… Sa longue tournée proche-orientale, du 18 au 25 octobre 1996, tient toutes ses promesses. Beyrouth, Damas, Jérusalem, Ramallah, Gaza, Jordanie, Le Caire. À chaque étape, ses risques et même ses moments de forte tension qui mettent à très rude épreuve les nerfs de la garde rapprochée, comme jamais depuis dix-huit mois et son entrée à l'Élysée.

C'est en Israël que le bras de fer sera le plus violent avec les services de sécurité.

Tout démarre pourtant bien au Liban. À Beyrouth, le président débarque dans un aéroport vide. Il est fermé pendant deux heures pour raisons de sécurité. Il inaugure le nouveau salon d'honneur, symbole de la reconstruction visible dans la capitale qui panse ses blessures de guerre. Protégé par un dispositif de sécurité impressionnant, son cortège suit un parcours jalonné de militaires postés en rang serré. Les affiches de Khomeiny et d'Hafez el-Assad ont disparu. À la résidence, il ose un petit bain de foule, surveillé là encore par d'importantes forces militaires. Moins nombreuses toutefois que les 600 invités au dîner qui suit !

Premier visiteur reçu par le milliardaire Rafiq Hariri, qui vient d'être à nouveau nommé Premier ministre, le président couvre d'éloges son ami, « homme d'État courageux, tenace, ambitieux pour son pays, généreux, talentueux » ! Il réaffirme la position constante de la France en faveur d'un Liban indépendant et souverain, ce qui implique un retrait des Israéliens du Liban-Sud, mais aussi des Syriens. Encore faut-il que les Libanais eux-mêmes fassent passer l'intérêt du pays avant leurs intérêts particuliers ou confessionnels.

Le lendemain matin, il se rend au couvent du patriarche maronite Nasrallah Sfeir, dans la montagne. Des militaires barrent l'accès au monastère à de nombreux chrétiens par crainte d'un mouvement de protestations. « Louis IX, Louis XIV, de Gaulle, Chirac : huit siècles

d’amitié », proclame une banderole. Six mois plus tôt, en avril, il avait été le premier président français à venir au Liban, avec un geste remarqué. Comme le veut la coutume, il s’était allongé sur le sol pour entrer chez le patriarche. Respect des rituels, comme il s’y applique au Japon, mais aussi marque d’attention à l’une des communautés qui fondent la spécificité du Liban. Cette fois, dans la petite église décorée de fleurs et d’un simple drap noir couvert de croix, il assiste à la cérémonie du Vendredi saint, selon la liturgie en araméen, langue du Christ. Le Christ, note le patriarche, est la figure du Liban meurtri par dix-sept ans de guerre, mais qui espère ressusciter. Venu conforter la résistance des chrétiens, le président les encourage aussi à ne pas boycotter les futures élections.

L’après-midi, devant les soldats de la Finul au Liban-Sud, à deux kilomètres d’Israël, il rend hommage aux vingt-six Français morts sous le béret bleu de l’Onu dans une mission de paix qui dure depuis 1978, coincée entre les chiites du Hezbollah et les Israéliens. Avec de surcroît la tutelle syrienne, l’indépendance du Liban dont la France se veut garante, relève encore à l’époque du vœu pieux.

Huit heures de discussions avec Assad

La Syrie justement, sous la poigne de fer d’Hafez el-Assad, au pouvoir depuis vingt-six ans. Il incarne la fermeté envers Israël mais est prêt à négocier pour récupérer le Golan. L’accueil est bien sûr très bien orchestré, avec une foule de jeunes surveillés de près et chauffés par des cadres munis de mégaphones. Vive Assad, vive Chirac. Ambiance convenue, jusqu’au moment où le visiteur part au contact direct de la foule. Mains serrées, embrassades à la volée, fleurs lancées. Vingt minutes de spontanéité, malgré le service d’ordre syrien et le GSPR sur les dents. Assad, que l’on dit cardiaque et diabétique, sourit, mais peine à suivre, une main agrippée au bras de Chirac, l’autre pour saluer de temps à autre. « Je vais pouvoir me présenter aux élections en Syrie », plaisante le chef de l’État.

Direction l’hôtel, car Chirac, contrairement à François Mitterrand douze ans plus tôt, n’a pas voulu loger au Palais des Hôtes. Il déteste ce genre d’endroit officiel. Dans le hall du Méridien, le Syrien lui propose de se reposer un peu et de décaler leur entretien. « Non, non, pas du tout, réplique celui-ci. Je suis pour la dictature. Celle du protocole, bien sûr ! »

Au palais présidentiel, forteresse qui domine Damas, le premier entretien se prolonge. Trois heures à bâtons rompus sans évoquer encore le sujet de fond, la paix. Le Syrien se livre à d'interminables tirades, y compris sur le beau temps. Pas de table, pas de papier, pas de dossier. Le mystérieux dictateur, visage et moustache taillés au cordeau, cou de taureau, allure raide, n'en a pas besoin. Tout en égrenant son chapelet d'ambre, il tient, quoique affaibli, des heures de monologue et, habile manœuvrier, sait exactement où il veut amener son interlocuteur. Chirac consulte son petit pense-bête pour ne pas se laisser berner. Ils jouent à qui colle l'autre sur le Liban.

À un moment, il prend son hôte par surprise : « J'ai une heure de libre jusqu'à 20 heures. Si on allait discuter dans votre maison en ville ? »

Il lui prodigue au passage ce conseil, à la Mitterrand : « Il faut donner du temps au temps. »

Puis il propose sa médiation pour le processus de paix que le Syrien appelle de ses vœux.

Au petit matin, un engin d'arrosage réveille tout le quartier. Au total, les deux dirigeants ont huit heures de discussions pour sceller, après des années de guerre larvée pour cause d'otages, d'attentats, d'assassinats, des retrouvailles apparentes.

Le fameux clash à Jérusalem

La visite en Israël s'annonce mal car elle est précédée d'un incident diplomatique. Les Israéliens refusent que le ministre Hervé de Charette visite la fameuse maison d'Orient qui fait office de siège de l'OLP à Jérusalem-Est. Pas question pour Israël, qui s'estime maître partout dans la Ville sainte. Pour protester contre ce veto, le président de la République décide que son ministre des Affaires étrangères ne sera pas du voyage, remplacé par le secrétaire d'État Hervé Gaymard.

Dès son arrivée, Jacques Chirac doit batailler avec les services de sécurité surarmés : gardes-frontières, soldats, policiers, agents du Shin Bet, un des services secrets. Fidèles à leurs habitudes, ils font étalage de leur force, sans se soucier du GSPR et sans égard pour le président français, et encore moins pour les commerçants palestiniens. Il est vrai qu'ils appliquent des mesures standard de sécurité. Par exemple à l'arrivée à son hôtel, par

l’arrière. Sa voiture entre dans un tunnel de toile, ce que les Américains pratiquent eux aussi. Cinq minutes d’attente à l’intérieur, puis quatre gardes le font sortir – « en m’écrasant les pieds », précise le président conduit à l’ascenseur de service. Consignes standard, certes, mais ils ne font pas dans la dentelle !

La découverte de la vieille ville tourne au cauchemar. Via Dolorosa, la promenade tient plutôt du chemin de croix. Les Israéliens multiplient les provocations pendant les trois heures de visite. Ils renversent les étals des commerçants palestiniens et investissent les lieux saints que le président voulait visiter sous une sécurité minimale. Raté. À l’intérieur du Saint-Sépulcre, un franciscain accueille le président, mais la visite tourne à la bousculade. Quand il entre à l’église Sainte-Anne, territoire français depuis plus d’un siècle, les gardes-frontières l’ont devancé. Ulcéré, Jacques Chirac exige que la sécurité israélienne s’en aille. « J’attends », peste-t-il. Les Israéliens bousculent ministres et membres de la délégation et empêchent même les journalistes de coller à la délégation. Interpellé par la presse, le président laisse éclater sa colère et sort sa fameuse menace : « *What do you want ? Me to go back to my plane and go back to France ? Is that what you want ? This is a provocation* [12]… » Cette menace de partir *illico,* restée célèbre dans les annales diplomatiques, finira par éclipser le reste de la tournée. Jusqu’au Mur des lamentations et l’Esplanade des mosquées, la sécurité israélienne s’en tient à ce comportement qualifié de « fasciste » et qui entraîne une protestation officielle.

Le Premier ministre Benyamin Netanyahou présente ses excuses et explique que les services de sécurité ont sans doute été excessifs, mais qu’ils suivent des consignes strictes depuis l’assassinat d’Yitzhak Rabin, l’année précédente, et les dizaines de morts dans les récents affrontements avec les Palestiniens. Incident clos.

« Mon ami Chirac », « mon ami Netanyahou ». Chacun fait assaut d’amabilités. Le Français concède un passage à la Knesset, pas prévu au programme, mais les Israéliens insistent pour faire contrepoids au discours devant le Parlement palestinien à Ramallah. Netanyahou évoque le rôle de premier plan de Chirac et juge positif le message qu’il a rapporté de Damas. Propos de façade, car il récuse en fait la mission de médiateur de paix que le président français espérait mener au cours de sa tournée.

« Dr Chirac » en Palestine

L'arrivée en Palestine se fait dans deux Super Puma français, démontés au préalable et transportés de France dans des C 130 posés en Égypte ! Quinze heures de travail par hélicoptère et sept hommes ont été nécessaires pour accomplir un geste politique : la France se pose par elle-même en Palestine. Au lendemain de la traversée mouvementée de Jérusalem, les Palestiniens de Ramallah, pavoisée et noire de monde, réservent, au son des cornemuses et des tambours, un accueil triomphal et bon enfant à celui qui a tenu tête à l'État hébreu, tout en tenant la balance égale : sécurité pour Israël et restitution des terres aux Arabes.

Il est aussi le premier président en visite d'État à un peuple qui aspire à avoir un jour le sien. D'où l'appel à l'aide du « président Arafat » au « Dr Chirac » qui vient au chevet d'un processus de paix malade. Jacques Chirac l'assure du soutien économique et politique de la France, en leur prêchant calme, sang-froid et refus de la violence. Moyennant quoi, à peine a-t-il tourné le dos que les Israéliens bouclent de nouveau Gaza et ferment ce que les Palestiniens appellent « la porte de la prison ».

Chez le roi Hussein, descendant du Prophète et signataire de la paix avec Rabin deux ans plus tôt, qualifié d'« ami, collègue, homme de courage et de parole », Chirac se présente, sous les applaudissements des députés jordaniens, en avocat des souffrances irakiennes, avocat de la tolérance religieuse et avocat de la paix. Il veut croire qu'elle finira par gagner. Mais, en guise de bilan, il tempère son optimisme d'un « *Inch Allah !* ».

Il passe la nuit à l'hôtel InterContinental, dans la « suite impériale » d'où l'ambassadeur Bernard Bajolet a pris soin de faire retirer le baldaquin à pompons roses ! Les moteurs de la climatisation qui font un boucan d'enfer au-dessus de la suite sont mis à l'arrêt pour la nuit [13]. Le lendemain, Jacques Chirac offre un déjeuner à l'ambassade en l'honneur du roi Hussein. Au diable, l'avarice ! La République sait recevoir : pour l'occasion, outre la table d'honneur construite spécialement, le président a fait venir de l'Élysée sa vaisselle, son intendant et trois chefs qui, avec les deux cuisiniers de l'ambassade, mitonnent salade landaise aux œufs de caille pochés, coquelet caramélisé au miel d'oranger et servent un corton-charlemagne 1990. Corona bien sûr pour Jacques Chirac qui en profite, à la demande de l'ambassadeur, pour apaiser un petit contentieux avec Alia, la fille aînée du

roi. Elle avait offert trois ans plus tôt un pur-sang arabe à Jacques Chirac qui avait oublié de la remercier ! Pire encore : les haras de Pompadour avaient envoyé à la princesse la facture des frais d'entretien du cheval ! Excuses présidentielles…

Caresse à Ptolémée II

Impossible de venir au Proche-Orient sans accorder à l'Égypte la place qui lui revient. Voici donc le président de retour au Caire pour proposer avec Hosni Moubarak la tenue d'un sommet consacré à la relance d'un hypothétique partenariat euro-méditerranéen et d'une paix pour laquelle l'Europe doit être partie prenante. Une même conviction exprimée déjà au Caire en avril. Visite marquée par une apparition spectaculaire à Alexandrie : une tête surgie des eaux au bout d'une grue installée sur une barge. Elle est posée délicatement aux pieds de Jacques Chirac, attentif aux commentaires de l'archéologue Jean-Yves Empereur, découvreur de milliers de vestiges, colosses, têtes, bustes, de l'ancien phare d'Alexandrie, septième merveille du monde, remplacé au XIV^e^ siècle par un fort mamelouk.

Impressionné, le président caresse le gros bloc sculpté en granit rose d'Assouan. Les plongeurs sous-marins qui l'ont un peu gratté avant de le remonter ont fait apparaître l'orbite des yeux et même la coiffe de ce Ptolémée II « aux traits juvéniles et aux formes féminines », représenté en pharaon. Rapproché à d'autres blocs, on obtient un colosse d'environ treize mètres qui, couché près d'une Isis découverte en 1962, formait l'un des couples royaux dressés au pied du célèbre phare [14]. Les archéologues indiquent qu'ils ont besoin d'aide pour déplacer 180 blocs de 20 tonnes qui gênent leurs fouilles. Jacques Chirac se penche vers le gouverneur, qui promet. Les chercheurs sourient.

À la grande parade en Inde

Hymnes nationaux, revue militaire, lanciers à cheval de la Garde présidentielle, sikhs en tunique rouge et turban à crête : l'accueil officiel de Jacques Chirac en Inde, du 22 au 26 janvier 1998, se déroule au palais présidentiel dont les grandes colonnades surmontées d'un dôme en forme de *stupa* ont un petit côté basilique Saint-Pierre de Rome. Quelques photographes locaux, en colère contre deux de leurs collègues français, se

font entendre, mais sans troubler le début d'une visite qui s'annonce haute en couleur.

Le président est en effet l'invité d'honneur, après dépôt d'une gerbe au mémorial du Mahatma Gandhi – l'un des héros de sa jeunesse –, de la grande parade militaire en ce jour de fête nationale, l'équivalent de notre 14 Juillet. Escorté par les lanciers à cheval, il remonte l'immense avenue du palais présidentiel et prend place dans la tribune, à l'abri d'une vitre pare-balles qui nous soulage d'un stress, mais ne nous fait pas oublier le contexte tendu avec le Pakistan et les attentats qui ont frappé la famille Gandhi.

Le GSPR reste sur le qui-vive pendant les deux heures du défilé commencé par un lâcher de pétales de roses depuis trois hélicoptères. Huit éléphants aux trompes décorées d'or et porteurs de dais rouges, régiments de chameaux harnachés de rouge et d'or et couverts de pompons, groupes de danses enturbannés, fanfares, carnaval de tableaux humains illustrant le combat pour l'indépendance : la révolte des planteurs d'indigo fouettés par les Anglais, femmes en train de filer, l'exploitation du pétrole en mer avec des petits poissons en carton. Une touche de naïveté qui montre le chemin parcouru par ce continent en cinquante ans, y compris sur le plan militaire. Véhicules blindés, maquettes de bateaux tractées par des camions. Cette année, l'aviation est à l'honneur, MiG-29, Jaguars et, pour la première fois des chasseurs Sukhoï 30. Les frères ennemis du Pakistan et de Chine sont bien sûr à l'affût.

Jacques Chirac file ensuite au palais du Premier ministre pour la partie politique, la relance de la relation franco-indienne, et un déjeuner précédé d'un petit spectacle dans un jardin très fleuri, à l'ombre d'une immense toile blanche : orchestre et danseuses en habits colorés et brodés d'or interprètent un court extrait du *Mahabarata,* légende sacrée de l'Inde qui dure en général plus de vingt-quatre heures ! Fin du séjour à New Delhi en beauté avec Sonia Gandhi, très élégante en sari bordeaux et châle bleu marine. Elle vient d'annoncer sa candidature au poste de Premier ministre. Un coup audacieux et risqué de la veuve de Rajiv, assassiné, qui incarne le lourd héritage de la dynastie Nehru-Gandhi. Sonia, d'habitude invisible pour raisons de sécurité, a fait exception pour le président français.

À Bombay, Jacques Chirac rate de peu Cindy Crawford au célèbre hôtel Taj Mahal, sur le front de mer. Elle est venue vanter les mérites d'une marque de montres. Le président, lui, accueilli par un orchestre traditionnel,

collier de fleurs au cou, est venu encourager 400 patrons indiens et français à relancer les affaires. Gigantesque fourmilière d'un milliard d'habitants, qu'elle réussit à nourrir, même si des centaines de millions d'individus continuent de côtoyer la misère, l'Inde ne produit pas que des films à l'eau de rose. Informatique, automobiles, missiles, satellites, elle se profile comme l'une des puissances prochaines. Une classe moyenne, téléphone portable à l'oreille, émerge. Les besoins restent énormes : réseau routier, transports, eau, énergie, recyclage des déchets, sans parler des bidonvilles…

Un petit coin de France a été aménagé sur le pont arrière du *Surcouf*, frégate antimissiles ultramoderne et bourrée d'électronique. Elle a fait escale dans le port de Bombay pour permettre au président d'y recevoir les Français de la mégalopole indienne et la brochette de patrons qui l'accompagnent dans son entreprise de séduction indienne. Accoudé au bastingage, l'un d'eux s'inquiète du climat social en France et critique ses collègues du CNPF, trop fermés sur la question des 35 heures. Flanqué de Dominique Strauss-Kahn et de Claude Allègre, le président s'attarde avec chacun, s'informe, mais veut partager sa confiance en un nouveau partenariat franco-indien.

Sauve qui peut aux obsèques d'Hassan II

Nous sommes au Nigeria, en visite d'État, lorsque nous apprenons, le 24 juillet 1999, le décès, la veille, du roi Hassan II du Maroc. La tournée africaine commencée trois jours plus tôt par la Guinée-Conakry s'était poursuivie à Lomé au Togo. Très vite, les choses s'organisent autour d'un petit groupe composé du président, de son conseiller diplomatique et de l'équipe technique. Il est décidé que le président arrivera à Rabat dans la matinée du 25 juillet, après un passage éclair à Yaoundé. Après une halte-repos à l'ambassade, il se rendra aux funérailles prévues dans l'après-midi.

Deux membres du GSPR, Yvon et Alain, partent immédiatement par avion en précurseurs pour Rabat. Leur mission, bien entendu, est, en lien avec l'ambassade de France et la sécurité marocaine, de connaître le déroulement des funérailles et d'organiser en conséquence le programme présidentiel en prévoyant tout, y compris une éventuelle évacuation d'urgence car nous anticipons des débordements populaires. Deux millions de personnes sont attendues dans les rues, sur un trajet d'environ

trois kilomètres qui doit emprunter l'avenue Mohamed-V, puis l'avenue Hassan-II, pour arriver au mausolée Mohamed-V où le roi reposera.

La sécurité marocaine a fort à faire avec toutes les délégations étrangères et la population qui souhaite rendre hommage au roi. Une première étape se déroule au palais royal, où les dirigeants du monde viennent se recueillir devant le cercueil. Une vingtaine de chefs d'État se sont déplacés, dont le président Bill Clinton, Hosni Moubarak, Abdelaziz Bouteflika et d'anciens présidents comme George Bush et Valéry Giscard d'Estaing. Les épouses doivent les rejoindre au mausolée Mohamed-V. Des salons ont été aménagés pour les accueillir, et c'est tant mieux car il fait très chaud !

Je fais un point régulier avec les éléments avancés sur l'itinéraire. Leur retour est peu rassurant : la sécurité marocaine est débordée par une population de plus en plus survoltée. Le recueillement dure deux heures. Que faire si les choses tournent mal ? D'abord, ne compter que sur nous-mêmes. Nous ne pourrons pas récupérer les voitures le long du parcours. Les hélicoptères prévus sont très vite hors-jeu, tant la foule est dense et ingérable. La Sécurité civile marocaine tente difficilement de disposer des antennes médicales le long du parcours.

Vers 15 h 30, le cortège sort du palais royal et s'ébranle à pied derrière le cercueil posé sur un affût de canon et tiré par des chevaux magnifiques de l'écurie royale. Les policiers en tenue et en civil sont omniprésents mais dépassés, ce que je peux comprendre. La formidable pression de la foule le long de l'avenue fait éclater le cortège en accordéon.

Empoignades entre services

Nous formons dès le départ une chaîne autour de Jacques Chirac et d'autres grands, comme Bill Clinton, afin de progresser sans trop d'à-coups et les protéger. Ce n'est pas une promenade de santé ! Nous devons sans arrêt résister aux pressions et à la bousculade qui vient de l'arrière. Nos amis américains du Secret Service sont paniqués car leur dispositif de sécurité a implosé. On assiste à des scènes d'empoignade entre le service de sécurité marocain et le Secret Service, car chacun essaie de tenir une parcelle de la route et de conserver son pré carré, ce qui est une gageure. Nous y parvenons, mais il nous est impossible, ainsi qu'aux autres délégations, de faire suivre au moins un véhicule *« spare »* pour évacuer

l’autorité en cas de problème. Nos amis américains ont du mal à l’admettre et à s’adapter.

La cohue est monstrueuse, c’est la foire d’empoigne. Chacun tente de tenir debout et d’avancer. Nous nous efforçons de rester groupés et de nous tenir le plus près possible de l’affût tracté par des chevaux du roi Hassan II. Nous marchons sur des objets qui jonchent le sol : chaussures, cravates, objets divers… Il fait de plus en plus chaud au milieu de la foule. L’eau que nous transportons dans nos sacs à dos est bienvenue. Jacques Chirac se désaltère régulièrement, d’autres autorités sont ravitaillées.

Nous arrivons enfin au mausolée, après deux heures de marche. Des salons jouxtent la chambre où est déposé le cercueil du roi. Le spectacle des délégations fait penser à la déroute d’une armée en pleine campagne. Les accompagnateurs sont épuisés et affalés sur le sol, là où il y a de la place, à la recherche d’une parcelle de fraîcheur et surtout en quête d’eau. Il n’y en a pas pour tout le monde ! Tous les services de sécurité sont exténués. Après le recueil devant le tombeau du roi, nous amorçons le départ. Curieusement, la sortie du mausolée est plutôt facile. Les véhicules sont à proximité, dans l’avenue. Ce n’est pas un miracle car un membre du GSPR a pour mission de piloter – en liaison avec nos amis marocains – le cortège français constitué de voitures de l’ambassade auquel sont rattachés deux véhicules de la police marocaine. Le retour à l’ambassade prend vingt minutes. La voiture de sécurité fait l’effet d’un havre de paix et de silence, après le tumulte de la foule. Mais la journée a été plus que rude.

À l’ambassade, le président récupère dans un salon, accompagné de quelques membres de la délégation. Nous en profitons, avant de repartir pour la France, pour mettre nos chemises et nos costumes à sécher dans le sèche-linge de l’ambassade, car nous n’avons pas de vêtements de rechange sur place. Nous voilà en sous-vêtements dans la buanderie, à attendre que la machine fasse son travail ! Notre dispositif composé de véhicules disposés à intervalles réguliers, malgré les promesses de la sécurité marocaine, n’a pas vraiment fonctionné. Nous avons été performants dans la progression à pied et les liaisons radio mais, s’il avait fallu s’extraire de la foule, nous aurions été livrés à nous-mêmes. D’où notre obsession pour installer, maintenir et préserver coûte que coûte une bulle autour du chef de l’État, la plus homogène et la plus autonome possible. Nous avons réussi, au prix d’un épuisement physique sans précédent.

Chez les Inuits

Le 7 septembre 1999, le président quitte le VIII^e^ sommet de la Francophonie à Moncton (Nouveau-Brunswick) pour Iqaluit, la capitale des Inuits du Nunavut, tout juste créé en avril. Accompagné de Bernadette, il veut être le premier chef d'État du monde à honorer le Parlement de ce peuple longtemps persécuté et déporté au sud de ses terres arctiques. Dans le Parlement tout neuf, en forme de traîneau, les dix-neuf parlementaires accueillent, à la lumière d'une lampe à huile de phoque allumée par une Inuit, Jacques Chirac, très ému de remettre la Légion d'honneur à John Amagoalik, ancien déporté et considéré comme le « père du Nunavut ».

Iqaluit, où il passe deux nuits à l'hôtel Discovery Lodge, n'est qu'un modeste bourg en bord de mer constitué de maisons sur pilotis et de préfabriqués. Peu importe pour ce passionné et fin connaisseur des peuples dits « premiers » qu'est Jacques Chirac, qualifié par le galeriste Raymond Brousseau de « Malraux du Grand Nord ». Preuve de son respect profond pour les Inuits, comme pour les Taïnos, Amérindiens des Caraïbes ou d'autres peuples d'Afrique et d'Océanie, il se rend d'un coup d'aile de petit avion à Cape Dorset pour visiter un atelier de lithographie et une exposition de sculptures à la coopérative West Baffin Eskimo. Étonnement admiratif devant les œuvres d'artistes inuits tailleurs de pierre (la serpentine et la stéatite) qui font danser les *nanuk* (ours) depuis des millénaires en s'inspirant de leurs mythes fondés sur la chasse : « Je vois des choses dans la pierre, explique Nuna Parr, artiste reconnu, alors je tente de les faire vivre. » Il est l'héritier de Paula Saila de Cape Dorset, premier artiste à réaliser un ours qui danse dans les années 1950.

Après un déjeuner au Centre communautaire, le couple poursuit son immersion arctique vers Pangnirtung (Panniqtuuq), où nous atterrissons après un vol de une heure trente. De là, nous partons pour le centre Uqqurmiut, qui abrite également des artistes inuits. Atterrissage à Windy Lake après avoir survolé le parc Auyuittuq, puis retour à Iqaluit. Nous repartirons le lendemain pour Saint-Pierre-et-Miquelon en Falcon 900.

La mission préparatoire nous avait permis de parcourir les différentes étapes du voyage et de fraterniser avec nos amis de la Gendarmerie royale canadienne. J'y retrouve une vieille connaissance, auparavant agent de sécurité chargé des autorités étrangères en visite au Québec. Mitch Monett,

en poste à Iqaluit, nous accueille avec joie. Quelques bières au bar de leur office scellent nos retrouvailles, prolongées le soir, dans l'ambiance fraternelle de cousins qui se revoient après des siècles. Survolant les immensités de la banquise, nous mesurons la distance qui nous sépare désormais.

Bien armés à Damas

Je me trouve le samedi 10 juin 2000 sur le parking du Mémorial de Caen et m'apprête à le visiter en famille lorsque je reçois un appel de l'Élysée : « Hafez el-Assad est décédé aujourd'hui. Le président assistera mardi à ses obsèques. » Retour *illico* à Versailles, où je réside. Il me faut aller vite et contacter immédiatement l'aide de camp, gestionnaire des moyens aériens. Il nous faut projeter aussitôt une équipe pour organiser notre dispositif de sécurité avec les partenaires syriens. Pour l'armement, les autorisations seront trop longues à attendre. Nous devrons donc les transporter dans l'avion du président, sans déclaration préalable !

Le lundi, veille du départ, la tension monte. Jérôme Monod, conseiller du président dont il est un ami de très longue date, m'appelle dans la soirée : « Mme Chirac est inquiète et veut s'assurer que tout est fait pour le président. Emportez-vous assez d'armes ? Dites-moi, mon colonel. »

Je l'assure que je prends toutes les dispositions en amont pour mettre en place un dispositif fiable qui nous mette à l'abri d'un incident. Nous emportons notamment un armement et des matériels suffisants pour permettre une éventuelle exfiltration, notre obsession. Un problème vient s'ajouter : les états d'âme de mon adjoint. Il objecte que notre armement à forte capacité nous mettra dans l'illégalité vis-à-vis des règles internationales en matière de port d'armes. Je passe outre. Nécessité fait loi.

Quand Jacques Chirac atterrit à Damas, le « paysage » est en place : les forces de sécurité sont partout. Notre déplacement sur des kilomètres, entre l'aéroport et le lieu de recueillement, est jalonné d'une double haie de militaires en armes. La foule se presse le long de la route, mais elle est fermement tenue à distance, ce qui ne peut rien exclure pour autant. Dans les voitures, la sécurité française occupe quatre places. Chacun d'entre nous est porteur d'un pistolet-mitrailleur et de grenades. Il est difficile de faire mieux, dans cette situation. Nos homologues syriens ferment les yeux ! Il

n’y a plus qu’à espérer qu’en cas de coup dur nous aurons les bonnes réactions, au moins pouvoir nous exfiltrer et nous mettre à l’abri. Pour nous, les directions de repli sont bien définies : l’hôpital identifié par nos soins où les services sont mis en alerte, ou l’ambassade de France. En dehors de cette alternative, point de salut raisonnable. Comment réagiraient les Syriens ? Il subsiste comme toujours une inconnue, bien que nous nous soyons accordés avant le départ. Finalement, les funérailles sont expédiées en quelques heures, sans anicroche. Nous quittons Damas avec soulagement.

« On est les champions ! »

Cohabitation oblige, Jacques Chirac dispute à sa manière la Coupe du monde 1998, dans une sorte de bulle temporaire de popularité qui le contraint, pour ne pas faire de fausse note dans l’euphorie générale, à une fausse connivence avec son Premier ministre. Ce qui ne l’empêche pas de jouer solo à l’occasion. Il rend visite à l’équipe de France à Clairefontaine, claque une bise sur le crâne rasé du gardien Fabien Barthez, à l’issue de la demi-finale France-Croatie. Le soir de la finale, vêtu du maillot 23, écharpe bleue autour du cou, il hurle avec le speaker et la foule les numéros des joueurs.

Notre vigilance est à la hauteur de ce moment exceptionnel. Pour l’ensemble de la Coupe, nous avons déployé un grand barnum sécuritaire en plusieurs vagues après des missions préparatoires qui ont réuni la direction du stade, les prestataires des services de gardiennage (vigiles), le protocole, l’aide de camp du président, la sécurité, la presse, le VO. Le jour J, celui de la finale, quatorze GSPR sont présents, les premiers dès 14 heures pour l’inspection des lieux avec chiens démineurs. La seconde équipe arrive vers 16 heures pour tenir le salon présidentiel et tous les abords. Le GSPR reste jusqu’à 23 heures, puis nous regagnons l’Élysée. Le président passe saluer le personnel et les familles, dont la mienne, qui ont suivi le match sur un écran géant et dégusté le buffet dans le Grand Salon. En vedette : des miniballons en chocolat qui font le bonheur des enfants ! L’équipe recueil regagne Satory dans la nuit. Réintégration des matériels, des véhicules, lecture du service pour le lendemain. Retour à la maison. Coucher vers 1 heure pour repartir vers 6 h 30 pour certains. Comme souvent…

Le 14 juillet, au lendemain de la journée de liesse « black-blanc-beur » sur les Champs-Élysées, le président reçoit les champions du monde alignés sur la terrasse arrière, côté parc, à la vue de tous les invités. Il félicite et remercie les champions et en profite pour opposer l'esprit d'équipe à ceux qui, dans l'opposition mais aussi dans la majorité, étalent leurs « mauvais penchants ». Moment de liesse partagée, puis le président plonge dans la foule pour son exercice favori.

Une « casquette » en verre au Stade de France

En 1998, nous apportons des aménagements au Stade de France qui ne répond pas aux exigences d'une bonne sécurité : malgré le coût des travaux, nous avons imposé la construction d'une « casquette » en verre au-dessus de la tribune présidentielle, un toit sur toute la longueur et trois mètres de large pour éviter des projectiles lancés des tribunes supérieures. Rien n'avait été prévu ! Nous modifions la hauteur de la passerelle qu'empruntent les joueurs à la fin du match quand ils passent devant les autorités pour les saluer et recevoir le trophée de la victoire. Auparavant, ils dominaient le président, ce qui lui faisait courir un risque en cas de chute des joueurs ou de la coupe. Désormais, ils se retrouvent à la même hauteur.

Où va se nicher la sécurité si on la veut exemplaire ! Jusqu'à la reconnaissance approfondie du sous-sol de cet immense bâtiment qui nous fait l'impression d'un gruyère sans fin avec une multitude de galeries, de larges voies de circulation, de parkings, d'ascenseurs qui constituent pour nous autant de défis sécuritaires. Nous avons également amélioré les conditions d'évacuation par voie aérienne en prévoyant une zone de poser et de décollage d'hélicoptère sur le stade annexe. Malgré cette vigilance extrême, nous ne sommes sans doute pas à l'abri de tout.

En 2015, d'ailleurs, les terroristes sont arrivés porteurs de ceintures d'explosifs qui, heureusement, n'étaient pas assez stables et ont explosé avant qu'ils pénètrent à l'intérieur du Stade. C'est la raison pour laquelle nous sommes très pointilleux sur la sélection des vigiles, dont le rôle s'est accru. Nous vérifions, lors des réunions préparatoires, qu'il s'agit de gens sérieux, aptes à rester et à intervenir si besoin. Nous devons être capables de répondre « Oui » si le président nous demande : « Tout va bien ? » Nous

sommes ses yeux pour le guider lorsqu'il arrive en surface au Parc, ou au sous-sol du Stade de France, puis pour le protéger toute la soirée.

Clash avec Li Peng

Si le Japon a été, selon la formule du journaliste Georges Suffert, la « résidence secondaire » de Jacques Chirac, la Chine aura été sa seconde passion asiatique. Il était incollable sur les dynasties de l'Empire du Milieu depuis les Mongols, sur sa poésie, ses bronzes, ses vases, ses porcelaines. « L'ami du peuple chinois », convaincu que ce pays jouerait un rôle capital dans le monde du XXIe siècle, l'a toujours respecté, voire flatté. Sans occulter le problème des droits de l'homme, il s'est toujours refusé à s'ériger en donneur de leçons.

À la différence d'Alain Juppé, dont un dîner au Quai d'Orsay avec Li Peng en 1996 avait failli être annulé. Les droits de l'homme provoquent un sérieux incident diplomatique. Le toast que le ministre devait prononcer avait, par courtoisie, été transmis aux Chinois. Fureur de Li Peng à la lecture de passages sur le Tibet, les dissidents de la place Tian'anmen… Il refuse de se rendre au dîner. Juppé ne veut pas amender son texte validé par l'Élysée. La rupture est proche. Les industriels angoissent, les ministres invités font le pied de grue, les épouses se décommandent. À l'issue d'intenses tractations, un compromis est trouvé. Alain Juppé remballe son texte. Le dîner peut se tenir, avec trois heures de retard. Au menu : soupe à la grimace !

Rien de tel avec Jacques Chirac, toujours soucieux d'entretenir le contact personnel le plus chaleureux avec les dirigeants communistes chinois. L'année suivante, le 15 mai 1997, la brouille avec Juppé est oubliée. Il commence sa visite de quatre jours en signant un joli contrat de vente de trente Airbus et, le lendemain, une déclaration conjointe pour un partenariat global dans laquelle Pékin reconnaît l'« universalité » des droits de l'homme. Jacques Chirac veut y voir un succès de sa démarche fondée non sur la condamnation, mais sur le dialogue « confiant, constructif, exigeant, respectueux des identités de chacun ». Dès lors, déclare-t-il, un « nouvel élan » est possible pour les entreprises, l'emploi et le rang de la France dans le monde. « Ce n'est pas le moment de marquer une pause. » Deux ans plus tard, c'est Jiang Zemin qui vient en France.

Jiang Zemin danse avec Bernadette

Jacques Chirac veut marquer le coup et se fend d'un geste personnel. Il invite, le 24 octobre 1999, Jiang Zemin pour un week-end privé dans son château de Bity. Ils se retrouvent au préalable à Lyon, où le numéro un chinois marque son intérêt pour le TGV français à bord duquel il rejoint la gare au départ de l'aéroport. De là, les deux présidents se rendent, à travers des ruelles étroites dans lesquelles l'imposant cortège a bien du mal à se faufiler, dans un bouchon lyonnais réservé et inspecté. La délégation chinoise apprécie le foie gras, mais nettement moins les cris de quelques manifestants ni le T-shirt protibétain accroché à une fenêtre en face du restaurant. La police, prise de court alors que le quartier Saint-Jean a été bouclé et transformé quasiment en « cité interdite », grimpe vite dans les étages pour enlever le T-shirt accusateur.

La veille au soir, Raymond Barre, maire de la ville de Lyon alors investie par plus de mille policiers, avait souhaité, tandis que les sirènes de la police tentaient de couvrir les cris des manifestants, que le progrès économique et social de la Chine emprunte « la voie inséparable des libertés démocratiques nécessaires à l'épanouissement de son peuple ». À quoi le dirigeant chinois avait répondu que, pas à pas, son pays sera « civilisé en 2050 ».

« Cela implique trois évolutions, selon Jacques Chirac. Ethniques avec le Tibet et le Xinjiang, unité nationale avec Taïwan et politique avec les droits de l'homme. » Que cela prenne dix, vingt ou trente ans, « la Chine doit être démocratique », conclut-il, toujours adepte du dialogue.

Tous deux quittent dans le même avion Lyon pour Limoges, où, en un cortège d'une quinzaine de voitures, ils roulent vers Sarran, le fief électoral de Bernadette. Un trajet sécurisé par les gendarmes, mais le relief montagneux et les « masques » forestiers provoquent des coupures des liaisons radio. Je monte en éclaireur dans la voiture du commandant du groupement de gendarmerie pour profiter de son propre réseau. Le survol d'un hélicoptère au-dessus des forêts n'empêche pas certains « trous » de transmission, ce qui ajoute à la tension. La menace de manifestants antichinois qui pourraient bloquer la route et perturber le programme nous contraint à prévoir une voie de « variantement », dans notre jargon, c'est-à-dire un contournement. Inutile en fait car, à l'approche de Sarran, ils ne sont qu'une dizaine de manifestants, contenus par un petit cordon de gendarmes.

Jiang Zemin et son épouse sont les hôtes personnels des Chirac, dans leur château de Bity acheté en 1969. La remarque assassine du président Pompidou à son ministre Chirac est restée en mémoire : « Quand on prétend faire de la politique, on s'arrange pour ne pas avoir de château, sauf s'il est dans la famille depuis au moins Louis XV. » Pour l'occasion, il a bien fallu déroger aux habitudes de Bernadette, qui n'aime pas y venir en hiver pour limiter les frais de chauffage. Par souci d'économie aussi, paraît-il, la Première dame a refusé de refaire la salle de bains de la chambre réservée au couple chinois, comme l'avaient demandé les services venus en visite préparatoire.

Agneau et salade corrézienne au dîner. Dix-sept heures de discussions, jusqu'au lendemain. Avec promesse d'installer un téléphone rouge direct entre eux. C'est dire l'intensité de l'échange, qui n'est pas une première. Deux ans plus tôt, en mai 1997, lors d'un dîner officiel au Grand Palais du peuple, Jean-David Levitte, conseiller diplomatique du président français, lui suggère d'évoquer le dossier Airbus. Ils les voient en grande discussion.

« Alors, Airbus ? demande-t-il à la fin.

— Ah, j'ai oublié. On a surtout parlé poésie », répond un Chirac blagueur.

Le lendemain, il offre à son hôte la feuille d'embauche de Deng Xiaoping, ouvrier chez Schneider dans les années 1920. Jiang Zemin, en retour, a réservé une « surprise » : il fait cadeau d'une calligraphie d'un poème du VIII^e^ siècle, qu'il dit avoir réalisée pendant la nuit.

Il faut croire que Jiang Zemin apprécie cette étape corrézienne puisque, le lendemain, lors de la visite du musée de Sarran, agrémentée de dégustation de produits corréziens, il danse au son de l'accordéon avec Bernadette, sous les applaudissements et les rires enjoués de l'assistance.

AZF : course Chirac-Jospin

En pleine cohabitation, l'explosion, le 21 septembre 2001, d'un stock de nitrate d'ammonium à l'usine AZF (Azote Fertilisants) de Toulouse a tué 31 personnes et fait 2 500 blessés. Elle n'en provoque pas moins une indécente course à l'échalote entre les deux têtes de l'exécutif. Le président doit arriver sur place avant le Premier ministre ! Je pars préparer son déplacement. Un avion spécial avec une équipe GSPR. Je réceptionne Jacques Chirac à l'aéroport de Toulouse et nous filons en cortège sur le lieu

de l’explosion, qui a été entendue à quatre-vingts kilomètres. Dans un silence de mort, le président découvre le site comme après un bombardement. Le pont près de l’usine est couvert de gravats et de poussière. Profonde émotion avec des employés rescapés, pour ne pas dire miraculés. L’hôpital de campagne soigne de nombreux blessés par éclats de verre car les vitres ont été soufflées dans un rayon de plusieurs kilomètres. Il termine sa visite à la mairie de Toulouse, dirigée depuis mars par Philippe Douste-Blazy. Il n’aura pas croisé Lionel Jospin, arrivé dans l’après-midi !

Hommage à Ben Ali

L’histoire est cruelle et les images trompeuses. Le 6 octobre 1995, quand il débarque à Tunis, Jacques Chirac donne l’impression de retrouver un ami en la personne de Ben Ali. Il lui présente Philippe Séguin, président de l’Assemblée nationale, originaire de Tunisie : « Voici votre fils. » Après les honneurs rendus par la garde en grande tenue d’apparat, youyous, tambourins, cornemuses, musique sacrée des derviches, les deux présidents descendent à pied l’avenue Bourguiba. Foule en liesse comme toujours. Tout sourire, ils savourent une relation qui se veut confiante et amicale.

Pour ma première mission officielle à l’étranger auprès du nouveau président, je le colle au plus près, même si la sécurité tunisienne a de son côté déployé les grands moyens, sans nous associer. Preuve que le discours officiel rassurant tient de la méthode Coué.

Car la menace intégriste est durablement installée. En Tunisie, mais aussi en France, en proie à une campagne d’attentats comme en 1986, quand une première explosion avait aussitôt salué l’entrée de Jacques Chirac à Matignon. Cette fois, c’est en tant que président qu’il doit affronter une nouvelle série d’attentats, dont celui de la station Saint-Michel, le 25 juillet. En septembre, Khaled Kelkal, de Vaulx-en-Velin, est abattu et les membres de son groupe arrêtés. La piste mène en Algérie, où le pouvoir et les islamistes, dont le GIA, sont en guerre depuis trois ans.

Leur intérêt commun dans la lutte anti-islamiste explique en partie la proximité entre l’homme fort de Tunisie, qui n’épargne ni les islamistes ni l’opposition, et Chirac, qui non seulement ne reçoit pas cette opposition, mais se fend même d’un hommage appuyé à son hôte : « Il engage son pays dans la voie de la modernisation démocratique et de la paix sociale. »

Moyennant quoi, cinq ans plus tard, le premier printemps arabe éclatera en Tunisie et balaiera Ben Ali.

Il y a loin de la coupe aux lèvres. Le chantre de la fracture sociale, à peine à l'Élysée, affronte la dure réalité. Alors, devant quelques journalistes qui l'ont suivi à Tunis, il « appelle les Français au sursaut. Je mènerai le combat. Il faut du temps et du caractère. J'ai le temps et j'aurai le caractère. Je tiendrai mes engagements ». Peu après, il vire de bord. À la trappe, ses promesses de campagne. Le septennat et Alain Juppé entament leur chemin de croix. Jusqu'à la dissolution, deux ans plus tard, et la cohabitation avec Lionel Jospin. L'histoire est en effet cruelle.

Des chiens spécialistes en explosifs au Bénin

Les menaces sont réelles pour le sommet de la Francophonie au Bénin du 1er au 4 décembre 1995. Quinze jours après notre voyage préparatoire, deux roquettes tombent sur la Maison du peuple transformée en Centre international de conférence. Le coup est attribué à des opposants militaires au régime de Nicéphore Soglo. À Paris, nous prenons évidemment les choses au sérieux. L'état-major particulier me laisse carte blanche. Je propose, entre autres, le soutien d'un groupe du GIGN, en cas de prise d'otages. Les chiens spécialistes en explosifs seront eux aussi du voyage. Tout est validé, au grand dam du chef des voyages officiels, qui n'est pas convié à cette réunion extraordinaire. Il me reproche de ne pas y associer le Raid (toujours la guerre des polices !) et d'emmener les chiens qui, pour lui, sont inopérants en Afrique. Allez savoir pourquoi !

Je repars en mission complémentaire au Bénin, pour examiner les mesures prévues par la sécurité béninoise. Parmi elles, j'insiste sur le contrôle effectif des accès sous badges, de couleurs différentes en fonction de la zone autorisée et sur un périmètre de sécurité élargi pour l'occasion. À risques potentiels réels, mesures de sécurité exceptionnelles. Le sommet se déroule tranquillement !

Le paquet sur la sécurité au Cameroun

Même si la situation est différente au Cameroun, où se tient le XXIe sommet franco-africain du 17 au 19 janvier 2001, les risques n'en sont pas moins réels : aux traditionnels mouvements de foule africaine s'ajoute

ici la guérilla au nord de Garoua. Il faut prévoir le pire, comme toujours. Sur 54 délégations attendues, une trentaine doit venir. Certaines aux profils délicats et logées dans deux hôtels : le Hilton où nous résidons, et l'hôtel du Mont-Febe. Entre les cortèges, les déplacements, le fonctionnement des installations, les ascenseurs, l'engorgement menace.

Dans la rubrique « situation-menaces-contraintes », je préviens : « Nous sommes en Afrique, ce qui comporte des avantages (excellentes relations avec l'ensemble des forces, possibilité de coopérer étroitement) mais aussi des inconvénients : déploiements de force souvent surabondants et parfois mal utilisés, une relative insouciance, une disponibilité variable, des infrastructures élémentaires déficientes ou aléatoires telles que l'eau et l'électricité. »

Il est donc nécessaire de piloter à vue, de vérifier et de parer à toute éventualité en conservant coûte que coûte sa liberté de manœuvre. Nous prenons unilatéralement les mesures suivantes : une voiture suiveuse S2 (en arrière de celle de l'autorité) uniquement française, y compris le chauffeur, une blindée en réserve, des maîtres-chiens démineurs, des badges S rouges permettant d'évoluer en tous lieux, une chaîne médicale complète, des moyens de secours, l'encadrement de l'escadron d'intervention camerounais par des membres du GIGN. Un groupe de cette unité sera positionné sur place à ma demande, en cas de besoin. Les maîtres-chiens et leurs chiens sont à pied d'œuvre, au grand dam, une fois de plus, du chef des voyages officiels qui soutient, comme pour le Bénin, que les chiens sont inopérants sous la chaleur. La frégate française *La Motte-Picquet* mouille à Douala en secours.

Le cortège se met en route, musclé car la présidence camerounaise a fait l'acquisition de Hummer blindés de couleur noire qui en imposent par leur taille et leur capacité d'action et de protection. Le chef de la sécurité du président Paul Biya m'en explique les possibilités et m'en donne le prix.

Comme pour tout sommet, les prises de parole sont souvent longues et multiples. Jacques Chirac en profite pour mener quelques entretiens bilatéraux, dont celui organisé discrètement dans un salon avec Mouammar Kadhafi. Il se présente en djellaba, avec son seul interprète, sans ses fameuses « amazones » aux apparences de gardes du corps. Nous sommes en éveil.

En marge du sommet, Jacques Chirac est invité par le roi du Maroc, Mohammed VI, dans une propriété située sur les hauts de Yaoundé. Un précurseur GSPR se rend sur place. RAS : la villa est bien gardée par une sécurité marocaine en nombre. Je suis le président à bord dans la S2. Excellent accueil agrémenté d'une grande variété de couscous. La chaleur ne coupe pas l'appétit présidentiel ! Nous sommes nous aussi fort bien traités. Je n'ai jamais goûté un aussi bon couscous !

En retard chez la reine

Une première pour une visite d'État en Grande-Bretagne. Le 14 mai 1996, Jacques et Bernadette Chirac arrivent en Eurostar au terminal londonien ultramoderne de Waterloo. La journée s'annonce royale. Accueilli par la princesse Margaret, le couple rejoint la reine et le prince Philip, devant le palais de Buckingham où les Horse Guards, les uns en tunique rouge et casque à crinière blanche, les autres en tunique bleue et crinière rouge, rendent les honneurs. Quarante et un coups de canon sont tirés à Green Park et à la tour de Londres. Au son des trompettes, le cortège de carrosses s'ébranle le long du Mall, grande avenue qui mène à la grille du Palais sur lequel flotte l'étendard royal avec sa devise en français : « Dieu et mon droit. »

Un brin de nostalgie pour Jacques Chirac dont un souvenir royal remonte à ses seize ans. Lors d'un séjour dans le Kent chez son correspondant, il avait vu le roi George VI, père d'Élisabeth, en visite aux chantiers navals de Newcastle.

C'est la reine elle-même qui a choisi le menu du déjeuner. Non pas le *fish and chips* dans du papier journal dont Chirac raffolait dans sa jeunesse, mais du bœuf. Un choix tout sauf innocent en pleine crise de la vache folle et de l'embargo français et européen qui irrite les Anglais. Le coup du bœuf, en tout cas, a bien fait rire le président, qui en a saisi toute la perfidie et l'humour *so british*. Malgré tout, il n'est question en ce jour que de leur lune de miel : 10 millions de touristes britanniques en France, Cantona et Ginola sur les terrains d'outre-Manche, Isabelle Huppert sur la scène à Londres. Sans parler des atomes crochus sur la Défense, le compagnonnage en Bosnie, le rapprochement Matra-British Aerospace. Mais le parfum

d’Entente cordiale, souvenir de 1904, ne fait pas oublier les différentes visions sur l’Europe et la monnaie unique.

Le soir, retour difficile à Buckingham, dont l’accès est bloqué par des manifestants hostiles à la chasse à courre. Le président arrive avec une demi-heure de retard ! La reine n’attend pas. Quand ils se retrouvent enfin, Jacques Chirac explique à la « Queen » les raisons de ce contretemps. Le dîner se déroule dans la salle de bal du Palais, sous la lumière tamisée et douce des candélabres aux bougies roses. D’un côté, deux trônes dont celui de la reine ; de l’autre, sur une mezzanine, l’orchestre avec orgue. Tableaux, tapisseries, pièces de vermeil contribuent au luxe royal. La table est en U, décorée de bouquets, de coupes de fruits, de salières en or. Les services à motifs de fleurs bleues sont en porcelaine de Sèvres, cadeau de Louis XVI !

« Majesté, vous n’auriez pas une bière ? »

Grandes tenues de rigueur pour les 160 invités privilégiés. Robes du soir Dior et Chanel. La plus éclatante doit être la reine. Robe en satin blanc rehaussée de motifs d’or et d’argent, diadème de perles et de diamants, elle arbore la grand-croix de la Légion d’honneur. Escortés de deux majordomes qui marchent à reculons, la reine et le président entrent d’un pas majestueux. Toast de bienvenue d’Élisabeth II, « Marseillaise ». À Chirac de prendre la parole. Il cherche le micro. La reine lui montre un bouquet de fleurs ! Il lui demande en anglais la permission de s’exprimer en français. Accordé. Il affirme, contre toute évidence, que « l’amitié franco-britannique doit être la pierre d’angle de la construction européenne ». Cette fois, pas de bœuf au menu. Le comique de répétition n’est pas de mise à la cour. *Shocking* tout de même quand le président tend la salière à Sa Majesté, alors qu’un serviteur est préposé à cette haute fonction. Re-*shocking* quand il ose : « Majesté, vous n’auriez pas une petite bière ? »

Le lendemain, journée politique avec John Major, les lords et députés rassemblés dans la galerie royale de Westminster. Boiseries au plafond, dorures, vitraux, statues, tableaux dont deux immenses : Nelson à Trafalgar et la rencontre Wellington-Blucher à Waterloo. Les hallebardiers sont en tenue d’apparat. L’assistance applaudit poliment Chirac et son plaidoyer pour l’Europe et sa monnaie, mais ne se laisse pas convaincre pour autant. « Je n’étais pas venu pour cela », affirme-t-il.

Pour clore cette visite fastueuse, escapade en Écosse avec le prince Charles pour voir à Glasgow les ravages de la fracture sociale façon britannique. Quelques cornemuses égaient l'accueil à Easterhouse, un coin de misère écossaise, connu pour sa guerre des gangs, ses trafics de drogue, ses chômeurs à la pelle. À peine 20 % des 40 000 habitants peuvent se payer une voiture. Descendus de Jaguar, Jacques Chirac et le prince de Galles arpentent quelques rues. Vitres cassées, rideaux en serpillières, portes à moitié défoncées, façades crasseuses, en guise de jardinets de maigres brins d'herbe au milieu des immondices… Des gamins errent en shootant dans tout ce qui leur tombe sous les pieds puisque le football est roi. Ici, Celtic ou Rangers tiennent lieu de guerre de religion.

Le président plonge dans la petite foule, serre toutes les mains, embrasse les petites filles, lance des volées de *congratulations*, sourit ou éclate de rire, parle longuement avec tel ou tel. À ses côtés, Charles serre des mains mais garde une distance princière. Ce qui ne l'empêche pas de se consacrer à sa fondation et d'agir avec des associations pour l'éducation, l'emploi, l'habitat et le cadre de vie. Pendant ce temps, Bernadette visite un service de réanimation pour enfants et en sort bouleversée, avant de découvrir une collection privée d'œuvres d'art. Retour pour une dernière nuit à Buckingham – qui l'a « grisée », confie-t-elle.

À Auschwitz avec cent lycéens français et polonais

Venu soutenir, lors de sa visite du 11 au 13 septembre 1996, l'entrée de la Pologne dans l'Union européenne et dans l'Alliance atlantique, qu'il souhaite pour l'an 2000 malgré la demande de Lech Walesa pour un calendrier accéléré, Jacques Chirac descend à Cracovie. Fière de ses mille ans d'histoire, Kraków (en polonais) a été choisie comme l'une des capitales culturelles de l'Europe de l'an 2000. Petit moment de détente touristique avec la visite de la cathédrale Notre-Dame qui abrite un retable du XV^e^ siècle, œuvre immense constituée de panneaux en bois sculptés et couverts de dorures qu'une religieuse s'échine à tourner à la main d'une longue pique de fer. Puis il fait avec Bernadette le tour à pied de l'ancienne Halle aux draps, ce qui leur vaut une petite aubade improvisée d'un groupe de jeunes filles qui entonnent quelques chansons. Ravi, le président jette un œil sur les boutiques de souvenirs et entre dans un café.

Il a surtout prévu de visiter Auschwitz et Birkenau, accompagné d'une centaine de lycéens de Paris et de Drancy, amenés par un vol spécial, ainsi que de jeunes Polonais. Le déplacement pour rejoindre les camps paraît long. Le cortège roule à petite allure. Un lourd silence pèse sur le convoi, accentué par la mise en mode silence de notre liaison radio. Notre dispositif sera le plus discret possible : précéder, accompagner à distance, s'effacer.

Pendant une heure, le président, son homologue polonais Alexandre Kwasniewski et les jeunes découvrent l'horreur, passant d'un stalag à un autre, les amas de cheveux et de chaussures, les chambres à gaz, les fours crématoires. Ils apprennent comment les enfants étaient arrachés à leurs parents. Jacques Chirac s'arrête devant la photo de la poignée de main Pétain-Hitler et reconnaît sur une autre photo un détenu originaire de Meymac, en Corrèze, Louis Schwartz. À Birkenau, le ciel est lourd, mais les bouleaux s'illuminent au soleil couchant. Encadrant deux jeunes, un Français et un Polonais, les deux présidents posent une gerbe au monument aux morts.

Sous le choc, les jeunes font part de leurs impressions :

« Une haine comme ça, c'est de la folie, dit l'un d'eux.

— J'ai les boules quand je vois ça », dit un autre.

Ils ne « pensent pas que les racistes d'aujourd'hui seraient capables d'une horreur pareille », mais ils repartent avec la volonté de lutter autant que possible contre la haine. Jacques Chirac leur délivre un double conseil : « Faire l'Europe car elle assurera la paix » et « lutter contre ceux qui répandent des doctrines d'exclusion ». Il exprime son « espoir que l'emporte partout un jour l'esprit de tolérance et de paix ». Sur le livre d'or, il a écrit : « Ces lieux de souffrance et de mémoire doivent faire de nous des vigilants. »

Micros à Sarajevo

Accompagné d'Hubert Védrine – cohabitation oblige –, du capitaine Lecointre [15] et de neuf anciens de la Forpronu et du COS [16], Jacques Chirac se rend à Sarajevo, les 6 et 7 avril 1998, pour des entretiens avec trois membres de la présidence, une visite à l'université et quelques heures auprès des soldats français de la Sfor, à Mostar et Rajlovac. Ils doivent

fournir un appui aérien et au sol, y compris sur les aéroports, dont celui de Sarajevo. Des militaires accompagnent notre cortège.

Jacques Chirac passe la nuit à l'Holiday Inn, inspecté au préalable. Demi-surprise : dans sa suite, nous découvrons des micros. J'en informe le président :

« Nous avons trouvé des micros dans votre chambre. Je vous invite à faire attention.

— Bon, très bien. Ça ne m'étonne pas dans ce pays, répond le chef de l'État. Vous voyez, Védrine, ils sont bons, nos gendarmes. »

Après des entretiens au Musée national, à 10 h 15, nous déposons une gerbe devant la plaque commémorative près du pont de Vrbanja, lieu d'un combat franco-serbe trois ans plus tôt, le 27 mai 1995. Sur ordre de Jacques Chirac, nouvellement élu, une unité du 3e régiment d'infanterie de marine (Vannes) avait repris le poste aux Serbes et délivré onze casques bleus français retenus en otages. Un assaut qui avait fait deux morts et dix-sept blessés chez les marsouins. « La France ne tolérera plus l'humiliation », avait déclaré Jacques Chirac, venu s'incliner devant les deux cercueils le 1er juin. « La reprise du pont de Vrbanja restera dans la mémoire de nos armées comme un symbole, celui de la dignité retrouvée, du refus de toutes les humiliations », avait-il ajouté. Ce coup d'éclat, véritable acte de guerre, avait marqué le réveil de la communauté internationale, cantonnée jusque-là à une forme d'impuissance humanitaire. Nous déambulons dans Sarajevo entre 10 h 45 et 11 h 45, avec passage sur la place du marché de Markalé, lieu de deux massacres en 1994 et 1995 par des tirs d'obus attribués à l'armée serbe, mais parfois aussi aux Bosniaques eux-mêmes pour faire réagir la communauté internationale et mettre fin au siège de Sarajevo.

Vers 19 h 30, nous décollons de Mostar. Fin d'un séjour rapide dans ce pays ravagé qui avait exigé de notre part un gros travail de sécurité, en liaison avec les responsables de la Sfor. Mission qui demandait sens de la coordination, expérience, diplomatie, maîtrise de la langue anglaise et adaptation à un environnement militaire opérationnel. Mention particulière aux unités spéciales italiennes chargées de tenir les points hauts tout au long de notre présence à Sarajevo.

Photo avec Hillary Clinton

Toujours dans le feu de l'action et des courses folles des déplacements présidentiels, nous n'avons pas souvent le loisir de jouer aux touristes de luxe et de rapporter des trophées de nos pérégrinations, ne serait-ce que des photos, les selfies d'aujourd'hui. Le passage de Jacques Chirac à la Maison Blanche, en février 1999, pour un entretien avec Bill Clinton, reste donc gravé dans ma mémoire. Pendant que le président devise dans le Bureau ovale, j'attends dans le couloir avec quelques membres de la délégation. Nous sommes privilégiés car l'accès est très contingenté et, naturellement, très surveillé. Je connais les lieux pour les avoir visualisés lors de la mission préparatoire. Je suis en train de bavarder avec les officiers de la sécurité américaine lorsque Hillary Clinton apparaît. Elle s'arrête à notre hauteur, surprise de nous trouver là. Les collègues la sollicitent pour quelques photos souvenir. À mon étonnement, elle accepte de poser avec chacun d'entre nous, après nous avoir serré la main. Souvenir presque ému de cette grande dame simple, au sourire éclatant, qui change des mines compassées que j'ai si souvent croisées. Je conserve aujourd'hui encore cette jolie photo, comme celle de Bill, dédicacée !

Difficiles retrouvailles avec l'Algérie

Après Valéry Giscard d'Estaing, premier président à se rendre en Algérie en 1975 pour commencer avec Houari Boumédiène à « écrire une nouvelle histoire » ; après François Mitterrand qui, en novembre 1981, était venu chez Chadli Bendjedid avec la volonté de créer un « climat nouveau », sans parler de la pluie tant espérée qui s'était enfin mise à tomber à son arrivée ; après de nombreuses autres rencontres des deux côtés, comme les visites à Paris de Houari Boumédiène en 1983, les retrouvailles toujours proclamées font du surplace. Davantage encore pendant les années 1990, lors de la guerre entre le pouvoir et les islamistes, avec son lot de tueries et massacres aveugles. La France est prise entre deux feux, en quelque sorte otage des uns et des autres. Les tentatives de renouer le dialogue échouent.

À l'occasion du L^{e} anniversaire de l'Onu en octobre 1995, Boutros-Ghali provoque la rencontre de Chirac et de Liamine Zéroual dans un ascenseur. « Je suis ravi de faire votre connaissance », dit le premier. L'autre répond sèchement en arabe, furieux que le président français ait refusé une rencontre officielle et médiatisée. Encore quelques années et l'élection

d’Abdelaziz Bouteflika, en 1999, offre un nouvel espoir. Le président algérien est accueilli à Paris en juin 2000, mais ses propos sur les « harkis collabos » jettent un froid. Jacques Chirac profite d’un passage éclair au nom de la présidence européenne, le temps d’une rupture du jeûne en commun, pour calmer le jeu.

Solidarité à Bab-el-Oued

Le 1er décembre 2001, il se rend impromptu à Bab-el-Oued, quelques jours après les inondations dramatiques qui ont fait 849 morts. Marque de solidarité avec une population éprouvée par la catastrophe. La foule se masse derrière les barrières pour saluer et remercier le président qui marche longuement avec Bouteflika. Il serre les mains. Bousculade chaleureuse, mais toujours risquée. Deux voitures sont positionnées à des endroits stratégiques, en cas d’évacuation rapide. À la différence d’autres bains de foule, nous savons où diriger le président.

Retour en Algérie, le 2 mars 2003, cette fois pour une visite d’État, la première d’un président français depuis la guerre d’indépendance – qu’il a faite lui-même en 1956, près de la frontière marocaine. Pour sceller enfin les retrouvailles, il remet à Bouteflika le sceau du bey d’Alger, symbole de souveraineté pris en 1830. Près d’un million d’Algérois, massés le long des rues, scandent son nom « avec une ferveur et un enthousiasme bouleversants », selon le président, dont le refus de la guerre en Irak a marqué la population. À Oran, considérée comme une cité de la tolérance, où les pieds-noirs vivaient nombreux, des centaines de milliers de personnes font également un triomphe à Jacques Chirac. Des coups de feu sont tirés en guise de bienvenue traditionnelle. De quoi tenir éveillé le GSPR ! Une fois de plus, il n’est question que d’avenir et de « nouvel élan », mais le traité d’amitié n’est pas signé pour autant, Chirac refusant que la France reconnaisse sa culpabilité durant la période coloniale.

Le pataquès du président candidat

Faut-il choisir entre le candidat et le président ? Un président en campagne pour sa réélection reste-t-il président, bénéficiant donc de toute sa sécurité élyséenne, ou faut-il la réduire, voire la supprimer, avec tous les risques que l’on peut imaginer ? La question s’est posée avec acuité pour

Jacques Chirac en 2002. Je me suis retrouvé une fois de plus en première ligne d'un dur bras de fer avec son entourage. Rien à voir avec la campagne du président candidat Mitterrand en 1988. Le GSPR est alors clairement mobilisé, même si sa présence sur le terrain est modulée selon le programme : effectif réduit pour une présence au plus près de la tribune présidentielle, supervision et conseils, mobilisation de la sécurité du Parti socialiste, mission préparatoire et précurseur de la même façon que pour un voyage officiel ou privé.

Plus rien de tel en 2002 avec Jacques Chirac. Sa campagne démarre tardivement. Motus à l'Élysée. Il se déclare candidat le 11 février 2002, lors d'un déplacement officiel à Avignon. Je l'apprends ce jour-là, comme tous les Français. Le précurseur long était en place depuis le vendredi 8 et le précurseur court rejoignait le lendemain. Après être arrivés en fin d'après-midi à l'aérodrome d'Avignon, nous faisons mouvement jusqu'au restaurant La Compagnie des comptoirs pour dîner, avant de passer la nuit à la préfecture du Vaucluse. Le lendemain matin, nous nous rendons à pied à l'espace Jeanne-Laurent, à proximité du Palais des papes, pour une réunion de travail. Vers 12 h 30, le chef de l'État rencontre des représentants du département. Une liste est établie et les responsables locaux aidés des Renseignements généraux sont chargés de faire le filtrage. Nous avons insisté pour que les bagages de la presse soient ouverts et inspectés au même titre que ceux des invités. Nous sommes en effet sous le régime de Vigipirate renforcé. Devant les invités et la presse aux abois, le président lâche le morceau et officialise sa candidature. Il est environ 13 h 15.

Claude écarte encore le GSPR

La machine préélectorale se met aussitôt en place, sous la baguette de Claude Chirac. C'est avec la sécurité privée qu'elle règle les détails pratiques, sans mettre le GSPR dans la boucle, contrairement à 1995. Comme si nous avions changé de mode et de cylindrée, le président n'est plus président ! Je vais la voir pour exiger d'être informé : j'apprends que des voitures de la mairie sont déjà positionnées dehors pour constituer le cortège, car il n'est plus question d'utiliser les voitures officielles ni les avions de l'État. Il est prévu de rentrer à Paris par TGV, puis de rejoindre l'Élysée avec un véhicule banalisé n'appartenant pas au Palais. Tout est

prêt. Que fait le groupe ? La sécurité ne peut être négligée, qu'on le veuille ou non. Claude Chirac est obligée d'en convenir. Nous continuons donc à assurer malgré tout sa protection et à engager nos moyens au profit de ce « drôle » de candidat président.

Dans le détail, avant de rejoindre la gare TGV, nous nous garons à l'extérieur d'Avignon en cortège réduit et au bord de la route. Le reste de la délégation officielle, non officielle et technique rejoint Paris grâce aux moyens de la République. Nous attendons car nous sommes en avance sur l'horaire de départ et la fille du président ne veut pas de contact avec la presse et le public. Des places sont réservées dans un wagon. J'emmène deux membres du groupe pour surveiller le passage des voyageurs et éviter trop de dérangements au président. Bonjour les curieux et les adeptes de la photo souvenir et de l'autographe ! Jacques Chirac s'y prête volontiers. On me laisse faire, sans m'avoir associé auparavant à la manœuvre. J'ai tout de même un temps d'avance car j'ai eu Paris pour l'arrivée. Je m'appuie sur un gendarme du groupe, Jean-Claude, membre de l'équipe privée, qui supervise l'arrivée à la gare de Lyon.

Il nous faut alors remonter le quai bondé pour rejoindre les voitures. Quelques centaines de sympathisants hurlent et se bousculent pour voir Jacques Chirac. Sans parler de la presse. Le président me regarde :

« Où va-t-on, mon colonel ?

— C'est par ici, monsieur le président.

— J'espère que la voiture n'est pas loin ! »

Jean-Claude a rameuté une équipe qui fait le lien entre le quai et la voiture, tant bien que mal. C'est la bousculade, le président s'appuie de sa main droite sur mon épaule pour garder l'équilibre et progresser vers la sortie. Cela me rappelle les *garden parties* à l'Élysée ou les traversées de foule lors des réceptions dans les ambassades. Le précurseur a bien fait les choses, comme d'habitude. Le véhicule du Chef loué pour la circonstance ainsi qu'un monospace sont en place sur l'esplanade. Ils sont désormais conduits par des chauffeurs privés proches du RPR. Mais qui sont-ils exactement et que valent-ils en cas de coup dur ?

Escortés par des dizaines d'équipes presse à moto, nous partons pour l'Élysée, selon le dispositif de sécurité type. Le retour, vitres ouvertes, donne lieu à un véritable rodéo dans les rues. C'est au motard qui prendra la

meilleure photo et qui recueillera un mot du président. À ce petit jeu, la suite jusqu'à l'élection promet d'être sportive !

Avec le « privé », sécurité a minima

Je commence mon « forcing » pour faire valoir l'implication du GSPR dans la campagne. Le directeur de cabinet tarde à me recevoir. La chef de cabinet, responsable des déplacements en France, ne veut pas prendre parti, malgré mes nombreuses demandes orales et écrites. Elle reconnaît le bien-fondé de mes interrogations, mais se replie derrière le cabinet du directeur et l'avis de Claude. Pourquoi prendre des coups inutiles ? Le GSPR écarté, la sécurité est confiée à Joël, officier de police, chargé de la protection personnelle de Jacques Chirac. Je m'en ouvre aussi au chef de cabinet adjoint, plus compréhensif. Il se défausse à son tour. Nous en sommes revenus à la campagne de 1995, lorsque le simple candidat ne pouvait pas bénéficier de sécurité officielle. La situation est pourtant radicalement différente car, cette fois, c'est aussi le président qui court des risques et le pays avec lui, qu'il le veuille ou non.

Le « privé », officier de police, a décidé une sécurité *a minima*, avec l'aval du directeur de cabinet. Il a prévu de constituer, sans m'en parler, une petite équipe de six personnes gendarmes et policiers. Le commandant de la sécurité rapprochée du président de la République est prié de partir en vacances…

À deux mois du premier tour, je n'ai toujours aucune consigne ni de nouvelles du directeur de cabinet. Le privé continue de considérer que la campagne est de son domaine exclusif. Il me demande un jour de lui fournir quatre membres du groupe choisis par lui seul. Fin de non-recevoir.

L'ambiance se tend. Je renouvelle par écrit ma demande de rendez-vous auprès du directeur de cabinet. Il me reçoit. En une demi-heure, je lui expose les risques liés à la campagne et les mesures de sécurité qui devraient s'imposer : mise en sécurité préalable, précurseur, accompagnement, chauffeur aguerri du GSPR pour la conduite du véhicule. Bertrand Landrieu décide enfin d'un entretien en tête en tête avec le privé.

Retour du GSPR

Il en ressort cette note du 22 février 2002 :

Pour assurer la sécurité des déplacements du PR dans le cadre de sa candidature à la présidence, les dispositions suivantes sont prises.

1) *À Paris, le VL loué à l'Association de financement de la campagne demeure garé dans l'enceinte du palais de l'Élysée afin d'assurer sa sécurité. En province, la sécurité du véhicule de location dans lequel prend place Jacques Chirac est à la charge du GSPR.*

2) *Messieurs M. et B. assurent la conduite des véhicules de location à Paris comme en province. Leur défraiement est à la charge de l'Association de financement.*

3) *La sécurité rapprochée de Jacques Chirac est assurée au titre de la « sécurité privée » par trois personnes : JM, SLO et PEL. Au titre du GSPR par quatre membres de ce groupe qui prennent place dans la voiture suiveuse et par deux membres prépositionnés en recueil. Lors de ses déplacements à pied, M. Chirac est accompagné au plus près par quatre personnes (deux « privés », deux GSPR). C'est le cas notamment lors des réunions et meetings, où la protection du podium est de leur responsabilité.*

4) *Sécurité générale : le GSPR est chargé, en liaison avec les organisateurs de réunions ou manifestations auxquelles M. Chirac participera, du contact avec le Préfet du département, responsable de l'ordre public ; pour la sécurité, et notamment le déminage, des salles et bâtiments concernés, il sera fait appel aux services locaux spécialisés du ministère de l'Intérieur. L'accompagnement et la gestion des représentants de la presse présents lors de chaque manifestation sont à la charge du SPHP de la présidence de la République, en liaison avec le service de presse du candidat.*

5) *Commandement : le GSPR est aux ordres de sa hiérarchie. M. Morin est responsable de la sécurité privée. Vous voudrez bien appliquer strictement ces instructions et me rendre compte de toute difficulté d'application. Ce dispositif permanent recevra, en tant que de besoin, des adaptations ponctuelles, nécessitées par les circonstances de temps et de lieu, préalablement soumises à mon appréciation.*

Au bout du compte, le groupe est certes engagé en nombre réduit (pas plus de six personnes), mais je garde le commandement du dispositif mis en place. La sécurité du président conserve un schéma qui a fait ses preuves,

mais les moyens restent limités et je perds le contrôle des chauffeurs. Ce point est pourtant essentiel dans le dispositif. Par ailleurs, nous restons liés aux services de sécurité locaux – ce qui nécessite à la fois du doigté et de la fermeté –, en lien très étroit avec le service de sécurité du parti. Le responsable en est un ancien officier de l'armée de terre, au statut indéterminé et plutôt convivial. Il deviendra ultérieurement un très haut fonctionnaire de la police, préfet.

En attendant, il s'agit de coordonner sur place et pour chaque meeting les mesures de sécurité propres au président candidat. Du personnel du GSPR est détaché sur chaque meeting, et ça marche ! Le service du parti s'occupe des mesures d'ordre général et le fait bien. Il nous donne une aide pour la progression en aval et en amont lors des déplacements à l'arrivée et au départ du candidat. Notre assistance est indispensable quand il s'agit de la gestion des flux, notamment de celle du candidat dans la salle. Elle l'est aussi pour l'aménagement de l'estrade, sa desserte et ses abords, ainsi que pour les coulisses et le circuit d'exfiltration.

Crachats au Val-Fourré

Trois meetings. Celui de Lyon, où je suis descendu la veille, réunit des milliers de sympathisants et pose les problèmes classiques de tout rassemblement : contrôle et filtrage, sécurisation des abords, stationnement des véhicules, zone presse, accès publics et accès réservés… Nous sommes à pied d'œuvre. Des ténors du parti sont là, Michèle Alliot-Marie, Charles Millon, Jean-Pierre Soisson. Même Luc Alphand est venu de Serre-Chevalier. La réunion se passe sans anicroche. Le soir même, retour à l'Élysée.

Avant celui de Dreux, à neuf jours du second tour, plutôt calme malgré quelques manifestantes, celui de Mantes-la-Jolie dans le quartier du Val-Fourré, le 4 mars, est plus périlleux. Le cortège arrive à hauteur du centre commercial. Nous cheminons vers l'antenne municipale du quartier, mais, comme nous l'avions signalé en vain lors de la mission préparatoire, ce déplacement présente de multiples risques : trop long, au milieu d'immeubles hauts, d'allées étroites et tortueuses, d'une population dense et agitée, sans barriérage ni zones de refuge fiables. Ce qui devait arriver arrive à la sortie de la réunion. Je plaide pour une sortie dérobée, car dehors

la foule se presse, plus ou moins hostile, composée notamment de jeunes « sauvageons » (des voyous, en réalité) que la police locale a du mal à maîtriser. Il est décidé, contre mon avis, d'emprunter la sortie ordinaire où nous sommes attendus. Nos véhicules sont disposés au plus près, mais tout de même à cinquante mètres du bâtiment. La voie étroite et rectiligne qui mène aux voitures est bordée de barrières, mais des jeunes et moins jeunes se pressent. Certains se sont placés à califourchon pour mieux dominer la situation, sous le regard des forces de l'ordre.

Dès notre sortie, des crachats s'abattent sur le président et les proches. Jacques Chirac en reçoit un sur la joue. Il ne s'en est pas aperçu. Je lui tends un mouchoir. « Vite, monsieur le président. Il faut y aller. » Il m'écoute, mais le chemin paraît long sous les huées et les crachats. Le départ se fait en précipité et sans protocole. Jacques Chirac, trop vulnérable à ce moment, marche à notre pas, rapide. D'où cette évidence : un président, cristallisant fatalement des années de rancœur et de frustrations, ne peut être privé de sa sécurité.

Épilogue

Ils s'appellent Michel, Pierre, Jean-Claude, Thierry, Robert, Jean-Marc, Fabrice, Paul, Dominique… et tous les autres. Ils sont venus pour bâtir quelque chose dont on leur parlait en termes plus ou moins précis et où tout était à faire. Ils l'imaginaient, sans en prendre toute la mesure. Il fallait de l'audace, dans un environnement plutôt hostile. Aucun ne ressemblait à son voisin, et pourtant… Caractères bien trempés, une seule motivation, un seul but, disponibilité et don de soi. Des individus aux multiples qualités et défauts, mais pour qui servir et donner sans compter sont la ligne de conduite. On peut en sourire, mais c'est vrai. Deux y laisseront la vie.

Épouses et compagnes partagent elles aussi une communauté de destin et de vie. Elles se retrouvent autour de repas pris en commun, de la préparation des fêtes de Noël à la résidence (spectacles des enfants, costumes à confectionner, cadeaux à préparer, goûter à disposer…), des Noël à l'Élysée pour le personnel travaillant au Palais. Des peines des unes et des autres, aussi. Elles vivent en partie par procuration. Rêve de l'enfant de son père parti loin et qui rapportera le cadeau unique provenant d'un marché, d'une boutique, d'un vendeur à la sauvette. Ils finissent par nous connaître par la télévision.

L'éternel problème du temps qui passe et de ceux qui vous attendent, comme de bons petits soldats, nous l'avons tous vécu, sans nous apercevoir qu'ils grandissent sans nous, à l'abri de leur mère. Notre engagement est trop fort pour renoncer à une mission qui nous dévore. Bien des familles feront les frais de cette vie d'absences répétées, à un rythme débridé, dans un environnement si décalé, si peu ordinaire, si exceptionnel. Luxe, sentiment de pouvoir et de puissance tranchent tellement avec la banalité du quotidien qu'ils peuvent troubler, voire conduire à la rupture. Le bilan, au fil du temps, est peu glorieux : plus de la moitié des couples s'éloignent ou se séparent. Le commandement s'efforce à la médiation, dans la mesure du possible.

Que penser de personnes qui se consacrent corps et âme à leur métier ? Nous ne sommes pas les seuls, mais ce qui nous différencie, c'est cette capacité à faire don de soi-même jusqu'à donner sa vie pour une personne, le président de la République. Sans l'avoir toujours mûrement réfléchi. Lors du recrutement, la plupart des candidats interrogés s'engageaient, sans forfanterie, à faire primer la mission sur tout, sur leur temps, sur leur famille.

Conseils aux jeunes

Le contexte de ce travail reste toujours spécial. Nous baignons dans des milieux divers où les apparences et l'esprit de cour prédominent, où le droit à l'erreur est rarement accepté et où l'argent paraît facile. C'est aussi un milieu versatile vis-à-vis de sa sécurité. Tout dépend du calendrier politique, de la personnalité et de l'humeur de l'entourage proche. Ce « job » qui ne connaît pas de répit est en général reconnu, au moins après des années de bons et loyaux services. Mais il faut rester sur ses gardes, s'en protéger et se souvenir toujours d'où l'on vient. Ne pas tenir sa place expose aux pires désagréments, sans compter ceux qui vous veulent du mal ! Il est flatteur de se tenir à côté du président et des grands de ce monde, de loger dans les meilleurs hôtels de la planète, mais ces faveurs exigent en contrepartie de l'excellence dans le travail et dans les rapports professionnels et humains. Les muscles sont nécessaires, mais pas suffisants.

Quelle belle aventure, quel défi que d'assurer la sécurité du personnage le plus important de la République ! Mais il faut être conscient que la politique et l'action ne font pas forcément bon ménage. Le GSPR n'appartient à personne en particulier. C'est le groupe des gendarmes qui l'a façonné et élevé au rang d'unité connue et reconnue. Nous avons certainement contribué à apporter un nouveau regard sur la sécurité rapprochée, à la fois professionnel et adapté aux situations et aux personnages à protéger.

J'ai quitté le groupe en 2002, avec le sentiment du devoir accompli, non sans une légère amertume de laisser les rênes à un commandant du GSPR policier, formé sous mon commandement, mais étranger au souffle qui nous a guidés et animés pendant des années.

Que reste-t-il du GSPR historique ?

Les gendarmes qui ont servi cette unité sont partis dans des directions diverses et variées. Certains sont devenus indifférents à leur histoire, très vite, bien avant 1995, ou avec le temps. D'autres perpétuent la mémoire, au cours d'une cérémonie annuelle devant notre stèle aux morts, en mai ou en juin, suivie d'un déjeuner et précédée d'une assemblée générale. Nous ne sommes en général qu'une quarantaine, mais j'ai le sentiment que le ferment reprend. Les anciens reviennent parler de notre histoire, remuer leurs souvenirs, livrer quelques anecdotes vécues, tout en témoignant leur attachement à cette formation spéciale.

Du GSPR historique, il reste surtout un groupe de gendarmes actifs qui représentent à la fois le passé et l'avenir. Que d'humiliations endurées et de résistances à l'adversité de leur part ! Jusqu'à quand faudra-t-il assister à cette situation injuste, celle de gendarmes régulièrement cantonnés aux tâches subalternes ?

Il en reste, aussi, une idée certaine et absolue de la sécurité rapprochée du chef de l'État. Il en reste, enfin, surtout auprès des anciennes et des nouvelles générations de gendarmes, le souvenir d'une formidable aventure, d'un engagement exceptionnel et d'un profond respect. Au bout du compte, nous avons fait honneur à des milliers de gendarmes, fiers de savoir la gendarmerie engagée auprès du chef de l'État. Ironie du sort : lorsqu'il m'arrive de converser avec des hauts responsables de la gendarmerie, il n'est pas rare de les entendre regretter la disparition du GSPR historique, et ce, dans l'intérêt de l'institution car, reconnaissent-ils enfin, « vous aviez l'écoute de certains collaborateurs et du chef de l'État lui-même ». Les mêmes qui n'ont rien fait quand il s'est agi du devenir de l'unité en 2007 !

Je n'en veux à personne, sauf à réaffirmer que la démocratie et la liberté du chef de l'État ne peuvent s'accommoder d'un quasi-monopole policier. Ceux qui avancent des raisons de confidentialité et des contingences matérielles élémentaires pour plaider en faveur d'une seule et unique force auprès du président font preuve de mauvaise foi.

Le GSPR de demain ? Il faudra le rendre beaucoup plus fort et beaucoup plus riche en origines et en talents qu'il ne l'est actuellement. Il est nécessaire de recruter dans les deux corps majeurs, police et gendarmerie, sur des critères partagés et de former les personnels sur des bases identiques avec un encadrement commun ; de pratiquer une sélection draconienne et sans concession pour aboutir à une unité d'élite capable de rivaliser avec les

meilleures unités actuelles ; de mener une formation continue de haut niveau ; de s'abstraire des contingences politiques pour choisir le personnel ; de soutenir une vision globale de la sécurité, c'est-à-dire intégrée, où toutes les compétences requises sont détenues par une grande majorité du personnel. Une externalisation excessive est gage d'irresponsabilité et d'atteinte à l'intégrité du dispositif. Il est nécessaire, aussi, de développer une cohésion, donc une confiance entre les différentes composantes, sans faille et en dehors des missions. Surtout, il faut préserver une équité et une justice dans la répartition des charges au sein du groupe. Il faut espérer désormais qu'après tant d'années de convulsions et d'incertitudes opérationnelles, jusqu'à l'affaire Benalla, les hommes et les femmes chargés de la sécurité du président puissent enfin assurer efficacement et sereinement leur mission au service de la France.

Le mot de la fin à Antoine de Saint Exupéry : « La grandeur d'un métier est peut-être, avant tout, d'unir les hommes : il n'est qu'un luxe véritable, et c'est celui des relations humaines [1]. »

Micro, oreillette pour une liaison radio : image typique du GSPR en action. Ici, on me transmet l'information que deux suspects ont été interpellés lors du sommet franco-espagnol à Perpignan, le 11 octobre 2001, année de toutes les menaces. En arrière-plan, le Premier ministre Lionel Jospin et le président Chirac. *(J.-C.)*

Séance d'entraînement avec Thierry, Franck et quelques autres membres du GSPR : exfiltration de l'autorité, à la suite d'une embuscade.
(Labo photo central de la gendarmerie)

OUVRAGES DE XAVIER PANON
AUX ÉDITIONS DE L'ARCHIPEL

Je ne pouvais rien dire, avec Paul-Louis Voger, 2018.
C'était Rocard, avec Jean-Paul Huchon, 2017.
Les Conquérants 2017, avec Éric Revel, 2016.
Dans les coulisses de la diplomatie française, de Sarkozy à Hollande, 2015.
Jacques Chirac, les 5 visages d'un président, 2012.
La France peut s'en sortir ! Le débat Jean Arthuis-Michel Sapin, 2012.

l'Archipel

Vous avez aimé ce livre ?
Il y en a forcément un autre
qui vous plaira !

Découvrez notre catalogue sur
www.editionsarchipel.com

Rejoignez la communauté des lecteurs
et partagez vos impressions sur

www.facebook.com/larchipel

Achevé de numériser en juillet 2018
par Soft Office

1. Avec François Mitterrand de mars 1983 à juillet 1991, puis avec Jacques Chirac de juillet 1995 à juillet 2002. Commandant adjoint du GSPR de 1995 à 1998, je prends le commandement du groupe jusqu'à l'été 2002.
2. Rapport rendu public le 20 février 2019.
3. Alain Le Caro et Gilles Halais, *Les Mousquetaires du président*, Fayard, 2017.

1. Compagnie républicaine de sécurité basée à Vélizy, aux missions variées. Elle intervient souvent pour l'Élysée en soutien des services de sécurité du président.
2. L'« IP » est un officier de sécurité en relation directe avec le président lors de ses déplacements. L'« épaule » désigne l'un des officiers de sécurité en charge de l'intégrité physique du président. Ces deux fonctions sont normalement exercées par les hommes du GSPR spécialement formés, ce qui n'était pas le cas d'Alexandre Benalla.
3. Xavier Panon, *Chirac, les 5 Visages d'un président*, L'Archipel, 2012.
4. Alain Le Caro et Gilles Halais, *op. cit*.
5. Voir p. 109.
6. Plaqué très vite au sol par des spectateurs, avant d'être cueilli par les policiers, Maxime Brunerie a été condamné à dix ans de prison. Il a été libéré le 3 août 2009 après sept années de détention.
7. Voir p. 95 et p.177.
8. Christian Prouteau, *La Petite Demoiselle et autres affaires d'État*, Michel Lafon, 2010.
9. Voir également p. 18 et p. 61.
10. Alain Le Caro et Gilles Halais, *op. cit*.
11. Avec le temps, les « deux chefs », Prouteau et Le Caro, s'éloigneront pourtant. Question d'ego. Peut-être le charismatique Prouteau a-t-il aussi, après treize années à l'Élysée et des années d'instruction puis de procès, payé la facture des écoutes illégales lancées pour protéger la vie privée de François Mitterrand. Cette histoire, écrira-t-il, « a plombé ma vie ».
12. Alain Le Caro et Gilles Halais, *op. cit*. Si la formation est identique pour le GIGN (lutte antiterroriste) et le GSPR (sécurité présidentielle), le profil des agents est différent. Le GSPR fait appel à des hommes plus aptes à s'adapter à toutes les circonstances et à tous les milieux, y compris à l'environnement élyséen.
13. François de Grossouvre, alors chargé de mission auprès du président de la République, qui lui confie les problèmes de sécurité et les dossiers sensibles.
14. Alain Le Caro et Gilles Halais, *op. cit*., p. 22.
15. Ce terme militaire désigne un groupe dont une partie procède à l'attaque ou à la défense.
16. Alain Le Caro et Gilles Halais, *op. cit*.
17. Voir p. 245.
18. Alain Le Caro et Gilles Halais, *op. cit*.
19. Voir p. 207.
20. Voir p. 183.
21. Entrée à l'Élysée en 1969 sous Georges Pompidou, elle a « managé », de sa voix haut perchée, la presse présidentielle jusqu'en 2018.
22. Le SGDN (Secrétariat général de la Défense nationale) détache à l'Élysée une équipe de transmetteurs chargée de sécuriser les communications du président et d'une partie de la délégation à l'Élysée, en régions et à l'étranger.
23. Xavier Panon, *op. cit.*
24. Christian Prouteau, *Au service du président*, Michel Lafon, 1999.
25. Il s'agit des anciens privés, membres de la police.
26. *Le Canard enchaîné*, 19 juillet 1995.
27« Le style Chirac », 15 juillet 1995.
28. Cadre gendarme très expérimenté, ayant assuré la sécurité du président Mitterrand durant ses deux mandats et celle de Jacques Chirac pendant son septennat.
29. Le fort de Brégançon prend sa forme actuelle durant la guerre de Trente Ans (1618-1648). Il devient résidence officielle des présidents de la République en 1968, sur proposition du général de Gaulle.

30. Le Secrétariat général de la Défense nationale (SGDN) est devenu SGDSN (Secrétariat général de la Défense et de la Sûreté nationale) en 2009.
31. Le Groupement de sécurité et d'intervention de la gendarmerie nationale (GSIGN) est créé le 1er janvier 1984. Il regroupe alors trois unités opérationnelles : le GIGN, l'EPIGN, le GSPR. Il est rebaptisé GIGN le 1er septembre 2007. Il est désormais constitué de trois forces.
32. Voir p. 145.
33. Le Groupe islamique armé (GIA), ayant pour but de renverser le gouvernement algérien pour le remplacer par un État islamique, agira en Algérie et en France (attentat du RER B à Saint-Michel en juillet 1995…). Organisation très active dans les années 1990. On se souvient notamment de la prise d'otages et de l'assaut donné par le GIGN sur l'aéroport de Marseille-Marignane, le 24 décembre 1994. On se souvient aussi de l'assassinat par le GIA des sept moines de Tibhirine enlevés le 27 mars 1996.
34. Deux gradés très expérimentés, eux aussi en activité sous François Mitterrand.
35. Le SPHP se dénomme communément « VO » (Service des voyages officiels), puis SPHP, et enfin aujourd'hui SDLP (Service de la protection).
36. La préfecture de police de Paris est appelée communément « PP ».

1. Claude Gubler, Michel Gonod, *Le Grand Secret*, Plon, 1996.
2. Lire le récit de ce voyage p. 188.
3. Christian Prouteau, *op. cit*.
4. Médecin de formation, industriel, ami de François Mitterrand dont il est, de 1981 à 1985, chargé de mission pour les questions de sécurité. Responsable des chasses présidentielles, il conserve un bureau à l'Élysée, où il est retrouvé mort le 7 avril 1994. La thèse du suicide est retenue.
5. Mazarine Marie Mitterrand Pingeot, selon son état civil de 2016, est née le 18 décembre 1974. Professeure agrégée de philosophie, elle est chroniqueuse et romancière.
6. Voir p. 65.
7. Site SimonSays.fr.
8. Charles Salzmann (1927-2009) faisait partie des très proches de François Mitterrand. Il l'accompagna dans de nombreux voyages privés entre 1981 et 1989. Ses relations avec le GSPR étaient essentiellement opérationnelles.
9. Le Mystère-Falcon 50 appartient à la flotte du Glam (Groupe de liaisons aériennes ministérielles) basée à Villacoublay et dissoute en juillet 1995, sous Jacques Chirac. Ses missions ont été largement reprises par l'Etec 65 (Escadron de transport, d'entraînement et de calibration), lui aussi basé à Villacoublay.
10. Je me souviens d'un membre des VO viré de son poste faute d'avoir livré à temps à Jacques Chirac son smoking pour la soirée de gala du premier jour de sa visite à Varsovie.
11. Complice en littérature et en politique depuis 1965, le Breton Paul Guimard, qui avait participé à toutes les campagnes de François Mitterrand, l'avait rejoint à l'Élysée en 1981, avant de siéger dès l'année suivante à la nouvelle Haute Autorité de la communication audiovisuelle.
12. Voir p. 119.
13. Le président Mitterrand l'a utilisée lors d'une visite privée du chancelier Kohl pour aller de Brégançon à Port-Cros, le 25 août 1985.
14. Voir p. 60.
15. Plusieurs chamanes se sont rendus au musée de Berlin pour désacraliser les poupées (*kachinas*) exposées et rendre leur liberté aux esprits.
16. Alain Nicolas, *Un anthropologue nommé Chirac*, L'Archipel, 2017.
17. Les miniatures en laque de la ville de Palekh sont peintes à la détrempe avec des couleurs à base de jaune d'œuf et des pinceaux en poils d'écureuil.
18. Xavier Panon, *op. cit*., p. 331.
19. Le Concorde entame ses premiers vols commerciaux en 1976 et les achève en 2003. L'accident de Gonesse survenu le 25 juillet 2000 sur le vol 4590 Air France (113 morts), sous les yeux de Jacques et Bernadette Chirac, présents sur un autre vol, décide de la fin de son exploitation commerciale.
20. Correspondant attitré pour tous les voyages présidentiels de Jacques Chirac jusqu'au début des années 2000, Pat Miller travaille à l'ambassade des États-Unis à Paris. Nous nous estimons et nous nous côtoyons systématiquement à ces occasions. Lorsqu'il quittera Paris, il continuera de coordonner les déplacements présidentiels aux États-Unis. Un *good guy* !
21. Jacques Chirac, *Mémoires*, t. I, *Chaque pas doit être un but*, NiL, 2009, p. 426.

1. Alain Le Caro et Gilles Halais, *op. cit*.
2. Chef d'état-major des armées.
3. Alain Le Caro et Gilles Halais, *op. cit*.
4. Jusqu'au 14 décembre 1995.
5. Le 26 avril 1937, l'aviation de la légion Condor, envoyée par Hitler pour soutenir Franco, bombardait Guernica, capitale historique du Pays basque.
6. Témoignage cité par Xavier Panon dans le mémoire de DESS « Études stratégiques » (Iris), septembre 1994.
7. Major-General Lewis MacKenzie, *Peacekeeper. The Road to Sarajevo*, Douglas & McIntyre, 1994.
8. Et l'assaut contre les Serbes pour leur reprendre le pont de Vrbanja.
9. Le Zaïre (actuelle République démocratique du Congo) est alors présidé par Mobutu Sese Seko (le « Léopard zaïrois ») depuis 1965.
10. Dix ans avant le déclenchement du génocide. Sur la mission au Rwanda, voir p. 95.
11. « Vers l'Orient compliqué, je volais avec des idées simples », Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*.
12. « Que voulez-vous ? Que je retourne à mon avion et que je rentre en France ? C'est ça que vous voulez ? C'est une provocation… »
13. Bernard Bajolet, *Le soleil ne se lève plus à l'est*, Plon, 2018.
14. Communication de Jean-Yves Empereur, Académie des inscriptions et belles-lettres, 1997.
15. Le général François Lecointre, actuel chef d'état-major des armées (Cema), était capitaine lors de la reprise du pont de Vrbanja, à Sarajevo, le 27 mai 1995.
16. Le Commandement des opérations spéciales, créé en 1992, est placé sous les ordres du Cema.

1. *Terre des hommes*, 1939.

This file was downloaded from Z-Library project

Your gateway to knowledge and culture. Accessible for everyone.

z-library.sk z-lib.gs z-lib.fm go-to-library.sk

Official Telegram channel

Z-Access

https://wikipedia.org/wiki/Z-Library